

هكذا من الأصل

DERNIÈRE ÉDITION

Le Monde

QUARANTE-QUATRIÈME ANNÉE – N° 13104 – 4,50 F — Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : André Fontaine — MARDI 17 MARS 1987

L'Espagne et l'Amérique

Il y a un an, tout juste, plus de la moitié des Espagnols se prononçaient pour le maintien de leur pays dans l'alliance atlantique. Lundi 16 mars, le secrétaire américain à la défense, M. Caspar Weinberger, amorce à Madrid des conversations dont l'issue reste incertaine. Si M. Gonzalez avait le 12 mars 1986, en dépit des augures, remporté le référendum sur l'OTAN, réussissant grâce à son charisme personnel à faire pièce à une contestation qui se manifestait jusque dans sa propre formation, le PSOE, la question des bases militaires américaines en Espagne n'était cependant pas entièrement réglée. Le premier ministre espagnol s'était en effet engagé au cours de la campagne électorale à négocier avec Washington la réduction de la présence militaire des Etats-Unis dans son pays.

Commencées il y a sept mois, les conversations sur ce thème achoppent sur le problème des soixante-douze chasseurs-bombardiers F-16 stationnés sur la base de Torrejon-de-Ardoz, près de Madrid.

Le gouvernement espagnol demande le départ des Américains de cette base, située trop près de la capitale et devenue la cible des manifestations anti-OTAN organisées par la gauche radicale. Cette dernière a d'ailleurs mobilisé dimanche plusieurs dizaines de milliers de pacifistes pour une marche en direction des installations américaines, « saluant » ainsi l'arrivée de M. Weinberger. Elle menace en outre de se livrer à un harcèlement « à l'allemande » de ces installations si elle n'obtient pas satisfaction.

On comprend que M. Gonzalez, à peine sorti de la contestation lycéenne, ne souhaite pas voir se développer si près de la capitale un nouveau foyer d'agitation.

Pour M. Weinberger et le Pentagone, en revanche, le maintien des facilités militaires concédées par le traité d'amitié hispano-américain de 1953, et notamment de la base de Torrejon-de-Ardoz, est une question-clé. Elle prend d'autant plus d'acuité que les propositions de M. Gorbatchev visant au démantèlement des euromissiles rend impérative une couverture aérienne du flanc sud de l'OTAN. De celle-ci dépendent le contrôle du détroit de Gibraltar et la réplique potentielle à toute tentative d'encerclement qui pourrait être menée par les pays du pacte de Varsovie, via l'Afrique du Nord.

Si les conversations de Madrid devaient échouer, les responsables américains bénéficieraient certes d'une position de repli : le Portugal, où l'opposition à l'OTAN n'a jamais pris la même ampleur qu'en Espagne. Lisbonne a d'ailleurs fait des offres de service dans ce sens.

Mais un refus espagnol de prendre en compte les arguments de Washington, s'ajoutant aux mises en cause de l'engagement militaire des Etats-Unis en Europe dans de vastes secteurs de l'opinion publique en RFA, en Grande-Bretagne ou en Grèce, conforterait outre-Atlantique les partisans d'une réduction de la présence américaine en Europe.

Ce serait l'amorce de ce fameux « découplage » entre l'Europe et les Etats-Unis, redouté par tous ceux qui, d'expérience historique et politique, sont persuadés qu'il constituerait le plus grand danger pour la sécurité et la liberté de l'Europe occidentale.

Le sort des otages détenus au Liban

Le chef spirituel des chiites a lancé un appel à la clémence

C'est lundi 16 mars au soir qu'expirait le nouvel ultimatum de l'Organisation de la justice révolutionnaire (OJR), qui a annoncé, samedi dernier, qu'elle prononcerait dans les quarante-huit heures une « sentence de mort » à l'encontre de Jean-Louis Normandin, le technicien d'Antenne 2 enlevé le 8 mars 1986 à Beyrouth. Dimanche, des responsables de l'Elysée, de Matignon et du Quai d'Orsay se sont réunis pour faire le point. A Beyrouth, Cheikh Fadlallah, chef spirituel des chiites libanais, a lancé un appel à la clémence.

La nouvelle menace de l'OJR a suscité, dès samedi soir, un communiqué du Quai d'Orsay qui, outre un appel à la clémence, récuse l'interprétation que fait l'OJR de la politique française depuis onze mois au Proche-Orient. Ce communiqué affirme notamment que le gouvernement *« entend en particulier poursuivre avec l'Iran le processus engagé il y a onze mois et dont il attend des conséquences positives à divers égards »*. Ce communiqué a été publié alors que M. Chirac se trouvait en Afrique pour une brève visite au Sénégal et au Cameroun. Il a été cependant publié avec l'accord de M. Maurice Ulrich, directeur du cabinet du premier ministre.

La tonalité du texte du Quai d'Orsay tranche avec la fermeté des propos tenus, vendredi dernier, par M. Denis Baudoin, le porte-parole de Matignon. M. Baudoin, dont la déclaration avait reçu l'aval de l'Elysée, avait insisté sur la détermination de *« l'ensemble des autorités françaises »* à poursuivre *« avec ténacité et fermeté »* la lutte contre le terrorisme et avait affirmé que le gouvernement français *« tiendra pour directement responsable du sort »* des otages les groupes ou les organisations qui les détiennent. M. Baudoin avait également mentionné la volonté française de *« rétablir »* des relations avec l'Iran.

(Lire page 3 l'article de FRANÇOISE CHIPAUX.)

L'anniversaire de la cohabitation et la campagne présidentielle

M. Chirac entend «maintenir le cap» malgré les critiques et les impatiences

M. Chirac, devant les cadres du RPR, a dressé, dimanche 15 mars, un premier bilan de son action au terme d'une année de pouvoir. Malgré les impatiences, les critiques, voire les déceptions, nous devons « maintenir le cap » a-t-il affirmé.

Le premier ministre a exprimé sa confiance dans le verdict des Français pour ne pas *« interrompre l'œuvre de rénovation »*. *« La campagne commence »*, affirme pour sa part M. Joxe, président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, qui invite les Français à *« chasser »* le gouvernement au plus tôt. Samedi, à Nevers, M. Mitterrand avait invité les responsables politiques à ne pas céder à leurs *« passions instinctives »*, tandis que MM. Barre et Delors ont respectivement plaidé pour *« la concorde nationale »* et pour *« un armistice idéologique »*.

Lundi matin, M. Jacques Toubon, secrétaire général du RPR, a critiqué M. Barre, coupable à ses yeux de se *« démarquer »*.

(Lire pages 10 et 11.)

Mi-chemin

par ANDRÉ FONTAINE

PERSONNE en France ne s'étonne de voir la République préparer d'un même cœur la célébration, cette année, du millénaire des Capétiens et, dans deux ans, du bicentenaire de la Révolution qui allait décapiter Louis XVI. L'identité nationale à laquelle, des communistes aux admirateurs de Jean-Marie Le Pen, personne, dans ce pays, n'est vraiment prêt à renoncer est faite de ces contradictions. Qu'elles aient trop souvent débouché sur la guerre civile ne saurait faire oublier les éclatantes manifestations d'unité qui, depuis la nuit des temps, ont jalonné notre histoire.

La phase que nous vivons aujourd'hui se situe à mi-chemin. Pas seulement à mi-chemin des législatives du 16 mars 1986 et de l'élection présidentielle du printemps 88. A mi-chemin aussi des incessants combats où se complaît la classe politique, et de cette union nationale dont la majorité des Français sentent bien que, dans le monde terrible dans lequel nous vivons, elle seule permettrait au pays d'éviter le déclin. C'est ce qui leur a fait accueillir avec tant de faveur la cohabitation et leur fait déplorer aujourd'hui qu'elle ne marche pas mieux.

Peut-être, après avoir donné un moment dans l'illusion, sont-ils aujourd'hui trop pessimistes. Car, après tout, pendant un an, un président de la République de gauche et un premier ministre de droite ont apporté la preuve que la cohabitation, pour reprendre l'expression de Jacques Chirac, était *« non seulement inévitable mais possible »*. Quelque audacieux qu'il soit d'un point de vue sémantique, ce propos dit bien ce qu'il veut dire.

(Lire la suite page 11.)

La nationalité des enfants d'immigrés

Brouillard sur le code

Trente mille personnes dans la rue. Ce n'est pas énorme pour une manifestation convoquée par quelque deux cents organisations, dont le PS, le PC, la FEN, la CGT et la CFDT. Mais ce n'est pas négligeable compte tenu de la complexité du sujet et du flou artistique qu'entretient le gouvernement à son propos.

Un joli brouillard enveloppe, en effet, le code de la nationalité. Bien malin qui pourrait prédire le sort de cette réforme, engagée avec légèreté, conduite de manière contradictoire et qui n'a eu jusqu'à présent pour résultat que de dresser des Français les uns contre les autres et de masquer les véritables problèmes de l'immigration.



Partant d'une idée apparemment très raisonnable – la nationalité française ne doit être accordée qu'à ceux qui la demandent et la méritent, – le gouvernement de M. Chirac a foncé, tête baissée, sur un champ de mines. Car autant ce principe se justifie pour des immigrés arrivés en France à l'âge adulte, autant il paraît contestable pour des enfants d'étrangers nés en France et qui n'ont jamais été eux-mêmes des immigrés. L'octroi, quasiment automatique, de la nationalité française à ces enfants n'est-il pas un facteur d'intégration ?

Le gouvernement a été surpris par l'ampleur des réactions. Sa réforme ne lui paraissait pas particulièrement scandaleuse. Et, jusqu'à aujourd'hui, des hommes plutôt ouverts, comme MM. Séguin ou Malhuret, dénoncent le malentendu, sinon la *« désinformation »*, soulignant que la France conserverait en tout état de cause l'une des législations les plus libérales du monde en matière de nationalité.

Devant les protestations, M. Chalandon a commencé par retoucher son projet de loi. Un projet déjà amputé d'une disposition essentielle, puisque les enfants d'Algériens ne sont pas concernés par le principal article de la réforme : ils auront toujours droit, eux, à une acquisition automatique de la nationalité française à la naissance si leurs parents sont eux-mêmes nés sur l'ex-territoire français.

ROBERT SOLÉ.

(Lire la suite page 14.)

Conflits sociaux, réforme agraire en panne

Le Brésil en proie à la déconvenue

RIO-DE-JANEIRO
de notre correspondant

Changement de pouvoir dans les vingt-trois Etats brésiliens, deuxième anniversaire de la présidence Sarney : le dimanche 15 mars a été une journée doublement significative. Les gouverneurs élus il y a quatre mois ont enfin pris leurs fonctions. A une exception près, ils appartiennent tous au parti majoritaire, le Parti du mouvement démocratique brésilien (PMDB, *centre gauche*), qui domine également le Parlement.

Pourtant, c'est dans un climat chargé d'incertitude que M. José Sarney entame la troisième année de son mandat. Sa crédibilité est au plus bas, son *« option pour les pauvres »* se révélant de plus en plus un simple slogan. Le chef de l'Etat a même dû, ces dernières semaines, entacher l'image de la Nouvelle République en recourant à la manière forte ou en menaçant de le faire pour réprimer ou désamorcer les mouvements sociaux qui affectent les ports et les raffineries du pays.

L'armée est entrée avec ses hommes et ses chars dans les installations de la Petrobras, la compagnie pétrolière de l'Etat, pour en déloger les employés qui les occupaient avant de décider s'ils se mettaient en grève pour obtenir de meilleurs salaires. La marine de guerre a menacé de faire de même, et dans certains cas a mis ses menaces à exécution pour décharger les navires paralysés par une grève de la marine marchande qui en est à sa troisième semaine.

Le président a assumé la responsabilité de l'intervention militaire. Mais l'image de l'armée chassant des ouvriers à la pointe du fusil a fait resurgir les fantômes du passé.

L'amorce d'un accord dans les deux secteurs en fin de semaine a permis à l'armée de se retirer des raffineries. La grève de la marine marchande immobilise près de deux cents navires et paralyse la moitié du commerce avec l'étranger. Les revendications des syndicats portent sur des augmentations qui sont à la mesure de la nouvelle explosion inflationniste, estimée à 35 % pour les deux premiers mois de l'année.

CHARLES VANHECKE.

(Lire la suite page 5.)

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER : Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 525 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 $; Côte-d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 8 kr. ; Espagne, 130 pes. ; G.-B., 55 p. ; Grèce, 120 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 1 700 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 10,50 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal, 110 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 11,50 cr. ; Suisse, 1,60 f. ; USA, 1,25 $; USA (West Coast), 1,50 $.

Débats

FLÉAUX

La « libéralisation » de la publicité télévisée sur certains alcools provoque, dans les milieux médicaux, inquiétude et indignation. Le fléau de l'alcoolisme ne risque-t-il pas d'en être aggravé ? Le professeur Jean Ades rappelle que l'alcool est la première drogue nationale et demande qu'on l'explique clairement aux Français. Le docteur Claude Sautier souhaite que, avant de donner des conseils aux pays en proie à la malnutrition, la France se penche sur son propre cas. Nous publions aussi un témoignage, en forme d'appel à la responsabilité des conducteurs, alcooliques ou non, à propos de cet autre fléau : la vitesse.

Alcoolisme, toxicomanie française

Il faut, sans culpabiliser, expliquer et informer

par le professeur JEAN ADES (*)

SI les causes précises de l'alcoolisme demeurent encore mal connues, on sait aujourd'hui que ce comportement, qui est plus qu'une simple « maladie », relève de la concurrence de facteurs multiples d'ordre biologique, génétique, psychologique, psychiatrique et socioculturel. L'importance de ce dernier n'est pas la moindre. Si la France demeure en tête pour ce qui est de la consommation d'alcool par habitant et par an, c'est moins parce qu'elle est un pays producteur de vin que parce qu'y a cours, depuis des siècles, une riche et puissante « mythologie » de l'alcool dont les contenus sont presque tous positifs.

Qu'ajouter à ce que Roland Barthes avait magistralement analysé ? L'alcool est, en France, l'un des facteurs essentiels de la convivialité, et qui ne boit pas se met à l'écart et se trouve, pour le moins, tenu de s'en expliquer. Il est porteur de significations multiples dont les plus importantes sont *la force, la virilité (« boire comme un homme »)*, l'intronisation symbolique au statut d'adulte pour l'adolescent, mais aussi l'amitié, le plaisir partagé et plus *généralement la « fête »* ; aucun des événements importants de la vie ne peut être fêté sans que la consommation d'alcool ne lui confère sa valeur et son lustre.

Ces significations symboliques du vin et de l'alcool en général, profondément inscrites dans la culture, nous sont inculquées dès l'enfance ; elles favorisent les premières consommations, qu'elles sollicitent et renforcent. Bien des alcooliques, tous les praticiens le savent, n'ont commencé à boire que par timidité, inhibition, crainte du refus, incertitude sur leur identité sexuelle, cherchant *dans ce geste symbolique* un moyen d'être socialement intégré et reconnu, avant même de trouver dans l'alcool l'effet psychotrope qui provoquera l'abus et parfois la dépendance.

A cette pression socioculturelle, renforcée par la littérature, le cinéma, les médias, rien n'est vraiment opposé, et chacun sait à quel point, en France, les propos « anti-alcooliques », d'où *qu'ils viennent, sont considérés* comme obsolètes, poussiéreux, et sont traditionnellement ridiculisés. Comment accepter dès lors, dans cette lutte déjà trop inégale, l'autorisation de la publicité télévisée pour les boissons alcoolisées, quand on connaît l'impact insidieux de la publicité sur les jeunes. Au contraire de ce que certains pensent, cette publicité fait volontiers la promotion de boissons peu titrées en alcool, dont les Français se plaisent à nier le caractère alcoolisé. (*« La bière, ce n'est pas de l'alcool »*, nous disent couramment ceux qui en abusent...)

Symboles

La *seule* et réelle prévention primaire de l'abus d'alcool exige, pour sa partie informative, que soient tenus des propos vrais dénués à la fois d'agressivité et de complaisance. Il y faudrait un certain courage. Sans tomber dans les pièges ridicules et néfastes des consignes de prohibition, l'information publique sur *l'alcool, qui doit être le plus possi*ble soulagée de la concurrence redoutable des messages publicitaires, doit se proposer d'altérer quelque peu, comme on l'a fait *sans hésiter pour le tabac ou la* drogue, les significations symboliques et culturelles trop positives attachées à la consommation d'alcool. Cela passe, au prix d'affrontements difficiles avec de puissants intérêts économiques, par la diffusion de quelques vérités et de messages clairs.

Si l'alcool, consommé modérément, n'est qu'un poison de la cellule nerveuse dont les effets sont heureusement *transitoires* et réversibles, l'alcoolisme représente, en France, la troisième cause de mortalité et tue, directement ou non, près de soixante-dix mille personnes par an. *L'alcoolisme* peut être une vraie toxicomanie, largement aussi destructrice et à une plus grande échelle que celles dont les médias répercutent à juste titre les dangers. L'abus d'acool est un facteur cancérigène reconnu, et c'est l'association alcoolo-tabagique qui est, en France, responsable de la surmortalité masculine. Tout alcoolique dépendant ne peut, enfin, retrouver la santé physique et mentale qu'en renonçant définitivement à la consommation de toute boisson alcoolisée, aussi faiblement titrée soit-elle.

Ces informations, qu'il faut diffuser sans terrorisme, sont bien différentes, on le voit, des messages complaisants et incertains des campagnes récemment proposées par le comité d'éducation pour la santé. Le trop célèbre *« Un verre ça va ; trois verres, bonjour les dégâts ! »* en est un bon exemple. Qu'on en juge : le contenu le plus clair de ce message est permissif, puisqu'*« un verre ça va... »*. De deux verres, rien n'est dit, et ce n'est qu'au *troisième que les « dégâts »* (mais quels dégâts ?) commencent à poindre. Mais de quel verre s'agit-il ? D'un verre de quoi ? De quelle taille ? Et ce verre, à quel rythme peut-on le boire ? Est-ce un verre par jour, par heure, de temps à autre ? Quel médecin ne sait que les alcooliques ne boivent les verres qu'à l'unité ? Et puisqu'*« un verre, ça va... »*, il n'y a guère de raisons de ne pas le prendre, chacun s'arrêtant au troisième pour recommencer au premier.

Tout gouvernement s'honorerait et ferait preuve de courage en favorisant, à *propos* de l'alcoolisme, qui est la vraie toxicomanie des Français, la diffusion de données claires et suffisamment explicites. Qu'on ne se méprenne pas sur nos propos : *il n'est nulle*ment question d'interdire à quiconque de boire de l'alcool, ni de culpabiliser sottement ceux qui l'apprécient, mais d'insister sur les pièges qu'il tend vite à qui en abuse et sur les conséquences de tout ordre de cet abus. Qu'au moins ceux qui informent et traitent leurs patients n'aient pas, avec les messages publicitaires télévisés, un nouvel et redoutable adversaire.

(*) Professeur de psychiatrie à la faculté Bichat (Paris) ; membre du conseil d'administration de la Société française d'alcoologie.

Hypocrisie

La maladie nutritionnelle de l'Hexagone

par le docteur CLAUDE SAUTIER (*)

IL me paraît nécessaire d'insister sur les aspects alimentaires qui désignent l'alcoolisme comme la plus importante malnutrition française.

La France détient le record mondial de consommation d'alcool par tête d'habitant, avec les conséquences que cela représente pour le nombre de cirrhoses, de maladies neurologiques, de foyers dissociés ainsi que de blessés et de tués sur les routes. Pourtant nous commencions à être sur une bonne voie avec une diminution de la consommation *de vin entre 1960 et 1983*. Mais la consommation globale d'alcool est peu modifiée à cause de l'augmentation d'utilisation de la bière et des alcools forts.

Actuellement les jeunes consomment, en moyenne, moins d'alcool que leurs aînés, mais certains ne se rendent pas toujours *compte* de la *quantité* d'alcool apportée par la bière. L'autorisation de publicité à la télévision risque d'inciter ceux qui boivent peu ou pas de boissons alcoolisées (notamment parmi les jeunes et les femmes) à en consommer.

Les firmes concernées par ces productions font partie de grands groupes qui savent diversifier leurs activités. Ils sont capables de promouvoir des jus de fruit et d'autres boissons et de choisir les voies bénéfiques à la santé publique pourvu que les gouvernements, dont c'est la responsabilité, les aident en fixant certaines limites.

L'alcoolisme représente, en France, la troisième cause de décès après les maladies cardiovasculaires et les cancers. C'est aussi la première maladie française due à l'alimentation, avant même l'excès calorique et lipidique pouvant mener à la surcharge pondérale et concourir à la fréquence des maladies cardiovasculaires. La consommation d'alcool intervient aussi, par son apport calorique, dans beaucoup de maladies de surcharges qu'elle entretient. Mais celui qui mange trop, par rapport à sa constitution et à son activité physique, ne nuit qu'à lui-même ; celui qui boit trop peut un jour, sans même s'en être *bien rendu compte, devenir un* assassin.

Très justement les Français s'inquiètent des maladies nutritionnelles qui frappent les « pays en développement » d'Afrique, d'Asie et d'Amérique du Sud, et généreusement engagent leur temps ou leur argent dans cette nouvelle croisade. Le gouvernement y participe aussi à côté de nombreuses organisations non gouvernementales. Mais que fait-on pour la première malnutrition *française*, l'alcoolisme ? Assez d'hypocrisie ! Avant d'aller donner des conseils aux autres et de les aider à bien vivre, nettoyons chez nous et commençons à essayer de régler nos problèmes nutritionnels.

(*) Membre de la section nutrition et hygiène de vie, du Conseil supérieur d'hygiène publique de France. Hôpital Bichat.

TÉMOIGNAGE

Vitesse : « Un bilan de guerre civile »

Nous publions ci-dessous les principaux extraits d'un texte adressé récemment au président de la République ainsi qu'à MM. Chirac, Barre et Rocard, par les parents et la famille de Nathalie Michard, jeune journaliste de FR3 tuée par une moto alors *qu'elle traversait une rue*.

Voilà trois mois maintenant *que notre fille, notre sœur* et belle-sœur, notre épousée est morte, à l'âge de vingt-quatre ans, renversée par une moto tandis qu'elle traversait une rue *de Paris, un soir, un dimanche*.

Une mort parmi les dix mille autres morts sur les routes et dans les rues, parmi les mille cinq cents piétons tués de cette *horrible et absurde* mort, et à côté des cinquante-six mille blessés à vie. Comment accepter ce carnage, ce bilan de guerre civile ? (...) Ces morts, *ces blessés à vie qui entraînent* autour de leur martyre un vaste cercle de désespoir ? Comment les endurer sans crier, ces non-sens qui fauchent des hommes et des femmes *en pleine santé*, des jeunes en plein essor, des enfants pleins de promesses ?

Est-ce parce que tout cela est dilué parmi les cinquante-cinq *millions* de Français, dont chacun espère inconsciemment que cela n'arrivera qu'aux autres ? Et il est vrai qu'avoir connaissance du nombre annuel *de morts sur la route, ou même* apprendre la mort accidentelle d'un ami, ne saurait donner le même choc, oh non ! que de perdre ainsi son propre enfant, *sa sœur, sa jeune femme*. Hélas, il faut le dire, au rythme actuel chaque famille a des chances rien moins que négligeables d'être à son tour frappée, et *même* plusieurs fois comme la nôtre, où deux jeunes femmes sont ainsi mortes à vingt-cinq ans de distance.

Conduire et se conduire

Ou alors ce silence presque consentant reflète-t-il l'idée qu'il n'y a rien à faire là contre, sauf *aménager* les carrefours, faire monter en série les ceintures de sécurité, rendre le port du casque obligatoire aux motards (mais les piétons ?), en somme des aménagements plutôt faits pour permettre de rouler aussi vite avec moins de risques, *rien* qui mette en cause la vitesse elle-même et l'attitude du conducteur au volant. Pourquoi n'est-il jamais rien fait de sérieux, de profond, de constant, sur la *manière* même de conduire, qui est une *manière de se conduire* ?

On part en guerre contre la drogue (deux cents morts-suicides par an) tandis qu'on n'avance que de timides mesures pour contraindre les conducteurs à ne pas se comporter en assassins potentiels *(dix mille homicides par an). Les* seuls visés par les dernières déclarations des responsables politiques sont les conducteurs en état d'ivresse. Et les autres ? *Ceux qui s'enivrent* non d'alcool, mais de vitesse, de puissance mécanique arrogante ? N'est-il pas honteux qu'en France on puisse tuer quelqu'un et rentrer *tranquille*ment chez soi sans plus en *entendre* parler ?

Malgré la prise de conscience qui se dessine actuellement, il y a encore trop de laxisme, comme une acceptation tacite *d'une fatalité. « Des accidents, que voulez-vous, ce sont des accidents... »* Des bavures du progrès technique, un tribut inévitable à l'activité de notre *société, au dynamisme de ses* membres, à notre liberté à tous... C'est bien là ce qui freine la volonté de lutte contre cette guerre civile des routes : elle *nous* met tous en *cause, tandis* que la drogue, par exemple, concerne avant tout « les autres ». La brutalité sur la route, l'excès de vitesse, la prime aux « chevaux sauvages », à la « force pure », cela met en branle des pulsions primaires, que la publicité sait flatter chez nous tous. Alors, devant cette adhésion sociale diffuse, alors sous la pression des lobbies économiques, la volonté politique s'effrite, l'éthique du respect de l'autre recule, la liberté de la jungle progresse.

Il ne faut plus accepter que la *France garde, parmi les nations* industrialisées, son honteux record de *mortalité* routière. La bonne marche de l'industrie automobile ne dépend pas du *culte* de la vitesse — *il n'y a* qu'à voir les Etats-Unis. La fierté des hommes peut s'exercer ailleurs que sur *les* routes aux dépens des autres — il n'y a qu'à voir l'Espagne. *Dans* ces pays un code plus sévère, plus strictement appliqué par la police, des peines plus lourdes prononcées sans atermoiement *par la justice*, ont *entraîné* une modification fondamentale de la manière de conduire. L'éducation, le discours médiatique peuvent faire le reste.

Si nous le voulons tous, nous pouvons sortir de l'infantilisme au volant, de la préhistoire sur les routes, de la jungle dans les rues de Paris.

★ Ce texte est signé de : André Michard, professeur à l'Université ; Marie-Rose Michard-Puel, psychanalyste ; Sylvie Lerner-Michard, architecte ; Rémi Lerner, musicien ; Philippe Michard, médecin ; Marie-Paule Michard-Hebting, documentaliste, et Jérôme Dauvillier, chercheur.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Télex MONDPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81
Tél. : (1) 42-47-97-27

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cent ans à compter
du 10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du *Monde* »,
Société anonyme
des lecteurs du *Monde*,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, *gérant*,
et Hubert Beuve-Méry, *fondateur*.

Administrateur général :
Bernard Wouts.

Rédacteur en chef :
Daniel Vernet.

Corédacteur en chef :
Claude Sales.



Le Monde PUBLICITE S.A.

5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Télex MONDPUB 206 136 F

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE			
354 F	672 F	954 F	1 200 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE			
687 F	1 337 F	1 952 F	2 530 F
ÉTRANGER (par messageries)			
I. – BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS			
399 F	762 F	1 089 F	1 380 F
II. – SUISSE, TUNISIE			
504 F	972 F	1 404 F	1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde TÉLÉMATIQUE
Composez 36-15 - Tapez *LEMONDE*

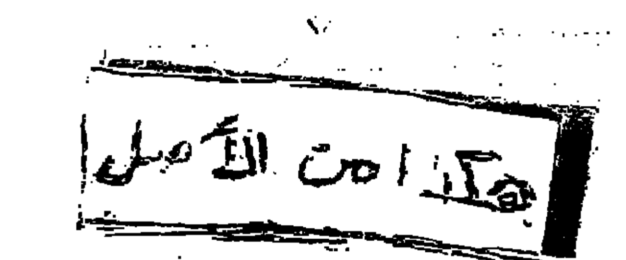


Imprimerie du « Monde » 7, r. des Italiens PARIS-IX[e]

Reproduction interdite de tous articles sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57437
ISSN : 0395 - 2037

Le Monde USPS 765-910 is published daily, except Sundays for $ 460 per year by Le Monde c/o Speedimpex, 45-45 39 th street, L.C.I., N.Y. 11104. Second class postage paid at New-York, N.Y. postmaster : send address changes to *Le Monde c/o Speedimpex U.S.A.* P.N.C., 45-45 39 th street, L.I.C., N.Y. 11104.



LIBAN : les menaces contre le preneur de son d'Antenne 2 enlevé le 8 mars 1986

Le chef du Hezbollah affirme qu'il est interdit de tuer un otage

BEYROUTH
de notre envoyée spéciale

C'est le lundi 16 mars que, selon un nouveau communiqué de l'Organisation de la justice révolutionnaire (OJR) parvenu samedi soir au quotidien libanais *An Nahar*, la *« sentence de mort »* devrait être prononcée contre Jean-Louis Normandin, dernier membre de l'équipe d'Antenne 2 enlevée le 8 mars 1986 toujours détenu au Liban. Prononcée et pas nécessairement exécutée, ce qui pourrait laisser le temps aux éventuels négociateurs d'agir, d'autant que l'OJR semble allonger les délais.

Jeudi, l'OJR annonçait, en effet, le *« jugement et l'exécution »* de Jean-Louis Normandin *« dans les quarante-huit heures »* si M. Chirac ne clarifiait pas les propos de M. Mitterrand sur les otages et la poursuite de l'aide militaire française à l'Irak. Samedi, l'OJR annonçait tout à la fois la comparution *« en justice »* de notre confrère et la sanction — *« la sentence de mort »* — pour lundi soir.

Autre élément qui laisse un peu d'espoir : la déclaration, dimanche, de Cheikh Mohammad Hussein Fadlallah, considéré comme le guide spirituel du Hezbollah (intégristes chiites pro-iraniens), qui a affirmé, sans jamais mentionner précisément l'OJR, qu'il était *« interdit d'enlever ou de tuer une personne innocente, parce qu'on a un compte à régler avec le chef d'Etat »* de son pays. *« Il est inadmissible que des innocents paient parce qu'il y a un différend entre deux Etats »*, a poursuivi Cheikh Fadlallah, avant d'ajouter : *« Je comprends parfaitement les motivations des ravisseurs, mais si la personne enlevée est innocente, il ne faut pas ajouter un autre crime aux crimes qui ont motivé son enlèvement. Cela dessert notre cause. »* La mention de Cheikh Fadlallah aux *« différends entre deux Etats »* fait-elle allusion au contentieux franco-iranien ? On peut le penser.

Ce communiqué de l'OJR — le deuxième en quarante-huit heures — semble en tout cas mettre en cause une nouvelle fois la Syrie. Accusant la France de vouloir *« porter un coup à notre lutte sous toutes ses formes et à ses fondements »*, l'OJR affirme : *« Elle ne pourra rien faire ni ses alliés en qui elle a fondé tous ses espoirs. »* Déjà, jeudi, l'OJR avait dénoncé l'appui de la France à l'entrée des troupes syriennes à Beyrouth-Ouest.

Des revendications floues

A quels accords et à quels engagements *« non respectés par Paris »* l'OJR fait-elle allusion ? Ceci demeure pour l'instant un mystère. Dans son dernier communiqué, l'OJR souligne toutefois qu'elle ne veut ni argent, ni armes, ni projets économiques, et insiste sur le fait qu'elle veut aboutir à une solution politique. Avec qui et sur quelles bases ? Ce n'est pas la première fois que l'OJR mentionne des *« accords »* avec le gouvernement français. Déjà, lors de la libération, le 10 novembre dernier, de deux des otages français, MM. Coudari et Sontag, l'OJR avait souligné que celle-ci était la conséquence de *« promesses du gouvernement français concernant nos exigences qu'il connaît bien et qui ont été discutées précédemment avec les Algériens »*. L'OJR avait revendiqué l'enlèvement de M. Coudari en raison du non-respect par Paris de *« promesses menées par l'intermédiaire de l'Algérie »*.

L'Algérie, qui est intervenue à plusieurs reprises dans des affaires d'otages, s'était portée garante, lors de la libération du directeur du centre culturel français de Tripoli (Liban nord), M. Gilles Sidney Peyrolles, d'une prochaine libération de Georges Ibrahim Abdallah, chef présumé des Fractions armées révolutionnaires libanaises (FARL) alors emprisonné à Lyon.

Dans le contexte actuel, les engagements et accords non respectés sont-ils une référence à l'affaire Abdallah ? Peut-être, mais rien ne permet de l'affirmer. Tenu plus ou moins au secret par la Syrie, le clan Abdallah s'est-il tourné vers des services iraniens ? On ne peut, pour l'instant, que poser la question.

L'OJR demeure une organisation très mystérieuse qui n'a jamais, contrairement au Djihad islamique, formulé de revendications précises, au moins officiellement. Les points communs de la quinzaine de communiqués qu'elle a publiés depuis le 14 mars 1986, date à laquelle elle s'est manifestée pour la première fois en revendiquant l'enlèvement de l'équipe d'Antenne 2, sont, dans l'ordre, la dénonciation du *« colonialisme français »*, en particulier au Liban, la collusion de la politique française avec celle des Etats-Unis, la condamnation de la France pour son appui à l'Irak dans la guerre du Golfe. Son idéologie apparaît à la fois de gauche, avec, par exemple, l'exaltation *« de la lutte et des victoires des peuples d'Algérie et du Vietnam »* — et en même temps islamique.

L'Iran, la Syrie et l'Algérie (comme médiateur) sont les trois pays pratiquement toujours mentionnés par l'OJR. M. Chirac qui, au lendemain de la libération d'Aurel Cornéa, le 24 décembre dernier, n'avait pas remercié l'Iran, mais en revanche *« les responsables palestiniens »*, s'était attiré une mise au point de l'OJR, précisant que *« cette libération est intervenue grâce à la médiation de l'Iran, de la Syrie et, dans une moindre mesure, de l'Algérie »*. L'OJR avait en outre dénoncé *« la déclaration mensongère de M. Chirac, qui lui fait perdre le crédit qu'a acquis son gouvernement »*, et stigmatisé M. Arafat.

A relire les communiqués de l'OJR, il semble que, de mars à décembre, cette dernière ait réagi tout à la fois aux pressions iraniennes et syriennes, avec des variantes plus ou moins prononcées. Dans plusieurs cas, des intermédiaires palestiniens, jamais mentionnés par l'OJR, ont joué un rôle. Il est vrai que le mouvement palestinien, qui a attiré à une époque des révolutionnaires de tous bords, a sûrement gardé des contacts avec nombre d'entre eux.

Depuis le début de cette année, toutefois, l'OJR semble plus en relation avec l'Iran. Le 17 janvier dernier, comme le Djihad islamique, elle avait mis en garde contre la réunion du cinquième sommet islamique du Koweït, considérant sa tenue comme une *« haute trahison au service de l'hégémonie colonialiste des Etats-Unis »*.

Le président Assad de Syrie a participé à ce sommet, boycotté, en revanche, par l'Iran.

Le 6 février, mettant les Etats-Unis en garde contre toute agression militaire qui pourrait aboutir à la mort des otages — l'OJR détient deux Américains, MM. Joseph James Ciccipio et Edward Austin Tracy, — l'organisation dénonçait la venue en France du ministre d'Etat irakien chargé des affaires militaires. L'OJR rappelait la *« nécessité de traiter l'affaire des otages d'une manière sérieuse et responsable »* poursuivant, sans nommer Paris : *« En recevant un certain ministre et en livrant des armes à son pays, un Etat risque de transformer très rapidement sa politique réussie dans l'affaire des otages en tragédie »*.

Le communiqué du 12 mars est intervenu après des propos de M. Mitterrand favorables à l'intervention syrienne à Beyrouth-Ouest et réaffirmant la politique française de vente d'armes à l'Irak. Deux observations qui ne peuvent que heurter Téhéran et ses alliés au Liban. Ce « rapprochement » OJR-Iran est, d'autre part, intervenu à un moment où les relations syro-iraniennes traversent, pour le moins, une phase difficile et alors que Paris, déçu des résultats immédiats de ses négociations avec l'Iran, semble jouer de nouveau Damas.

La tentative de l'OJR d'opposer MM. Mitterrand et Chirac a, en tous les cas, été reprise dimanche par le quotidien iranien *Ressalat*, qui souligne que le premier ministre, au contraire du chef de l'Etat *« prosioniste »*, est partisan d'un rapprochement avec l'Iran. Le journal laisse ainsi, contrairement à l'OJR, la porte ouverte à la poursuite du dialogue franco-iranien. Peut-être un autre signe.

Quoi qu'il en soit, l'OJR n'a jamais caché son véritable jeu, puiqu'elle déclarait le 23 décembre : *« La prise d'otages français et américains n'est pas une constante de notre politique mais nous l'avons utilisée comme moyen de pression sur certains gouvernements. »* On ne saurait mieux dire. En annonçant pour la première fois une *« sentence de mort »* contre un de ses otages, l'OJR a incontestablement fait monter les enchères.

FRANÇOISE CHIPAUX.

Le communiqué de l'OJR

« Normandin a été traduit en justice... »

Voici le texte intégral du communiqué manuscrit de l'Organisation de la justice révolutionnaire (OJR) parvenu samedi soir 14 mars au quotidien libanais indépendant *An Nahar*, accompagné d'un cliché instantané en couleur de Jean-Louis Normandin :

« L'OJR poursuivra partout sa lutte, avec fermeté et détermination, contre la présence impérialiste française sous toutes ses formes, ses aspects, ses institutions. Conformément à nos principes, d'abord, nos dialoguons et cherchons l'entente, puis nous livrons la guerre, avec audace et courage, si cette première politique s'avère vaine. Lorsque nous dialoguons et proposons la paix et la sécurité, nous assumons nos responsabilités, et, quand nous menons la guerre, elle est sans répit et sans concessions, quoi qu'il en coûte.

» En clair, les chances de dialogue et de paix sont terminées, car l'autre partie [la France] *a déclaré la guerre à la raison et à la civilisation. Dès le départ, nous savions que les bases du dialogue n'existaient pas, et jamais nous n'avons discuté ou fait confiance au gouvernement français.*

» Nous avont appelé [le gouvernement français] *à la discussion objective, pondérée et logique, mais celui-ci s'est tantôt abaissé à proposer d'échanger des otages contre de l'argent, des armes ou des projets économiques, industriels ou autres, et a tantôt demandé que nous libérions un otage, de temps à autre, pour ne pas être gêné dans sa propagande et pour renforcer sa politique sur le plan intérieur.*

» Nous avons refusé de troquer nos otages et insisté pour aboutir à une solution politique. Lors des discussions, il a fallu surmonter le complexe des Français perdus dans leurs rêves, et du temps a été gaspillé pour secouer chaque fois les responsables français perdus dans leurs songes et leur imagination. Les négociations ont progressé, et nous sommes parvenus à des accords et à des engagements qui avaient commencé à être appliqués. Malheureusement, ils continuent de rêver que la France est une grande puissance et qu'elle peut poursuivre sa tutelle sur ses anciennes colonies.

» Le temps du colonialisme est terminé. Nous sommes au vingtième siècle, et la France doit accepter d'être un Etat comme un autre et de ne plus s'ingérer dans les affaires des Etats.

» Levez la main. Cessez vos crimes contre le Tchad, l'Afrique, la Nouvelle-Calédonie, le Liban, l'Irak, la Palestine et d'autres.

» En conclusion, après que l'autre partie [la France] *a rompu les accords et n'a pas respecté ses engagements, et en persistant à qualifier de terrorisme la justice et en voulant porter un coup à notre lutte sous toutes ses formes et à ses fondements, elle ne pourra rien faire ni ses alliés, en qui elle a fondé tous ses espoirs.*

» Qu'ils [les responsables français] *continuent avec leur imagination débridée et qu'ils poursuivent leurs rêves, l'important est que nous ne les laisserons plus trouver le sommeil et* [que] *nous ne laisserons plus de sourire sur un visage.*

» Enfin, en raison du non-éclaircissement des propos [du président français, François Mitterrand] *et de la déclaration de guerre, Normandin a été traduit en justice, et la sentence révolutionnaire et juste de l'exécuter sera prononcée à l'issue de son procès, dans les prochaines quarante-huit heures. »*

Le communiqué, qui commence par *« Au nom du Aziz al Jabbar »* (deux des quatre-vingt-dix-neuf qualités de Dieu), se termine par l'expression : *« Victoire aux opprimés. Gloire et immortalité aux martyrs »*. — (AFP.)

Le gouvernement français défend sa politique

Le gouvernement français a lancé un appel à la clémence à l'Organisation de la justice révolutionnaire (OJR), qui a menacé de prononcer, le lundi soir 16 mars *« une sentence de mort »* à l'encontre de Jean-Louis Normandin, le technicien d'Antenne 2 enlevé le 8 mars 1986, à Beyrouth. Samedi soir, alors qu'expirait un premier ultimatum, l'OJR faisait parvenir un communiqué au journal *An Nahar*, accompagné d'une photo de Jean-Louis Normandin *(voir encadré)*.

Depuis jeudi dernier, l'OJR entend obtenir de M. Chirac qu'il désavoue le chef de l'Etat. Celui-ci avait souligné, mardi, que *« si la France n'était pas l'ennemie de l'Iran, elle continuait à fournir des armes à l'Irak en vertu d'un accord de 1976 »* et qu'elle n'entendait pas *« traiter avec le terrorisme »*, et, en particulier, *« renoncer à de justes peines* (allusion à l'affaire Abdallah), *aussi sévères soient-elles »*, dans l'espoir d'un quelconque *« marchandage »*.

Devant cette volonté de l'OJR de jouer sur les difficultés de la cohabitation, l'Elysée et Matignon avaient fait savoir qu'il n'était *« pas question de se précipiter pour répondre à une organisation de ce type »*. Cette fois, face au nouvel ultimatum de l'OJR, le gouvernement a décidé de répondre. Peu après avoir connaissance du document transmis au *Nahar*, le ministère des affaires étrangères publiait un communiqué pour appeler les ravisseurs de Jean-Louis Normandin à *« épargner la vie »* d'un otage qui n'est *« aucunement impliqué dans les événements du Proche-Orient »*.

« Le gouvernement français, poursuit le communiqué, *s'étonne des interprétations données par l'OJR de la politique menée au Proche-Orient par le gouvernement français depuis onze mois. Cette politique est bien connue : elle vise au respect des droits et de la justice pour les peuples et les Etats de la région. »* *« Notre pays*, souligne encore le Quai d'Orsay, *s'attache à nouer et à entretenir avec ces Etats des relations aussi bonnes que possible en tenant compte notamment de leurs responsabilités. Il entend en particulier poursuivre avec l'Iran le processus engagé il y a onze mois et dont il attend des conséquences positives à divers égards. »*

Il s'agit là d'une allusion aux négociations entre Paris et Téhéran sur le contentieux financier entre les deux pays. Son règlement conditionne toute normalisation des relations bilatérales, dont on espère à Paris qu'elle facilitera la libération des otages.

Dimanche, des responsables de l'Elysée, de Matignon et du Quai d'Orsay se sont réunis pour faire le point, tout en observant un mutisme total sur les contacts qui auraient eu lieu avec Téhéran, Damas et Beyrouth à la suite du nouvel ultimatum de l'OJR.

Celui-ci a suscité des réactions indignées en France, à commencer par celle de M. Mitterrand, qui, en visite dans la Nièvre, a évoqué *« ce sujet très douloureux qui nous rassemble tous »*. Les parents de Jean-Louis Normandin ont, pour leur part, adressé leurs remerciements au dignitaire chiite libanais, Cheikh Fadlallah (guide spirituel des intégristes chiites pro-iraniens), qui a exhorté l'OJR à ne pas mettre à exécution ses menaces. *« L'écoute de votre message, dont la teneur nous a profondément touchés*, disent les parents du technicien d'Antenne 2, *montre que la voie de la compréhension et de la paix reste ouverte aux hommes de bonne volonté. Merci Cheikh Fadlallah. Que le sang cesse de couler et que la paix revienne au Liban. »*

Un des compagnons de Jean-Louis Normandin, le journaliste Philippe Rochot, enlevé, lui aussi, le 8 mars 1986, puis libéré le 21 juin, a, en revanche, déclaré qu'il avait été *« choqué »* par la déclaration faite mardi dernier par M. Mitterrand : *« Dans le climat actuel, elle n'était pas nécessaire »*, a-t-il notamment indiqué.

Pour le premier secrétaire du PS, M. Lionel Jospin, *« il faut d'abord penser à Jean-Louis Normandin, se préoccuper de son intégrité et en même temps, pour les autorités, réagir comme un Etat (...), laisser entendre à ceux qui le détiennent que, s'ils le détiennent et s'il est vivant, eux-mêmes sont d'une certaine façon protégés »*. Autre personnalité socialiste, M. Jean-Pierre Chevènement, le député de Belfort, a estimé que *« s'il arrivait quelque chose à Jean-Louis Normandin la responsabilité en incomberait au gouvernement iranien »*.

Enfin, Mme Simone Veil, l'ancien président du Parlement européen, a jugé *« particulièrement dégueulasse »* le chantage de l'OJR et assuré que MM. Chirac et Mitterrand *« étaient totalement solidaires dans cette affaire »*.

● **FRANCE-ARABIE SAOUDITE : coopération policière.** — L'Arabie saoudite et la France ont renouvelé, le samedi 14 mars à Ryad, un accord de coopération en matière de sécurité signé en 1980. Le document a été ratifié par M. Charles Pasqua, ministre de l'intérieur, et par son homologue saoudien, le prince Nayef Ben Abdel Aziz. L'accord prévoit l'équipement des forces de l'ordre saoudiennes en armes françaises et leur formation par des experts français. — *(AFP.)*

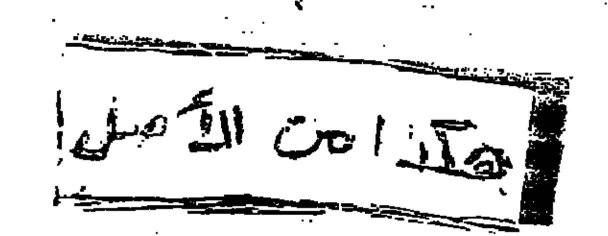
GUERRE DU GOLFE : selon le « Washington Post »

L'armée iranienne occupe les hauteurs de Gerdmand sur le front nord

Un groupe de journalistes étrangers a pu visiter récemment les hauteurs de *Gerdmand*, au Kurdistan irakien, occupées par les troupes iraniennes depuis l'offensive Kerbala 7.

Selon l'envoyé spécial du *Washington Post*, les Iraniens ont occupé un territoire de 20 kilomètres carrés entièrement recouvert de neige et dont l'importance stratégique est difficile à évaluer. Les militaires iraniens ont cependant qualifié le *« promontoire de Gerdmand »* de *« position-clé »* contrôlant une vallée irakienne ainsi que la route vers Rawandouz, qui se trouve désormais à la portée de l'artillerie iranienne. Les hauteurs de Gerdmand pourraient ainsi constituer un tremplin pour une future attaque contre les *champs et installations* pétroliers de Kirkouk, situés à une centaine de kilomètres au sud de Rawandouz.

● **M. Jimmy Carter au Proche-Orient.** — L'ancien président Jimmy Carter est parti, le dimanche 5 mars, pour le Proche-Orient, où il pourrait, selon certaines sources, transmettre à la Syrie une requête de l'administration Reagan relative aux otages américains du Liban. — *(Reuter.)*


هكذا من الأصل

Le Brésil de M. Sarney en proie à la déconvenue

(Suite de la première page.)

C'est contre l'inflation que le gouvernement Sarney a essuyé son échec le plus grave. Le tort du président est sans doute d'avoir fait du programme de stabilisation lancé l'an dernier, le « plan Cruzado », une panacée : non seulement les prix devaient se maintenir grâce au blocage (l'objectif était même l'« *inflation zéro* »), mais l'appareil de production devait marcher à toute vapeur et la richesse commencer à être redistribuée conformément aux préoccupations sociales du jour.

La *déconvenue* a été aussi grande que les espoirs suscités par le plan. Après avoir dû lâcher les prix et fait prendre à l'économie un régime de croisière, le gouvernement doit maintenant se battre sur le front extérieur : le moratoire sur les intérêts de la dette extérieure décrété le 20 février pour stopper l'hémorragie de devises due au « plan Cruzado » l'oblige à livrer une dure bataille avec les créanciers dont l'issue est incertaine.

L'échec de la réforme agraire

Autre échec dont on parle moins, mais qui touche le président au point sensible : celui de la réforme rurale. Les redistributions de terres, commencées l'an dernier, se font à un rythme dérisoire au vu des objectifs proclamés et des besoins de la population agraire. En 1986, elles n'ont bénéficié qu'à 10 % des familles initialement prévues, si l'on en croit les chiffres officiels. Selon un institut privé d'études économiques, l'IBASE, la proportion réelle serait de 2 %.

Sans réforme agraire et avec une inflation qui reprend aux consommateurs les gains de pouvoir d'achat conquis pendant neuf mois grâce au blocage des prix, la redistribution des richesses reste un vœu pieux, d'autant qu'aucune réforme fiscale n'a été entreprise pour corriger les écarts énormes de revenus.

M. Sarney se présente néanmoins devant l'opinion comme le « *président des pauvres* », l'apôtre de la justice sociale. Oubliant son engagement initial de modestie, il ne cesse de se féliciter lui-même pour son « *courage* », allant jusqu'à dire qu'aucun chef d'Etat brésilien n'avait été aussi intrépide que lui — « *Moi qui ai eu le courage de lever le drapeau de la réforme agraire* », dit-il. Ainsi réduit à proclamer les réformes au lieu de les faire — et le « plan Cruzado » n'a pas été une exception, — M. Sarney prête le flanc à ceux qui l'accusent de « *vendre des illusions* ».

Popularité au plus bas, discrédit dans les milieux économiques en raison des zig zags de la politique gouvernementale, réticences croissantes des créanciers étrangers, surtout depuis le moratoire — à ces divers handicaps le président Sarney en ajoute un autre : il ne bénéficie pas d'une véritable base politique, comme le prouvent ses escarmouches continuelles avec le PMDB.

Guérilla parlementaire

Depuis l'installation, le 1er février, de l'Assemblée constituante (formée des mêmes parlementaires qui composent les deux Chambres législatives ordinaires), le président a dû affronter la fronde d'une minorité de ce parti qui voulait donner aux constituants le pouvoir de révoquer certaines dispositions législatives en vigueur, jugées « *scélérates* » parce que imprégnées de l'autoritarisme antérieur.

Si l'Assemblée constituante s'était attribué une telle possibilité, M. Sarney aurait été menacé dans certaines de ses prérogatives et dans la durée de son mandat. La guérilla parlementaire a duré un mois et s'est terminée par un maintient du *statu quo*. Rien ne changera avant qu'une nouvelle Constitution soit élaborée, en principe à la fin de cette année. La durée de l'actuel mandat présidentiel — six ans, une nouveauté dans l'histoire de la République — pourra alors être remise en cause. Les amis conservateurs de M. Sarney font campagne pour qu'il n'en soit rien, mais ils ne soulèvent pas l'enthousiasme, étant données les piètres performances du président.

En revanche, les partisans d'un mandat réduit, voire d'une élection présidentielle dès l'an prochain, cette fois au suffrage direct, risquent d'avoir le vent en poupe si M. Sarney continue de briller aussi peu à la direction de l'Etat.

Parmi les gouverneurs qui ont pris leurs fonctions dimanche, deux peuvent peser sur le sort de la Nouvelle République, bien que leurs Etats ne soient pas économiquement les plus importants. Il s'agit de M. Miguel Arraes, dans le Pernambouc, et de M. Waldir Pires à Bahia.

M. Arraes est une personnalité historique de la gauche brésilienne. Il était gouverneur du Pernambouc depuis un an lorsque survint le putsch de 1964. Engagé dans la lutte en faveur des travailleurs agricoles dans une région dominée par les oligarchies traditionnelles, allié aux secteurs progressistes de l'Eglise et au PC, il fut arrêté, emprisonné par les putschistes avant de prendre le chemin de l'exil. Vingt-trois après, il retrouve le Nordeste là où il l'avait laissé : les problèmes sociaux sont les mêmes. Souvent ils se sont aggravés. C'est le rapport global des forces qui a changé, et qui peut cette fois l'aider à mener les réformes promises jusqu'au bout.

Le charme de M. Pires

M. Waldir Pires est aussi un revenant du régime renversé en 1964, puisqu'il était un proche collaborateur du président de l'époque, Joao Goulart. Ancré solidement à la gauche du PMDB, il allie à la force de conviction un grand charme personnel, ce qui lui vaut une popularité croissante. Habile, compétent — il l'a prouvé pendant un an comme ministre de la sécurité sociale, — il est, à soixante ans, l'une des étoiles montantes de la Nouvelle République, version progressiste.

A Sao-Paulo, l'Etat le plus peuplé et le plus riche de la fédération, le gouverneur sortant, M. Franco Montoro, cède la place à celui qui a été son vice-gouverneur pendant quatre ans, M. Orestes Quercia. Aspirant à la succession présidentielle, M. Montoro pourra se prévaloir le moment venu d'une des gestions les plus efficaces et les plus honnêtes que Sao Paulo ait jamais connue. Fuyant le spectaculaire, il a multiplié les travaux modestes certes, mais utiles, pour améliorer le réseau scolaire, sanitaire, vicinal, d'une des régions industrielles les plus problématiques du continent.

On ne peut pas en dire autant de Rio-de-Janeiro, où M. Leonel Brizola ne présente, au moment du départ, qu'une seule réalisation notable, les centres d'éducation intégrale, écoles qui donnent une assistance complète aux enfants. Encore les quelques centaines de bâtiments construits ou mis en chantier ne bénéficient-ils qu'à une minorité de la population scolaire. Quelques efforts d'urbanisation ont été faits aussi dans les *bidonvilles. Ailleurs, la situation a* plutôt empiré. Services publics déficients, quartiers entiers abandonnés, insécurité croissante, tel est l'héritage laissé par celui qui, à la tête du PDT (Parti démocratique travailliste), se présente comme le principal adversaire de M. Sarney et le candidat le plus voyant à sa succession.

Ayant compromis son administration avec le « milieu », subordonné les intérêts de ses administrés à ses ambitions personnelles, M. Brizola cède le poste à son rival local, M. Moreira Franco, du PMDB, à qui il ne sera pas difficile de faire mieux que son prédécesseur.

CHARLES VANHECKE.

CANADA : le rapport de la commission Deschenes

D'éventuels procès contre d'anciens nazis ne concerneront qu'un nombre limité de personnes

MONTRÉAL
de notre correspondante

Le ministre canadien de la justice, M. Ray Hnatyshyn, a annoncé, le jeudi 12 mars à Ottawa que le code criminel canadien inclura bientôt les notions de crime de guerre et de crime contre l'humanité. Cette réforme devrait permettre la comparution devant les tribunaux d'anciens nazis vivant au Canada.

Ces éventuels procès ne pourront vraisemblablement concerner qu'un nombre limité de personnes, à en juger par les conclusions de la commission royale d'enquête, constituée en février 1985.

Dans la partie publique de son rapport, expurgée de toute indication relative à l'identité ou à l'origine des suspects, la commission, présidée par le juge Jules Deschenes, estime qu'elle dispose de preuves suffisamment sérieuses à l'encontre de 20 personnes, qui devraient, selon elle, être immédiatement déchues de leur nationalité canadienne et poursuivies ou extradées. Elle suggère par ailleurs un complément d'enquête dans 218 autres cas. Sur les 936 dossiers ouverts à partir des renseignement fournis notamment par les organisations juives, 698 ont été rejetés faute de preuves ou parce que les suspects étaient décédés, avaient quitté le Canada ou n'y avaient jamais résidé. Ainsi, Joseph Mengele, le « médecin fou » d'Auschwitz, n'a pas séjourné au Canada et n'a même jamais cherché à y être admis, assure la commission.

Pour le juge Deschenes, les Ukrainiens enrôlés dans les quatorze divisions de Waffen-SS pendant la guerre — la commission en a identifié 16 au Canada, alors que le Centre Simon-Wiesenthal affirme qu'ils seraient plus de 200 — ne peuvent être considérés comme suspects.

Pas de « chasse aux sorcières »

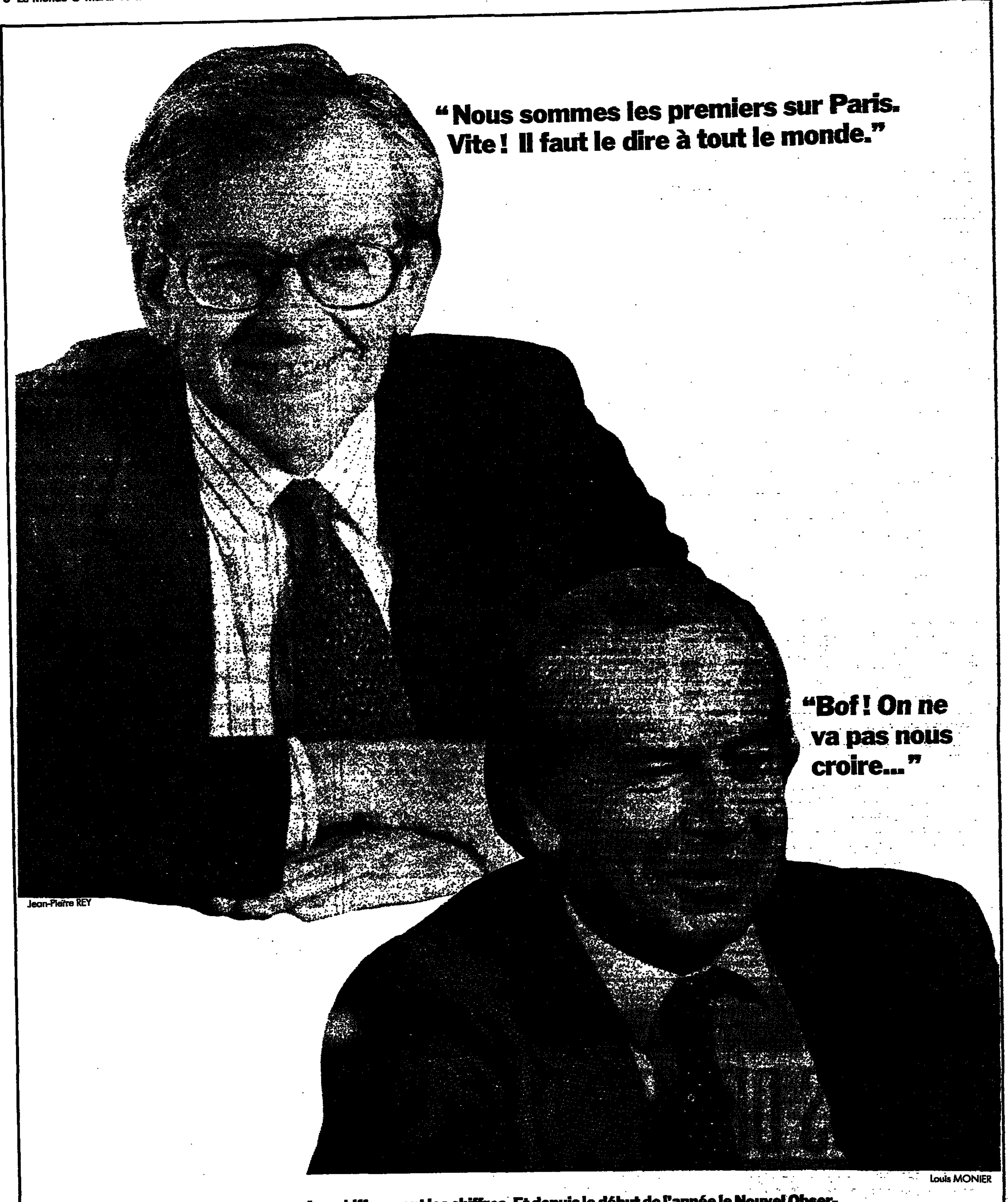
La commission oppose un démenti catégorique à ceux qui soupçonnaient les gouvernements canadiens d'avoir sciemment accueilli et protégé au début de la guerre froide d'anciens nazis qui auraient fourni aux services secrets occidentaux des renseignements sur les pays communistes. Elle considère en outre que les fonctionnaires qui ont détruit en 1982 et 1983 plus de cent quatre-vingt mille dossiers d'immigrants n'étaient animés d'aucune intention coupable.

Dénoncée à l'avance le mois dernier par une dizaine d'associations de Canadiens originaires d'Europe de l'Est, qui craignaient une « chasse aux sorcières », la création d'un organisme comparable au Bureau des enquêtes spéciales du département américain de la justice a été écartée par le juge Deschenes. Il a, en revanche, recommandé au gouvernement canadien, outre l'amendement du code pénal, d'appliquer avec plus de conviction les traités d'extradition signés avec la Hongrie et Israël notamment. L'ancien adjudant-chef SS Helmut Rauca, responsable de la mort de plus de 11 500 Lituaniens, est le seul nazi que le Canada ait accepté d'extrader en 1983 (vers l'Allemagne fédérale, où il est mort six mois après son retour).

M. Hnatyshyn a toutefois exclu la signature de nouveaux traités (avec l'URSS en particulier) ou la modification de ceux existant. « *La question des criminels nazis sera autant que possible traitée au Canada en conformité avec nos règles de droit* », a-t-il déclaré, rassurant ainsi les communautés d'Europe de l'Est.

Le Congrès juif canadien, le Centre Simon-Wiesenthal, ainsi que les autres organisations juives ont pris acte des mesures annoncées tout en souhaitant qu'elles se traduisent dans les faits sans nouveau délai, pour que le Canada ne puisse plus apparaître comme un « *havre de paix* » pour les criminels de guerre.

MARTINE JACOT.



Jean-Pierre REY

Louis MONIER

Les chiffres sont les chiffres. Et depuis le début de l'année le Nouvel Observateur se classe bon premier des News Magazines pour les ventes sur Paris devant le Point, l'Événement du Jeudi et l'Express. Est-ce vraiment surprenant lorsqu'on sait que le Nouvel Observateur progresse très rapidement depuis quelque temps et que le classement OJD France entière de 1985 nous donnait seconds derrière l'Express mais devant le Point et l'Événement du Jeudi.

le nouvel Observateur

هكذا من الأصل

Afrique

MAROC

Consensus pour la « défense des provinces du sud »

RABAT
de notre envoyé spécial

Le regain de tension entre le Maroc et l'Algérie, rangée aux côtés du Polisario, ne se manifeste pas seulement sur le plan militaire (*le Monde* du 13 mars). Les accusations du voisin selon lesquelles le ministre de l'intérieur, M. Driss Basri, aurait tenté de faire assassiner le numéro un du mouvement sahraoui, M. Mohamed Abdelaziz, sont considérées dans les milieux politiques comme un événement inquiétant.

Il est particulièrement *« inamical »*, dit-on à Rabat, de mettre en cause un responsable qui a rencontré secrètement, à plusieurs reprises, les plus hauts dirigeants algériens en 1984 et 1985, à un moment où un timide dialogue s'était noué. M. Basri a eu un entretien avec le ministre algérien des affaires étrangères, il y a quelques semaines à Tunis, à l'occasion d'une conférence arabe, mais ses contacts en tête à tête ont cessé voici un an et demi.

L'homme de confiance du roi Hassan II estime que chercher à se disculper, *« ce serait entrer dans le jeu de l'adversaire »*. Il nous a cependant fait observer que celui-ci *« lui prête décidément un bien grand pouvoir en affirmant qu'il est en mesure d'introduire ses agents jusque sous la tente du chef du Polisario »*. Il affirme ironiquement ne pas avoir de *« mobile »* : *« M. Abdelaziz est né à Marrakech en 1947 et a fait ses études dans le nord du Maroc. Si un référendum d'autodétermination avait lieu, il ne remplirait aucune des conditions nécessaires pour avoir le droit de vote. Si des gens ont intérêt à se débarrasser de lui, ce n'est certainement pas nous. »*

Le ministre de l'intérieur se demande si les accusations portées contre lui ne sont pas un prétexte à des actions terroristes dans son pays et il a pris les mesures de nature à prévenir cette menace. En 1985, quatorze personnes avaient été arrêtées pour avoir introduit au Maroc des explosifs et des armes qui leur auraient été fournis par la sécurité militaire algérienne.

On affirme, d'autre part, à Rabat que la découverte du *« complot »* contre M. Abdelaziz et les arrestations qui l'ont suivie sont liées à des querelles et à des défections au sein du Polisario. Les autorités nous ont fait rencontrer un notable d'origine sahraouie en relation avec d'autres notables vivant en Mauritanie et *« bien informés de ce qui se passe près de chez eux »*. Selon ses dires, des combats ont opposé, fin février, dans les camps sahraouis de la région de Tindouf, des membres de la tribu de Sharg à ceux de la tribu du Sahel.

Les accusations algériennes suscitent de vives réactions dans la presse marocaine, notamment dans le quotidien de l'Union socialiste des forces populaires (USFP), *Al Ittihad Al Ichtiraki*, dont le correspondant à Paris est présenté comme un membre du complot organisé par M. Basri. Pour sa part, *l'Opinion*, organe de l'Istiqlal, publie une série d'articles intitulée « Alger à la recherche d'un conflit ouvert avec le Maroc ».

Surenchère à gauche

L'unanimité de la presse reflète le consensus des partis pour la *« défense des provinces du sud »*. Chaque année, les députés de l'opposition votent sans discussion le budget de la défense. S'il y avait de fausses notes dans cette union sacrée, ce serait plutôt à gauche.

Chef de l'USFP, Mᵉ Abderrahim Bouabid appartient à la génération politique qui était aux affaires pendant la guerre d'indépendance chez le voisin. Ces hommes trouvent l'Algérie *« bien ingrate de soutenir les sécessionnistes du Sud alors que nous l'avons aidée à combattre jusqu'au bout pour obtenir l'indépendance avec le Sahara dont de Gaulle voulait la priver à une époque. »* S'agissant du présent, Mᵉ Bouabid est hostile à une stratégie qui *« laisse l'initiative au Polisario »*, celle d'attaquer le *« mur »* là où il le décide. *« Je comprends*, nous a-t-il dit, *que le roi Hassan II ne veuille pas se lancer dans une aventure, mais je préconise des raids limités sur les bases de départ du Polisario. Cela obligerait le peuple algérien à prendre conscience des responsabilités de ses dirigeants. »*

Ces propos ne peuvent déplaire véritablement au Palais, dans la mesure où ils montrent à l'Algérie socialiste les sentiments de la gauche marocaine sur la question du Sahara. De même, *Al Bayane*, l'organe du Parti du progrès et du socialisme (communiste), peut-il publier des informations économiques et sociales gênantes pour le pouvoir parce qu'il n'est jamais en reste dans la dénonciation du FLN et de ses « mercenaires ».

L'appel à la fermeté est d'autant plus facile que le coût humain de la guerre est minime et peu ressenti par la population. En principe, le service militaire est obligatoire, mais, faute de moyens d'instruction, tous les jeunes gens ne sont pas enrôlés. Ceux qui vont dans le Sud sont des engagés volontaires, pour une période d'au moins quatre ans. Le Polisario, sur les ondes algériennes, diffuse à longueur d'année des communiqués de guerre non crédibles, avec des bilans manifestement exagérés. Aussi, quand d'aventure il marque véritablement un point, comme ce fut le cas lors de l'offensive du 25 février, peu de gens en ont véritablement conscience.

« Le mur est loin et sa défense est l'affaire des militaires payés pour ça », dit une population qui peut se rendre librement et en toute sécurité dans les principales villes du Sud — El Ayoun, Dakla — desservies quotidiennement par des vols sur lesquels les touristes étrangers commencent à se mêler aux permissionnaires.

JEAN DE LA GUÉRIVIÈRE.

● **TCHAD : Capture d'un pilote libyen.** — Selon un communiqué militaire publié le dimanche 15 mars à N'Djamena, la défense anti-aérienne tchadienne a abattu, la veille, un avion libyen de type Marchetti dans la région de Fada. Le pilote a été capturé. — *(Reuter.)*

La visite de M. Chirac au Cameroun et au Sénégal

Yaoundé et Dakar approuvent sans réserve le soutien militaire de la France au Tchad

DAKAR
de notre envoyé spécial

Les visites officielles sont un exercice de style. La « manière », la forme, semblent parfois l'emporter sur le fond. En Afrique francophone, un chef de gouvernement français se doit d'abord de réaffirmer des relations d'amitié issues d'une longue histoire commune et qui, selon M. Jacques Chirac, sont devenues des liens *« familiaux »*. En effectuant, le samedi 14 mars, une visite de six heures à Yaoundé, suivie d'une visite d'une même durée à Dakar, le premier ministre a parfaitement réussi cette *« figure imposée »*. Il était d'ailleurs temps... Les autorités camerounaises, et plus encore celles du Sénégal, avaient fait part de leur *« étonnement »* : comment, depuis son arrivée à Matignon M. Chirac n'avait-il pas trouvé le temps de sacrifier au *« culte de la famille »* en se rendant à Yaoundé et à Dakar ?

Lundi, on estimait, à Yaoundé comme à Dakar, que tout était rentré dans l'ordre. M. Chirac a su multiplier les démonstrations d'amitié. Il n'est pas venu les mains vides : l'aide française au Cameroun augmentera de 12 % à 15 % en 1987 et les crédits du FAC (Fonds d'aide et de coopération) au Sénégal progresseront, selon les membres de la délégation française, de 43 % cette année. L'« intendance » étant ainsi assurée, restait tout le champ des relations politiques et diplomatiques. Dans ce domaine, M. Chirac a pu réaffirmer la parfaite identité de vues entre Paris, d'une part, Yaoundé et Dakar, d'autre part. A propos du Tchad notamment, les présidents Biya et Diouf approuvent sans ambiguïté le soutien militaire apporté par Paris au président Hissène Habré et dénoncent l'*« invasion »* libyenne.

L'accueil offert à M. Chirac fut, dans chacun des deux pays, exemplaire. A Yaoundé, comme à Dakar, les démonstrations populaires étaient très proches de celles réservées aux chefs d'Etat, et pourtant très différentes, à la mesure de la chaleur des relations qui unissent les deux pays à la France. Rien de comparable, en effet, entre la foule réservée et relativement peu nombreuse qui était présente sur le parcours menant de l'aéroport au centre de la capitale camerounaise et les débordements spontanés qui ont accueilli, à Dakar, l'arrivée du premier ministre français. Une différence d'ambiance qui illustre le fait que le Cameroun — volontiers suspicieux et susceptible, — n'a jamais été un partenaire commode pour la France, alors que les rapports entre Paris et Dakar sont, globalement, empreints d'une grande franchise et, s'agissant du Sénégal, d'une étroite dépendance.

Prêt d'ajustement structurel

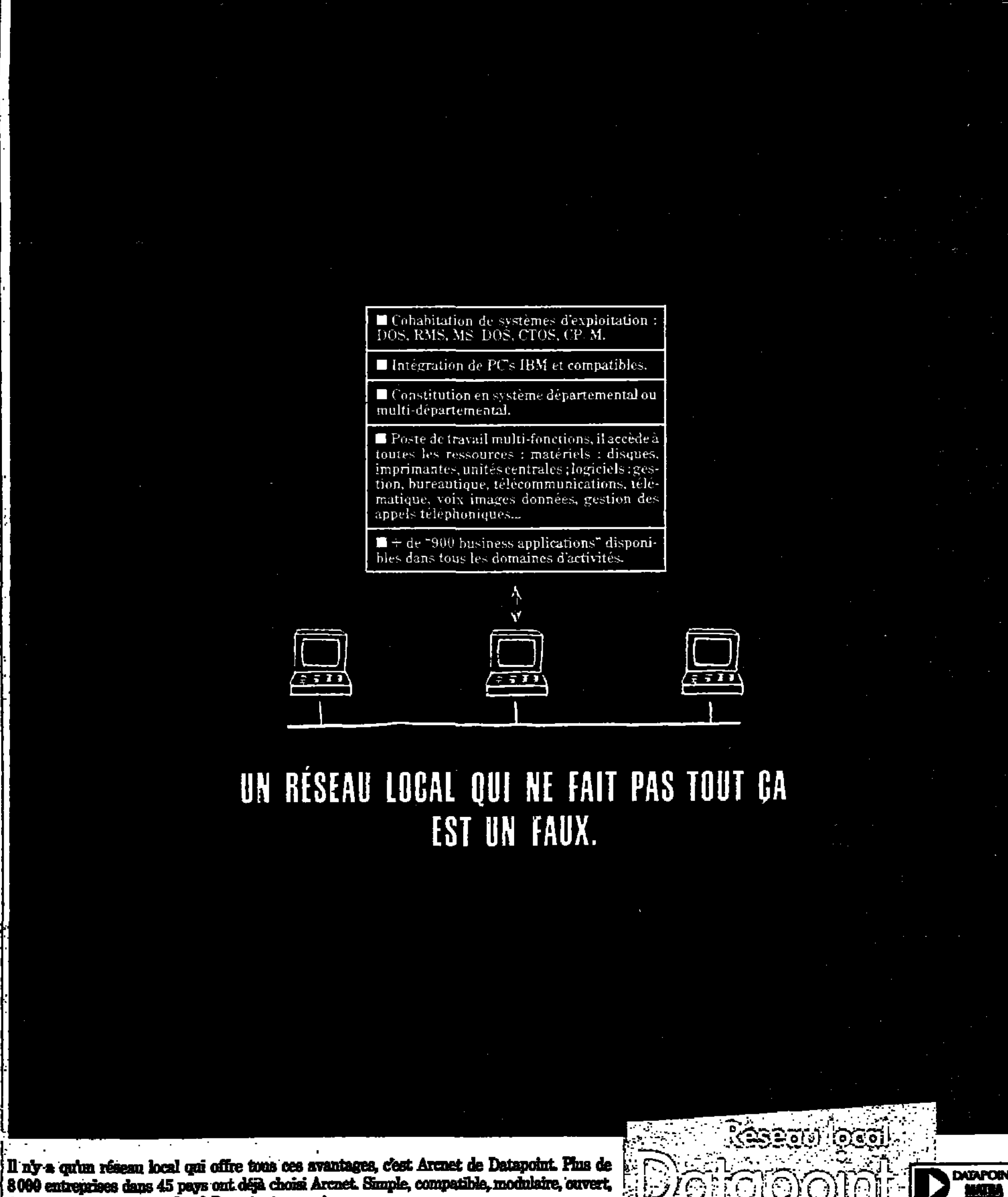
Certes, à s'en tenir aux déclarations officielles, une grande cordialité a marqué les entretiens entre M. Chirac et M. Biya. Le premier ministre a tenu à assurer son hôte que Paris aura à cœur d'aider le Cameroun, dont *« les ressources ont dramatiquement baissé »* (les recettes pétrolières ont chuté de 40 % entre 1985 et 1986).

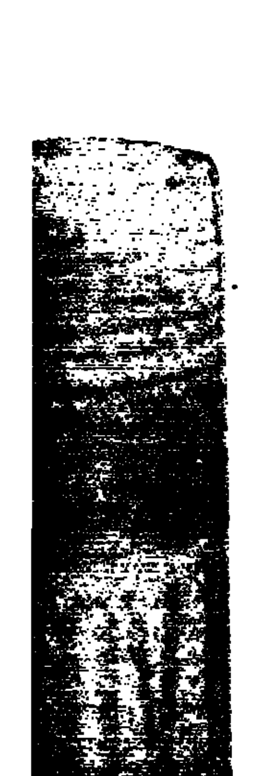
L'augmentation de l'aide française prendra la forme d'un prêt d'ajustement structurel, dont les modalités seront fixées lors d'un entretien, dans une quinzaine de jours, à Paris, entre M. Balladur et le ministre camerounais de finances, M. Botoo A Ngon. Pour le reste, Paris agira auprès des institutions financières internationales pour que les conditions financières imposées à cet *« allié privilégié »* de la France soient le moins rudes possible.

Le premier ministre a choisi de considérer que les relations bilatérales étaient au beau fixe : le Cameroun, dont le président effectuera une visite officielle en France dans les premiers jours du mois de mai, n'est pas *« une chasse gardée »* pour la France, parce que *« ce serait d'abord inconvenant et ensuite absurde »*, et, si les industriels français installés au Cameroun se plaignent d'ostracisme, *« ils n'ont qu'à être compétitifs »*, a-t-il déclaré à quelques journalistes.

M. Chirac a eu aussi des mots aimables pour le président Abdou Diouf, dont la troisième fille est sa filleule. S'agissant, par exemple, de l'instauration des visas pour les Sénégalais désireux de se rendre en France, des mesures d'assouplissement seront bientôt prises. Bref, tout sera fait pour que *« le roman d'amour ininterrompu »* entre la France et le Sénégal, comme l'écrit l'éditorialiste du *Soleil*, le quotidien officieux de Dakar, perdure.

LAURENT ZECCHINI.





Asie

INDE : un attentat fait trente-deux morts au Tamil-Nadu

Un Etat qui accueille cent vingt mille « cousins » de Sri-Lanka et où la situation peut devenir explosive

NEW-DELHI
de notre correspondant

Largement confiné depuis des années à l'Inde du Nord, le terrorisme politique a fait, le dimanche 15 mars, une entrée en scène sanglante dans le sud du pays. Trente-deux personnes au moins ont été tuées et plus d'une centaine blessées lorsque le train qui les transportait a plongé d'une dizaine de mètres dans le lit d'une rivière à sec. Situé à quelques kilomètres de la gare d'Ariyalur, dans l'Etat du Tamil-Nadu, le pont qui enjambait le cours d'eau avait été dynamité, la charge explosant au passage du train express.

La locomotive et huit wagons de voyageurs sur les dix-sept du convoi sont tombés, et la télévision nationale a présenté, dimanche, des images assez impressionnantes d'un *enchevêtrement de ferrailles*, de poutres et de gravats. Le tiers du pont, *sur environ 45 mètres de distance*, s'est effondré, et il faudra près d'une semaine avant que le trafic ferroviaire puisse reprendre. La police a retrouvé sur les lieux plusieurs dizaines de mètres de cordon à explosif, indiquant que les auteurs de l'attentat auraient commandé le sabotage à une distance de 50 à 60 mètres.

« Certains indices vitaux ont été laissés sur place, a indiqué le directeur général de la police locale, *les arrestations devraient intervenir d'ici un jour ou deux. »* personne n'avait, lundi matin, revendiqué le sabotage, mais la police a découvert, non loin de la catastrophe, des tracts manuscrits invitant l'Inde à soutenir plus activement la cause des séparatistes tamouls de Sri-Lanka. Devinant que l'enquête se dirigerait *notamment vers eux et qu'ils figurent* en tête des suspects, les principaux mouvements de guérilla sri-lankais, repliés depuis 1983 autour de Madras, capitale du Tamil-Nadu, se sont empressés de clamer leur innocence.

Les pressions de Delhi sur Colombo

Le président du DMK, un parti d'opposition local qui a fait de la défense des Tamouls sri-lankais son cheval de bataille, a également *« condamné fermement cet acte de violence »*. Opposé au gouvernement local soutenu par le Congrès de *M. Rajiv Gandhi*, et dirigé par un ancien acteur de cinéma tamoul populaire, le DMK avait lancé, il y a quatre mois, une grande campagne d'agitation contre l'éventuelle imposition de l'hindi – la langue du Nord aryen de l'Inde – sur le Sud *dravidien du pays. Bien que le premier* ministre ait très vite affirmé que la promesse de son grand-père, l'illustre Nehru, serait tenue et que, en aucun cas, l'hindi ne serait imposé à ceux qui n'en veulent pas, la campagne s'était poursuivie et avait coïncidé avec une vague de sabotages.

De loin le plus meurtrier depuis longtemps dans la région, l'attentat de dimanche n'est pas pour autant isolé, plus d'une vingtaine de bombes déposées dans des lieux *publics, y compris sur des rails* et dans des wagons de chemins de fer, ayant explosé ou ayant été désamorcées à temps au Tamil-Nadu depuis novembre dernier. Au total, ces attentats n'avaient fait que quatre victimes, et près d'une vingtaine de suspects, en majorité des militants du DMK, avaient été arrêtés. Parmi *eux se trouvait un maquisard tamoul* sri-lankais, membre de l'Organisation de libération de l'Eelam (TELO), un mouvement séparatiste plus ou moins soutenu naguère par les services secrets indiens et quasiment éliminé depuis par le groupe rival des Tigres.

Les relations entre l'Inde et les séparatistes tamouls sri-lankais *repliés sur son sol ont commencé* à se détériorer il y a deux ans, New-Delhi étant accusé de *« laisser massacrer les Tamouls par l'armée sri-lankaise sans intervenir »*. Forts d'un vivier de cent-vingt mille « frères » réfugiés au Tamil-Nadu et *de l'appui de certains partis politiques* locaux – DMK en tête, – les séparatistes ont tenté, par diverses actions, de s'allier une opinion publique locale *a priori* sympathisante puisque les cinquante millions d'habitants de cet Etat sont égale*ment d'ethnie tamoule et de religion* hindouiste. Les excès de certains maquisards, des différences de castes et d'origines, et diverses manipulations ont empêché la formation d'une telle alliance.

A contrario, on note, dans la population autochtone de Madras, une tendance à rejeter l'envahissante présence des « cousins » de Sri-Lanka. *Si les soupçons de la* police se vérifient et si des Tamouls sri-lankais ont prêté la main au déraillement du dimanche 15 mars, la situation locale risque de devenir très vite explosive. Cette possibilité, *que l'on redoute à New-Delhi depuis* longtemps, devrait en principe inciter le gouvernement de M. Rajiv Gandhi à tout faire pour aider à régler rapidement le problème ethnique sri-lankais, de manière à renvoyer chez eux les réfugiés.

Virtuellement suspendue depuis le début *de l'offensive militaire cin*ghalaise contre les Tamouls de Jaffna, *il y a plus de deux mois (le Monde* des 14 et 17 janvier), la médiation indienne est en train de reprendre tant bien que mal. M. Ghandi, qui semble hésiter *depuis plus d'un an entre une vraie* politique de fermeté à l'égard de toutes les parties concernées et une fausse stratégie de l'autruche, a envoyé, samedi, à Colombo un énième négociateur.

Ancien ministre des affaires étrangères d'Indira Gandhi, M. Dinesh Singh a rencontré le président sri-lankais et lui a fait part de l'intention de New-Delhi de faire parvenir carburant, nourriture et médicaments aux Tamouls assiégés de Jaffna, si le blocus militaire qui leur est imposé depuis le 1er janvier *n'est pas rapidement levé*. Pour parvenir à ses bénéficiaires, cette « aide humanitaire » indienne devrait enfoncer le cordon de sécurité maritime et aérien mis en place par l'armée sri-lankaise dans le détroit de Palk, qui sépare les côtes du Tamil-Nadu de l'ex-Ceylan. *Les pre*mières réactions sri-lankaises connues sont outrées et cependant conciliantes. L'armée locale n'est pas de taille à résister à une poussée *indienne, et elle le sait...*

PATRICE CLAUDE.

PAKISTAN : l'affaire de la bombe

L'« Observer » publie une photo du centre d'uranium enrichi de Kahuta

L'hebdomadaire britannique *The Observer* présente à la « une » de son édition du dimanche 15 mars la photo par satellite du centre d'uranium enrichi de Kahuta, près d'Islamabad, au Pakistan, où seraient produites des armes atomiques. L'hebdomadaire affirme que c'est dans ces laboratoires secrets que travaille le professeur Abdel Qader Khan, *qui avait révélé dans une* interview à l'*Observer*, le 28 février, que le Pakistan détenait la bombe atomique (*le Monde* du 4 mars).

Ces laboratoires ont été visités, en *novembre dernier*, par un scientifique belge, M. Martin Brabers, professeur à l'université de Louvain, dont M. Khan aurait été l'élève avant de devenir chef du centre atomique et *« le père de la bombe atomique pakistanaise »*, affirme le journal. M. Brabers aurait révélé que le Pakistan disposait d'un deuxième centre nucléaire, appelé les « Nouveaux Bâtiments », qui serait situé près de l'aéroport d'Islamabad. Selon un expert britannique, M. Frank Barnaby, *cité* par le journal, le centre de Kahuta pourrait traiter *jusqu'à 45 kilos* d'uranium par an, ce qui est suffisant pour fabriquer une bombe atomique.

Enfin, l'*Observer* affirme que les diplomates occidentaux en poste à Islamabad avaient connaissance, depuis environ une dizaine d'années, de l'*existence de ce centre atomique*. Ils se rendaient régulièrement en promenade près de Kahuta, pour essayer d'avoir une vue des bâtiments, jusqu'à ce que, en 1979, deux diplomates français aient été arrêtés sur la route par des hommes en civil et frappés. – *(AFP.)*

EN BREF

● **CAMBODGE : critiques chinoises contre le Vietnam.** – Le porte-parole du ministère chinois des affaires étrangères a déclaré, le lundi 16 mars, que les remarques du chef de la diplomatie vietnamienne, M. Nguyen Co Thach, lors de la visite de son homologue soviétique à Hanoi *(le Monde du 14 mars), montraient* que le Vietnam *« se cramponne »* à sa politique d'occupation militaire du Cambodge. Le porte-parole n'a toutefois pas commenté directement l'offre de M. Thach d'engager un dialogue entre les Etats indochinois, la Chine et les pays non communistes du Sud-Est asiatique, une idée que M. Chevardnadze, ministre soviétique des affaires étrangères, a lui aussi *évoquée durant son séjour à* Hanoi la semaine dernière *(AFP, AP, UPI)*.

● **CHINE : une explosion dans une usine fait quarante-cinq morts.** – Une importante explosion d'origine inconnue dans une usine de textile de Harbin (nord-est de la Chine), en cours de rénovation avec une assistance soviétique, a fait le dimanche 15 mars, quarante-cinq morts et cent quatre-vingt-cinq blessés, selon le journal officiel *Quotidien des lois*. L'ambassade d'URSS *à Pékin ignorait, ce lundi, si certains* des techniciens soviétiques prenant *part à la modernisation* de cette usine, les plus grands ateliers de tissage du fin d'Asie, se trouvaient parmi les victimes. – *(AFP.)*

● **VENEZUELA : violents incidents dans la ville universitaire de Merida.** – Plusieurs personnes ont été blessées le samedi 14 et le dimanche 15 mars, au cours d'affrontements qui ont opposé des *étudiants à la police, à Merida, une* ville universitaire située dans les Andes, *au sud-ouest de Caracas*. Les incidents ont éclaté après qu'un étudiant de vingt-six ans, Luis Carballon, eut été tué par balles alors qu'il fêtait la fin des examens. Plusieurs boutiques ont été pillées et des bureaux et des banques incendiés. Les dégâts sont estimés à environ 400 000 dollars. Quinze personnes ont été bles*sées et dix arrêtées*. – *(Reuter.)*

● **ZAIRE : des opposants font état de troubles à l'occasion du décès de l'un des leurs.** – Selon le *représentant en France de l'UDPS* (Union pour la démocratie et le progrès *social*, mouvement d'opposition interdit au Zaïre) des troubles ont éclaté à l'aéroport de Kinshasa, le vendredi 13 mars, à l'occasion du rapatriement du corps de Mpinga Makanda, fondateur du mouvement, décédé dans des circonstances controversées (*le Monde* du 12 mars). L'armée a chargé des sympathisants rassemblés en grand nombre, affirme l'UDPS, la dépouille *mortelle a été « enlevée »* par les forces de l'ordre et la femme et la *fille du défunt*, venues de Bruxelles, ont été arrêtées.

● **RÉPUBLIQUE SUD-AFRICAINE : un dirigeant de la presse afrikaner rejoint les réformistes.** – M. David de Villiers, *directeur de Nasionale Pres, le plus* grand groupe de presse de langue afrikaner, défenseur de thèses conservatrices, a donné sa démission, le samedi 14 mars, pour participer à la campagne d'une candidate réformiste, Mme Esther Lategan, aux élections législatives du 6 mai. Il a expliqué sa décision par un *« désir de justice pour l'ensemble de la population »*. – *(Reuter, AFP.)*

● **SUISSE : affrontements sur le problème de l'autonomie du Jura.** – Des échauffourées se sont produites, le samedi 14 mars, à Moûtier (Jura suisse), entre partisans et adversaires de l'autonomie du Jura. Quelque cinq cents antiséparatistes, qui célébraient dans les rues de la ville l'anniversaire du maintien des trois districts méridionaux dans le canton de Berne, se sont heurtés à une centaine d'autonomistes. Les militants antiséparatistes, souvent originaires de Berne, ont affirmé qu'ils voulaient *« balayer la vermine séparatiste »*. Quatre personnes ont été blessées au cours des affrontements. Contrairement aux districts du sud, les trois districts du nord du Jura, *à majorité francophone*, s'étaient constitués en canton autonome à la suite d'un référendum en septembre 1974. – *(AFP.)*

JAPON : les difficultés de M. Nakasone

La popularité du premier ministre est au plus bas

TOKYO
de notre correspondant

Confronté *désormais à une crise* politique d'une ampleur que le Japon n'avait pas connue depuis plusieurs années, qui s'est traduite par la paralysie de la Diète depuis un mois et demi, M. Nakasone a commencé à battre en retraite. Renonçant aux velléités qu'il pouvait encore avoir la semaine dernière de faire passer en force le budget 1987 en profitant de la forte majorité dont *dispose son parti, le premier minis*tre s'est résolu à présenter un budget provisoire pour l'année *fiscale qui* commence le 1er avril. Quant au projet impopulaire de réforme fiscale, qui est à l'origine de la crise, M. Nakasone a, certes, annoncé, le vendredi 13 mars, qu'il n'entendait pas le retirer, mais il se prépare vraisemblablement à l'amender, seule chance pour lui de sortir de l'impasse, commentait dimanche, dans un éditorial, le quotidien *Asahi*.

Si l'élection sénatoriale partielle du 8 mars, dans la préfecture d'Iwate, à l'issue de laquelle le Parti libéral-démocrate essuya un échec *cuisant, fut un coup de semonce* pour la majorité, le sondage d'opinion publié *samedi par l'Asahi tend* à confirmer que le bateau Nakasone commence à prendre l'eau. La popularité du premier ministre est au plus bas (24 %), celle de son parti a régressé de 59 % (en mai dernier) à 48 %, et l'écrasante majorité des personnes consultées (82 %) sont opposées à la réforme fiscale. Quant aux journaux, ils critiquent modérément le boycottage de la Diète par l'opposition, mais *soulignent surtout* que M. Nakasone est *« en train de creuser sa tombe »*. La réforme fiscale, dont le premier ministre espérait qu'elle lui permettrait de briguer une nouvelle prolongation de son mandat qui expire fin octobre, pourrait bien être son *« chant du cygne »*, écrit l'*Asahi*. Un mouve*ment marginal* a commencé, d'autre part, à se faire jour à la base du parti majoritaire, pour demander l'expulsion de M. Nakasone.

Dimanche, enfin, le premier ministre essuyait un nouvel échec : le président de Japan Airlines, M. Junji Ito, que M. Nakasone avait imposé il y a neuf mois à la tête de la compagnie nationale, afin de la préparer à la privatisation, a été contraint de démissionner en raison des oppositions qu'il suscitait au sein même de sa direction.

Une réforme modérée

Plusieurs facteurs expliquent les difficultés du premier ministre. L'impopularité du projet de réforme fiscale, comportant notamment l'introduction d'une TVA, n'est pas nouvelle : il y a dix ans que celle-ci est à l'ordre du jour, pour tenter de remédier à un déficit budgétaire *chronique* (48 % du produit national brut), et il y a dix ans que les gouvernements sucessifs y renoncent. *Il* est, certes, courageux de la part de M. Nakasone de tenter de l'imposer, malgré l'opposition des contribuables (des salariés aux petits commerçants, en passant par les épargnants), mais aussi d'une partie des milieux d'affaires.

Le grand patronat, en particulier le Keidanren, est favorable à la réforme, dont il espère qu'elle contribuera à relancer la demande interne. Cette réforme fait, en outre, partie des engagements pris par le Japon vis-à-vis de ses partenaires commerciaux, qui estiment, comme le patronat, qu'elle devrait contribuer à stimuler la demande, ne serait-ce *qu'en rendant* au gouvenement une marge de manœuvre – qu'il n'a plus, étant *donné l'endettement* – pour lancer des programmes de grands travaux.

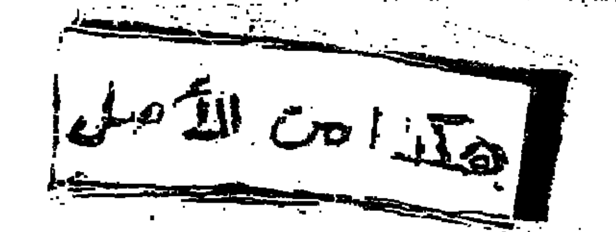
M. Nakasone *peut espérer, en* présentant un projet amendé, ouvrir au moins une brèche dans le système d'imposition japonaise. Ce serait déjà un succès : une fois le principe d'une TVA admis, on pourrait toujours plus tard en relever le taux. Mais la politique de M. Nakasone achoppe sur plusieurs points. Il y a *d'abord une question de style*. Le fringant premier ministre, fort du succès *obtenu pour son parti aux* élections générales de juillet 1986, a voulu imposer sa politique en force. Ne voulant pas effrayer l'électorat, M. Nakasone s'était engagé en juillet à ne pas introduire une réforme fiscale de *« grande envergure »*. Celle qu'il défend aujourd'hui étant modérée, il affirme ne pas avoir *trompé les électeurs*. Malentendu ? Peut-être. Maladresse ? Sûrement.

Toujours l'affaire de l'aéroport de Narita

L'opposition parie aujourd'*hui sur* le sentiment diffus qu'ont les Japonais d'avoir été dupés. Ils sont respectueux du pouvoir, mais encore faut-il que celui-ci évite de froisser les susceptibilités, en paraissant imposer son autorité. Pour avoir failli à cette règle tacite, le gouvernement Sato, à la fin des années 60, provoqua la *résistance farouche* des paysans de Narita à la construction du nouvel aéroport de Tokyo. Dix-huit ans plus tard, cette lutte n'est toujours pas finie, et l'aéroport de Narita reste gardé comme une base militaire.

Un deuxième facteur a desservi M. Nakasone : la faiblesse de sa base au sein de son propre parti. Son clan est de dimension moyenne, et il vient de faire l'expérience de la fragilité *de* la coalition des factions qui le soutiennent. Au lendemain du succès électoral de juillet, ses rivaux et successeurs potentiels ont semblé s'incliner devant sa victoire et ont acquiescé à la prolongation de son mandat jusqu'au 31 octobre 1987. A condition, cependant, qu'il mène à bien la réforme fiscale. Leur calcul *était simple : soit* M. Nakasone réussissait, et c'était une sérieuse épine enlevée du pied de son successeur ; soit il se cassait les reins dans l'entreprise, et il tombait de lui-même. Ce qui explique que le premier ministre ait été plus ou moins isolé dans la bataille. Profitant de la passivité des libéraux-démocrates, l'*opposition a réussi rapidement* à bloquer les travaux de la Diète, puis l'effet boule de neige a joué : la « révolte contre la taxe » a eu un large écho dans le pays. M. Nakasone ne pouvait réagir : il avait une majorité forte, certes, mais molle, et il ne disposait plus de l'arme de la dissolution pour rétablir la discipline parmi les parlementaires. La reculade à laquelle il sera probablement *contraint risque d'entamer* son autorité et, par conséquent, de sérieusement réduire ses chances de se succéder une nouvelle fois à lui-même.

PHILIPPE PONS.



Europe

GRANDE-BRETAGNE : le Tout-Londres défie Mme Thatcher

M. Roy Jenkins, ancien dirigeant travailliste élu chancelier de l'université d'Oxford

LONDRES
de notre correspondant

Mme Thatcher n'a pas de chance avec Oxford. En 1985, son ancienne université lui avait fait l'affront de lui refuser un diplôme *honoris causa*, pour protester contre les coupes dans le budget universitaire. Le samedi 14 mars, elle a snobé son candidat pour le poste hautement honorifique de chancelier de l'université, M. Edward Heath.

Le remplaçant de Lord Stockton, alias Harold Macmillan, décédé le 29 décembre dernier, sera M. Roy Jenkins, ancien dirigeant travailliste, fondateur avec M. David Owen du Parti social-démocrate.

Il a battu sans problème (3 249 suffrages contre 2 348) l'ancien premier ministre conservateur. Le soutien gênant, quand il s'agit d'Oxford, de Mme Thatcher a même valu à M. Heath d'être battu par l'historien Robert Blake, arrivé en deuxième position avec 2 674 suffrages.

L'occasion était trop belle en période pré-électorale. Le Tout-Londres avait fait du scrutin un test quasi national. On a donc vu à Oxford le gratin du monde politique et des affaires, venu, en autobus, attendre patiemment son tour devant l'urne.

Ministres et anciens ministres, députés, lords, vedettes de la City et de la télévision se saluaient avec civilité dans les jardins, manucurés et revêtus de la toge noire obligatoire. La plupart d'entre eux l'avaient louée — 2 livres — pour la journée. *« Etaient présents beaucoup des plus brillants éléments d'une génération qui a présidé au déclin de la Grande-Bretagne »*, raillait le *Sunday Times*.

Pierre Boulez honoré en juin

Si l'université affronte, pour la première fois de son histoire, un déficit budgétaire de l'ordre de 6 millions de livres (environ 60 millions de francs) et parle de supprimer 140 postes d'enseignants, 80 d'employés techniques et 50 de bibliothécaires, le rendez-vous politico-mondain de samedi montre qu'elle a encore de beaux jours devant elle.

Le premier travail de M. Jenkins sera d'ailleurs, après la remise d'un diplôme honorifique au musicien français Pierre Boulez en juin, de trouver de nouvelles sources de revenus. Un spécialiste de la collecte de fonds pour les universités américaines, M. Henry Druker, s'en occupe déjà activement et il déborde d'idées. Pour 1 million de livres, vous pouvez, par exemple, faire graver votre nom dans le marbre d'un arc de triomphe, à l'entrée de la ville.

Le résultat a, bien sûr, rempli d'aise les responsables de l'Alliance (entre le Parti social-démocrate et le Parti libéral), qui y voient une preuve supplémentaire de leur bonne étoile, alors que les élections approchent à grands pas.

Mais Mme Thatcher a trouvé de quoi se consoler dans un sondage national publié dimanche. Il donne à son parti 9 points d'avance sur le Parti travailliste, 16 points sur l'Alliance. Oxford n'est décidément pas toute l'Angleterre.

(Intérim.)

IRLANDE DU NORD

Un responsable de l'INLA victime d'un règlement de compte

Les luttes intestines qui déchirent l'Armée nationale de libération irlandaise (INLA) ont fait deux nouvelles victimes le dimanche 15 mars à Belfast. L'une d'elles serait un simple sympathisant de l'INLA, mais l'autre, Gerard Steenson, *« Docteur la mort »*, est considéré, de sources républicaines, comme l'initiateur de la vague de règlements de comptes, qui depuis trois mois, a causé la mort de dix personnes. Agé de vingt-neuf ans, Gerard Steenson était déjà un ancien de la lutte armée irlandaise : entré dans les rangs de l'IRA à l'âge de quinze ans, il avait rejoint l'INLA, créée en 1975 par des dissidents de l'IRA. Gerard Steenson avait été libéré peu avant Noël, le jugement qui l'avait condamné à perpétuité ayant été cassé en appel (la condamnation avait été fondée sur les dénonciations d'un ancien militant devenu « super-informateur » de la police).

Gerard Steenson aurait lui-même perpétré plusieurs meurtres ces dernières semaines, dont celui de deux dirigeants de l'INLA au cours d'un guet-apens tendu juste au sud de la frontière avec la République d'Irlande. Le *« Docteur la mort »* aurait ainsi voulu éliminer les dirigeants rivaux qui avaient pris le contrôle de l'organisation pendant son incarcération de cinq ans.

Gerard Steenson était un proche de Dominic McGlinchey, leader de l'INLA, emprisonné en Irlande du Sud, dont la femme a été assassinée par une faction du mouvement il y a quelques semaines. Celui-ci avait lancé en janvier un ordre de dissolution de l'INLA gangrenée, selon lui, par *« des éléments dévoyés »* qui recourent aux extorsions de fonds et aux meurtres.

De sources proches des forces de sécurité, on estime que ce double meurtre, revendiqué par la « Brigade de Belfast » de l'INLA, pourrait mettre un terme provisoire à la vendetta, les partisans de Steenson, privés de leur chef, étant amenés à négocier une trêve.

L'INLA a revendiqué, par ailleurs, le samedi 14 mars, l'assassinat de Fergus Conlon, habitant Newry (frontière irlandaise), présenté par l'organisation clandestine comme *« un informateur des services secrets britanniques »*.

Quatre policiers ont été blessés, le vendredi 13 mars, par l'explosion d'une voiture piégée à l'entrée d'un cimetière de Belfast où ils enterraient l'un de leurs collègues assassiné. L'Armée républicaine irlandaise (IRA) a revendiqué l'attentat, expliquant que tant que la police ne se tiendrait pas à l'écart de l'enterrement des militants nationalistes, elle *« ne la* [laisserait] *pas enterrer ses morts en paix »*. — *(Reuter.)*

HONGRIE

Manifestation d'une ampleur exceptionnelle pour l'anniversaire de l'insurrection de 1848

Budapest. — Plus de deux mille personnes ont participé, le dimanche 15 mars à Budapest, à l'occasion de la commémoration de l'insurrection du 15 mars 1848, à une manifestation non autorisée au cours de laquelle la police n'est pas intervenue.

C'est la première fois que cette manifestation spontanée du 15 mars, traditionnelle depuis 1972, prend une telle ampleur. L'an dernier, la manifestation avait donné lieu à de vifs heurts avec la police. Quatre personnes avaient été appréhendées. Dimanche, en présence de plusieurs journalistes étrangers, la police s'est gardée d'intervenir. Des motards ont stoppé la circulation pour permettre le passage des manifestants, surveillés par de très nombreux policiers en civil.

La manifestation a réuni essentiellement des étudiants et certaines personnalités de l'opposition, dont l'architecte Laszlo Rajk, la responsable de l'association d'aide aux pauvres Szeta, Mme Ottilia Solt, l'écrivain Ferenc Koszeg et le traducteur Gyorgy Gado, rédacteur du journal clandestin *Demokrata* (« le Démocrate »).

Les manifestants ont marché durant deux heures et demie dans les rues de Budapest en s'arrêtant devant les statues des héros de la révolution de 1848 — notamment celle du poète Sandor Petofi — et en chantant des hymnes nationaux, ainsi que la *Marseillaise*.

Dans ses discours, M. Gyorgy Gado a réclamé *« le droit de se rassembler, la liberté de la presse et de parole »*, revendications qui étaient déjà celles de Petofi en 1848. Il a espéré qu'*« un jour viendra où un monument commémorera le martyr d'Imre Nagy »*, premier ministre en octobre 1956 exécuté après l'écrasement de l'insurrection d'octobre par les chars soviétiques.

Les manifestants ont également chanté l'hymne de Transylvanie, région de Roumanie où vivent quelque deux millions de personnes d'origine hongroise qui se plaignent d'une assimilation forcée.

La révolution de 1848 avait abouti à la formation du premier gouvernement hongrois indépendant, mais avait été écrasée en 1849 par les Autrichiens aidés des Russes. — *(AFP.)*

Diplomatie

NATIONS UNIES

La session de la Commission des droits de l'homme a illustré le « nouveau style » soviétique

GENÈVE
de notre correspondante

La session annuelle de la Commission des droits de l'homme de l'ONU, présidée par M. Evmenov (Biélorussie), et qui s'est achevée le vendredi 13 mars, a été pour le moins spectaculaire. Le « nouveau style » soviétique s'y est donné libre cours, la délégation du Kremlin s'étant montréesous le jour le plus aimable, multipliant bonnes paroles et invitations, exhibant un archiprêtre et un rabbin venus témoigner combien les croyants étaient heureux en URSS. Celle-ci s'est portée coauteur d'une résolution d'origine occidentale prévoyant l'élaboration d'une convention sur l'intolérance religieuse (comme ce genre d'instrument met en général une quinzaine d'années pour être adopté par l'ensemble des pays, ceux qui paraissent en cause aux yeux de l'opinion se sont ainsi offert un sursis de taille).

La commission, qui n'aura pas eu, cette année, moins à examiner de soixante-dix projets de résolution à examiner, a été marquée par une politisation accrue, masquant les violations des droits de l'homme chez les uns, et les exagérant chez d'autres. La solidarité, au sein des groupes géographiques, s'est accentuée : un projet de résolution, sévère pour La Havane, et présenté par la délégation américaine, n'a pas été retenu, faute d'une voix, en dépit des témoignages combien fiables entendus par la commission. Il reste que c'est la première fois que Cuba était mis sur la sellette... La commission réexaminera la question lors de sa session de l'an prochain.

Les camps palestiniens

Autre point qui, pour la première fois, a attiré l'attention : les camps palestiniens assiégés. Un projet de résolution présenté par l'Irak, la Libye, Madagascar et le Yémen du Sud, a été adopté par 29 voix sur 43 votants. Les Occidentaux se sont abstenus, ou, comme la Belgique, la France et l'Irlande, ont voté en faveur de ce projet. Les révélations d'Amnesty International sur les massacres de populations civiles palestiniennes perpétrés par les Syriens ont été passées, en revanche, sous silence. De même, une résolution adoptée sur l'Afghanistan ne mentionne à aucun moment l'URSS. Il y est seulement question de *« troupes étrangères »*.

La commission s'est également inquiétée des violations des droits de l'homme en Iran, des tortures et disparitions au Sri-Lanka (où le Comité international de la Croix-Rouge ne peut visiter les lieux de détention), des conséquences de la partition forcée de Chypre, et bien entendu, de l'apartheid en Afrique du Sud, parmi les cas les plus notables. Mais elle s'est aussi félicitée des progrès enregistrés dans certains pays comme le Guatemala, le Salvador, Haïti, et a décidé d'examiner l'an prochain à huis clos, conformément à une procédure pour le moins contestable, les cas du Paraguay et de l'Albanie.

La commission avait été saisie d'un grand nombre de plaintes qu'elle n'a pas examinées, comme celle qui émane du Comité libyen pour la défense de la démocratie et des droits de l'homme, et concerne l'exécution publique, le 7 février, de neuf opposants au colonel Kadhafi. Et, pendant qu'à la dernière séance, on échangeait félicitations et remerciements, deux à trois cents Kurdes — représentant une minorité de quatre millions d'âmes oubliée par l'ONU — manifestaient devant le Palais des nations.

ISABELLE VICHNIAC.

Les pourparlers sur les euromissiles et le désarmement

La Chine ne participera à des négociations que dans « une étape ultérieure »

Selon l'agence officielle bulgare BTAle ministre chinois des affaires étrangères, M. Wu Xueqian, a salué, le vendredi 13 mars à Sofia, où il était en visite, la proposition soviétique de démantèlement des euromissiles. Mais il a en même temps souligné que son pays resterait, pour le moment, à l'égard des négociations Est-Ouest sur le désarmement, même si, selon les propos que rapporte BTA, la Chine *« est prête à participer, dans une étape ultérieure, à des négociations en vue de la liquidation définitive des armements nucléaires »*.

Le ministre chinois n'a pas spécifiquement parlé d'un accord sur les missiles à moyenne portée en Europe, mais d'un accord de désarmement nucléaire en général, a-t-on précisé de source chinoise.

Dimanche, le président de la Commission européenne, M. Jacques Delors, qui était l'invité du « Club de la presse » d'Europe 1, a souhaité la réunion, en avril, d'un conseil extraordinaire des chefs d'Etat et de gouvernement des pays de la CEE pour adopter *« une réponse commune »* aux propositions de M. Gorbatchev sur les euromissiles. Regrettant que l'Europe ne soit pas partie prenante aux négociations soviéto-américaines sur cette question, M. Delors a estimé que la réunion d'un tel sommet des Douze devrait viser à *« renforcer la coopération »* européenne *« en matière de politique étrangère »* et à *« jeter les bases d'une politique commune de sécurité »*. *« L'Europe ne peut être totalement désarmée vis-à-vis de quelque agresseur que ce soit »*, a-t-il estimé.

M. Delors a ajouté : *« Je déploie en même temps tous mes efforts pour expliquer que Vienne, Budapest, Varsovie, c'est aussi l'Europe. Nous n'avons pas le monopole de l'Europe. Il y a là l'occasion unique pour l'Europe d'accélérer le rythme de l'histoire, car l'histoire ne l'attend pas. »*

Par ailleurs, selon les *Izvestia*, le secrétaire d'Etat américain, M. George Shultz, rencontrera M. Gorbatchev lors de sa visite en URSS du 13 au 16 avril. L'agence Tass avait simplement annoncé, il y a une semaine, que le voyage de M. Shultz répondait à celui du ministre soviétique des affaires étrangères, M. Chevarnadze, à Washington, les 19 et 20 septembre dernier.

A TRAVERS LE MONDE

Tunisie

Des policiers assurent l'ordre à l'université

Tunis. — Des policiers en civil sont désormais chargés d'assurer *« l'ordre, la sécurité et la liberté des cours »* dans les établissements d'enseignement supérieur. Cette mesure a été décidée par le gouvernement, le vendredi 13 mars, à la demande des doyens de facultés, pour tenter de mettre un terme à l'agitation universitaire de ces dernières semaines (*le Monde* du 14 mars).

Un porte-parole officiel a rejeté la responsabilité de la situation sur *« une minorité d'étudiants intégristes, fanatiques et fanatisés, qui appellent à l'obscurantisme et à l'anarchie »*. Ces agitateurs, accusés d'exercer un véritable « terrorisme » pour imposer leur loi à la majorité des étudiants, sont « manipulés », selon le porte-parole, par des éléments étrangers à l'université, dont l'objectif est d'introduire le désordre dans cette institution et de la détourner de sa mission.

Le porte-parole n'a pas précisé combien d'étudiants islamistes demeuraient retenus dans les locaux de la police. — *(Corresp.)*

Pologne

Attentats manqués contre Gomulka et Bierut entre 1950 et 1961 ?

Il y aurait eu entre 1950 et 1961 au moins trois sérieuses tentatives d'attentats contre des dirigeants communistes en Pologne, a révélé le vendredi 13 mars l'hebdomadaire *Polityka*, organe du parti, dans un article consacré au service de protection rapprochée du gouvernement, le BOR. Selon l'hebdomadaire, une bombe a notamment été découverte en 1959 dans un arbre bordant une avenue située sur le trajet que devaient emprunter Nikita Khrouchtchev, numéro un soviétique, et Wladyslaw Gomulka, son homologue polonais. L'engin a été désarmorcé.

Deux ans plus tard, deux passants ont été blessés par l'explosion d'une autre bombe qui visait, elle aussi, Gomulka. L'auteur de l'attentat a été arrêté, condamné à mort et exécuté.

En 1953, un ancien commandant de la résistance pendant la guerre, atteint de troubles psychiques, a demandé à être reçu en audience par Bierut, alors chef du parti. Soumis à un contrôle d'identité, l'homme a tiré sur les policiers, faisant un mort et un blessé. L'article de *Polityka* est publié deux semaines après qu'une bombe a explosé devant les locaux du Parti communiste de la ville de Gdynia, sans faire de victime. — *(AFP, UPI.)*

de géant

Politique

M. Jacques Chirac et les socialistes font le bilan

Le temps des « joutes politiques » est venu

Avant qu'il ne le fasse le 25 mars à « L'heure de vérité », M. Chirac a esquissé un premier bilan de sa première année de gouvernement devant les cadres du RPR réunis le dimanche 15 mars à Paris. Toute la classe politique a d'ailleurs choisi l'anniversaire des élections législatives du 16 mars 1986 non seulement pour faire le point après un an de pouvoir de la nouvelle majorité, mais surtout pour en tirer des leçons en vue de l'élection présidentielle d'avril 1988.

La campagne électorale est ainsi quasi officiellement lancée dans chaque camp, alors qu'est toujours entretenue la fiction de l'ignorance du nom des candidats. Les schémas sont cependant d'ores et déjà assez clairs : à droite, la rivalité s'aiguise entre M. Chirac et M. Barre ; à gauche, où le Parti communiste se replie sur un isolement sans espoir, le Parti socialiste, faute de pouvoir défendre un champion déclaré, préfère se livrer à une critique exacerbée du gouvernement.

M. Chirac a choisi un thème pour tenter en un an de retourner en sa faveur une opinion défavorable : l'action. Le bilan des réalisations de son gouvernement — qui remplira un ouvrage de trois cent cinquante pages au titre œcuménique de *Pour tous les Français*, — sera illustré par une campagne d'affiches du RPR avec un slogan bien expressif : *« Y a ceux qui parlent, y a ceux qui freinent, y a ceux qui défilent ; Chirac, lui, il agit. »*

L'allusion est éloquente non seulement à ceux qui sont ses adversaires déclarés mais aussi à ceux qui le soutiennent comme la corde le pendu, c'est-à-dire les barristes. A ceux-là, dont il ne veut retenir que le soutien officiel et sans faille qu'ils lui apportent au Parlement., M. Chirac rappelle que la critique doit se fixer certaines limites. Mais, plus ouvertement, il s'en prend au point faible de la doctrine barriste en démontrant non seulement que la cohabitation était imposée par le résultat du 16 mars, mais surtout qu'elle a été bénéfique au pays.

Besoin de la durée

Car, affirme-t-il, elle a évité la crise de régime et elle n'a pas empêché le gouvernement de gouverner : à preuve précisément le catalogue des réformes déjà réalisées ou lancées. Mais un an et même deux, c'est bien court. Il faut donc la durée et, en 1988, *« les Français diront s'ils veulent interrompre l'œuvre de rénovation et de progrès »*. S'ils souhaitent la poursuivre qui mieux que celui l'a lancée pourra le faire, suggère le premier ministre. CQFD.

Toutefois, M. Chirac n'ignore pas que la pente à remonter est subitement devenue bien raide depuis les événements de la fin de l'année dernière, et il insiste en conséquence sur les efforts supplémentaires qu'il faudra fournir.

Mais quel que soit son destin dans un an, l'œuvre qu'il aura accomplie demeurera, des réformes irréversibles auront marqué la société, des « entraves et des carcans » auront été supprimés, assure-t-il.

Il va même jusqu'à évoquer une *« alternance »* c'est-à-dire un changement de majorité pour assurer qu'on ne reviendrait pas à *« la France un peu rétrécie, égoïste et frileuse que nous avons trouvée »*. Il y a dans ces phrases un peu d'un testament, comparable à celui qu'on avait pu entendre dans le discours de M. Mitterrand au Grand-Quevilly le 17 janvier 1986 lorsqu'il avait lancé la campagne électorale des socialistes.

Des accents vengeurs

Sceptiques à l'égard du bilan, comme des intentions du président du RPR, M. Barre se pose lui, en champion de la *« concorde »* nationale et M. Jacques Delors — qui s'est rappelé au bon souvenir de ses amis socialistes — invite le futur président à conclure un *« armistice idéologique »* avec la nation.

En revanche le Parti socialiste a choisi de faire monter la pression en accentuant ses attaques contre le gouvernement. Ses leaders se bornent pour le moment — en l'attente d'une doctrine que fixera leur congrès de Lille début avril — à une critique qui prend la tonalité des meetings électoraux. Si M. Jospin, premier secrétaire, ironise sur le premier ministre qui s'enfonce dans les marécages, M. Pierre Joxe retrouve des accents vengeurs et outranciers qui sont à l'opposé d'une *« force tranquille »*, de la *« cohabitation paisible »*, et même de l'abandon des *« passions instinctives »* que conseille M. Mitterrand. Le président du groupe socialiste en reprochant au gouvernement de faire des « coups » ne tente-t-il pas lui-même d'en faire un avec une hargne que la télévision a amplifiée ?

Le temps du « vacarme des joutes politiques » évoqué par M. Chirac devant les cadres du RPR est bien arrivé, mais il n'est pour les candidats supposés à la magistrature suprême ni une nouveauté ni une surprise. *« Levez-vous, orages désirés » !*

ANDRÉ PASSERON.

« Même si notre action devait être interrompue, nous laisserions une France différente »

déclare le premier ministre

Quelque quatre mille membres de l'encadrement du RPR, réunis le dimanche 15 mars au Palais des congrès de la porte Maillot (*le Monde* du 14 mars), ont entendu M. Jacques Chirac leur donner les thèmes de sa future campagne électorale présidentielle. Certes, le président du RPR n'a pas formellement annoncé qu'il briguerait l'Elysée l'année prochaine. A-t-il d'ailleurs besoin de le dire expressément ? Mais n'annonce-t-il pas implicitement qu'il attend le verdict populaire lorsqu'il déclare qu' « *en 1988 les Français jugeront et diront s'ils souhaitent poursuivre notre œuvre de rénovation et de progrès* » ?

Clôturant les travaux des cadres de son parti, M. Chirac a notamment déclaré :

« En votant massivement, le 16 mars 1986, pour une nouvelle majorité, le peuple français n'a pas, contrairement à ce que certains ont voulu croire, seulement condamné un système socialiste qui avait démontré son incapacité à assumer le destin du pays, mais adresser un triple message de confiance au gouvernement (...).

» Contrairement à ceux qui, de part ou d'autre, affirmaient qu'il n'était pas possible de gouverner avec un président de la République et un gouvernement qui n'adhéraient pas aux mêmes valeurs ou n'appartenaient pas à la même majorité politique, nous avons démontré que la « cohabitation » était non seulement inévitable si l'on voulait respecter nos institutions et le suffrage universel, mais qu'elle était possible.

» Certes, il y a eu des accrocs, des petites phrases ou des petits gestes, mais personne ne peut nier que le gouvernement a gouverné, que le Parlement a légiféré et, ce n'est peut-être pas inutile de le mentionner aujourd'hui, que la justice a jugé avec indépendance et courage. Jamais, en aussi peu de temps, une œuvre législative aussi intense n'a été accomplie.

» Je ne veux pas dire par là que la cohabitation est le régime idéal. Il est indéniable cependant, et personne de bonne foi ne peut le nier, que nous avons fait la preuve que les institutions de la V[e] République la permettaient et que nous pouvions, sans compromis et sans retour au régime des partis, gouverner et construire.

» La deuxième mission que nous avaient confiée nos concitoyens était celle de rétablir la situation économique de notre pays. Cette œuvre de redressement, nous l'avons engagée, dès les premiers mois de notre retour au pouvoir, avec le réajustement de nos parités monétaires, la réduction des dépenses et des déficits budgétaires, la mise en œuvre d'une vaste politique d'allégements fiscaux en faveur de toutes les classes sociales de la population.

» Nous avons aussi, et surtout, engagé un ambitieux programme de lutte contre le chômage en nous attaquant en priorité au chômage des jeunes et en améliorant aujourd'hui la situation de nos compatriotes chômeurs de longue durée.

» Sur ces différents points, en dépit des résultats non négligeables que nous avons obtenus en matière de réduction de l'inflation, d'amélioration de notre commerce extérieur, de créations d'emplois ou de reprise des investissements, je ne crierai pas encore victoire.

» La tâche qui nous attend, en 1987 comme en 1988, et après, quelles que soient les difficultés, quelles que soient les tentations de la facilité, de l'apparence ou de la démagogie, est de conserver le cap et de maintenir les disciplines de notre action. Ce sera long, ce sera difficile, mais nous n'avons pas le choix et nous manquerions à la confiance que nous ont témoignée nos concitoyens en essayant de le leur cacher. Ce n'est pas en quelques mois, voire en quelques années que nous pouvons redresser une situation aussi fortement compromise que celle que nous avons trouvée à notre arrivée, renverser des évolutions ou modifier des comportements aussi profondément ancrés dans notre tradition nationale. »

M. Chirac poursuit : « Nous avons restauré les libertés partout où existaient des entraves ou des carcans : liberté des prix et instauration de nouvelles règles en matière de concurrence, libération des changes et du crédit, souplesse donnée à la gestion des entreprises, liberté rendue en matière de communication et d'audiovisuel.

» Nous avons développé et porté à un niveau que personne ne pouvait imaginer il y a un an la participation des Français à la vie des entreprises de leur pays. Par la privatisation, nous avons développé le capitalisme populaire et obtenu, en ce domaine, des résultats qui auraient paru impensables il y a seulement six mois.

» Par la participation, nous avons associé ceux qui travaillent dans les entreprises à leur gestion. Par l'intéressement, nous avons voulu instaurer un partage plus équitable de leurs bénéfices.

» Nous avons engagé un vaste programme de modernisation de notre régime financier en préparant un projet de loi pour développer l'épargne des Français et mieux l'orienter vers les activités productives. Les réformes en cours du marché financier vont dans le même sens.

« Nous sommes aujourd'hui à mi-parcours »

» Nous avons définitivement, sans possibilité de retour en arrière, engagé la France sur la voie du vingt et unième siècle. Nous avons fait exploser certains de ses vieux archaïsmes, de ses blocages, de ses bureaucraties qui entravaient sa marche en avant.

» Il suffit de regarder les réactions de nos adversaires politiques : ils critiquent, ils tentent de retarder, mais personne, je dis bien personne, n'annonce qu'en cas d'alternance Paribas serait renationalisé, le contrôle des prix rétabli ou l'inquisition fiscale, que nous avons voulu supprimer, remise en vigueur.

» *Même si, demain, notre action devait être interrompue, la France que nous laisserions serait durablement différente de celle, un peu rétrécie, égoïste et frileuse, que nous avons trouvée.* Rien que pour cela, le choix que j'ai fait il y a un an d'assumer, quels qu'en soient les risques et les dangers, la responsabilité de premier ministre me paraît justifié.

» Nous sommes aujourd'hui à mi-parcours entre le dernier scrutin législatif et la prochaine élection présidentielle : nous avons encore un an pour poursuivre notre œuvre. Je la continuerai, avec mon gouvernement, appuyé sur une majorité qui ne peut qu'être unie et solidaire, sans faiblesse, sans compromis, sans hésitation ; je sais qu'au fur et à mesure que nous nous approcherons de l'échéance présidentielle, les impatiences, les critiques, voire les déceptions se manifesteront avec plus de force et plus de résonance.

» Nous aurons, dans le vacarme des joutes politiques, de plus en plus de difficultés à expliquer notre action, pourquoi celle-ci est bonne, pourquoi nous devons maintenir le cap de sérieux et de responsabilités, pourquoi certains résultats ne peuvent que s'inscrire dans la durée.

» En 1988, les Français jugeront. Ils diront s'ils souhaitent poursuivre notre œuvre de rénovation et de progrès où s'ils veulent l'interrompre. J'ai, pour ma part, confiance dans leur verdict. »

PROPOS ET DÉBATS

M. Devaquet : le socialisme

M. Alain Devaquet, ancien ministre de la recherche et de l'enseignement supérieur, affirme notamment, dans *le Journal du dimanche* du 15 mars : *« On ne peut rejeter le socialisme dans sa totalité. Je crois qu'il faut en retenir un certain nombre de choses. Il ne faut pas remplacer un isme par un autre. »* M. Devaquet ajoute : *« Le RPR (...) pourrait regarder dans ce que proposent la gauche ou l'UDF sur la recherche, l'Université et l'Europe. Il ne ferait en cela que réadapter le gaullisme à un monde qui a changé. »*



M. Joxe : les coups

M. Pierre Joxe, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, qui participait, le dimanche 15 mars, à un banquet républicain à Autun (Saône-et-Loire), a affirmé que les Français doivent *« se préparer à chasser le gouvernement »*. *« C'est le gouvernement des coups de Bourse, c'est le gouvernement des coups fourrés, c'est le gouvernement des coups tordus, c'est le gouvernement des coups bas. Il faut les chasser (...). La campagne commence. »*

A propos du PS, M. Joxe a lancé : *« Il faut que cessent les divisions; les politique, un peu trop personnelles de tel ou tel leader qui pense d'abord à lui avant de penser à l'ensemble. »* M. Joxe a répondu au souhait exprimé jeudi (*le Monde* du 14 mars) par M. Laurent Fabius — présent à Autun — que plusieurs anciens ministres participent à la nouvelle direction du PS, en affirmant : *« J'en serai. »*

M. Stirn : l'habitude

M. Olivier Stirn, député (PS) de la Manche et ancien ministre de M. Valéry Giscard d'Estaing, invité, le samedi 14 mars, de l'émission « Les cahiers du Megahertz – *le Matin de Paris* – 96,8 FM », a lancé, à l'adresse de plusieurs ministres ou membres de la majorité : *« Vous êtes encore qui à l'UDF, qui au CDS, qui au RPR, par habitude. On se sert de vous. Vous êtes des alibis et des otages. Quand, au dernier congrès de l'UDF, Stasi et Barrot sont hués, quand Malhuret critique ses collègues, ils voient qu'ils doivent rejoindre les progressistes, dont ils font partie. Chez nous, au PS, ils ne seraient pas hués mais applaudis, ils se sentiraient enfin parfaitement à l'aise. Disant cela, je pense également à des communistes comme Pierre Juquin. »*

« Le président de la République, que je rencontrerai jeudi prochain, a ajouté M. Stirn, *souhaite qu'il y ait des contacts avec des éléments plus ou moins réformistes de ce que l'on appelle la droite, il est ouvert à la discussion et recherche le consensus chaque fois qu'il est possible. »*

هكذا من الأصل

Politique

d'un an de gouvernement et de cohabitation

M. Jospin : un échec social

Invité, le dimanche 15 mars, de l'émission « 7 sur 7 » de TF 1, M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, a affirmé, à propos du bilan d'un an d'action du gouvernement : *« Le gouvernement est au milieu du gué, et il a (...) de l'eau au moins au-dessus de la ceinture. (...) Ce gouvernement me fait penser à un chef d'attelage qui voudrait faire simplement passer les chevaux de tête. Mais si les autre chevaux sont emportés par le courant, les chevaux de tête le seront aussi. Dans ce pays, si on veut gagner une bataille économique, il faut prendre un certain nombre de précautions sociales, il faut faire partager l'effort, et ce gouvernement fait le contraire. C'est là son échec. »*

A propos de l'élection présidentielle et d'une éventuelle nouvelle candidature de M. François Mitterrand, M. Jospin a jugé que le président de la République *« ferait la même chose s'il n'était pas candidat »*. M. Jospin ne croit pas *« que ce soit l'échéance présidentielle qui le détermine (...) pour le moment. »*

M. Jospin s'est refusé à affirmer que M. Michel Rocard serait le meilleur candidat socialiste au cas où le président ne se représenterait pas, en lançant *« Compte tenu de mon rôle, je ne veux pas faire de désignation (...), j'aurai à être présent (...) quel que soit le candidat et, sur cette question, il me faut garder une réserve »*. Il a aussi jugé que le fait, pour M. Rocard d'être éventuellement désigné candidat et celui d'avoir, en conséquence, une *« emprise »* sur le PS sont *« deux choses séparées »*. Quant à l'hypothèse de sa propre candidature, il a affirmé : *« Si un jour j'étais candidat, ça se verrait et ça se saurait »*.

Le premier secrétaire du PS a jugé que son parti doit avoir *« une pensée ouverte »* et, *« maintenant, se méfier des dogmes »*, ne pas *« avancer des certitudes »*. *« Il faut*, a-t-il ajouté, *plus de valeurs que de certitudes prétendument scientifiques. »*

A propos du rôle des intellectuels dans la société, M. Jospin a affirmé que des grands scientifiques ou des professeurs au Collège de France sont plus utiles que MM. André Gluskmann ou Bernard-Henri Lévy, qualifiés de *« baladins médiatiques »*.

Quant à son propre rôle d'homme politique, il a affirmé qu'il souhaite *« laisser, s'il est possible, une trace »*.

[En affirmant que la désignation comme candidat du PS à l'élection présidentielle et l'« emprise » sur le parti sont « deux choses séparées », M. Jospin fait référence à un débat interne au courant A (mitterrandistes). Une partie des mitterrandistes, notamment les amis de M. Fabius, craignent que M. Michel Rocard ne prenne le contôle du parti après 1988, s'il est désigné candidat. M. Jospin ne partage pas cette crainte, que M. Rocard soit élu ou non.]

Le voyage de M. Barre aux Antilles

« Enrichissez-vous par le travail et par l'épargne »

POINTE-A-PITRE
de notre correspondant

M. Raymond Barre devait rentrer ce lundi 16 mars à Paris, pleinement satisfait de son périple d'une semaine aux Antilles et en Guyane qui a pris fin par un séjour de trois jours en Guadeloupe. Comme il le confiait avant de repartir, *« huit jours d'air pur »*, à l'abri des turbulences de la cohabitation et des averses microcosmiques, *« ça fait toujours un bien fou »*.

Ensuite, l'enfant de la Réunion qu'il est s'est immédiatement *« senti comme chez lui »* dans ces trois autres départements d'outre-mer qu'il découvrait pourtant pour la première fois. Souvent on l'a entendu, devant ses hôtes ravis, évoquer ses souvenirs de jeune « domien », et nul doute que cette connivence sentimentale avec les Antillais a favorisé ce voyage.

Multiples réunions avec les responsables politiques et socio-professionnels, visites à la chaîne sur le terrain, des déjeuners-débats succédant aux dîners-débats : M. Barre a effectivement vu beaucoup de gens, beaucoup entendu et aussi, bien sûr, beaucoup parlé. Il a développé une nouvelle approche de la politique et de l'économie dans les départements d'outre-mer, fondée essentiellement sur ces trois piliers : la stabilité des institutions départementales et régionales, l'ouverture à l'Europe et à la Caraïbe et une préparation planifiée et concertée spécifique pour chaque département afin d'entrer dans le vingt et unième siècle.

Ce voyage est resté jusqu'au bout un voyage d'études. Pour autant, personne n'a été dupe du fait que M. Barre était venu aussi croiser en mer des Caraïbes pour jeter le large filet de la pêche aux voix. Certes, il récuse cette image et feint de ne point voir la banderole réclamant *« la tortue à la barre »*. Mais il a pu parfois, dans la chaleur de l'accueil, se laisser aller à promettre qu'il était prêt à revenir aux Antilles *« à titre privé ou à un autre titre »*...

En tout cas, M. Barre ne s'est jamais offusqué qu'on l'accueille en tant que meilleur présidentiable de la majorité et qu'on lui manifeste dans ces départements une sorte de légalisme des sondages. Ce n'est sans doute pas non plus tout à fait à son insu qu'il a, tout au long de cette semaine, développé et rôdé des thèmes qui, dans quatorze mois, pourraient être ceux d'une campagne présidentielle. Celui, en premier lieu, de la *« concorde »* entre tous les Français.

Pas une journée de ce voyage ne s'est passée sans que M. Barre n'appelle au rassemblement *« des hommes de bonne volonté et de bonne foi »*, dans le respect *« du pluralisme politique et social »*. A cet égard, la rencontre qu'il a eue le 7 mars avec le maire de Fort-de-France, le poète de la négritude Aimé Césaire, a eu dans toutes les Antilles un impact considérable. Autre thème : celui de l'effort, *« qui vise au progrès et pas seulement à la croissance »*. Retrousser les manches pour s'enrichir, pour le bien de tous. M. Barre a dit qu'*« il s'amuserait beaucoup à faire une campagne sur le thème de Guizot »*.

Devant la perplexité de son auditoire, il s'en est ainsi expliqué : *« On est un pays où l'on n'ose pas dire qu'on gagne de l'argent, où l'on préfère dire qu'on est en perte. Quand on est en perte, on est petit, on est faible. On a besoin d'être protégé. Et quand on gagne de l'argent, on vous tire dessus à coups d'escopette. Je crois qu'il vaut mieux essuyer des coups d'escopette. Je dis comme M. Guizot : « Enrichissez-vous par le travail et par l'épargne. » A l'heure actuelle, on dit : « Appauvrissez-vous par le repos et par la dépense... »*

Le rassemblement, l'effort, le progrès et, enfin, la durée pour préparer la France à entrer dans le monde du vingt et unième siècle et l'aider à retrouver son rang sur la scène internationale : des thèmes auxquels on pourrait finalement ajouter un slogan. Celui, réactualisé, de la campagne législative de 1979 : *« Barre confiance. »*

A plusieurs reprises, l'ancien premier ministre a rappelé l'urgence d'avoir *« une volonté au service d'une ambition »*. Là, personne ne doute qu'il est prêt à incarner cette volonté. Et, dans chacun de ses propos, les mots *« pragmatisme »*, *« concret »*, *« réalisme »*, *« idées simples »*, sont revenus, comme si le *« bon sens »* était du côté de M. Barre.

DANIEL CARTON.

De 1789 à... 987

A chacun sa commémoration

« L'air du temps est très peu favorable à la Révolution ». Le constat est de l'historienne Madeleine Rébérioux. Il a fourni la toile de fond et la tonalité de contre-attaque, plus perplexe que résolue, du débat organisé, le samedi 14 mars, à la Sorbonne, devant un amphithéâtre Richelieu presque plein, par l'Institut socialiste d'études et de recherches (ISER).

Face au pilonnage organisé du *Figaro*-Magazine et à la production livresque qui assimile le féroce épisode vendéen à un génocide ou prétend chiffrer et dénoncer le coût exorbitant de la Révolution, y a-t-il une réplique *« de gauche »* ou tout simplement républicaine ?, se sont demandé les invités de l'ISER ?

Devant la vision officielle (mission de la commémoration) théoriquement partagée par le chef de l'Etat : ne commémorer que la première partie des événements révolutionnaires – en gros, l'année 1789 et les six mois suivants jusqu'à la Fête de la fédération – pour n'avoir pas à « répondre » de la Terreur, la plupart des universitaires ou personnalités présentes se sont, en tout cas, discrètement révoltés,

Madeleine Rébérioux : *« Croire qu'on peut se limiter à 1789, c'est, à mon sens, limiter la Révolution, laisser croire qu'il y a une Révolution acceptable et que la suite ne l'est pas. »* Il y a *« quelque illusion »* à prétendre évoquer 1789 sans la suite, soutient aussi l'écrivain et historien Max Gallo. Et Michel Vovelle (directeur de l'Institut d'histoire de la Révolution à Paris-I) risque même l'idée d'une commémoration embrassant toute la décennie qui commence en 1789, car *« la Révolution est un processus dans sa globalité »*.

Droite contre gauche ? Il n'est guère que Maurice Agulhon, professeur au Collège de France, pour juger qu'il ne vaut mieux pas, à gauche, proclamer *« la Révolution, c'est nous »*, mais plutôt *« utiliser le bicentenaire pour élargir la faille entre la grande masse des citoyens civilisés qui votent à droite et les quelques idéologues et groupuscules contre-révolutionnaires, fascistes, comme on aurait dit avant guerre »*.

Hugues Capet-Jean-Marie Le Pen : même combat

Contre-révolutionnaire ou encore flambeau de *« la réaction chrétienne et nationale »* : pour proclamer une nouvelle fois cette ambition, le député européen d'extrême droite Bernard Antony, dit Romain Marie ou, en un seul nom synthétique, Bernard Romain Marie Antony, avait choisi de placer les 7[e] Journées d'Amitié française et chrétienne, qu'il organisait les 14 et 15 mars à Nogent-sur-Marne, sous l'égide du millénaire capétien.

« De la France à bâtir à la France à reconstruire » : le slogan principal de ces deux journées dit assez quelle place Romain Marie et la plupart des visiteurs de ces journées, naguère célèbres par la virulence des propos antisémites qui s'y tenaient, assignent à la Révolution.

Pour eux, le peuple de gauche ou ses dirigeants et la tradition scolaire laïque n'ont proféré sur cette période que *« mensonges »*, a réaffirmé Romain Marie. Mensonges, clamait encore un bref spectacle Son et Lumière vendéen joué en présence de Jean-Marie Le Pen. Mensonges, expliquait enfin en détail et sans crainte de fortes comparaisons hâtives (le nazisme...) un ouvrage d'un certain Jean Dumont : *« Pourquoi nous ne célébrerons pas 1789 »*, que l'on s'arrachait à l'issue de la seconde journée d'Amitié française.

Haine de la Révolution ; présence multiforme, aux côtés des bastions traditionnels de l'intégrisme catholique et de l'extrême droite française, d'organismes favorables à une ou aux causes royales – c'est au duc d'Anjou que paraissaient aller les faveurs majoritaires, – les journées d'Amitié française n'ont pas dérogé, pour le millénaire de l'avènement d'Hugues Capet, à leur tradition rugueuse de défense nostalgique de l'ordre ancien, de l'ordre moral, de l'ordre tout court.

Hugues Capet : que venait-il faire sur cette galère ? Dans son prudent éloge, Jean-Marie Le Pen s'est déclaré fasciné par la grandeur, le mystère et *« la haute autorité de celui qui commande »*, investi il y a dix siècles par la double force de la désignation et du sacre. Il n'a pas pour autant oublié que *« la France est née avant 1789 et* [qu']*elle n'est pas morte en 89 »*.

Mais on pouvait aussi, comme l'historien Jean de Viguerie, jeter un pont au nom de la *« présence permanente de l'idéal de sacrifice »* entre le premier des Capétiens, et celui que les révolutionnaires baptisèrent Louis Capet (Louis XVI).

Ou bien encore proclamer, comme Bernard Romain Marie Antony, avec l'ardeur qui lui est propre : *« Le Pen-Capet : qui ne voit la similitude (...) Jean-Marie, je crois que tu mérites le titre de prince de notre temps. »*

Jean-Marie Le Pen n'en disconvint pas. La foule se sépara en chantant successivement la nationale *Marseillaise* et le chant moins... républicain *Les Bleus sont là*, convaincue sans doute, selon le mot du chef du Front national, que *« tout cela se tient par quelque lien mystérieux »*.

MICHEL KAJMAN.

Mi-chemin

(Suite de la première page.)

Les institutions étant ce qu'elles sont, le vote de mars 1986 n'ayant dégagé qu'une très faible majorité à l'Assemblée nationale et le président de la République ne songeant pas à démissionner, aucune autre formule, n'en déplaise à Raymond Barre, n'était concevable. Et il faut se féliciter de ce que, pour les questions essentielles, celles qui touchent au rôle de la France dans le monde et à sa défense, l'Elysée et Matignon aient, en toutes circonstances, agi pratiquement de concert.

La manière dont les preneurs d'otages de Beyrouth ont essayé, dans l'affaire Normandin, de les jouer l'un contre l'autre montre assez en effet le risque que courrait le pays si les deux personnages, si différents à tous égards, que le destin a appelés à se partager le pouvoir, laissaient leurs communs adversaires mettre à profit leurs désaccords.

Sans doute auraient-ils pu se dispenser de quelques chipotages sur la démarcation de leurs pouvoirs respectifs, qui ont fait ironiser sur notre dos. Mais la faute en revient davantage à des entourages trop zélés qu'à des hommes qui, tout en s'agaçant mutuellement, éprouvent visiblement l'un à l'égard de l'autre une sorte de fascination. Et il faut rendre cette justice à Jacques Chirac que, dans des affaires délicates comme la loi de programmation militaire ou la réaction aux propositions de Gorbatchev, il a sagement choisi de soutenir le président de la République plutôt que tel ou tel de ses ministres. Comment aussi ne pas noter le ton de plus en plus européen de son discours, qui ne doit pas être pour *déplaire au chef de l'Etat ?*

Pour le reste, il était normal qu'un gouvernement qui, pour la première fois, sauf erreur, depuis la Libération, se reconnaît de droite fasse une politique de droite. Normal aussi que, tout comme la gauche en 1981, il se soit illusionné sur les résultats à en attendre. Et normal donc, enfin, qu'il lui ait fallu, comme naguère Pierre Mauroy, singulièrement rectifier le tir.

La fin des majorités automatiques

Du retrait de la loi Devaquet à la trop tardive ouverture du dialogue social, les exemples abondent. Le succès de la privatisation de Saint-Gobain et de Paribas, la vigueur sur le front des prix, les points marqués dans la lutte contre le terrorisme, ne sauraient faire oublier l'irrésistible ascension du chômage, la pagaille dans l'audiovisuel, l'échec de la réforme pourtant si nécessaire de l'Université, le pas de clerc de ce code de la nationalité dont Simone Veil n'est pas la seule dans la majorité à penser qu'il est décidément trop mal ficelé.

Les sondages sanctionnent ce bilan. Pierre Joxe, qui manie la nuance avec la même délicatesse que ses successeurs Place Beauvau invite les Français *« à chasser le gouvernement des coups de Bourse, des coups tordus et des coups bas »*. Chasser comment ? Il va falloir vivre, le moins mal possible, les douze mois qui nous séparent de l'élection présidentielle, en ayant en permanence à l'esprit ce que vient de dire, et fort bien dire, François Mitterrand : *« Pour les grandes choses, il faut une volonté, un état d'esprit communs. Le désir de faire passer l'intérêt des Français avant toute chose. »*

Sans doute, ce sage précepte sera-t-il de moins en moins entendu au fur et à mesure que l'on se rapprochera de l'échéance électorale. Il n'est pas sûr cependant que celle-ci tourne définitivement la page de la cohabitation. D'abord parce que, si un président de gauche est maintenu, ou élu, on ne voit pas par quel miracle il pourrait renouveler, ne disposant plus du soutien communiste, l'opération qui avait permis au PS, en 1981, de s'assurer la majorité absolue à l'Assemblée nationale. Georges Marchais a ceci de commun avec la majorité des hommes qu'il n'aime pas beaucoup reconnaître ses erreurs : or il insiste lourdement, ces temps-ci, sur celle qui a consisté pour son parti à s'allier avec les socialistes. Pour le PC, aujourd'hui, Mitterrand et Chirac sont les deux visages d'une même réalité de classe.

De toute manière, le temps n'est plus et il n'est pas près de revenir où le président de la V[e] République disposait à l'Assemblée nationale d'une majorité aussi automatique qu'inconditionnelle. Les sondages montrent clairement que l'on votera davantage, l'an prochain, en fonction de la confiance qu'inspire tel candidat, et donc de son aptitude à « passer à la télé », que du programme dont il se réclamera, à l'égard duquel les Français, instruits par l'expérience, éprouvent à première vue un sain scepticisme. Sauf bien sûr pour lui à être en mesure de leur proposer la grande ambition seule capable de les mobiliser.

A défaut, il lui faudra composer avec les partis, voire avec les courants à l'intérieur de ces partis. C'est dire que d'une cohabitation on a toutes chances de passer à une autre, pas forcément plus aisée que celle qui va devoir se poursuivre, cahin-caha, un an encore. Qui oserait y voir un progrès ?

ANDRÉ FONTAINE.

● **M. Mitterrand à Nevers : dominer les passions.** — *« Il faut savoir dominer, maîtriser, ne pas obéir uniquement aux passions instinctives, aux volontés de puissance (...). Je ne connais pas de meilleure règle pour diriger un pays »*, a déclaré M. François Mitterrand, le samedi 14 mars à Nevers, après avoir inauguré la quarante-cinquième foire-exposition de la ville.

« Pour les grandes choses, il faut une volonté, un état d'esprit commun. Le désir de faire passer l'intérêt des Français avant toute autre chose, telle est notre mission (...). De temps à autre, quand il le faut, il convient de dépasser ses frontières pour réussir les entreprises historiques auxquelles nous sommes attachés ».

Le chef de l'Etat, qui vantait les mérites du président de la foire, lequel doit bientôt passer la main à son successeur, a ajouté : *« C'est à d'autres d'assumer les succès futurs. Quel est l'homme responsable qui n'applique pas à lui-même ce raisonnement ? »*

le 20e et le

Politique

La réunion du conseil national du PCF

M. Lucien Sève met en évidence les insuffisances de la direction

Plus que l'intervention de M. Pierre Juquin, ce sont les remarques critiques du philosophe Lucien Sève et les réponses « orthodoxes » de la direction qui ont marqué la session du conseil national du PCF réuni le samedi 14 et le dimanche 15 mars, à Montreuil (Seine-Saint-Denis).

Dans la salle de la mairie de Montreuil, *dont le décor pictural est qualifié de « cauchemar fellinien »* par un des participants, le Parti communiste a consacré un week-end de réflexion dont, officiellement, le résultat devrait être une accentuation du *combat idéologique*. Mais c'est précisément sur ce thème que M. Sève, membre du comité central, a mis en évidence les *insuffisances* qui, à bien comprendre son intervention, frappent la direction du parti.

Il a reproché au document élaboré par une commission d'une trentaine de personnes placées depuis dix mois sous la direction de M. André Lajoinie, président du groupe communiste de l'assemblée nationale, et qui servait de fil conducteur à ce conseil national (*le Monde* du 11 mars), d'être incapable de faire avancer la réflexion, tout autant que le PCF, sur le socialisme scientifique.

En termes choisis, il a engagé la direction du parti à réfléchir à la validité de ses concepts sur le socialisme à la française. M. Sève, qui a déjà eu l'occasion de développer des analyses critiques lors de réunions du comité central au cours des derniers mois, a mis l'accent sur l'importance de l'individu et de ses aspirations.

« Bétonner là-dessus... »

Alors que l'expression *« glissement à droite de la société »* ne figurait pas dans le texe (*le Monde* daté 15-16 mars), M. Lajoinie y a fait allusion une fois en présentant son rapport aux membres du conseil national. M. Georges Marchais, secrétaire général du PCF, a réaffirmé la validité de cette thèse le lendemain, ce qui fait dire à un participant que le secrétaire général *« est bien décidé à bétonner là-dessus, comme il est bien décidé à ne pas tolérer les interrogations sur la ligne, fussent-elles de Lucien Sève »*.

Utiliser le mot « interrogation » serait un euphémisme concernant les interventions de MM. Pierre Juquin et Félix Damette. Le premier jour, le chef de file des « rénovateurs » a constaté que le rapport Lajoinie n'était ni marxiste ni matérialiste, qu'il avait oublié les immigrés et les trente-cinq heures (un des rares points sur lesquels est rassemblée toute la gauche européenne, politique et syndicale), qu'il parlait de l'autogestion par le biais d'un seul adjectif... En clair, qu'il ne répondait précisément à aucune des *« quarante questions »* posées par un certain *« manifeste des rénovateurs »*. *« Pourtant, ces questions existent*, a dit l'ancien porte-parole du PCF, *non seulement dans ce manifeste, mais dans la conscience de la majorité des communistes, rénovateurs ou non, et des millions de travailleurs et de jeunes. »*

Le second jour, M. Damette s'est demandé – on peut imaginer qu'il répondait par là même à sa propre question – si la direction du PCF ne faisait pas deux analyses parallèles : une axée sur la lutte *« sans glissement à droite »*, et l'autre explicative des échecs électoraux *« avec glissement à droite »*. Il s'est étonné que pas un mot du rapport ne porte sur la question du racisme et s'est inquiété, comme M. Juquin, des sondages qui donnent un faible score (de 3 % à 5 %) au candidat communiste à l'élection présidentielle. Enfin, il a souhaité que, conformément à une proposition de juin 1984, la préparation du congrès de décembre prochain se fasse sur *« un texte ouvert »*.

OLIVIER BIFFAUD.

Deux élections cantonales

La majorité victorieuse dans le Jura...

JURA : canton de Conliège (deuxième tour).

Inscr., 4 862 ; vot., 2 878 ; *suffr. expr.*, 2 767. MM. Christian Winkelmann (RPR), m. de Conliège, 1 780 voix, ELU ; Jacques Chambard (PS), 987.

[En recueillant 64,32 % des suffrages, M. Winkelmann remporte facilement cette élection partielle organisée à la suite du décès, le 31 décembre 1986, de Louis Barthélémy (UDF), élu en 1982. Le maire de Conliège a bénéficié, d'abord, d'un bon report des voix qui s'étaient portées au premier tour, sur les candidats de droite et d'extrême-droite (60,37 %). Si le représentant du RPR a, en outre, tiré profit d'une meilleure mobilisation électorale au deuxième tour (40,8 % d'abstentionnistes contre 46,15 % au premier tour), il a, sans doute, également récupéré une partie des électeurs qui s'étaient prononcés, dimanche dernier, en faveur du représentant écologiste qui avait obtenu 8,99 % des suffrages. M. Winkelmann améliore, ainsi, de près de sept points le résultat réalisé par Louis Barthélémy en 1982 (57,34 %).

Avec 35,67 % des voix, M. Chambard fait, pour sa part, le plein des voix qui s'étaient porté sur la candidats de gauche au premier tour (30,62 %).

Au premier tour, les résultats étaient les suivants : inscr., 4 862 ; vot., 2 618 ; suffr. expr., 2 534. MM. Winkelmann, 1 60 ; Chamard, 582 ; Cretin (écol.), 228 ; Logato (UDF), 200 ; Pernot (PC), 194 ; Mongin (div. d.), 86. En 1982, Louis Barthélémy l'avait emporté, au deuxième tour, avec 2 037 suffrages, contre 1 515 à M. Colin (PS) sur 3 552 suffrages exprimés, 3 652 votants et 4 589 électeurs inscrits.]

... et la gauche en Martinique

MARTINIQUE : canton de Sainte-Marie I (premier tour).

Inscr., 5 659 ; vot., 3 409 ; suffr. expr. 3 310. MM. Guy Renard (div. g.), 2 081 voix, ÉLU ; Joseph Catherine (RPR), 1 157 ; Albert Adélise (div. g.), 72.

[En recueillant 62,87 % des suffrages, M. Renard, soutenu par le PS, le PC et le Parti progressiste martiniquais, a facilement remporté cette élection partielle organisée à la suite de l'invalidation par le Conseil d'État du scrutin de 1985. Des erreurs avaient été relevées sur les listes électorales après le découpage de la municipalité de Sainte-Marie en deux cantons. M. Renard améliore de plus de quatorze points le score réalisé par les candidats de gauche au premier tour du scrutin de1985 (48,55 %). M. Catherine, qui avait enlevé le siège de conseiller général dès le premier tour de l'élection de 1985, en recueillant 51,44 % des voix, perd plus de seize points et a obtenu, dimanche, 34,95 % des suffrages.

Au permier tour du scrutin de 1985, Les résultats étaient les suivants : inscr., 4 889 ; vot., 2 841 ; suffr. expr., 2 667. MM. Catherine, 1 372, ÉLU ; Rousselbin (PPM), 1 073 ; Yoyo (PS), 222.]

A Wallis-et-Futuna

Le RPR perd la majorité

MATA-UTU
de notre envoyé spécial

M. Benjamin Brial, député RPR de Wallis-et-Futuna, mandataire de M. Jacques Chirac dans cet archipel des antipodes, a perdu, le dimanche 15 mars, les élections pour le renouvellement de l'Assemblée territoriale : son parti traditionnellement majoritaire a subi un recul sensible, ne remportant que sept des vingt sièges que compte l'Assemblée, alors que le dernier scrutin de 1982 lui avait ménagé une nette majorité (douze sur vingt).

De son côté, l'opposition – proche de l'UDF – emmenée par deux chefs de file rivaux, MM. Basil Tui et Michel Hoatau, gagne du terrain avec un total de sept sièges, effectuant une percée dans les trois districts de l'île de Wallis, où elle devient majoritaire avec 60 % des suffrages exprimés.

Tous les regards sont désormais tournés sur l'île de Futuna (distante de 240 kilomètres), dont les élus, propulsés au rang d'arbitre, font déjà l'objet d'une active convoitise. L'élection du président de l'Assemblée, mardi, donnera une photographie des nouveaux rapports de forces.

Selon les observateurs locaux, le fléchissement de la cote du RPR de M. Brial, est à mettre au compte de la grogne suscitée dans la population par l'état d'urgence décrété à l'automne dernier. L'administrateur supérieur du territoire, M. Jacques Le Hénaff, inquiet du mouvement de « mauvaise humeur » d'une fraction de la chefferie coutumière, avait recouru à cette mesure d'exception et appelé en renforts des escadrons de gendarmes mobiles de Nouméa. De nombreux Wallisiens, choqués d'avoir été traités en « rebelles » – eux qui battent tous les records de loyalisme dans les DOM-TOM, avec Mayotte – ont voulu donner une leçon à M. Brial, soupçonné d'avoir accepté le dispositif mis en place par les autorités.

FRÉDÉRIC BOBIN.

Communication

La CNCL et les radios locales privées

La délicate remise en ordre de la bande FM

C'est vers le 30 mars que la CNCL lancera l'appel aux candidatures pour les autorisations de radio en région parisienne. Elle ouvrira ainsi l'un des dossiers les plus épineux – historiquement – de l'audiovisuel. Problèmes de fréquence, de puissance, de site, de réseau... Les sujets de réflexion sont multiples et les candidatures affluent déjà pour remplacer les 1 853 titulaires actuels d'autorisation sur les 1 610 fréquences actuellement officiellement exploitées.

« J'ignorais à quel point ce dossier était complexe », avoue M. Yves Rocca, le responsable du groupe de travail de la CNCL sur les radios. *« Les candidats sont tous ici, motivés, si passionnés... »*

Voilà bien ce qui, depuis cinq ans, fait l'originalité de ce dossier. La passion ! Elle supplante l'intérêt financier, balaie toute rationalité et se fiche du droit, des « sages » et de leurs raisons. Car la FM est une tour de Babel qui, malgré la tendance à *l'homogénéisation*, bruisse encore de sons yiddish et de musique antillaise, des psaumes des radios chrétiennes, du hit-parade des radios musicales, comme des informations des radios périphériques. Attaquées, affaiblies, chancelantes, les radios de type associatif ou communautaire résistent et revendiquent le droit à l'existence face aux radios-entreprises.

A la CNCL de trancher ou de concilier les différentes logiques de ces radios. En y intégrant la philosophie de la loi Léotard : égalité de traitement entre tous les services autorisés sur la FM (publique et privée) et autorisation des réseaux.

Si le calendrier de travail de la CNCL a pris du retard du fait des télévisions, le dossier radio est cependant loin d'être au point mort. Le groupe présidé par M. Rocca s'est réuni plusieurs fois. Des auditions d'associations et de fédérations représentatives ont eu lieu et un service administratif dirigé par M. Pascal Valéry-Radot a déjà débroussaillé efficacement le terrain.

Sitôt publié le décret d'application de la loi Léotard sur le sponsorat et la publicité, la procédure pourra démarrer : 1° Appel aux candidatures sur une zone géographique déterminée ; 2° Publication par la CNCL de la liste des dossiers jugés recevables ; 3° Publication du plan des fréquences (type de fréquence, puissance, site d'émission) ; 4° Précisions des postulants concernant leur candidature à ces fréquences. 5° Décision de la CNCL. Le coup d'envoi sera donné pour Paris à la fin du mois, les arbitrages pouvant avoir lieu en juin ; après quoi, la CNCL entamera un tour de France de la FM en examinant successivement, semble-t-il, les dossiers des régions Nord-Picardie, Alpes-Jura, Rhône-Alpes, Provence-Côte d'Azur, Marseille, Champagne-Ardenne-Lorraine, Franche-Comté, Normandie-Bretagne... Mais nul ne doute que Paris constitue le véritable défi.

Quarante fréquences pour Paris

Radios autorisées depuis 1983, radios pirates « squattant » une fréquence, mariages éclatés libérant cinq ou six associations se prévalant chacune d'une parcelle d'autorisation... Plus de 200 candidats devraient en effet se manifester dans les semaines à venir et rendre très délicats les arbitrages. *« Sans doute eût-il été satisfaisant de reconstruire un schéma FM théorique idéal, porteur de tous les programmes recherchés par le public »*, admet M. Yves Rocca, en évoquant notamment les vues du BLIM (Bureau de liaison des industries musicales) quant au pluralisme musical sur la FM. *« Mais il faudra être réaliste, tenir compte de l'histoire des stations et de certaines radios d'expression. »*

Réalisme ? Il n'y aura pas de quotas obligatoires en matière de musique, de langue ou de contenu – incontrôlable, – si ce n'est pour chaque station l'obligation de diffuser 20 % au moins de programme propre (*contre 80 % sous la précédente loi*). Réalisme ? Aux dix-huit fréquences que proposait TDF dans son plan de fréquences parisien, la CNCL aurait, semble-t-il, préféré les quarante mises en valeur par ses services techniques. Quarante fréquences permettant de couvrir Paris et la petite couronne, et parmi lesquelles on distingue trois classes suivant les puissances d'émission qu'elles peuvent tolérer.

Ces quarante stations parisiennes se doubleraient de quarante autres de faible portée en banlieue. Resterait à les regrouper sur un ou plusieurs sites (tour Eiffel, tour Montparnasse)... pour éviter au maximum toutes perturbations. Quant aux réseaux, ils devraient renoncer au principe de la fréquence unique, pourtant souhaitée par beaucoup, et présenter, région après région, leurs différentes candidatures.

Bref, un dispositif et des principes inspirés du Canada et des Etats-Unis qui vise à concilier les particularismes de la situation française et le mécanisme déjà rodé des institutions telles que la FCC américaine et le CRTC canadien. Les radios commerciales les trouveront trop timides sur les hauteurs de puissance autorisées. Les radios associatives s'inquiéteront du mode de répartition des stations entre « bonnes » et « moins bonnes » fréquences. Serait-ce jouer les Cassandre que de prédire de sacrés grincements de dents ?

ANNICK COJEAN.

● **Lancement de Suisstel.** – Le premier minitel suisse, inspiré de l'exemple français, devrait être lancé le 16 mars à Genève. L'initiative est due au quotidien genevois *la Suisse*, qui a mis au point un système vidéotex baptisé Suisstel, pour lequel il a investi 1,5 million de francs suisses. Le prix de l'abonnement est de 89 francs suisses – soit 230 francs – pour huit heures d'utilisation par mois, y compris le coût du minitel. Les promoteurs de Suisstel comptent sur cinq mille abonnés, mais l'équilibre financier sera acquis avec deux mille abonnés. Les premiers résultats auprès des abonnés potentiels seraient *« très intéressants »*.

Accord sur le financement de l'audiovisuel en RFA

Publicité plafonnée sur les chaînes publiques pour permettre le lancement de télévisions privées

BONN
de notre correspondant

Le paysage audiovisuel ouest-allemand, dont l'ouverture aux médias privés faisait l'objet depuis quatre ans d'une interminable querelle entre les Länder (régions), dont relève le droit de diffusion, s'éclaircit peu à peu. Quatre mois après un arrêt de la Cour constitutionnelle de Karlsrhue fixant les règles de la coexistence sur le plan juridique entre les secteurs public et privé, les ministres-présidents des onze Länder ouest-allemands se sont accordés jeudi 12 mars sur les questions de financement.

Cet accord permet de répartir les cinq canaux du satellite de *télévision* directe TV-SAT I (l'équivalent de TDF I). Les deux chaînes de télévision publique (ZDF et ARD) auront accès chacune à un canal. Les trois autres seront gérés par les offices de diffusion des Länder, qui se sont regroupés pour l'occasion en trois zones (nord, sud et ouest). Les deux zones nord et sud, dominées par les partis politiques conservateurs, loueront leur canal à des sociétés privées de programmes – en principe RTL Plus, dont le groupe Bertelsmann détient 40 % aux côtés de la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT), et SAT I, dominés par les groupes Springer et Kirsch. L'incertitude demeure sur le cinquième canal qui sera dans l'immédiat utilisé par ZDF pour diffuser son programme 3 SAT.

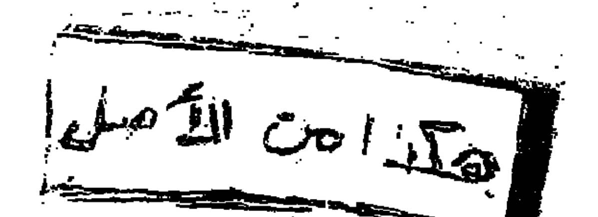
Cette répartition n'a été possible qu'à la suite du règlement du litige opposant les Länder chrétiens – et sociaux démocrates sur le partage des recettes publicitaires et le maintien des capacités de financement du service public. En échange d'un accord sur les augmentations à venir de la redevance, qui doivent permettre d'assurer le développement des *chaînes publiques*, les Länder sociaux-démocrates ont accepté le principe d'une limitation des recettes publicitaires de ces mêmes offices. Ce plafonnement était réclamé par les partis démocrates-chrétiens et libéraux qui souhaitaient ainsi réserver une part suffisante du marché publicitaire aux médias privés.

La mise en service de la télévision directe est prévue pour la fin 1987, si le lanceur européen Ariane ne fait pas défaut. Une grande partie des téléspectateurs européens pourraient, à terme, recevoir les *quatre* (*puis cinq*) programmes ouest-allemands s'ils sont équipés d'antenne. La norme européenne D2 Mac Paquet permet, en effet, la traduction simultanée des programmes.

Dans cette bataille, la guerre de retardement menée par les sociaux-démocrates a donné le temps aux chaînes publiques de se renforcer avant l'arrivée du privé. En revanche, les chrétiens-démocrates ont tout fait pour favoriser le privé dans les Länder qu'il gouvernent, accordant, en particulier, un traitement préférentiel à la chaîne SAT 1, dont les programmes d'information dépendent du groupe de presse Springer.

HENRI DE BRESSON.

21e siècle



JUSTICE

L'affaire du Carrefour du développement

Le nouveau mystère Chalier

Le juge d'instruction chargé de l'affaire du Carrefour du développement, M. Jean-Pierre Michau, est arrivé samedi à Paris, de retour de Rio-de-Janeiro. Accompagné d'un chef-inspecteur divisionnaire de la sous-direction des affaires financières de la police judiciaire, M. Jean-Pierre Steiner, M. Michau n'a pu obtenir au Brésil ce qu'il était venu y chercher : un interrogatoire de M. Arnaldo Campana, ancien chef de la policie civile de Rio, suspecté d'avoir été le protecteur d'Yves Chalier quand il se cachait de la justice française. Mais il rapporte de son séjour à Rio une découverte inattendue, qui ajoute subitement un nouveau mystère au feuilleton.

Où était Yves Chalier entre le 4 mai et le 8 juillet 1986 ? D'après ses déclarations au juge d'instruction : au Brésil, à Rio, et nulle part ailleurs. Avec la pêche brésilienne de MM. Michau et Steiner, cette réponse devient, au choix, un demi-mensonge ou une demi-vérité. Car la seule entrée officielle, sous sa véritable identité, relevée auprès de la police brésilienne ne remonte qu'au 8 juillet. Ce jour-là, Yves Chalier serait arrivé au Brésil par un vol de la Varig Madrid-Rio, mais sa présence dans l'avion n'a pu encore être formellement établie.

Yves Chalier aurait donc séjourné en Europe après le 4 mai, date à laquelle sa trace est perdue par les policiers à Londres, d'où l'on supposait qu'il avait gagné le Brésil. Une logique cartésienne en conclurait qu'Yves Chalier ment totalement sur ses deux premiers mois d'escapade : il n'était pas au Brésil, il était donc ailleurs... Or c'est impossible : il a forcément séjourné un temps, durant cette période, à Rio. Ce fait est établi par les témoignages concordants de M. Pierre Chiarelli, jeune médecin corse « en affaires » au Brésil, et d'un inspecteur de la police de l'air et des frontières, M. René Baudin.

Le 19 mai 1986, en effet, M. Chiarelli arrive à l'aéroport de Roissy en provenance de Rio, avec deux enveloppes que lui avait remises Yves Chalier. L'une contient deux photos d'identité qui serviront, plus tard, à la confection du fameux « vrai-faux » passeport, l'autre un rapport manuscrit de M. Chalier sur l'affaire du Carrefour du développement, qui aboutira le 13 juin *« dans la boîte aux lettres »* de M. Michel Aurillac, ministre de la coopération, puis le 24 juin sur le bureau du juge Michau. M. Chiarelli est accueilli par l'inspecteur Baudin, à la demande du contrôleur général de la police nationale Jacques Delebois, et par un patron de cercle de jeux parisien, M. Edmond Raffalli.

Les deux volets de l'affaire

M. Chalier était donc au Brésil avant le 8 juillet. Mais la découverte brésilienne suggère qu'il fit des allers et retours, pour voir – en juin ? – ses protecteurs parisiens. D'où deux questions inévitables. D'abord, comment est-il entré au Brésil après sa disparition de Londres, le 4 mai ? Sous quelle identité ? Avec quel passeport ? Bénéficiait-il déjà d'une structure d'accueil lui permettant d'éviter les contrôles de police et de laisser ainsi une trace de son passage ?

Ensuite, qui étaient les « protecteurs » que M. Chalier serait ainsi revenu voir, après le retour de M. Chiarelli à Paris ? Des protecteurs, en tout cas, fort bien informés. Quand M. Chalier arrive à Rio, le 8 juillet, le mandat lancé – enfin ! – contre lui par le juge Michau ne date guère que de quarante-huit heures, la presse parisienne n'en faisant état que le 10 juillet...

Nul doute que le juge Michau aura à cœur d'éclaircir ce nouveau mystère en posant de nouvelles questions à l'ancien chef de cabinet de M. Christian Nucci. En revanche, les investigations brésiliennes ont permis de recouper et de vérifier le récit de M. Chalier pour la suite de sa « cavale ». Il fut bien accueilli, à Rio, par M. Jules Philippe Filippedu, citoyen français d'origine corse et considéré comme l'un des chefs de la mafia du vidéo-poker au Brésil. L'époque où il affirme avoir reçu, des mains de M. Campana, le « vrai-faux » passeport, confectionné en juillet par la DST, au nom de Yves Navarro, correspond bien à un voyage en France de celui qui était, alors, le chef de la police civile de Rio. M. Campana quitte Rio pour Paris, avec M. Filippedu, le 17 juillet, et revient au Brésil le 30. Comme par hasard, cette délivrance d'une fausse identité correspond au moment où la police fédérale brésilienne commence à s'intéresser au séjour de M. Chalier. Si M. Michaud n'a pas obtenu ce qu'il voulait à Rio – poser des questions à M. Campana, – il en revient toutefois avec une découverte embarrassante. Car cette contradiction dans le récit de M. Chalier sur les deux premiers mois de sa cavale relance « l'affaire dans l'affaire ». L'exploiter, la comprendre et la clarifier suppose en effet des investigations complémentaires sur d'éventuels séjours parisiens de M. Chalier en juin 1986, sur ceux qui l'ont accueilli, sur les lieux où il a pu séjourner. Or cette logique de l'enquête est quelque peu contradictoire avec le choix fait par M. Michau, depuis que le ministre de l'intérieur, le directeur de la DST et... le parquet lui ont opposé le « secret-défense », entravant ainsi ses légitimes curiosités sur la manipulation politique du scandale Carrefour du développement.

Sensible au rapport de forces, M. Michau semble avoir adopté une position de repli devant cette mobilisation dont l'enjeu est évidemment politique. Tout en réfutant catégoriquement la légitimité du « secret-défense », dans une ordonnance rendue le 3 février, il avait battu en retraite, le 21 janvier, en renonçant à incarcérer, comme il en avait l'intention, le contrôleur général Delebois, soupçonné d'avoir été le « manipulateur » parisien de M. Chalier. Il s'était, depuis, contenté de la seule instruction de la première affaire, le scandale politico-financier impliquant M. Christian Nucci. La découverte brésilienne lui rappelle que le premier et le second volet du dossier sont inséparables.

GEORGES MARION et EDWY PLENEL.

La cache de Vitry-aux-Loges

Action directe : des armes qui accusent

A leur tour, les armes saisies dans la ferme de Vitry-aux-Loges, où résidaient les responsables d'Action directe, accusent. Le fusil d'assaut belge, le revolver Smith et Wesson, les trois Colt 45, le revolver 357 magnum, le pistolet-mitrailleur et le pistolet automatique 7,65 volé à un policier belge ont été et continuent d'être soigneusement étudiés. Au terme des premières expertises, communiquées oralement à la justice et à la police, plusieurs de ces armes auraient servi au cours des attentats et des assassinats commis par action directe en 1985 et 1986.

C'est ainsi que les *« premiers pointages »* du laboratoire d'expertise ont déterminé – sous réserve de vérifications plus approfondies – que l'un des revolvers saisis à tuer Georges Besse, président de la régie Renault, le 17 novembre 1986. De même, l'analyse d'un pistolet de calibre 11,43, a établi, de manière plus fragile pour l'instant, qu'il a été utilisé par l'un des assassins de l'ingénieur-général René Audran, le 25 janvier 1985, à la Celle-Saint-Cloud.

Enfin, le pistolet-mitrailleur saisi par la police dans la ferme de Vitry-aux-Loges après l'arrestation de Jean-Marc Rouillan, Nathalie Ménigon, Georges Cipriani et Joëlle Aubron, aurait servi aux membres d'Action directe au moins à deux reprises. Tout d'abord, lors de la tentative d'assassinat de M. Guy Brana, vice-président du CNPF, le 15 avril 1986. M. Brana, rappelé par sa femme au moment où il était sur le palier de sa maison, avait échappé à une trentaine de balles, alors que son chauffeur était blessé à la mâchoire et à l'épaule.

Ce pistolet-mitrailleur aurait ensuite « arrosé » la façade d'Interpol, situé à Saint-Cloud, le 16 mai 1986, tandis que deux hommmes plaçaient des charges explosives au pied du siège de l'organisation internationale.

L.G.

Après la mort de Mme Aoudache au commissariat de Thionville

Un policier est inculpé d'homicide involontaire

La chambre d'accusation de la cour d'appel de Nancy (Meurthe-et-Moselle) vient d'inculper d'homicide involontaire un inspecteur de police de Thionville, M. Fernand Turry, dans le cours du supplément d'information demandé par la famille de Mme Ouardia Aoudache, décédée le 15 août 1984, peu après son audition au commissariat (*le Monde* du 22 avril et du 2 mai 1986).

Assisté par son avocat, Me Lepetit, du barreau de Paris, l'inspecteur sera entendu dans un mois environ. Selon M. Michel Ancillon, secrétaire régional du SNAPC (Syndicat national autonome des policiers en civil), il s'agit *« d'une inculpation excessive »*. *« On a trouvé un bouc émissaire »*, a-t-il estimé *« mais cela va nous permettre d'avoir accès au dossier et de savoir exactement de quoi il retourne. Notre collègue continue ses activités et garde la confiance de ses collègues et de sa hiérarchie. »*

Quatres expertises médicales

Le 14 août 1984, neuf policiers de Metz, Thionville (Moselle) et Joeuf (Meurthe-et-Moselle) étaient intervenus au domicile de Mme Aoudache, quarante-sept ans, mère de onze enfants, afin de procéder à une perquisition, à la suite d'un vol de bijoux. Devant la résistance des personnes présentes, les policiers avaient alors fait usage de gaz lacrymogènes, puis ils avaient emmené Mme Aoudache au commissariat pour l'interroger. Libérée deux heures plus tard, celle-ci avait erré dans les rues où elle avait été prise de malaise. Transportée à l'hôpital elle devait y décéder au cours de la nuit.

Quatre expertises médicales avaient été ordonnées. Les deux premières concluaient à une mort naturelle, tandis que les deux autres admettaient la relation de cause à effet entre l'inhalation du gaz et la mort. En mai 1985, le tribunal de grande instance de Briey avait conclu l'affaire par un non-lieu.

Inculpé de contrefaçon de billets de banque

M. Serge Livrozet remis en liberté

M. Serge Livrozet, éditeur, écrivain et fondateur du Comité d'action des prisonniers (CAP), qui est inculpé de contrefaçon de billets de banque, a été remis en liberté sous contrôle judiciaire, vendredi 13 mars, M. Jean-Louis Beauguitte, juge d'instruction au tribunal de Paris.

M. Livrozet avait été arrêté, ainsi que trois autres personnes, le 29 août 1986 après la découverte, dans l'imprimerie parisienne de sa maison d'édition, les Lettres libres, de 70 millions de fausses coupures de 100 francs. L'associé de M. Livrozet, M. Bernard Chatron, a depuis reconnu avoir fabriqué les faux billets à son insu.

● **RÉCTIFICATIF.** – Contrairement à ce que nous avons indiqué dans *le Monde* du 14 mars, à la suite d'une erreur de transmission, M. Albin Chalandon n'a pas déclaré au cours de sa conférence de presse du 12 mars qu'il faisait passer ses projets *« tantôt en force, tantôt en faiblesse »* mais *« tantôt en force, tantôt en souplesse »*.

FAITS DIVERS

● **Saisie de cocaïne en Guadeloupe : deux arrestations.** – 2 kilos de cocaïne ont été saisis le vendredi 13 mars dans la partie française de l'île franco-hollandaise de Saint-Martin, à 250 kilomètres au nord de Pointe-à-Pitre. Deux personnes ont été arrêtées : M. Nelson Augustin Salas, soixante-cinq ans, de nationalité colombienne et domicilié sur la partie hollandaise de Saint-Martin depuis deux ans, et M. Peter Wurm, quarante-cinq ans, ressortissant helvétique né à Prague et restaurateur depuis six mois sur la partie française de l'île.

L'affaire, suivie également par les policiers des Antilles néerlandaises, a abouti, le samedi 14 mars, à l'interpellation du fils de M. Salas, en zone hollandaise de l'île. – *(Corresp.)*

● **Proxénétisme : trente et une personnes inculpées après une rafle dans les Landes.** – Trente et une personnes ont été inculpés de proxénétisme ou de proxénétisme aggravé à la suite de l'opération de police menée, jeudi 12 mars, dans les bars louches situés à proximité de l'ancien camp américain du Poteau, à la limite de la Gironde et des Landes, sur la route Bordeaux Mont-de-Marsan (*le Monde* daté 15-16 mars).

Vingt-sept d'entre elles ont été écrouées à Mont-de-Marsan et à Bordeaux pour proxénétisme agravé. Les quatre autres ont été inculpées de proxénétisme simple et libérées, mais trois demeurent toutefois sous contrôle judiciaire.

● **Une cliente d'un bar-PMU de Cannes tuée au cours d'un hold-up.** – Un hold-up tenté dimanche 15 mars, vers 13 h 30, par deux malfaiteurs au Majestic, un bar-PMU du centre de Cannes, a tourné au drame : une cliente de l'établissement, Mme Andrée Simon, quarante-trois ans, a été mortellement blessée par l'un des agresseurs, qui a pris la fuite avec son complice.

SCIENCES

Les premiers résultats de la supernova

Naissance d'une astronomie nouvelle

LES ARCS
de notre envoyé spécial

« L'astronomie des neutrinos extra-solaires est née le 23 février 1987. » Telle fut, samedi 14 mars, la conclusion de l'astrophysicien américain David Schramm lorsqu'il fit le bilan des « Rencontres de Moriond », qui viennent d'avoir lieu aux Arcs (Savoie). Ce colloque international est organisé annuellement depuis 1966 par deux chercheurs du CNRS, M. et Mme Tranh. Un des thèmes retenus était la physique des neutrinos, ces particules presque indétectables qui parcourent l'univers en tous sens et traversent la Terre de part en part, sans qu'on s'en aperçoive.

On supposait que bon nombre de neutrinos sont créés dans ces explosions d'étoiles que sont les supernovas, sans en avoir la preuve. L'apparition, le 23 février, d'une supernova proche (*le Monde* du 11 mars) a permis à trois groupes d'expérimentateurs (japonais, américains, soviétiques) de constater qu'ils avaient détecté ce jour-là un nombre excessif de neutrinos.

Le 27 janvier à 7 h 36, temps universel (8 h 36 en France), l'appareillage japonais détectait douze neutrinos en treize secondes, alors que le niveau normal est un neutrino toutes les deux ou trois secondes. Les Américains et les Soviétiques trouvaient simultanément des excès, moins nets, de neutrinos. Chaque expérience isolée laisserait place à un léger doute, mais la triple coïncidence l'exclut.

L'astronomie des neutrinos est-elle née à 7 h 36 ou à 2 h 52 ? Cinq heures avant les autres, des expérimentateurs italiens ont aussi observé un petit excès de neutrinos. Si ces neutrinos viennent bien de la supernova, il faut alors expliquer pourquoi d'autres neutrinos ont été émis cinq heures plus tard, ce qui n'est pas facile. Aussi les physiciens estiment-ils qu'il s'agit probablement d'une accumulation accidentelle de neutrinos et que l'explosion de la supernova a bien eu lieu à 7 h 36 (à cent soixante-dix mille ans près, temps qu'il a fallu aux neutrinos et à la lumière pour venir jusqu'à nous).

Conséquences théoriques

Au vu de son émission lumineuse, la supernova est atypique et cadre mal avec les modèles définis par les astrophysiciens. En revanche, l'émission des neutrinos est bien en accord avec la théorie. Leur nombre est conforme à ce qu'elle prédit. Leur énergie paraît un peu grande, mais cela ne gêne guère les astrophysiciens, dont les modèles sont assez souples pour s'ajuster aux énergies mesurées.

Importantes pour la connaissance des supernovas, ces détections le sont aussi pour la physique des neutrinos. Elles donnent une limite supérieure de la masse de ces particules. Si celle-ci est nulle, comme on l'admet en général, tous les neutrinos ont voyagés à la même vitesse (celle de la lumière). Mais, si les neutrinos ont une masse, leurs vitesses ont été légèrement différentes, et sur cent soixante-dix mille ans cela ferait des écarts importants à l'arrivée si la masse n'était pas extrêmement faible. On obtient ainsi une limite meilleure que celles obtenues par d'autres méthodes.

Une autre limite, encore plus fondamentale, porte sur le nombre d'espèces de neutrinos. On connaît actuellement trois espèces de ces particules, mais il pourrait y en avoir d'autres. Cependant, plus il y en a, moins on devrait voir de neutrinos dans les appareils, lesquels ne détectent qu'une seule espèce. Les observations impliquent qu'il existe au maximum une dizaine d'espèces neutrinos. C'est là une très forte contrainte, entièrement nouvelle, qui s'impose aux théories des particules fondamentales.

MAURICE ARVONNY.

Société

La manifestation contre le projet de réforme du code de la nationalité

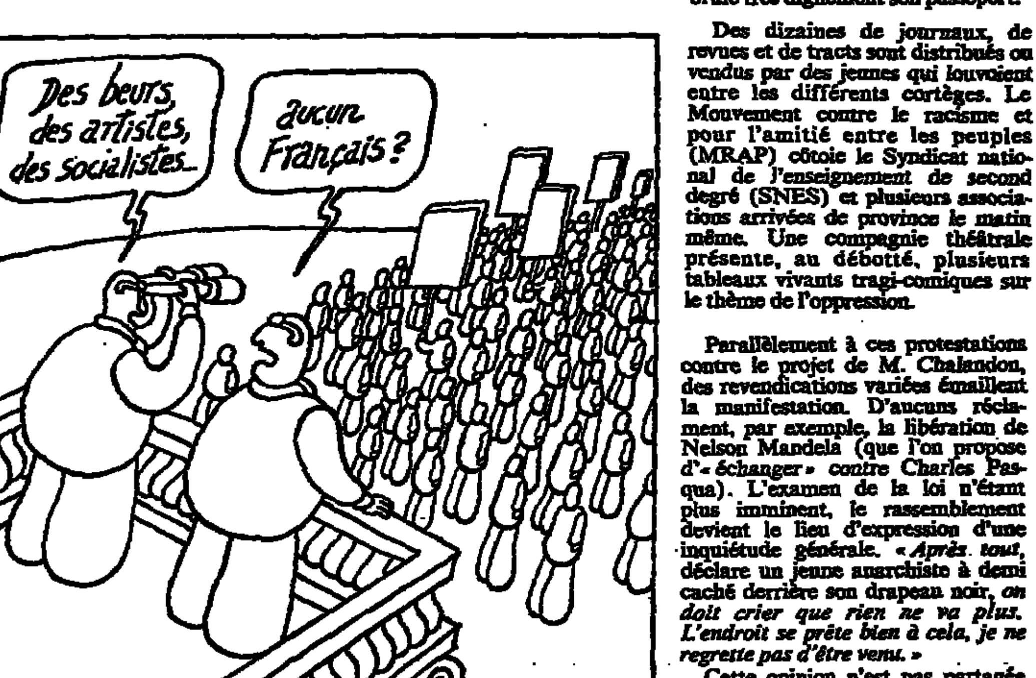
« Nos copains de biberon... »

Trente mille personnes ont manifesté à Paris, dimanche 15 mars, contre le projet de réforme du code de la nationalité préparé par M. Albin Chalandon. Répondant à l'appel de quelque deux cents organisations politiques, syndicales et associatives, elles ont défilé, dans le calme, entre la Bastille et Richelieu-Drouot.

Multiforme et complexe, le cortège portait en lui la diversité que souhaitent préserver les adversaires du projet de loi. Immense et laconique, une banderole portant l'inscription « Retrait du projet de code de la nationalité » précède les manifestants. Si le mot d'ordre est unique, la foule qui le suit paraît en revanche hétérogène. Les personnalités politiques forment une cohorte impénétrable en tête du cortège. Rangés en carré, comme pour monter à l'assaut des grands boulevards, les dirigeants du PS et du PC présentent un front commun plutôt inhabituel : MM. Lionel Jospin, Jean-Pierre Chevènement ou Pierre Mauroy pour le PS côtoient MM. André Lajoinie, Jack Ralite et Pierre Juquin, membres du PC, et Alain Krivine, responsable de la Ligue communiste révolutionnaire, ou Edmond Maire, secrétaire général de la CFDT.

Plus loin, M. Jack Lang défile hors du cortège officiel. *« Il y aura,* estime-t-il, *d'autres manifestations contre un certain ordre moral et pour un idéal de société. »* Accrochée à son bras, l'actrice Miou-Miou s'indigne en fixant la pointe de ses baskets noires : *« C'est une honte pour le pays d'avoir même pensé à ce code »,* affirme-t-elle. Harlem Désir, président de SOS-Racisme, l'une des associations organisatrices de la manifestation, se déclare satisfait de l'ampleur du rassemblement. *« Il faut maintenir la pression sur le gouvernement tant que nous n'avons pas la certitude que le projet ne sera pas déposé »,* explique-t-il, en faisant ainsi allusion à la décision de M. Chalandon de repousser *sine die* l'examen du projet de loi par les Assemblées.

Derrière lui, se presse une procession bigarrée, véritable mosaïque de groupes et d'associations. Aux cris de : *« On est tous des enfants d'immigrés »* ou de : *« Le racisme n'est pas mort, Chalandon bouge encore »,* des familles entières défilent d'un pas tout dominical. Une mère tente de rassembler ses enfants couverts d'auto-collants antiracistes, tandis qu'une autre pilote une poussette sur laquelle est inscrit : *« Nos copains de biberon s'appellent Akim, Fatima et Carlos. »* Des étudiants et des lycéens s'insurgent contre *« cette nouvelle ségrégation »,* aux côtés d'un monsieur qui brûle très dignement son passeport.



Des dizaines de journaux, de revues et de tracts sont distribués ou vendus par des jeunes qui louvoient entre les différents cortèges. Le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP) côtoie le Syndicat national de l'enseignement de second degré (SNES) et plusieurs associations arrivées de province le matin même. Une compagnie théâtrale présente, au débotté, plusieurs tableaux vivants tragi-comiques sur le thème de l'oppression.

Parallèlement à ces protestations contre le projet de M. Chalandon, des revendications variées émaillent la manifestation. D'aucuns réclament, par exemple, la libération de Nelson Mandela (que l'on propose d'« échanger » contre Charles Pasqua). L'examen de la loi n'étant plus imminent, le rassemblement devient le lieu d'expression d'une inquiétude générale. *« Après tout,* déclare un jeune anarchiste à demi caché derrière son drapeau noir, *on doit crier que rien ne va plus. L'endroit se prête bien à cela, je ne regrette pas d'être venu. »*

Cette opinion n'est pas partagée par tout le monde. *« Dire que je me suis levée tôt pour assister à ce défilé mondain »,* soupire Fatima, une jeune Algérienne de vingt-deux ans. Les Beurs affirment souvent ne pas se retrouver dans les revendications affichées là. *« Tout cela sent la récupération politique et les préoccupations électoralistes »,* commente Djida Tazdaït, présidente des Jeunes Arabes de Lyon et banlieue (JALB) qui, de propos délibéré, ne sont pas venus à Paris. *« Nous, nous avons mieux à faire,* explique Djida. *Il y a des expulsions sur le terrain. »*

RAPHAËLLE REROLLE.

● **M. Séguin : « Extrême droite et Harlem Désir même combat ».** — M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi, a qualifié d'*« irréel »*, dans le *Quotidien de Paris* du 16 mars, le débat sur le projet de réforme du code de la nationalité. Il s'est notamment étonné du *« contraste entre un gouvernement qui recherche les éléments d'un consensus minimum et les extrémistes de tout poils qui cherchent à l'empêcher. A cet égard,* a-t-il ajouté, *extrême droite et Harlem Désir, même combat. Chacun a son fonds de commerce et tient à le « conserver ». « Toute autre politique que la nôtre,* a conclu M. S4guin, *serait, par son laxisme, contraire à nos intérêts ou, par sa brutalité, contraire aux traditions de la France. »*

Brouillard dans le code

(Suite de la première page.)

En revanche, les enfants de Marocains, de Tunisiens ou de Portugais devraient faire, à seize ans, une demande de nationalité française, et celle-ci pourrait leur être refusée, notamment pour motif de délinquance.

Les retouches n'ont pas suffi. Echaudé par le mouvement étudiant, M. Chirac a préféré mettre cette réforme entre parenthèses. Il n'est pas question de faire adopter ce texte à la session parlementaire de printemps, compte tenu du climat d'affrontement actuel, a précisé le garde des sceaux. Mais pas question non plus de retirer le projet, comme le demandaient les manifestants du 15 mars.

M. Chalandon, qui, visiblement, ne « sent » pas cette réforme, multiplie les signaux contradictoires. Il souligne tantôt sa nécessité, tantôt sa portée très limitée. A l'entendre, on ne va pas changer grand-chose, mais on doit changer quand même. Voulant rassurer à la fois gauche et droite, défenseurs des immigrés et champions de l'identité nationale, il finit par décevoir tout le monde : Harlem Désir dénonce la *« manœuvre »* et Jean-Marie Le Pen la *« capitulation ».* Ce qui conduit M. Séguin à déclarer sans s'encombrer de nuances : *« L'extrême-droite et Harlem Désir, même combat. »*

Une commission de sages

Le garde des sceaux n'a pas contribué à éclaircir les choses en annonçant, à la veille de la manifestation du 15 mars, la constitution d'une *« commission de sages ».* Si l'on comprend bien son entretien au *Figaro* du 14 mars, cette commission pourrait tout remettre en question : elle devra *« proposer un choix entre une simple modification de la législation actuelle, comme l'avait fait le gouvernement, ou une refonte complète d'une législation complexe, hétérogène et fort confuse ».*

Serait-on reparti pour un tour ? S'agit-il d'endormir les esprits, pour faire adopter le texte à la sauvette, comme le soupçonnent les organisateurs de la manifestation du 15 mars ? Ou plutôt de renvoyer le projet aux calendes grecques, comme l'estiment, plus optimistes, certains jeunes Maghrébins ? On peut faire confiance en tout cas au Front national pour souffler sur les braises. Sa manifestation du 2 avril à Paris ne sera-t-elle pas organisée sur le thème : Etre Français est un honneur qui se mérite ?

Ce débat filandreux a fait oublier que les vrais problèmes de l'immigration sont ailleurs : dans les HLM, les écoles, les agences de l'emploi. Une politique de l'immigration reste à définir et à appliquer. Elle concerne davantage MM. Séguin, Méhaignerie et Monory que MM. Pasqua et Chalandon. Cette bataille pour l'intégration est peut-être moins payante électoralement que le code de la nationalité, mais, à l'évidence, beaucoup plus importante. Aussi bien pour les immigrés et ceux qui les côtoient que pour l' *« identité nationale ».*

ROBERT SOLÉ.

ÉDUCATION

Le colloque des Cercles universitaires

Triste anniversaire...

Triste anniversaire... Alors que les Cercles universitaires auraient dû fêter dans l'allégresse un an de gouvernement Chirac, leur colloque, samedi 14 mars à Paris, s'est tenu sous le signe *« du découragement, voire de l'écœurement ».* Il est vrai que les mois écoulés ont été rudes. Eux qui avaient bataillé contre la réforme Savary et pour le retour de la droite au pouvoir ont dû avaler, coup sur coup, le refus du ministre des universités de soutenir leur projet de réforme « libérale », puis l'abandon, sous la pression des étudiants, de la loi Devaquet qu'ils avaient soutenue par fidélité au gouvernement, bien qu'elle ne soit pas *« la leur ».*

Deux échecs cuisants qui n'étaient pas faits pour améliorer les relations toujours difficiles, à droite, entre les universitaires et les hommes politiques. Et ce n'est pas l'interview publiée dans *le Nouvel Observateur,* où l'ancien ministre des universités renouvelait ses attaques contre les *« ultra-libéraux »,* qui pouvait remonter le moral des troupes.

C'est pourquoi le président des Cercles, M. Michel Prigent, proche de M. Barre et visiblement inquiet de ce climat délétère, indiqua clairement la ligne à suivre en attendant des jours meilleurs. Après avoir rappelé, pour la forme, *« d'où on parle »* (*« Il est clair que les Cercles se situent dans l'actuelle majorité et apportent leur soutien au gouvernement Chirac »*), il annonça un prudent repli stratégique du politique à l'académique. *« Nous devons maintenant privilégier le débat technique au détriment de l'affrontement idéologique. L'Université en a assez d'être l'otage de la vie politique et doit être définitivement à l'abri des coups bas de l'alternance. On ne peut pas changer de loi chaque fois qu'on change de majorité. Les actions de grande envergure ne permettant pas de réussir, il faut chercher le consensus minimal qui permettra de rétablir la confiance et de réconcilier l'Université et l'opinion. »*

Dans l'immédiat, M. Prigent a recommandé de mettre une sourdine au combat sur les institutions — *« la loi Savary est la loi même si elle est injuste »* — et de réfléchir aux missions fondamentales de l'Université et aux moyens indispensable pour les assurer. *« Un réengagement budgétaire est indispensable pour que toute politique universitaire soit crédible »,* a-t-il indiqué.

« Il est temps de s'y mettre »

Ayant placé le colloque sur le thème de « l'avenir de l'Université », les Cercles ont donc cherché à noyer dans la prospective l'amertume laissée par le proche passé. Ils ont voulu réfléchir aux façons de permettre à l'Université de se moderniser et d'accueillir un plus grand nombre d'étudiants, tout en améliorant son efficacité et en préservant son rôle fondamental, qui est de faire progresser le savoir. M. Stéphane Rials, professeur à l'université de Caen, a suggéré la création de doubles filières, les unes plus sélectives et donnant une formation de haut niveau, les autres largement ouvertes et tenant compte du désir des étudiants de recevoir une préparation plus professionnelle.

Le doyen Rabischong, de Montpellier-I, a exhorté ses collègues à... appliquer les dispositions des lois Faure et Savary, qui stipulent que c'est aux professeurs d'assurer l'orientation des étudiants. *« L'augmentation et la diversification des bacheliers est un fait de société auquel on ne peut pas échapper. Les universitaires doivent en prendre conscience. Ce n'est pas dégradant pour eux de s'intéresser à l'orientation des étudiants. Il est temps de s'y mettre... »*

M. Paul Deheuvels (Paris-VI) a suggéré de rassembler les universitaires et les chercheurs du CNRS dans un corps unique, pour faciliter le passage entre les deux fonctions. M. Jean-Jacques Bienvenu (Paris-I) a demandé qu'une plus grande autonomie de gestion soit accordée aux universités et a estimé que les droits d'inscription pouvaient être ajustés à condition que la transparence soit totale et qu'ils correspondent à des services réels.

Enfin, M. Pascal Salin (Dauphine) a souhaité la création de lieux de rencontre internationaux pour permettre un meilleur accueil des professeurs et des étudiants étrangers. *« Il faut expliquer aux hommes politiques qu'on ne peut pas être une grande nation quand l'Université est moribonde »,* a-t-il déclaré tristement, exprimant ainsi la morosité générale d'universitaires qui, après avoir mis tous leurs espoirs dans le changement politique, se considèrent à nouveau comme des « mal-aimés » — y compris de leurs amis...

FRÉDÉRIC GAUSSEN.

La première assemblée générale du GERMES

M Hernu dénonce l'absence d'une Europe de la défense

LYON
de notre envoyé spécial

L'ancien ministre socialiste de la défense, M. Charles Hernu, a vivement dénoncé l'incapacité de l'Europe à concevoir sa propre défense et il a invité la France, dans la perspective d'une négociation entre les Etats-Unis et l'URSS sur le démantèlement des euromissiles, à se lancer — au besoin sans la coopération des alliés — dans la construction d'un satellite d'observation militaire, qui contrôlerait l'application d'un tel accord.

M. Hernu présidait, le samedi 14 mars à Lyon, la première assemblée générale du Groupement d'étude et de réflexion militaires et stratégiques (GERMES) qu'il a créé après son départ du ministère de la défense en 1985 et qui compte aujourd'hui deux mille adhérents, avec des « antennes » dans toute la France.

« L'Europe de la défense n'existe pas, a déclaré M. Hernu. *C'est un leurre. La volonté politique commune de faire l'Europe de la défense fait défaut. Il y a des politiques divergentes en matière militaire. La Grande-Bretagne est tributaire des Etats-Unis pour sa sécurité et elle est la base avancée américaine en Europe. La République fédérale d'Allemagne est attachée à conserver des relations économiques et diplomatiques avec les pays de l'Est, du fait de sa volonté de réunification politique des deux Allemagnes. C'est un pays, à sa façon, otage des Soviétiques... ... L'Union soviétique exerce une stratégie de coercition sur l'Allemagne fédérale ; c'est une question nouvelle sur laquelle nous, Français, nous devons nous interroger. »*

Néanmoins, l'ancien ministre de la défense a estimé que la force nucléaire française offre *« une capacité de dissuasion élargie en Europe, qui renforce la dissuasion des alliés et qui n'existait pas du temps général de Gaulle ».*

« Entre la France et l'Allemagne fédérale, a ajouté M. Hernu, *il y a des intérêts stratégiques communs. Il y a un pilier franco-allemand de la défense. Fortifions-le pendant qu'il en est encore temps. Mais il faut le faire vite, car, à l'Est, il y a du nouveau depuis M. Gorbatchev. »*

Approuvé par M. Léo Hamon, ancien ministre de l'information durant le septennat du général de Gaulle, qui considère que *« la France ne doit pas bouder »* les conversations américano-soviétiques sur les euromissiles, M. Hernu a affirmé que la priorité européenne devait aller au lancement d'un satellite militaire d'observation, de façon à ne pas dépendre *« d'informations obscurcies par les Etats-Unis ou l'Union soviétique ». Si l'Europe n'était pas de cet avis,* a encore *estimé l'ancien ministre de la défense, « il faut que la France ose le faire toute seule ». « C'est un besoin absolu de la France, tout de suite après sa force nucléaire. »*

JACQUES ISNARD.

CATASTROPHES

Premiers récits des séismes en Equateur

« Un linceul de boue recouvrant voitures, animaux, habitants... »

Quito *(AFP).* — *« Des pans de montagnes dévalant vers la vallée, arrachant tout sur leur passage, un linceul de boue recouvrant, dans les rios, voitures, animaux et habitants, des survivants hébétés préférant dormir sous des tentes de fortune plutôt que sous leur toit. »* Tel est le spectacle qu'ont vu les envoyés spéciaux de l'AFP, les premiers représentants de la presse internationale qui ont pu parvenir jusqu'à la zone ravagée par les séismes des 5 et 6 mars derniers dans la province du Napo et d'Imbabura, sur les versants amazoniens des Andes équatoriennes.

Et ce n'est pas tout. Selon le docteur Luis Jorge Perez, spécialiste des grandes opérations d'urgence de l'Organisation panaméricaine de la santé, il y aurait encore quelque cinq cents personnes isolées dans la forêt. Aux très difficiles conditions naturelles, s'est ajouté, en effet, le mauvais temps qui empêche les hélicoptères de voler. Ces isolés sont bloqués dans le village de Reventador et ils ont réussi à établir une liaison radio avec la mission évangélique de Santa-Rosa pour demander d'urgence des vivres et des médicaments.

La route « pétrolière » qui menait aux champs de Lago-Agrio est coupée à 150 kilomètres de Quito. C'est un vrai fleuve de boue qui a dévalé les vallées, rejoint par les monceaux de terre et de rochers arrachés à la montagne par les éboulements.

L'estimation du nombre de victimes des séismes continue d'être très difficile à faire en raison du peu de communications avec les régions touchées et du fait qu'il est impossible de recenser les populations de colons et d'indigènes affectées. Les chiffres officiels parlent généralement de trois cents morts, de deux mille à cinq mille disparus et de six mille sans-abri.

AÉRONAUTIQUE

Un avion français à grande vitesse. — Une trentaine d'ingénieurs français travaillent en secret depuis deux ans sur un projet d'avion hypersonique qui volera à 5 000 km/h et à 30 000 m d'altitude révèle « Le Point » dans son édition du 16 mars. Le projet est mené par l'Aérospatiale, la Snecma et la Sep.

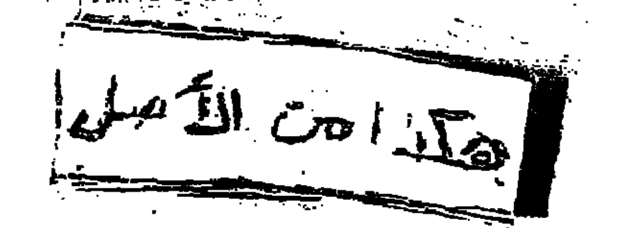
L'appareil, pour l'instant baptisé AGV (avion à grande vitesse — clin d'œil à la SNCF — ne devrait pas être prêt à voler avant le début du siècle prochain. Il pourrait parcourir 12 000 km d'une traite grâce à 4 moteurs de 30 tonnes de poussée et transporter 150 passagers, précise l'hebdomadaire.

Le conflit des « maîtres-directeurs »

La « coordination » des instituteurs appelle à la grève à partir du 23 mars

La *« coordination national des instituteurs en lutte »* appelle à une grève générale nationale des instituteurs à partir du lundi 23 mars, pour obtenir l'abrogation des décrets de M. Monory instituant la fonction de « maître-directeur » d'école. Réunie samedi 14 et dimanche 15 mars, à la bourse du travail de Montreuil (Seine-Saint-Denis) la coordination, qui réunit des instituteurs non syndiqués et des adhérents du SGEN-CFDT et du SNI-PEGC (FEN), a confirmé sa volonté d'inciter les états-majors syndicaux à durcir leur riposte contre les textes ministériels. Elle a appelé à la réunion, dans chaque département, les 23 et 24 mars, d'*« assemblées souveraines »* pour reconduire le mouvement ; une nouvelle *« coordination nationale de grève »* est prévue le mercredi 25 mars, afin de définir la suite à donner au mouvement.

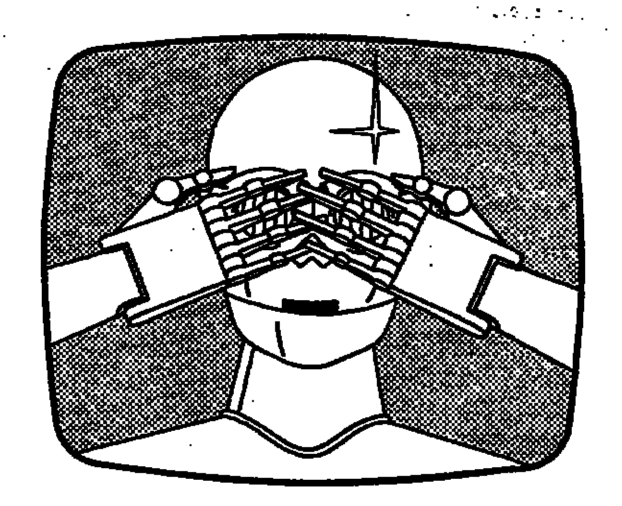
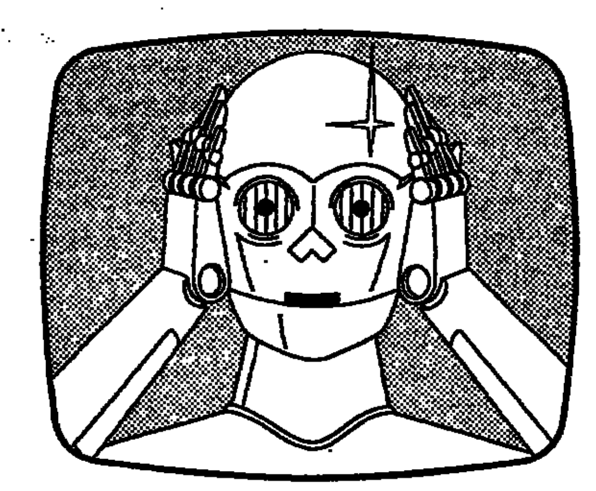
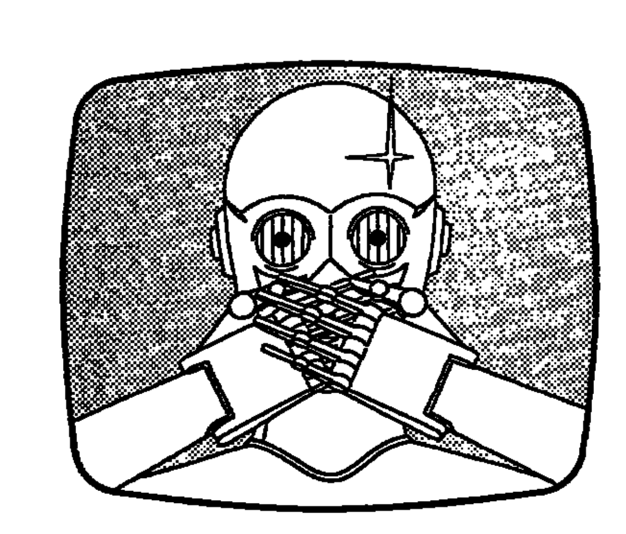
D'autre part, le dispositif d'action décidé par le SNI-PEGC et soutenu par le SGEN-CFDT s'est traduit, dès le samedi 14 mars, par des manifestations régionales réunissant 2 000 instituteurs à Rennes, 2 500 à Nantes et 4 000 à Montpellier. D'autres démonstrations doivent avoir lieu, les samedis 21 et 28 mars. Le SNI a déclenché, à partir du 16 mars une quinzaine *« La classe rien de plus »,* destinée à mettre en lumière *a contrario* le travail des actuels directeurs d'école. Il demande aux instituteurs de verser la moitié de leur salaire du jeudi 19 mars à une caisse de solidarité.



هكذا من الأصل

(Publicité)

COMMUNICATION

Les machines ne connaissent pas le secret de l'Homme

Communication et Culture

Si vous estimez que les technologies de communication, même les plus sophistiquées, ne produisent jamais que des microprocesseurs auxquels seule la culture donne un sens, et si vous croyez que le pouvoir de créer se porte en soi comme un désir pressant mais peut aussi s'apprivoiser et s'expérimenter... Alors nous vous proposons d'apprendre à créer pour dire, pour séduire et convaincre, à réussir votre message. Passionnément.

Communication et Entreprise

Si vous pensez que l'avenir est aux femmes et aux hommes de communication, dans une société où, quel que soit le secteur d'activité, le traitement et l'échange d'informations deviennent activités-clés dans l'entreprise... Alors nous vous proposons de compléter votre formation antérieure ou votre expérience professionnelle actuelle par une initiation intense et pratique, au contact de plus de 100 professionnels de haut niveau.

Communication et Métiers-Passion

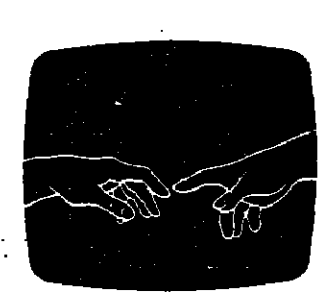
Si vous pensez que l'avenir est aux généralistes dans les métiers de la communication (information, publicité, création de programmes, communication d'entreprise...), capables de concevoir un positionnement, de vendre un sujet, de cibler un programme, en amont du travail d'équipe avec les techniciens... Alors nous vous proposons une ouverture aussi large que possible, praticienne mais non technicienne, sur ces métiers, quitte pour vous à compléter ensuite sur le tas votre "technicité", en tenant compte des opportunités successives de votre propre carrière.

Communication et Ecole-Entreprise

Si vous pensez qu'une école doit être un lieu où l'on incite à comprendre plutôt qu'à réciter, où créer des œuvres remplace la répétition des devoirs et où le professionnalisme de la performance est le premier critère de jugement... Alors nous vous proposons un apprentissage en vraie grandeur, dans les Micro-Agences de notre Ecole-Entreprise, où vous pourrez concevoir et produire une série sur les Impressionnistes, élaborer la stratégie de communication d'une Région ou définir la grille de programmation d'une télévision locale.

Communication et Ecole-Passion

Si vous êtes passionné de tempérament, passionné par ces métiers-passion; si, porteur d'un projet personnel, vous avez un diplôme de grande école, une maîtrise ou 5 ans d'activité professionnelle et si vous réussissez aux épreuves du concours de Juin (30 postes seulement)... Alors nous vous attendrons en Octobre pour une année très intensive de formation multimédia, dans une Ecole-Passion où vous pourrez cultiver votre différence.



CONCOURS : 26 ET 27 JUIN
Attention : Compte tenu du nombre de candidatures, l'inscription au concours pourra être close sans préavis.

Fondation pour les Arts et les Sciences de la Communication

Première Ecole-Entreprise Européenne de Communication

Documentation et inscription : BP 67 - 44003 Nantes Cedex 01 - Tél. 40.35.79.80

N.B. : La Fondation organise aussi des sessions courtes de formation intra-entreprise sur mesure.

Sports

FOOTBALL : le championnat de France

Les ombres du Parc

En battant nettement Sochaux (3-0), les Girondins de Bordeaux ont pris seuls la tête du championnat de France, le samedi 14 mars, avec un point d'avance sur Marseille, tenu en échec à Toulon (0-0). Grâce à leur large succès à Nice (4-1), les Toulousains ont pris une option pour la troisième place européenne devant Auxerre, qui a rapporté un point de Saint-Etienne (1-1), et Nantes, contraint au match nul par Monaco (0-0). Marquée par cinq victoires à l'extérieur, cette vingt-septième journée était celle des derbies. Au Parc des Princes, le Paris-Saint-Germain a obtenu gain de cause face au Racing-Club de Paris (1-0).

Ce fut un vrai derby parisien. Côté Boulogne, les ultras du PSG embrasaient le kop (1) de leurs excès d'enthousiasme. Côté Auteuil, les supporters du Racing-Club de Paris déroulaient avec application leurs banderoles fraîchement repassées. Entre les deux, le marais des indécis, trente mille curieux venus se forger une opinion sur l'état de santé réel du football parisien. La rumeur, il est vrai, était alarmante.

Les deux équipes avaient bien suivi, pendant la trêve, la même cure thermale dans la même station des Pyrénées. Mais avec un inégal bonheur. Naguère moribond, le RCP marchait du pas de Lazare après un match nul et deux victoires vers un quatrième match sans défaite. A l'inverse, le PSG, pâle fantôme du champion de France 1986, sombrait dans une noire déprime après trois matches sans victoire et une sévère dégringolade au classement.

Le tocsin avait sonné toute la semaine au Camp des Loges, lieu d'entraînement du Paris-Saint-Germain. Après la piteuse prestation de son équipe contre Toulon, le président Francis Borelli avait averti : *« Cela ne pourra pas durer éternellement. »* Réuni solennellement au grand complet, l'effectif professionnel avait senti passer la menace de sanctions financières, tout comme les Racingmen il y a quelques mois. Ces derniers, réfugiés dans leur nouveau camp d'entraînement à Rueil-Malmaison, étaient faussement sereins. Peu à l'aise dans leur costume trop neuf de favoris, ils attendaient ce match avec anxiété, dans l'espoir d'une confirmation de leur renouveau.

Ce fut donc le derby parisien attendu. Un match âpre et heurté, émaillé d'incidents que M. Gérard Biguet, l'arbitre, avzait entrepris de soigner par l'application régulière de cartons jaunes : deux pour chaque camp pendant la première demi-heure ! Cependant, la préoccupation de chacune des équipes était moins la suprématie parisienne qu'une réhabilitation à ses propres yeux. A ce jeu, les hommes de Gérard Houillier firent preuve de plus de pugnacité.

Fond de jeu transparent

A défaut de retrouver leur football de l'année dernière, ils se montrèrent les plus entreprenants, les plus constants dans l'effort.

Le PSG ne promenait plus sur la pelouse du Parc sa mine de papier mâché des sorties précédentes. Et pour cause, les visages avaient changé. Estimant avoir *« touché le fond »*, l'entraîneur du Paris-Saint-Germain avait pris la décision de mettre les stars à l'écart. Rocheteau, Vermeulen, Bocandé, Pilorget, Lowitz, Polaniok, avaient laissé leur place à des convalescents – Ayache, Poullain, Sène, Couriol – ou à de parfaits inconnus comme le défenseur Thierry Rabat et le jeune attaquant d'origine algérienne Liasid Sandjak, empruntés pour l'occasion à l'équipe de troisième division.

Après le match, Gérard Houllier se défendait d'avoir tenté un coup de poker. *« J'ai changé les hommes, pas le dispositif. Nous avons joué selon le système de l'an dernier. Ces hommes-là m'ont paru plus adaptés au quadrillage du terrain. L'équipe a montré une autre vitalité et davantage de mobilité. »* Autour de Safet Susic, le meneur de jeu du PSG, il y eut en effet beaucoup de bonne volonté. L'énergie un peu gauche dépensée à appliquer au mieux les consignes fut récompensée comme il se devait dans un match tendu et décousu : par un but de raccroc. A la 59e minute, Luis Fernandez, trasfuge milliardaire de l'intersaison, détournait dans son propre but un tir anodin d'Omar Sène.

Dans le vestiaire du Racing on acceptait la défaite sans trop d'amertume, en espérant secrètement ne pas couver une rechute. Le convalescent est en effet bien fragile avec son fond de jeu transparent et son jeu d'attaque sporadique. Les co-équipiers de Maxime Bossis ne devraient pas toutefois éprouver trop de difficultés à se maintenir hors de la zone dangereuse tant le niveau du championnat de France est faible actuellement. Matches mornes, scores étriqués, la crise de langueur diagnostiquée à l'automne s'éternise. Le Messin Bernard Zénier, qui n'a pourtant jamais eu la réputation de déclencher la foudre de son pied gauche, vient de s'intaller en tête du classement des buteurs. Avec 12 buts en 27 mtches, une misère.

JEAN-JACQUES BOZONNET.

(1) Du nom de la tribune du stade de Liverpool réservée aux plus fervents supporters du club.

CYCLISME : Paris-Nice

La promenade des Irlandais

NICE
de notre envoyé spécial

Paris-Nice reste une spécialité irlandaise. L'inévitable Sean Kelly a remporté l'épreuve pour la sixième fois consécutivement, le dimanche 15 mars, et, de surcroît, il a battu le record qu'il partageait avec Jacques Anquetil, directeur de la course. Mais à la suite de cette nouvelle victoire, obtenue dans des conditions difficiles, voire inespérées, sa supériorité peut être contestée par l'autre Irlandais du peloton, Stephen Roche, qui était sans doute le plus fort et qui fut assurément le plus malchanceux.

Disons-le franchement : sans une crevaison, le matin entre Mandelieu et la Promenade des Anglais, Roche aurait gagné Paris-Nice, interrompant du même coup l'impressionnante série de son compatriote. Nous en voulons pour preuve le fait qu'il réalisa le meilleur temps dans le final contre la montre sur les pentes du col d'Eze : 19 mn 47 s contre 19 mn 57 s à Kelly, 20 mn 06 s à Jean-François Bernard et 20 mn 57 s à Laurent Fignon.

Or, au départ de la dernière étape Roche portait le maillot blanc de leader. La crevaison dont il fut victime au moment le plus inopportun – c'est cela la véritable malchance – provoqua aussitôt une offensive quasi générale qui le relégua à 2 mns 06 s. Un handicap impossible à combler. Le procédé qui consiste à attaquer un homme accidenté n'est jamais élégant. En l'occurrence, il se révéla très efficace et l'épisode, pour regrettable qu'il fût, constitua le tournant décisif d'un Paris-Nice aux multiples rebondissements.

De la place d'Italie, où se déroulait le prologue, à la Baie des Anges, l'espoir changea de camp en permanence. Après la fastidieuse étape du mont Ventoux, qui avait donné lieu à une lente procession (*le Monde* du 13 mars), la course changea brutalement d'aspect, mais les vainqueurs d'un jour ne devaient pas être ceux du lendemain. Roche et Kelly tenaient les commandes au pied du mont Faron. Quelques heures plus tard, Jean-François Bernard avait pratiquement la victoire en main. C'était sans compter avec l'ardeur de Roche, qui renversait la situation à son avantage en direction de Saint-Tropez. Samedi soir, il possédait les atouts maîtres. Et, dimanche matin, il perdait pied dans les circonstances que l'on sait.

En définitive, Paris-Nice, qui s'est joué sur trois étapes d'une intensité exceptionnelle, nous a réservé le scénario le plus passionnant qu'on ait connu depuis longtemps dans une compétition cycliste. Cette course de mouvements a mis en évidence la qualité de plusieurs jeunes Français au nombre desquels Patrice Esnault, Ronan Pensec, et surtout Eric Boyer, authentique révélation de la semaine écoulée. Elle a confirmé le talent de Jean-François Bernard ainsi que la valeur de Jean-Claude Bagot, sans oublier celle de l'ancien porteur du maillot jaune, Pascal Simon.

Et surtout, elle nous a restitué un excellent Laurent Fignon. Vainqueur de deux étapes grâce à sa bonne condition physique et à sa clairvoyance, l'ex-vainqueur du Tour de France remonte la pente. C'est une certitude. Il est cependant trop tôt pour affirmer qu'il a recouvré la totalité de ses moyens. Son escalade du col d'Eze fut quelque peu laborieuse, mais les progrès qu'il a accomplis par rapport à l'an passé peuvent lui inspirer confiance. La saison routière ne fait que commencer.

JACQUES AUGENDRE.

AUTOMOBILISME

Le retour d'Alen

Déjà quatre fois vainqueur du rallye du Portugal (1975, 1977, 1978 et 1981), le Finlandais Markku Alen (*Lancia Delta HF*) a remporté un cinquième succès le samedi 14 mars à Estoril, dans une course à nouveau endeuillée par la mort d'un spectateur (*nos dernières éditions*). Absent du Monte-Carlo, retardé par des ennuis de moteur en Suède, le vice-champion du monde 1986 a, cette fois, imposé sa loi en s'emparant de la première place dès le début des épreuves spéciales, mais la surprise est venue de la résistance du Français Jean Ragnotti, deuxième à 2 minutes 53 secondes, au volant de la Renault 11 turbo à deux roues motrices.

Malgré un handicap de puissance (185 chevaux contre 230 pour les Lancia Delta HF), le quadragénaire de la Régie ne s'est pas contenté de faire presque jeu égal avec les tractions intégrales, sur asphalte, en ne concédant que 17 secondes à Alen dans la première étape (187 kilomètres). Avec son pilotage très spectaculaire, il a encore fait merveille sur la terre (444 kilomètres), où il est même revenu, après trente des trente-sept spéciales, à 4 secondes du Finlandais, confronté comme les autres pilotes des Lancia à des problèmes d'amortisseurs.

Après les rallyes de Monte-Carlo et de Suède, disputés sur des routes enneigées, la première course de la saison courue sur asphalte et sur terre a donc mis à rude épreuve les nouvelles quatre roues motrices du groupe A. Son résultat devrait redonner espoir et ambition à la Régie avant la prochaine manche européenne du championnat du monde des rallyes, le Tour de Corse (*du 7 au 9 mai*), souvent favorable à Jean Ragnotti, qui l'a déjà remporté deux fois.

G. A.

ATHLÉTISME : la crise de la Fédération

Le désaveu

Conclusion d'une longue crise, le comité directeur de la Fédération française d'athlétisme (FFA) a été mis en minorité, dimanche 15 mars aux Mureaux, dans la banlieue parisienne, au cours de l'assemblée générale de cette fédération. Par 2 820 voix contre 1 361 et 50 abstentions, il a été mis fin au mandat de l'équipe dirigeante élue triomphalement deux ans plus tôt. La veille, le président Michel Bernard avait tenté une ultime manœuvre de diversion en réclamant un vote de confiance sur sa propre personne. Confiance sèchement refusée par les délégués (2 391 voix contre 1 484 et 402 abstentions). Ainsi désavoué, M. Bernard démissionnait, puis assistait comme simple représentant de la ligue Nord-Pas-de-Calais à la déconfitutre des siens.

Elue pour quatre ans, l'équipe de Michel Bernard avait rapidement perdu tout crédit en multipliant les erreurs. En 1985, le DTN, Alain Godard, était « démissionné » par le ministre des sports lui-même après une épreuve de force avec les athlètes. En 1986, un trou de 4 millions de francs était découvert dans la gestion de la FFA. Des querelles de personnes, notamment à propos de la politique de promotion, allaient envenimer les rapports entre les élus et l'équipe technique dirigée par Alain Piron, au point que M. Christian Bergelin, secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports, dut imposer son arbitrage en novembre dernier.

A cinq mois des championnats du monde de Rome, les affaires courantes de l'athlétisme français sont expédiées par un bureau provisoire. De nouvelles élections auront lieu le 25 avril prochain pour désigner un nouveau comité directeur. M. Robert Bobin, ancien directeur technique national au moment de l'âge d'or de l'athlétisme français, qui s'était récemment déclaré *« disponible pour contribuer à ramener la sérénité »*, fait figure de successeur probable à Michel Bernard.

Les résultats

Alpinisme

HIVERNALES

L'alpiniste lyonnais Eric Escoffier a renoncé, dimanche 15 mars, à sa tentative d'enchaîner les escalades de l'Eiger, du Cervin et des Grandes-Jorasses. Après avoir réussi vendredi l'ascension de l'Eiger, il a été bloqué le lendemain à 400 mètres du sommet du Cervin par des masses de neige, plus importantes que prévu. Escoffier, qui avait perdu son sac et ses piolets, a fait appel à l'hélicoptère de secours aérien français pour être treuillé. Christophe Profit avait réussi vendredi l'enchaînement des trois mêmes sommets escaladés dans un ordre différent (nos dernières éditions).

Athlétisme

RECORD DE FRANCE

Le Français d'origine hongroise Ferenc Salbert a remporté, samedi 14 mars, à Grenoble, le Masters de la perche devant tous les ténors mondiaux de la spécialité en battant le record de France en salle (5,90 mètres).

Automobilisme

RALLYE DU PORTUGAL

1. Alen (Fin., Lancia Delta-HF), 7 h 9 mn 39 s ; 2. Ragnotti (Fra., Renault 11 turbo), à 2 mn 53 ; 3. Erriksson (Suè.-RFA, Gilf GTI), à 4 mn 58 s ; 4. Kankkunen (Fin., Lancia Delta-HF), à 11 mn 7 s ; 5. Chatriot (Fra., Renault 11 turbo), à 15 mn 35 s.

• Championnat du monde des pilotes. – 1. Kankkunen (Fin.), 37 pts ; 2. Alen (Fin.), 28 ; 3. Biasion (Ita.), 23 ; 4. Eriksson (Suè.), 21 ; 5. Salonen (Fin.), 20 ; 6. Ragnotti (Fra.), 19.

• Championnat du monde des marques. – 1. Lancia, 57 pts ; 2. Mazda, 30 ; 3. Audi, 28 ; 4. Volkswagen, 26 ; 5. Renault, 23.

Basket-ball

CHAMPIONNAT DE FRANCE
(dix-neuvième journée)

*Lorient b. Orthez	86-77
*RCF Paris b. Limoges	89-75
*Monaco b. Villeurbanne	100-97
*Challans et Tours	75-75
*Mulhouse b. Vichy	110-98
Antibes b. *Saint-Etienne	93-89

Classement. – 1. Orthez et Monaco, 51 pts ; 3. Limoges, 49 ; 4. RCF Paris, 47 ; 5. Villeurbanne, 44 ; 6. Antibes, 40 ; 7. Lorient, 32 ; 8. Mulhouse et Tours, 31 ; 10. Vichy, 30 ; 11. Challans, 29 ; 12. Saint-Etienne, 21.

Escrime

CHALLENGE ROMMEL

• Demi-finales. – Borella (It.) bat Erack (Hong.), 10-6 ; Jolyot (Fra.) bat Romankov (URSS), 10-4.

• Match pour la troisième place. – Romankov (URSS) bat Erack (Hong.), 10-7.

• Finale. – Borella (It.) bat Jolyot (Fra.), 10-7.

Football

CHAMPIONNAT DE FRANCE
Première division
(vingt-septième journée)

*Bordeaux b. Sochaux	3-0
*Toulon et Marseille	0-0
Toulouse b. *Nice	4-1
*Saint-Etienne et Auxerre	1-1
*Nantes et Monaco	0-0
*Metz b. Nancy	2-0
Lens b. *Lille	1-0
Laval b. *Brest	2-1
Paris-SG b. *RC Paris	1-0
Le Havre b. *Rennes	1-0

Classement. – 1. Bordeaux, 39 pts ; 2. Marseille, 38 ; 3. Toulouse, 33 ; 4. Auxerre, 32 ; 5. Monaco, 31 ; 6. Nantes, 30 ; 7. Metz et Nice, 29 ; 9. Paris-SG, 28 ; 10. Laval, 27 ; 11. Lille, Brest et Lens, 26 ; 14. Le Havre, 25 ; 15. Racing CP ; 23 ; 16. Saint-Etienne, 22 ; 17. Toulon, 21 ; 18. Sochaux, 20 ; 19. Nancy, 19 ; 20. Rennes, 16.

Patinage artistique

CHAMPIONNAT DU MONDE
(à Cincinnati)

L'Allemande de l'Est Katarina Witt a repris, samedi 15 mars, le titre mondial qu'elle avait cédé l'an dernier à l'Américaine Debi Thomas. Cette dernière a dû se contenter de la deuxième place, devant sa compatriote Caryn Kadavy.

Squash

OPEN DE FRANCE

Le Pakistanais Janangir Khan a remporté, dimanche 16 mars, l'open de France, doté de 65 000 dollars, en battant en finale le Néo-Zélandais Ross Norman, 17-16, 15-11, 15-6. Ce dernier lui avait infligé en novembre 1986, à Toulouse, en finale des championnats du monde, sa seule défaite au cours des cinq dernières années.

Tennis

COUPE DAVIS
(premier tour)

A Marcq-en-Barœul : France b. Corée du Sud, 5-0.

Premiers simples. – Tulasne b. Kim Bong Soo, 6-4, 6-2, 6-3 ; Forget b. Yoo Jin Sun, 6-3, 5-7, 6-3, 6-3.

Double. – Benhabiles-Forget b. Yoo Song, 4-6, 4-6, 6-2, 6-3, 10-8.

Derniers simples. – Tulasne b. Yoo Jin Sun, 6-3, 4-6, 6-3 ; Forget (Fra.) b. Kim Bong Soo, 6-4, 7-5.

A Prato : Suède b. Italie, 3-2.

A Barcelone : Espagne b. RFA, 3-2.

A Asuncion : Paraguay b. Etats-Unis, 3-2.

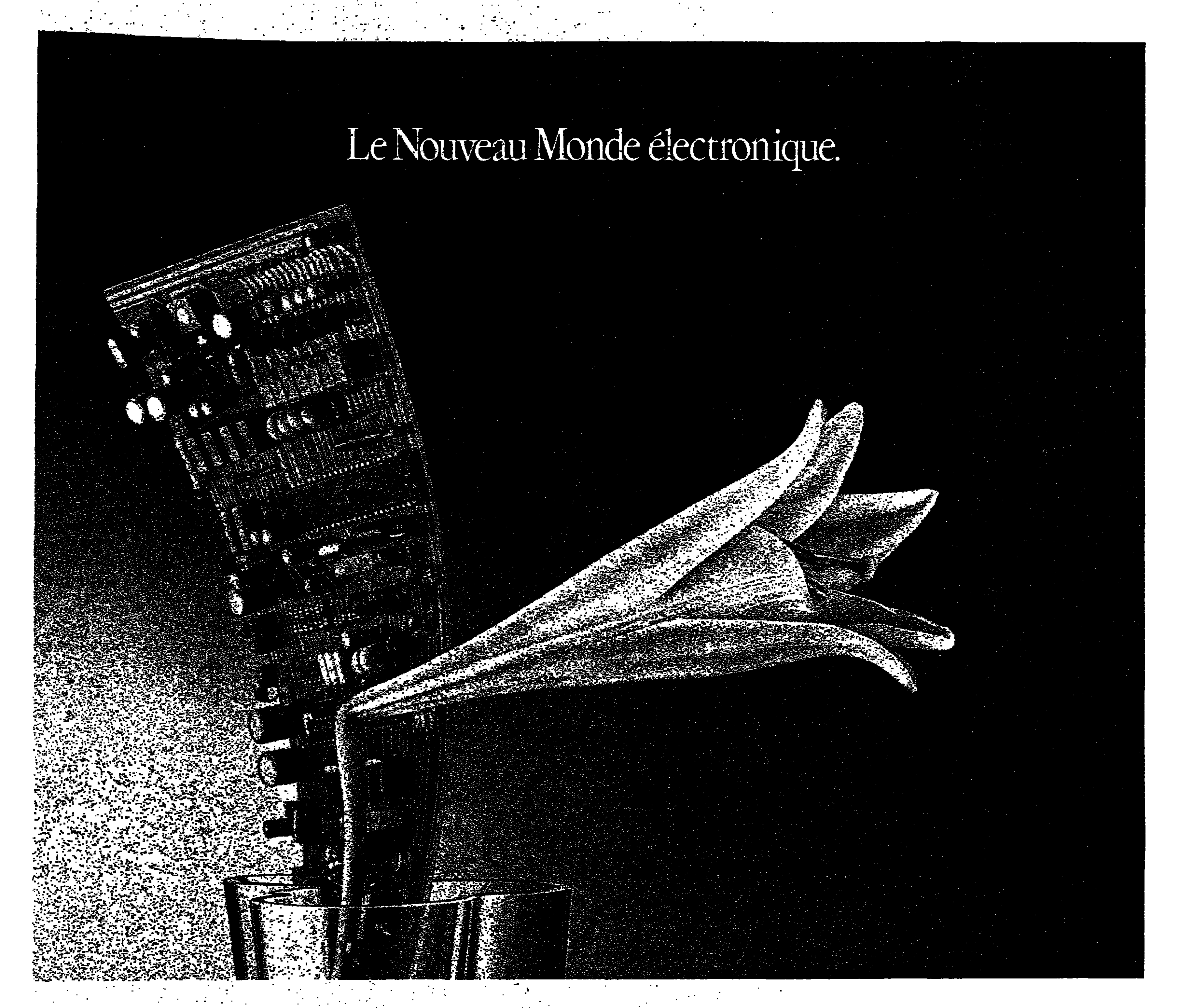
A New-Delhi : Indeb.Argentine, 3-2.

A Hradec-Kralove : Israël b. Tchécoslovaquie, 3-2.

A Adélaïde : Australie b. Yougoslavie, 4-1.

A Mexico : Mexique b. Grande-Bretagne, 5-0.

هكذا من الأصل



Si le nom de Matsushita ne vous dit rien, vous êtes tout excusé. Car ce groupe, un des leaders mondiaux de l'électronique, commercialise ses produits sous deux marques, elles universellement connues, Panasonic et Technics. Ce succès, Panasonic et Technics le doivent, bien sûr, à leur volonté de proposer les meilleurs produits dans tous les domaines de l'électronique. Mais ce souci de perfection les a aussi conduits à fabriquer ce qui fait le cœur même des appareils électroniques d'aujourd'hui : les composants. En concevant et en maîtrisant parfaitement les matériaux qui entreront dans l'élaboration de leurs propres produits, Panasonic et Technics créent les appareils les mieux adaptés qui soient aux besoins actuels et futurs des individus, et contribuent ainsi à leur bonheur.

Ainsi, jour après jour, dans le monde entier, Matsushita construit, par l'intermédiaire de Panasonic et de Technics, le Nouveau Monde électronique.

Panasonic
Technics

Culture

MUSIQUES

« Le Tour d'écrou » de Britten, à Créteil

Les fantômes viennent à notre rencontre

Réalisée avec des petits moyens, en marge des institutions lyriques, une production ambitieuse et raffinée.

Avant d'être un opéra de chambre, *le Tour d'écrou* fut une histoire de fantômes. Britten s'est emparé en effet d'une nouvelle d'Henry James. Mais vous connaissez l'écrivain américain : le Horla n'était pas son fort. Il s'attachait à *« présenter le merveilleux et l'étrange en se bornant presque exclusivement à montrer leur répercussion sur la sensibilité »*, lit-on dans le programme distribué à l'entrée de la Maison des arts de Créteil, où *le Tour d'écrou* est actuellement donné.

Cette phrase-là, il aurait mieux valu ne pas l'imprimer. Car le metteur en scène, Christian Gangneron, est allé dans la direction absolument opposée : il a tout montré. Non seulement les fantômes, qui n'ont même plus la pudeur de se cacher. Mais quelques-uns des sens qu'Henry James avait, à son habitude, imbriqués et soigneusement dissimulés, comme le dessin d'un tapis persan, dans sa cruelle histoire de fées.

Gangneron fournit essentiellement une clé : l'homosexualité. Les fantômes qui habitent la pensée des deux petits enfants perdus dans leur maison isolée, entre une vieille servante et une gouvernante refoulée, sont homme et femme du péché : Quint, l'ancien valet ; miss Jessel, la première gouvernante, séduite par ce dernier. Tous deux sont transformés *post mortem* en « forces du mal » dans le souvenir des petits. Présentés si l'on veut comme leur reflet pervers, l'envers adulte de leur innocence. Apparitions ou hallucinations ? James se gardait bien de trancher.

Myfanwy Piper, l'adaptatrice de la nouvelle pour Britten, a acquiescé à sa demande : elle a extrait les fantômes de la conscience des deux enfants et leur a donné, en de longues phrases énigmatiques à souhait, un vrai rôle à chanter. Premier accroc dans le tapis persan. C'eût pu être le dernier. Ça l'est le plus souvent puisque Quint et Miss Jessel ne sont pas censés quitter la coulisse et chantent « off ». Christian Gangneron les a, lui, tirés à la lumière et les a fait s'activer sous nos yeux avec si peu d'ambiguïté qu'ils dispersent brutalement les brumes de la nouvelle et orientent, en quelques gestes de trop (Quint passant la main sous la chemise du petit garçon), notre interprétation.

C'est pour Peter Pears, ténor dont il partageait la vie, que Britten, c'est vrai, a écrit le rôle de Quint, comme d'ailleurs tous les grands rôles de ténor léger dont son œuvre est émaillée. Mais la préciosité langoureuse et décadente des sortes de madrigaux qu'il lui a attribués en disaient à leur manière assez. Pourquoi vouloir tout expliquer ?

Claire, colorée, ductile, la voix d'Ian Honeyman – un Anglais – aurait pu réveiller le souvenir de celle de Pears si ce *Tour d'écrou* n'était donné... en français. L'effet étant désastreux sur la prosodie, la compréhension du livret ne s'en trouve pas vraiment améliorée. Mais il faut ce qu'il faut : cette production de l'ARCAL (l'Atelier de recherche et de création pour l'art lyrique, dont les travaux antérieurs ont ici été salués) est destinée à beaucoup tourner. Perdus à Créteil sur une scène immense, dans le grand vide d'un décor abstrait, les acteurs de cet opéra de poche perdent de leur force à beaucoup marcher, avant et après les seize scènes très brèves qui mènent au drame.

Tous, y compris les enfants, chantent néanmoins, et malgré une fosse incertaine, sans flancher, dans le style exact de cette écriture raffinée, pointilliste, bourrée de références au passé le plus reculé de l'art lyrique et pourtant décapante, à la fois minimaliste et Renaissance.

ANNE REY.

★ Prochaine représentation : le mardi 17 mars, 20 h 30 (tél. : 48-99-94-50). Claudine Lecoz (la nouvelle gouvernante), Marie-Noëlle Baccarat (Flora), Yann Golgevit, douze ans (Miles), Camille Jové (la servante), Ian Honeyman (Quint), Liliane Mazeron (Miss Jessel) et l'Ensemble instrumental de Basse-Normandie sont dirigés par Jonathan Darlington.



Claudine Lecoz (la gouvernante)

Wayne Shorter, quatrième période

Le saxophone de la sérénité

L'ancien saxophoniste d'Art Blakey, de Miles Davis, de Weather Report, fait une tournée en Europe, à la tête de son propre groupe, tout neuf.

Londres, 19 février, minuit. Premier concert d'une tournée qui mène Wayne Shorter dans quarante villes européennes. Le Wag Club, dans Wardour Street, est crasseux, bondé comme le métro à six heures, sauf que les filles sont affolantes. Non loin de là, l'élégant Ronnie Scott's Club accueille ce soir un autre saxophoniste, Joe Henderson, devant un tiers de fauteuils vides et deux tiers de touristes, japonais en majorité. Que voulez-vous, c'est toute la différence entre la culture jazz et la culture rock. L'une éclabousse, l'autre pas.

Wayne Shorter est un jazzman qui éclabousse. Lui qui vit en Californie vient de passer trois semaines à New-York pour répéter avec un nouveau groupe dont il a soigneusement sélectionné les membres après une longue série d'auditions. Ce groupe, le deuxième qu'il forme depuis sa décision de mettre fin à son association avec Joe Zawinul au sein du (trop) fameux Weather Report, Wayne Shorter veut que ce soit le meilleur.

Weather Report, c'est fini. Voici le Wayne Shorter Quintet. Comme au temps du jazz, quand le nom du leader disait tout. Le nom du groupe, Weather Report, « la Météo », fut une concession aux goûts du public pour les super-groupes. Aucun autre, dit de jazz-rock, sauf peut-être Mahavishnu, n'atteignit cette renommée.

Objectif du Wayne Shorter Quintet : tourner la page, et redonner la première voix au saxophone, comme le fait Sonny Rollins. Après tout, depuis la mort de Coltrane, c'est bien lui, Wayne Shorter, l'autre grand saxophoniste. Le voilà, au bout de trente ans de carrière, comme « sideman » prestigieux, enfin mûr pour diriger seul son propre orchestre et drainer les foules sous son nom.

Quand il apparut, en 1959, successeur de Benny Golson au poste de sax ténor des Jazz Messengers d'Art Blakey, avec cette sonorité creuse et rugueuse à la fois, étonnante synthèse du timbre de Rollins et de celui de Coltrane, et ce phrasé flottant et pourtant rigoureusement en place, il y eut des gens pour dire : *« Ce type sonne comme des œufs brouillés ! »* Les critiques ! Miles Davis dut attendre un an avant de pouvoir débaucher, en 1964, ce mauvais saxophoniste unanimement respecté dans la profession et l'intégrer à son quintet, qui allait faire l'histoire. *ESP, Nefertiti, Footprints, Dolores, Prince of Darkness, Limbo*, tous ces thèmes associés au souvenir éclatant du Miles de ces grandes années 1964-1970, sont de Wayne Shorter...

Le sens d'une vie...

Lorsqu'il quitta Miles Davis, après avoir participé avec lui à la création du jazz dit « de fusion », ce ne fut pas pour former son propre orchestre, mais pour se reposer, se ressourcer. *« Adolescent, j'imaginais la vie des musiciens de jazz un peu comme celle des vedettes de cinéma. Moi, je voulais jouer du saxophone aussi bien que les saxophonistes que j'admirais, Hawkins, Lester Young, Stan Getz, mais je ne pensais pas devenir professionnel, je voulais être dessinateur. Quand je suis devenu musicien, j'ai découvert que c'était une vie très dure. Avec Art Blakey, nous jouions presque tous les soirs, et la plupart du temps en tournée. Il n'y avait pas de « glamour » dans cette vie. Le seul avec qui j'ai senti ce prestige de star, c'est Miles Davis. Même avec Weather Report, qui avait un public énorme, ce n'était pas pareil. »*

Wayne Shorter ne paraît pas ses cinquante-quatre ans. *« C'est moi qui lui ai dit de se teindre les cheveux. Pourquoi avoir l'air plus vieux que sa musique ? »* Sa femme rit. Elle est rieuse, belle, Portugaise d'origine. Il a écrit pour elle l'une de ses mélodies les plus déchirantes, *Face on the Barroom Floor*. *« Quand je joue, il y a un visage qui se dérobe, je le cherche, je le vois, je le perds, je le retrouve, je cherche à le préciser, et il s'évanouit comme un reflet dans un parquet ciré. »*

Ils ont perdu leur fille, elle avait quatorze ans, ils en parlent avec une sérénité enviable, celle d'adeptes du zen. *« Le sens d'une vie ne se mesure pas à la durée de cette vie »*, dit Wayne simplement. *« Peut-être la mission de notre fille était-elle de nous unir, sa mère et moi. Et ma musique, je crois, exprime cet accord de nos vies, de la vie en nous. »*

Il se passe en effet quelque chose de fort dans cette musique. A la recherche d'une note absolument belle qui serait aussi absolument *vraie*. Wayne Shorter étire le son du saxophone comme un chanteur de flamenco tire sur sa voix au risque de la rompre. L'insistant martèlement binaire de la rythmique jazz-rock, parfois offensant de lourdeur sur le disque, retrouve sur scène sa pure fonction énergétique pour des compositions qui déroulent une sorte de décor opulent sous une quête qui ne concède rien.

Ainsi Wayne Shorter est-il en train de donner à l'esthétique jazz-rock, que l'on pouvait craindre à jamais marquée par la trivialité, une qualité d'émotion, un lyrisme et une radicalité qui sont l'apanage du jazzman authentique. Les deux jeunes femmes tout à fait exceptionnelles qu'il a choisies pour tenir la batterie et les percussions, Terri Lyne Carrington et Marylin Masure, sont l'exact contraire de boîtes à rythmes. A les voir, on se rappelle le pacte essentiel du jazz et du corps. Ce quintet de Wayne Shorter est une bonne nouvelle.

MICHEL CONTAT.

★ Wayne Shorter Quintet, à Paris, le 17 mars (Grand Rex). Toulouse, le 18 ; Bordeaux, le 19 ; Nice, le 21 ; Bruxelles, le 31. Disque : Phantom Navigator, CBS.

La semaine du mélomane

Epuisé par ses sorties, ses veilles et ses enthousiasmes, le mélomane est tombé malade. Au fond de son lit, il fait le compte des concerts qu'il va manquer : lundi à 20 h 30 au TMP-Châtelet, l'orchestre de la Monnaie de Bruxelles dirigé par S. Cambreling accompagnera Martine Dupuy dans des airs de Mozart encadrés par la symphonie n° 32 et la Sérénade *Cor du postillon* (tél. : 42-61-19-83). Mardi, le Trio à cordes de Paris fêtera ses vingt ans en reprenant des partitions qui lui ont été dédiées par E. Nunes, F. Ibarrondo, Ton That Tiet et Y. Taïra (Auditorium 104, Maison de Radio France, à 18 h 30, entrée libre). Mercredi et jeudi à 20 h 30, samedi à 21 heures, l'Orchestre de Paris dirigé par C.P. Flor, en remplacement de B. Haitink, interprétera une symphonie de jeunesse de Weber, toute teintée de Haydn, et la Symphonie n° 7 de Bruckner (tél. : 45-63-07-96). Jeudi, A. Jordan conduira l'Ensemble orchestral de Paris ; au programme : un concerto grosso de Haendel, la symphonie n° 25 de Mozart et les *Kindertotenlieder* de Mahler chantés par Janet Baker, au TMP-Châtelet à 20 h 30 (tél. : 42-33-44-44). Vendredi et Samedi, l'Atelier lyrique de Tourcoing présentera *Tancrède* de Campra en version opéra de chambre au Théâtre du Campagnol à Châtenay-Malabry (tél. : 46-61-33-33). Le mélomane avait noté aussi les concerts gratuits dans la crypte de l'église Saint-Pierre de Chaillot, chaque jeudi à 13 heures ; le 19, ce seront des motets de Schütz, Scheidt et Schein par l'ensemble Sagittarius, mais comme cela continue jusqu'au 9 avril, il sera rétabli d'ici là !

G. C.

Au centre Noroît d'Arras

L'acousmathèque du Groupe de recherche musicale

« Noroît » – le vent du nord-ouest, et le rude manteau que l'on met pour affronter ce vent de la mer qui annonce le gros temps, – c'est aussi le nom d'un centre culturel qui n'est pas comme les autres. Fondé à Arras en 1938 par un professeur de piano, Léonce Petitot, il se fit sous-marin pendant la guerre, affûtant ses premières armes par des concerts et des conférences privées. Et depuis la Libération, tous ceux qui comptent dans la vie intellectuelle et artistique sont venus y exposer leurs idées, leur recherches, leurs œuvres, discuter avec l'élite des gens du Nord : philosophes, historiens, linguistes, scientifiques, journalistes, poètes, peintres, cinéastes, écrivains et bien d'autres.

Pendant longtemps, ce fut la demeure même des Petitot qui fut ouverte aux vents du large, à la marée des acteurs et des instrumentistes. Aujourd'hui, juste en face, une vieille maison charmante, remaniée à l'intérieur par un disciple de Le Corbusier, offre quatre étages à un cinéma d'art et d'essai, et à trois salles superposées pour les colloques, concerts et expositions, donnant sur les toits qu'aiment des volées d'oiseaux et les couleurs du soleil couchant.

Léonce Petitot s'est éteint l'an passé, après avoir fait face au noroît de l'ère contemporaine jusqu'à son dernier souffle. Son fils Bernard a pris le quart à son tour : la revue du centre publie, ce mois-ci, les textes des débats récents avec Bazaine et Manessier ; succédant à Pierre Bourdieu, Abdelmalek Sayad vient de parler le 24 mars d'*Immigration et naturalisation* ; et une exposition sur l'acousmathèque du Groupe de recherche musicale vient de s'ouvrir par une rétrospective sonore de deux journées (1).

Un musée des instruments

Ce n'est pas la première fois que Noroît accueille le GRM. Dès 1953, Antoine Golea venait parler de la musique concrète, et, au fil des années, les principaux créateurs y ont présenté leurs œuvres, fait des stages et des ateliers, avec le matériel électro-acoustique très sophistiqué acquis par le centre.

L'exposition de cette année est comme une préfiguration de ce que pourrait être l'acousmathèque du GRM, dont rêve son responsable, François Bayle : un musée archéologique des instruments et des matériels utilisés depuis quatre décennies, une bibliothèque des livres, des articles, des travaux suscités par cette musique, un atelier de démonstration et d'initiation, une sonothèque permettant d'entendre, à la demande, l'une des mille et quelques œuvres enregistrées au GRM depuis 1948, enfin une « cinémathèque de la musique » offrant en permanence des séries de concerts thématiques rassemblant les classiques du genre et les créations nouvelles.

Cette cinémathèque est actuellement réalisée à une petite échelle par une émission d'une demi-heure chaque mercredi (de 18 heures à 18 h 30) sur France-Musique, qui en est à son quatre-vingt-dixième numéro. Mais quatre concerts en vraie grandeur, donnés à Noroît samedi et dimanche, ont prouvé l'intérêt de cette formule.

A l'enseigne des *Paroles dégelées* de Rabelais, précurseur génial de l'enregistrement sonore, on a vu la musique s'enrouler autour de textes d'Edgar Poe, Cervantès, Desnos, Goethe, entre autres, qui ont servi de point de départ et de détonateur à des œuvres tantôt ironiques et illustratives, très concrètes (Schaeffer, Savouret), tantôt s'enfonçant profondément dans le drame (Reibel, Chion) et l'abstrait (Zanesi, Schwarz).

Recherche avec la peinture abstraite

Musicolor, avec des œuvres de Messiaen, Lejeune, Malec, Mion et Ascione, faisait ressortir la parenté saisissante, la connaturalité de cette recherche avec la peinture abstraite et la sculpture contemporaine, cependant que *le Dictionnaire des onomatopées* mettait en parallèle des pages poétiques ou fantaisistes de Guiot, Ferrari, Wishart et Clozapaud, avec les définitions sérieuses, mais d'un humour involontaire, que Charles Nodier donnait de l'origine des mots.

Quatre œuvres enfin étaient confrontées avec de profondes névroses : obsessions (Dhomont), persécutions (Dufour), hallucinations (Bayle), sublimées par l'« illumination » dans ce prodigieux *Voile d'Orphée* de Pierre Henry, incunable de la musique concrète, qui date de trente-quatre ans déjà !

Il y aurait mille choses à dire de ces créations singulières, si prodigieusement diverses, et de l'évolution actuelle de la musique acousmatique, attisée par le développement accéléré des machines. Un gros numéro de *la Revue musicale* en dresse le bilan provisoire (2), fort utile à un moment où l'avenir du GRM est une nouvelle fois en question : rattaché à l'Institut national de la communication audiovisuelle, bénéficiera-t-il toujours des ressources nécessaires à son existence, alors que la répartition de la redevance radiophonique est de plus en plus controversée ? Trouvera-t-il alors des mécènes ? Et ne serait-il pas temps que l'acousmathèque du GRM, préfigurée à Arras, trouve un statut stable dans un lieu tel que le Centre Pompidou ou La Villette ?

JACQUES LONCHAMPT.

(1) Noroît, 9, rue des Capucins, 62000 Arras (tél. : 21-71-30-12), jusqu'au 3 avril.

(2) *Recherche musicale au GRM*, 336 pages 20 × 27, *la Revue musicale*, n° 394, 395, 396, 397, 7, place Saint-Sulpice, 75006 Paris.

Festival Gilbert Amy

Déchaînements lyriques

Une occasion d'autant plus belle qu'elle est rare d'entendre les œuvres orchestrales de Gilbert Amy.

L'Orchestre de Paris et l'Ensemble intercontemporain étaient associés, le 12 mars, pour un festival Gilbert Amy, dirigé par le compositeur. La création de sa *Messe cum jubilo* avait dû être remise à l'an prochain, mais les occasions d'entendre ses œuvres orchestrales sont trop rares pour qu'on les néglige.

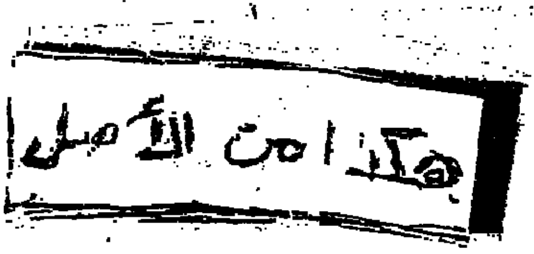
La Variation ajoutée fut écrite pour l'Ensemble intercontemporain, il y a trois ans. Elle fait dialoguer dix-huit musiciens avec une bande magnétique utilisant les sons d'une percussion imaginaire calculés par ordinateur. Partant d'un éparpillement de coups secs isolés qui s'entrecroisent en rythmes différents, le dessein de l'œuvre se précise lentement, se resserre, les sons électroniques attirant peu à peu de brefs frottements des violons, des souffles avides, puis des ponctuations et des tambourinements de plus en plus rapides, des traits carillonnants, etc.

Le mariage de la bande et de la musique vivante paraît ici bien plus naturel que dans la plupart des partitions mixtes. Les grands vents électroniques, les trémolos des cordes, les déflagrations des gongs, timbales et grosse caisse s'enchaînent avec une rigueur d'écriture impressionnante. Après un concert instrumental plus lent, avec une sorte de battue métronomique, la bande magnétique, un instant, scintille seule, et l'œuvre s'achève par un concert de cloches auxquelles se mêlent les cuivres dans une belle conclusion évasive.

On a retrouvé ensuite le superbe *Praesidium*, créé l'an passé (*le Monde* du 10 mai 1986), première pierre d'une vaste partition encore en chantier, et surtout *D'un espace déployé* pour soprano et deux groupes d'orchestres, qui date de 1972, un des chefs-d'œuvre de Gilbert Amy (*le Monde* des 13 mars et 26 novembre 1973).

La richesse et la maîtrise y sont éclatantes, dans la dialectique lumineuse du grand orchestre et du concertino qui rassemble dix-huit cordes, les claviers et les percussions claires, comme dans la conduite impérieuse du discours, puissant, riche en déchaînements lyriques, que dominent par moment les vocalises éblouissantes de Mary Shearer, les hurlements caricaturaux et tragiques de la petite clarinette sur les grondements des trombones ou les sauvages assauts que se livrent les pianos ; l'œuvre monte progressivement jusqu'à une intensité intolérable pour aboutir à une formidable explosion cosmique littéralement terrifiante.

J. L.



هكذا من الأصل

Culture

ARCHITECTURE

Au troisième FIFARC de Bordeaux

Main basse sur la ville

Le troisième Festival international du film d'architecture, ou FIFARC, s'est achevé le 15 mars à Bordeaux, au terme de cinq jours de projections, de débats, de conférences, d'expositions...

Le troisième FIFARC s'appelait bizarrement cette année Biennale internationale du film d'architecture et d'environnement urbain. *BIFAUEU ?* Restons simples et prudents : les organisateurs de cette manifestation, originellement ponctuelle et sans lendemain prévu, ne se décident pas à rebaptiser correctement un festival qui devient désormais biennal, mais qui n'a sans doute pas épuisé tout l'éventail de ses possibilités. Si le film reste bien le noyau du FIFARC, on voit bien, dans la profusion des expositions et rencontres qui l'entourent, que le FIFARC pourrait jouer un rôle beaucoup plus important non seulement dans le monde de l'architecture, mais pour créer le chaînon si cruellement manquant entre les professionnels et le grand public.

Bordeaux et les entrepôts Lainé, où a lieu le Festival, splendeur sagement préservée et habilement aménagée de l'architecture industrielle et portuaire, ont tout pour réussir pareille transformation. La rareté des films originaux, ou même simplement convaincants, pourrait être palliée par une place donnée au livre, et plus généralement à tous les intermédiaires de l'art de construire : éditions, revues, associations, etc. Au moment où M. Pierre Méhaignerie, ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports, manifeste sa volonté d'être réellement aussi un ministre de l'architecture, en lançant de multiples opérations vers un public sceptique, M. Chaban-Delmas, qui a ouvert le FIFARC avec lui le 12 mars, gagnerait à pousser davantage ce Festival.

Rien, en effet, n'est plus ardu à financer, exigent à réaliser, qu'un film d'architecture dont les salles de cinéma n'auront de toute façon que faire, qu'ignorera l'éducation nationale, et qui ne trouvera vraisemblablement pas de place sur les écrans de télévision, en France tout au moins. La seule émission nationale et régulière consacrée à l'architecture, « Urba », ne vient-elle pas d'être supprimée par FR 3 ? L'épisode sur Nîmes, que nous avons eu l'occasion de présenter dans nos programmes hebdomadaires (*le Monde* daté 12-13 octobre 1986), et que proposait justement le FIFARC dans sa sélection, montre de quel outil la télévision française vient en effet de se priver.

Au lendemain d'un tel Festival, à la veille, espérons-le, de lui voir acquérir une taille véritablement internationale (et non plus simplement régionale poussée en nationale), une table ronde organisée par le Syndicat de l'architecture de la Gironde (mais pourquoi de la Gironde seulement ?) s'efforçait précisément de mesurer la place de l'architecture et de l'urbanisme dans les médias. Sauf dans quelques quotidiens nationaux, cette place s'est révélée aussi maigre qu'on le supposait. Il est évidemment apparu qu'il ne suffit pas de faire des films pour qu'ils passent sur nos écrans, que le désir d'architecture que semble manifester un public de plus en plus large est encore loin d'avoir trouvé sa place dans les habitudes des rédactions.

Il est vrai, comme devait le souligner un des participants de cette table ronde, que *Main basse sur la ville* reste la plus réaliste des fictions sur les pratiques ordinaires de l'architecture, des promoteurs, des élus et des autres. Et les critiques d'architecture n'ambitionnent pas tous de finir leurs jours dans un pylône de béton.

FRÉDÉRIC EDELMANN.

Le palmarès

Grand prix du FIFARC : Des fantômes de nos actions passées..., de Marianne Visier (Lazennec Productions); prix du ministère de l'équipement : *Wall of Light*, de John Tchalenko (prod. High Fire Film); prix de l'UNESCO : *Por una Tierra Nuestra*, de Marcello Cespedes (prod. INC, Argentine); prix des films courts : *A propos d'un passe-muraille*, de J.-L. J. Lewartowski (FR 3 Midi-Pyrénées); prix du ministère de l'environnement : *Vecinos*, d'E. Colina (Cuba); prix de la Ville de Bordeaux : *Trois petits tours*, de P.O. Levy (Iris Prod.); prix de l'IFA : *Etat des lieux : Chicago*, de J.-L. Léon (prod. D'une image actuelle); prix du public : *les Bâtisseurs [illegible]*, de J.-C. Defosse (RTBF).

DANSE

La quatrième Biennale du Val-de-Marne

Depuis sa naissance en 1979, la Biennale du Val-de-Marne s'est étoffée et a réussi à investir tout le département. Partie du studio de danse de Michel Caserta au Théâtre Jean-Vilar de Vitry, elle s'est étendue à d'autres municipalités. Elle est financée par le conseil général du Val-de-Marne, par le ministère de la culture et de la communication. Avec, en plus la participation de quelques mécènes, elle dispose cette année d'un budget de 4 163 000 F.

La Biennale pratique une politique à long terme appuyée sur une réflexion sur la danse, et plus spécialement la danse contemporaine et française. Son action privilégie deux secteurs particulièrement fragiles : l'aide à la création et la diffusion.

Aide à la création avec des commandes passées à deux ou trois compagnies (50 % du budget total), diffusion à travers une vingtaine de salles qui mettent leurs équipements à la disposition des quelque vingt compagnies invitées. Ces actions sont prolongées en cours d'année par des séjours de chorégraphes dans des structures municipales (Peter Goss à Choisy-le-Roi, Preljocaj à Champigny) ou des implantations (Anne Dreyfus à Villejuif).

Depuis 1979, cinquante-quatre compagnies sont passées à la Biennale. Elle a commencé le 1er mars et se poursuit jusqu'au 22 mai. Ses temps forts seront sans doute la création d'Angelin Prejolcaj : *Hallali Romée*, dansée par sept femmes sur une musique originale de l'ensemble 2e 2m, (Champigny, 27-28 avril), une commande de Jean-Marc Matos, chorégraphe spécialisé dans les images électroniques (28 mars à Ivry), une mise en scène des *Fâcheux*, de Molière, par Lucien Melki avec le concours de « Ris et danceries » (Vitry, le 22 mars), et des pièces signées Pierre Doussaint, Isabelle Dubouloz, Sidonie Rochon, Maryse Delente, Christine Gérard, etc.

Invité d'honneur, Alvin Nikolaïs, accueilli du 17 au 21 mars, avec une création : *Velocites*. A noter le 22 mars une journée-débat consacrée à la situation de la danse française, salle Jacques-Brel à Fontenay-sous-Bois.

MARCELLE MICHEL.

★ Renseignements : 43-96-48-48.

CINÉMA

« Fuegos », d'Alfredo Arias

Le roi est mort

Premier film d'un homme de théâtre, paradoxal et sophistiqué, sur la violence désespérée des passions.

Une ferme dans un paysage de soleil, une maison pleine de femmes et d'enfants autour d'un homme, un macho tyrannique – Vittorio Mezzogiorno – roi sans autre pouvoir que la crainte qu'il inspire à sa femme – Catherine Rouvel – à sa belle-sœur et maîtresse – Angelina Molina – à sa fille – Valentina Vargas – à sa servante. Il est ruiné, joue au poker avec un vieux noble libidineux – Gabriel Monnet – passe ses nuits au bordel. La sous-maîtresse Marilu Marini le supporte parce qu'elle compte en tirer le maximum et surtout installer dans la place son demi-frère incestueux...

Fuegos pourrait être un mélo furieux si ce n'était le premier film d'Alfredo Arias, fondateur du groupe TSE, directeur du Théâtre de la Commune à Aubervilliers, metteur en scène extrêmement raffiné, pour qui le premier degré est une terre inconnue.

Sur le plateau, Alfredo Arias n'offre pas le reflet de la réalité, mais celui du théâtre même, du théâtre en tout genre. Il en donne son interprétation, un portrait à l'identique, embelli d'angoisse amoureuse, enveloppé d'ironie gracieuse mais impitoyable.

A l'écran, il procède de la même manière, rassemble les paysages provençaux et invente un pays lointain qui pourrait être son Argentine natale où il ne revient pas. Il prend des personnages de drame paysan et en fait des figures de fantasmagorie, vidées de toute tentation pathétique. Il leur demande des scènes torrides, qu'il filme comme un lent ballet morbide. Il leur donne à jouer des situations excessives, et en contrepoint fait intervenir des orages d'opérette, une sorcière blafarde (Michèle Loubet) qui écoute en confidence les prédictions de son corbeau.

L'humour d'Arias n'est évidemment pas le comique immédiat. C'est une ironie, une façon de jouer avec la peur, avec la mort. C'est aussi un supplément de délicatesse, une manière de dire dans un sourire un peu hautain la violence désespérée des passions.

Le film s'appelle *Fuegos*, et il est froid. C'est-à-dire que jamais il ne laisse paraître la douleur de la brûlure. Il en montre seulement les gestes et les marques, les cicatrices. Les acteurs se sont adaptés aux ambiguïtés du style d'Arias ils ont, tous, gardé la musique de leur accent. Raoul Coutard leur a donné une beauté lumineuse et vulnérable. *Fuegos* ne ressemble pas à un premier film, même dans ses gaucheries : c'est entièrement un film d'Arias.

COLETTE GODARD.

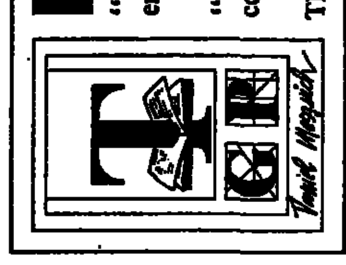
Le palmarès du cycle Cinéma du réel

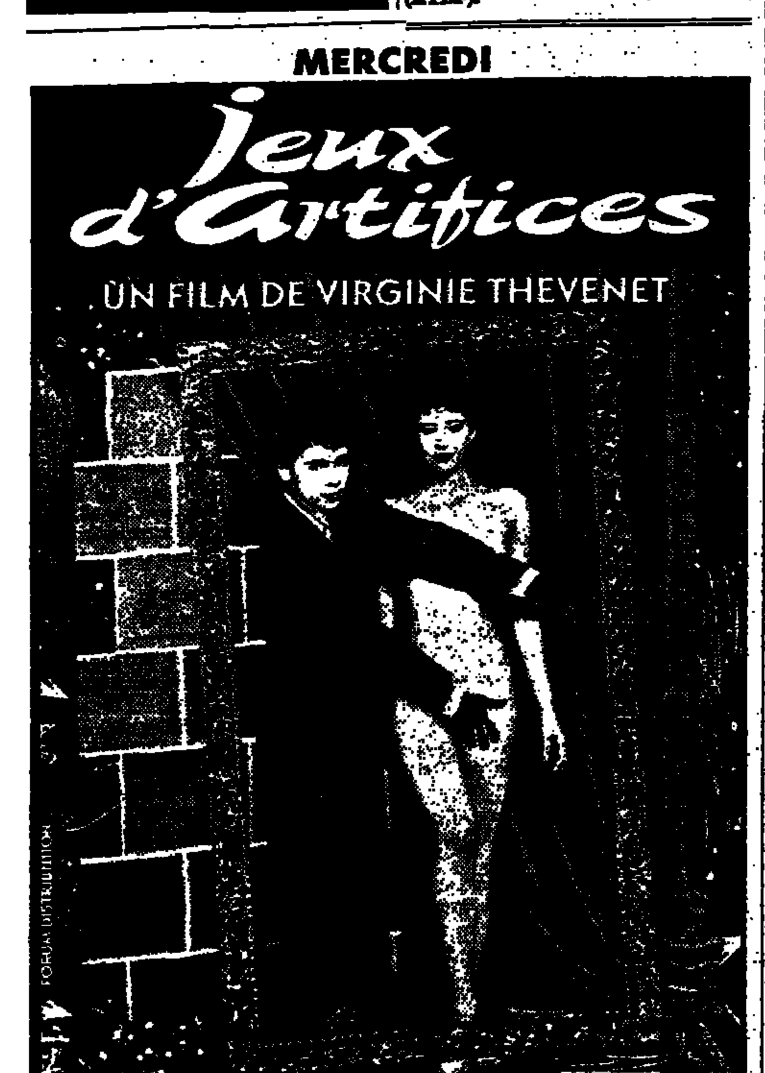
Trois jurys officiels ont réparti ce week-end à Beaubourg, chacun selon son humeur, la kyrielle de prix qui couronnent le cycle Cinéma du réel, une manifestation de plus en plus suivie, et même un peu débordée par son succès. Le Grand Prix absolu, décerné par un jury international que présidait Laura Betti, est revenu au long métrage *Agabat Jaber* (France), de l'Israélien Eyal Sivan. Les mêmes jurés ont également décerné un prix du Court Métrage au *Train du Sud*, d'Awad Choukry (Egypte).

Le prix des bibliothèques a distingué un autre film français, *Histoire d'un sort*, d'Ilan Flamer, dialogue sur les aléas de la médecine entre un psychiatre et un guérisseur traditionnel au Cameroun. Le prix Femis (notre école nationale de cinéma)-Aaton (les caméras de Jean-Pierre Beauviala) a récompensé une savoureuse pochade polonaise, *le Président*, d'Andrzej Fidyk.

Longtemps en lice pour le Grand Prix et finalement affublé d'une simple « mention spéciale », *Ex voto*, d'Erich Langjahr (Suisse), était probablement l'œuvre la plus aboutie et la plus personnelle du festival. Avec des moyens essentiellement visuels et sonores, loin de tout cinéma-vérité, par un vrai travail de mise en scène, le cinéaste parvient à raconter de manière très expressive le destin d'un petit coin de Suisse, le « Heimat » où il a grandi. Une photographie d'une qualité exceptionnelle, le jeu de l'interprète principale, admirablement dirigée (une grosse paysanne, force de la nature, force de vie tout court), un accompagnement musical original, contribuent à l'équilibre de l'ensemble et renouent avec la tradition du documentaire dans ce qu'elle a de plus vivant et de plus riche.

LOUIS MARCORELLES.







Spectacles

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

BARRIO CHINO Petit Odéon (43-25-70-03), 18 h 30.
MOI MOI ET MOI, Lucernaire (45-44-57-34), 21 h 15.
BEAU RIVAGE, Comédie de Paris (42-81-00-11), 20 h 30.
L'ECOLE DES BOUFFONS, Gémier (47-27-81-15), 20 h 30.
DIS-MOI BLAISE, Madeleine (42-05-67-09), 20 h 30.
A PIED, Théâtre 13, (45-88-16-30), 20 h 30.

HORS PARIS

LIMOGES. Bella, Marie, Tim et Harry vont à la mer, par le Théâtre de l'Ancre. Expression 7 (55-77-37-50) à 21 h.
VILLEURBANNE. George Dandin, de Molière, mise en scène de Roger Planchon avec Claude Brasseur, au TNP (78-84-70-74).

Les salles subventionnées

OPÉRA (47-42-57-50), à 19 h 30 : Don Carlo.
CHAILLOT (47-27-81-15), Récitations/Conversations, 20 h 30 : Lecture de pièce : *le Grain de clarté*, de Partap Sharma.
TEP (43-64-80-80), 20 h 30 : les Trois Sœurs.
BEAUBOURG (42-77-12-33). Café littéraire, 5e étage : 14 h + 17 h, Carrefour francophone ; à 18 h 30, L'art contemporain et la télévision ; 21 h, être pauvre en 1987 : culture et pauvreté ; Café littéraire : 18 h, Carrefour francophone ; Vidéo-information : à 16 h, Valentine, de J. Brüschweiler ; à 19 h, De la sainteté de J.-M. Berzosa ; Vidéo/Musiques à 18 h, Giselle, d'A. Adam ; à 19 h, Aida de Verdi.
THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS (42-61-19-83). Concerts : à 20 h 30 : Orchestre symphonique de l'Opéra national de Bruxelles, Sylvain Cambreling (direction), Martine Dupuy (mezzo-soprano) (Mozart) ; 18 h 30 : Giuseppe Di Stefano (ténor) ; Sylvia Valayre (soprano), Roberto Negri (piano) (Bellini, Mozart, Puccini) ; 20 h 30 : Orchestre de Bruxelles, S. Cambreling (Mozart).
THÉÂTRE DE LA VILLE (42-74-22-77) Théâtre de la Ville au Théâtre de l'escalier d'or : 20 h 45 : Couquie et Louki sont sur un bateau/D. Chalem.
CARRÉ SILVIA MONFORT (45-31-28-34), 20 h 30 : Britannicus, de Racine.

Les autres salles

COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11), 21 h : Beau Rivage.
DAUNOU (42-61-69-14), 20 h 30 : Y a-t-il un otage dans l'immeuble ?
GRAND EDGAR (43-20-90-09), 20 h 15 : Palier de crabes ; 22 h : la Drague.
GRAND HALL MONTORGUEIL (42-96-04-06) (D. soir), 20 h 45, dim. 18 h 30 : La diligence de l'Ouest avait perdu le nord.
HUCHETTE (43-26-38-99), 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; 20 h 30 : la Leçon ; 21 h 30 : Sports et divertissements.
LUCERNAIRE (45-44-57-34), I : 19 h 30 : Baudelaire ; 21 h 15 : Kou par Kou. – II : 20 h : Thérèse Desqueyroux ; 21 h 45 : On répète Bagatelle.
MADELEINE (42-05-67-09), 20 h 30 : Dis-moi Blaise.
MARAIS (42-78-03-53), 20 h 30 : la Comédie sans titre.
MICHODIÈRE (47-42-95-22), 20 h 30 : Double mixte.
PALAIS DES GLACES (46-07-49-93), 21 h : S. Joly.
PALAIS-ROYAL (42-97-59-81), 20 h 45 : l'Amuse-gueule. Rencontres : à 20 h 30.
RENAISSANCE (42-08-18-50), 21 h : Y a pas qu'Agatha.
ROSEAU-THÉÂTRE (42-71-30-20), 19 h, les jours pairs : Armandine.
SORBONNE. Amphithéâtre Richelieu (42-41-80-36), 21 h : Rapport à une académie.
TAI TH. D'ESSAI (42-78-10-79), 20 h 30 : Antigone ; 20 h 30 : Huis clos.
TH. D'EDGAR (43-22-11-02), 20 h 15 : les Babas cadres ; 22 h : Nous on fait où on nous dit de faire.
TH. DU ROND-POINT (42-56-60-70), Grande salle, 20 h : Richard de Gloucester.

Les cafés-théâtres

AU BEC FIN (42-96-29-35), 20 h 30 : En manches de chemise ; 22 h : Tous les plaisirs en un seul corps.
BLANCS-MANTEAUX (48-87-15-84), I. 20 h 15 : Areuh = MC2 ; 21 h 30 : les Démones Loulou ; 22 h 30 : Mais que fait la police ? – II. 20 h 15 : les Sacrés Monstres ; 22 h 30 : Last Lunch - Dernier Service.
CAFÉ D'EDGAR (43-20-85-11), I. 20 h 15 : *Tiens, voilà deux boudins* ; 21 h 30 : Mangeuses d'hommes ; 22 h 30 : Orties de secours. – II. 20 h 15 : P. Salvadori ; 21 h 30 : le Chromosome chatouilleux ; 22 h 30 : *Elles nous veulent toutes.*
CLUB DES POÈTES (47-05-06-03), 22 h : Humour et amour en poésie.
PETIT CASINO (42-78-36-50), 21 h : Les oies sont vaches ; 22 h 30 : Nous, on sème.

Les chansonniers

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-44-45), 21 h : l'Accroc-habitation.
DEUX-ANES (46-06-10-26), 21 h : Après la rose, c'est le bouquet.

Lundi 16 mars

Le music-hall

ESCALIER D'OR, voir Théâtres subventionnés.

La danse

(Voir aussi théâtres subventionnés.)
LUCERNAIRE (45-44-57-34), 18 h 30 : I. Scaccheri.

Jazz, pop, rock, folk

(Voir aussi th. subventionnés)

CHAPELLE DES LOMBARDS (43-57-24-24), 22 h 30 : Bonbon tropical.
ELYSEES-MONTMARTRE (42-52-25-15), 20 h : M. Clayl.
LA LOUISIANE (42-36-58-98) : Boozoo's Jazz Combo.
MAGNETIC TERRACE (42-36-26-44), 22 h : L. Hopkins.
NEW MORNING (45-23-51-41) : G. Harris.
PETIT JOURNAL SAINT-MICHEL (43-26-28-59) : Kangourou Swing.
LA PINTE (43-26-26-15) : B. Aznar.
TROTTOIRS DE BUENOS-AIRES (42-33-58-37), 22 h : Gomina.

Les concerts

Eglise Saint-Germain l'Auxerrois, 20 h 30 : Ensemble Hesperion 20, dir. : G. Savall (musique espagnole des 16e et 17e).
Salle Gaveau, 20 h 30 : V. Spivakov (Mozart, Chostakovitch, Tchaïkovski).
Eglise de la Trinité, 20 h 30 : Orchestre Colonne, ensemble vocal Audite nova (Liszt, Fauré).
Athénée, 20 h 30 : G. Janowitz.
Cité Internationale, Grand Théâtre, 20 h 30 : Ayawasca.
Théâtre Grévin, 20 h 30 : P. Cassard (Schubert, Liszt, Debussy).
Salle Cortot, 21 h : S. et O. Assad.
Comédie des Champs-Elysées, 20 h : M. Castets, A. Flammer, S. Gazeau, E. Balmas, D. Abramovitz (Enesco).
Fiap, 20 h 30 : M. Devillers (Bach, Vivaldi, Telemann...).
Café de la danse, 20 h 30 : La muse en circuit (Musseau).
Théâtre de la villa d'Alésia, 21 h : les Perses.

En région parisienne

ASNIÈRES, CC (47-90-63-12), 20 h 45 : la Taupe.
AUBERVILLIERS, Théâtre de la Commune (48-34-67-67), 20 h 30 : le Jeu de l'amour et du hasard.
NEUILLY, Théâtre (47-45-75-80), 20 h : les Femmes savantes.
SAINT-DENIS, Théâtre G.-Philipe (42-43-00-59), salle G.-Robard, 20 h 30 : Hamlet ; salle J.-M. Serreau, 20 h 30 : les Rescapés ; salle Le Terrier, 20 h 30 : The Dinner.

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (47-04-24-24)
LUNDI 16 MARS
20 h 30, En avant-première : Le thème, de G. Panfilov (séance réservée aux abonnés).

BEAUBOURG (42-78-35-57)
LUNDI 16 MARS
15 h, Professional soldier, de T. Garnett ; 17 h, The garden of Eden, de L. Milestone ; 19 h, Dix ans de cinéma français : Ma chérie, de C. Dubreuil.

Les exclusivités

LES ADIEUX A MATIORA (Sov., v.o.) : Épée de Bois, 5e (43-37-57-47) ; Cosmos, 6e (45-44-28-80).
A FOND LA FAC (A., v.o.) : Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; Mistral, 14e (45-39-52-43).
AFTER HOURS (A., v.o.) : Cinoches St-Germain, 6e (46-33-10-82), h.sp.
AJANTRIK (Ind., v.o.) : République Cinéma, 11e (48-05-51-33).
ASSOCIATION DE MALFAITEURS (Fr.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Rex, 2e (42-33-83-93) ; Impérial, 2e (47-42-72-52) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; Marignan, 8e (53-59-92-82) ; Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Nation, 12e (43-43-04-67) ; Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; Gaumont-Alésia, 14e (43-27-84-50) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Maillot, 17e (47-48-06-06) ; Pathé-Clichy, 18e (45-22-46-01).
ASTÉRIX CHEZ LES BRETONS (Fr.) : Saint-Ambroise, 11e (47-00-89-16) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).
AUTOUR DE MINUIT (Fr.-A., v.o.) : Cluny Palace, 5e (43-25-19-90).
LES BALISEURS DU DÉSERT (Tunisien, v.o.) : Utopia, 5e (43-26-84-65).
BASIL DÉTECTIVE PRIVÉ (A., v.f.) : Napoléon, 17e (42-67-63-42).
BEAU TEMPS MAIS ORAGEUX EN FIN DE JOURNÉE (Fr.) : Utopia, 5e (43-26-84-65).
BIRDY (A., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).
BLUE VELVET (A., v.o.) (*) : Forum Orient-Express, 1er (42-33-42-26) ; Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; Parnassiens, 14e (43-20-32-20).
BONS BAISERS DE LIVERPOOL (Ang., v.o.) : Luxembourg, 6e (46-33-97-77).
BRAZIL (Brit., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).
CHAMBRE AVEC VUE (Brit., v.o.) : 14-Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Cluny Palace, 5e (43-25-19-90) ; Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Montparnos, 14e (43-27-52-37).
CLUB DE RENCONTRES (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Colisée, 8e (43-59-29-46) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Français, 9e (47-70-33-88) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé-Clichy, 18e (45-22-46-01).
CHRONIQUE DES ÉVÉNEMENTS AMOUREUX (Pol., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (42-97-49-70) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Cluny Palace, 5e (43-25-19-90) ; 14-Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (43-59-04-67) ; 14-Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).
CROCODILE DUNDEE (Aust., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; Mayfair, 16e (45-25-27-06) ; v.f. : Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; Nation, 12e (43-43-04-67) ; Fauvette, 13e (43-31-60-74) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Montparnasse-Pathé, 14e (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Maillot, 17e (47-48-06-06) ; Secrétan, 19e (42-06-79-79).
DANS LES MONTAGNES SAUVAGES (Chin., v.o.) : 14-Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).
LE DÉCLIN DE L'EMPIRE AMÉRICAIN (Can.) : Ciné-Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; *Rotonde*, 6e (45-74-94-94) ; Pagode, 7e (47-05-12-15) ; UGC Champs-Elysées, 8e (45-62-20-40) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; *UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59)* ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; PLM Saint-Jacques, 14e (45-90-68-42) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79).
DOWN BY LAW (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (42-97-49-70) ; Saint-André-des-Arts, 6e (43-26-80-25) ; Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14).
DOUBLE MESSIEURS (Fr.) : Denfert, 14e (43-21-41-01), h. sp.
EMMANUELLE V (Fr.) (**) : George V, 8e (45-62-41-46) ; Arcades, 2e (42-33-54-58).
FAUBOURG SAINT-MARTIN (Fr.) : République Cinéma, 11e (48-05-51-33).
LA FEMME DE MA VIE (Fr.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; 7 Parnassiens, 14e (43-20-32-20).
FIEVEL ET LE NOUVEAU MONDE (A., v.f.) : Forum Orient-Express, 1er (42-33-42-26) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Images, 18e (45-22-47-94).
LES FUGITIFS (Fr.) : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Ambassade, 8e (43-59-19-08).
GARÇON SAUVE-TOI (Tch., v.o.) : Utopia, 5e (43-26-84-65).
GOTHIC (Brit., v.o.) (*) : Cinoches St-Germain, 6e (46-33-10-82).
HANNAH ET SES SŒURS (A., v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (46-34-25-52).
LES HÉRITIERS (Autr., v.o.) (**) : Forum Arc-en-Ciel, 1er (42-97-53-74) ; Studio de la Harpe, 5e (46-34-25-52) ; Triomphe, 8e (45-62-45-76) ; v.f. : Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00) ; Arcades, 2e (42-33-54-58).
L'HISTOIRE OFFICIELLE (Arg., v.o.) : Cluny-Palace, 5e (43-25-19-90) ; Denfert, 14e (43-21-41-01).
JEAN DE FLORETTE (Fr.) : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Lucernaire, 6e (45-44-57-34) ; Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02).
JUMPIN' JACK FLASH (A., v.f.) : Hollywood Boulevard, 9e (47-70-10-41).
LABYRINTHE (A., v.f.) : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31).
LA LÉGENDE DE LA FORTERESSE DE SOURAM (Sov., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).
LÉVY ET GOLIATH (Fr.) : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Hollywood Boulevard, 9e (47-70-10-41) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).28-42-27).
LE MAITRE DE GUERRE (A) : v.o. Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Action Rive Gauche, 5e (43-29-44-40) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; v.f. Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; La Bastille, 11e (43-42-16-80) ; UGC Gare de Lyon-Bastille, 12e (43-36-23-44) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Montparnasse-Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01) ; Gaumont Gambetta, 20e (46-36-10-96) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79).
MANON DES SOURCES (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-75-75).
MASQUES (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; 14-Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Français, 9e (47-70-33-88) ; 14-Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Gaumont-Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Gaumont-Convention, 15e (48-28-42-27) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79).
MAUVAIS SANG (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; 3 Balzac, 8e (45-61-10-60) ; 3 Luxembourg, 6e (46-33-97-77).
MÉLO (Fr.) : 14-Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; 14-Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83).
LA MESSE EST FINIE (It., v.o.) : *Racine Odéon*, 6e (43-26-19-68) ; 14-Juillet Parnasse, 14e (43-35-30-40).
LE MIRACULÉ (Fr.) : Forum 1er (42-97-53-74) ; 14-Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; George-V, 8e (45-62-41-46) ; Maxéville, 9e (47-70-72-86) ; Paramount-Opéra, 9e (47-42-56-31) ; 14-Juillet Bastille, 11e (45-57-90-81) ; UGC Gare de Lyon-Bastille, 11e (45-57-90-81) ; UGC Gare de Lyon-Bastille, 12e (43-43-01-59) ; 7-Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Convention St-Charles, 15e (45-79-33-00) ; Pathé-Clichy, 18e (45-22-46-01).
MISSION (A. v.o.) : *Elysées Lincoln*, 8e (43-59-36-14) ; v.f. : Lumière, 9e (42-46-49-07).
MOSQUITO COAST (A. v.o.) : Gaumont-Halles, 1er (42-97-49-70) ; Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; Publicis St-Germain, 6e (42-22-72-80) ; Ambassade, 8e (43-59-18-03) ; George-V, 8e (45-62-41-46) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; Gaumont-Parnasse, 14e (43-35-30-40). – V.f. : Paramount-Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Nations, 12e (43-43-04-67) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Gaumont-Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé-Clichy, 18e (45-22-46-01).
LA MOUCHE (A. v.o.) (*) : Ermitage, 8e (45-63-16-16).
MY BEAUTIFUL LAUNDRETTE (Brit., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).
NOIR ET BLANC (Fr.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).
NOLA DARLING N'EN FAIT QU'A SA TÊTE (A., v.o.) : Studio 43, 9e (47-70-63-40) ; République-Cinéma, 11e (48-05-51-33) ; Cinoches St-Germain, 6e (46-33-10-82).
LE NOM DE LA ROSE (Fr., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; George-V, 8e (45-61-41-46) ; 3 Parnassiens, 15e (43-20-30-19) ; V.f. : Français, 9e (47-70-33-88) ; Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; Montparnos, 14e (43-27-52-37).
OUT OF AFRICA (A., v.o.) : Publicis Matignon, 8e (43-59-31-97).
LE PASSAGE (Fr.) : Images, 8e (45-22-37-94).
PEGGY SUE S'EST MARIÉE (A., v.o.) : Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Templiers, 3e (42-72-87-30).
PROMESSE (Jap., v.o.) : St-Germain Huchette, 5e (46-33-63-20) ; 7 Parnassiens, 14e (43-20-32-20).
QUATRE AVENTURES DE RAINETTE ET MIRABELLE (Fr.) : Gaumont-Halles, 1er (40-26-12-12) ; Saint-Germain des Prés, 6e (42-22-87-23) ; Balzac, 8e (45-61-10-60) ; Parnassiens, 14e (43-20-32-20).
LE RAYON VERT (Fr.) : Parnassiens, 14e (43-20-30-19).
ROSA LUXEMBURG (All., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).
LA ROSE POURPRE DU CAIRE (A., v.o.) : Cinoches St-Germain, 6e (46-33-10-82) ; Châtelet-Victoria, 1er (42-36-12-83).
LA RUMBA (Fr.) : Normandie, 8e (45-63-16-16) ; Paramount-Opéra, 9e (47-42-56-31).
SABINE KLEIST, SEPT ANS (All., v.o.) : République-Cinéma, 11e (48-05-51-33).
LE SACRIFICE (Franco-Suéd., v.o.) : Bonaparte, 6e (43-26-12-12).
SLEEP WALK (A., v.o.) : St-André-des-Arts, 6e (43-26-80-25).
STAND BY ME (A., v.o.) : Ciné-Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Gaumont-Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-79-75-75). – V.f. : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44).
STRANGER THAN PARADISE (A., v.o.) : Utopia, 5e (43-26-84-65).
LE TEMPLE D'OR (A., v.o.) : Triomphe, 8e (45-62-45-76) ; v.f. : Hollywood Boulevard, 9e (47-70-10-41).
TÊTE DE TURC (All., v.o.) : St-André des Arts, 6e (43-26-48-18).
THÉRÈSE (Fr.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Ciné-Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Images, 18e (45-22-47-94).
37°2 LE MATIN (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (42-97-49-70) ; Saint-Michel, 5e (43-26-79-17) ; George-V, 8e (45-62-41-46) ; Bienvenüe-Montparnasse, 15e (45-44-25-02).
TROIS HOMMES ET UN COUFFIN (Fr.) : George-V, 8e (45-62-41-46).
VIENNE POUR MÉMOIRE (Trilogie) (Autr., v.o.) : St-Germain Studio, 5e (46-33-63-20).
WANDA'S CAFE (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (46-33-97-77).
WELCOME IN VIENNA (Autr., v.o.) : St-Germain Village, 5e (46-33-63-20).

Les grandes reprises

L'ANNÉE DU DRAGON (A., v.o.) : Châtelet Victoria, 1er (45-08-94-14) ; Grand-Pavois, 15e (45-54-46-85).
ARSENIC ET VIEILLES DENTELLES (A., v.o.) : Actions Ecoles, 5e (43-25-72-07).
L'AVVENTURA (It., v.o.) : St-Lambert, 15e (45.32.91.68).
BAMBI (A., v.f.) : Napoléon, 17e (42-67-63-42).
BARRY LYNDON (A., v.o.) : Templiers, 3e (42-72-94-56).
BLACK MIC MAC (Fr.) : Escurial 13e (47-07-28-04) : 3 Parnassiens 14e (43-20-30-19).
CENDRILLON (A., v.f.) : Napoléon, 17e (42-67-63-42).
DROLE DE DRAME (Fr.) : Ranelagh, 16e (42-88-64-44).
L'EMPIRE DES SENS (Jap., v.o.) (**) : Templiers 3e (42-72-94-56).
EXCALIBUR (A., v.o.) : Saint-Michel, 5e (43-26-79-17).
FREUD PASSION SECRÈTE (A., v.o.) : Studio 43, 9e (47-70-63-40).
GUÊPIER POUR TROIS ABEILLES (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).
HEAT (A., v.o.) : Ciné-Beaubourg (h. sp.) 3e (42-71-52-36).
HITLER, UNE CARRIÈRE (All., v.o.) : Studio 43, 9e (47-70-63-40).
HUSBANDS (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (46-33-97-77).
L'IMPORTANT C'EST D'AIMER (Fr.) : Saint-Ambroise (H. sp.), 11e (47-00-89-16).
L'IMPOSSIBLE M. BÉBÉ (A., v.o.) : Action Ecoles, 5e (43-25-72-07).
MARY POPPINS (A., v.o.) : Colisée, 8e (43-59-29-46). v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Gaumont-Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Gaumont-Parnasse, 14e (43-35-30-40).
MIDNIGHT EXPRESS (A., v.o.) (**) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).
MOSCOU NE CROIT PAS AUX LARMES (Sov., v.o.) : Triomphe, 8e (45-62-45-76).
L'OPINION PUBLIQUE (A., v.o.) : Action Christine Bis, 6e (43-29-11-30).
ORANGE MÉCANIQUE (A., v.o.) (*) : Châtelet Victoria, 1er (45-08-94-14) ; Studio Galande (H. sp.), 5e (43-54-72-71).
OTELLO (It., v.o.) : Vendôme, 2e (47-42-97-52).
OUR MOTHER'S HOUSE (Brit., v.o.) : Utopia, 5e (43-26-84-65).
PEAU D'ANE (Fr.) : Studio 43, 9e (47-70-63-40) ; Denfert, 14e (43-21-41-01).
PETER PAN (A., v.f.) : Napoléon, 17e (42-67-63-40).
LE PORTRAIT DE DORIAN GRAY (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30) ; Mac Mahon, 17e (43-80-24-81).
LE SALAIRE DE LA PEUR (A., v.o.) : Reflet Logos, 5e (43-54-42-34).
SI J'AVAIS UN MILLION (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).
VOYAGE AU BOUT DE L'ENFER (A., v.o.) (*) : Templiers, 3e (47-72-94-56).
ZAZIE DANS LE MÉTRO (Fr.) : République Cinéma, 11e (48-05-51-33).

LES FILMS NOUVEAUX

BLOODY BIRD (*). Film italo-français de Michele Soavi. V.o. : Forum Arc-en-Ciel, 1er (42-97-53-74) ; Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; Parnassiens, 14e (43-20-32-20). V.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Images, 18e (45-22-47-94) ; Secrétan, 19e (42-06-79-79) ; Lumière, 9e (42-46-49-07).
LA COULEUR DE L'ARGENT. Film américain de Martin Scorsese. V.o. : Gaumont-Halles, 1er (42-97-49-70) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; 14-Juillet-Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Gaumont-Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Maillot, 17e (47-48-06-06). V.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Nation, 12e (43-43-04-67) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Montparnasse-Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont-Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Pathé-Wepler, 18e (45-22-46-01).
CRIMES DU CŒUR. Film américain de Bruce Beresford. V.o. : Ciné-Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; 14-Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79). V.f. : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Maillot, 17e (47-48-06-06) ; Images, 18e (45-22-47-94).
LES EXPLOITS D'UN JEUNE DON JUAN. Film franco-italien de G. Mingozzi. Forum Orient-Express, 1er (42-33-42-26) ; George-V, 8e (45-62-41-46) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Maxéville, 9e (47-70-72-86) ; Lumière, 9e (42-96-49-07) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont-Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Gaumont-Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00).
EXTREMITIES (*). Film américain de Robert M. Young. V.o. : Forum Arc-en-Ciel, 1er (42-97-53-74) ; Saint-Germain Huchette, 5e (46-33-63-20) ; George-V, 8e (45-62-41-46). V.f. : Paramount-Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Bastille, 11e (43-42-16-80) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00) ; Pathé-Clichy, 18e (45-22-46-01).
FUEGOS. Film de Alfredo Arias. V.o. : Ciné-Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Latina, 4e (42-78-47-86) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40). V.f. : UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44).
LES LAURIERS DE LA GLOIRE. Film hollandais de Hans Scheepmaker. V.o. : Forum Orient-Express, 1er (42-33-42-26) ; Mercury, 8e (45-62-96-82) ; Colisée, 8e (43-59-29-36). V.f. : Paramount-Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Bastille, 11e (43-42-16-80) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Maxéville, 9e (47-70-72-86).
LA MAISON DE THE. Film chinois de Xie Tian. V.o. : Utopia, 5e (43-26-84-65).
SANS PITIE. Film américain de Richard Pearce. V.o. : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; George-V, 8e (45-62-41-46) ; Kinopanorama, 15e (43-06-50-50). V.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Français, 9e (47-70-33-88) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Montparnasse-Pathé, 14e (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé-Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Secrétan, 19e (42-06-79-79) ; Gaumont-Gambetta, 20e (46-36-10-96).
UN ADIEU PORTUGAIS. Film portugais de Joao Botelho. V.o. : Latina, 4e (42-78-47-86) ; Elysées-Lincoln, 8e (43-59-36-14) ; Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

PARIS EN VISITES

MERCREDI 18 MARS

« L'Opéra et son sous-sol », 15 heures, entrée (Ch. Merle).
« Rues et maisons du Moyen Age près de Saint-Séverin », 14 h 30, église Saint-Séverin (Paris pittoresque et insolite).
« Hôtels du Marais, place des Vosges », 14 h 30, métro Saint-Paul, sortie (Résurrection du passé).
« Les impressionnistes au musée d'Orsay », 13 h 15, 1, rue de Bellechasse (M. Pohyer).
« A Versailles, l'Hôtel de Madame du Barry », 14 h 20, 21, avenue de Paris (M. A. de Varax).
« Décor et meubles du consulat : l'hôtel de Bourienne », 14 h 30, 58, rue d'Hauteville (Arcus).
Exposition « Lumières du Nord », au Petit Palais, 15 heures, entrée avenue W. Churchill.
« *Les salons de l'ambassade d'Italie* », 15 h 30. Inscriptions : 45-26-26-77 (Paris et son histoire).
« *Comment vivaient les Parisiens, de la rue au salon* », 15 heures, musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (Approche de l'art).
« Les jardins du village de Saint-Germain-des-Prés, l'abbaye, les caves », 14 h 30, église Saint-Germain-des-Prés (Vieux Paris).

CONFÉRENCES

3, rue Rousselet, 19 heures : « L'Egypte pharaonique : Toll et Amarna » (Arcus).
Centre Chaillot-Galliéra, 28, avenue George-V, 15 heures : « 1848, les temps de révolutions. Nouvelle conception de l'art et de sa place dans la société ».
Amphithéâtre Descartes de la Sorbonne, 17, rue de la Sorbonne, 18 h 15 : « Média et catastrophes, l'anxiété médiatique vis-à-vis du nucléaire » (M. J.-M. Alby).
Domus Medica, 60, boulevard de Latour-Maubourg, 20 h 30 : « Les diverses écoles psychanalytiques » (M. Y. Diemal).
Maison de l'Europe, 35, rue des Francs-Bourgeois, 18 h 30 : « La Belgique d'aujourd'hui, histoire et devenir d'une mutation » (M. L. Outers, ancien ministre).

Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision, accompagnés d'articles de présentation, de jugements, d'illustrations et de la liste commentée de tous les films, sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-lundi. Les émissions signalées ci-dessous par un triangle noir sont celles qui ont fait l'objet d'un article dans le dernier supplément. Les carrés placés après le titre des films expriment notre appréciation : □ A éviter ■ On peut voir ■■ Ne pas manquer ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Lundi 16 mars

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

20.35 Cinéma : Péril en la demeure ■■■
Film français de Michel Deville (1984). Avec Nicole Garcia, Christophe Malavoy, Michel Piccoli, Anémone, Richard Bohringer.
Un jeune professeur donne des cours de guitare à la fille d'un couple bourgeois ; il devient l'amant de la maîtresse de maison, et très vite d'étranges événements, comme dans un film policier, se produisent. Résumer, c'est donner une fausse idée du talent, ironique et ludique, de Michel Deville. Jeu de faux-semblants entre les personnages, jeu de piste entre le narrateur et le spectateur, le film de Deville est une œuvre étrange, bourrée d'humour et de trouvailles stylistiques, mais aussi déroutante.

22.15 Documentaire : Chroniques de mars.
▶ De Serge Moati.
Regard sur une élection : mars 1986.

23.25 Journal.

23.45 Magazine : Première page.

DEUXIÈME CHAINE : A2

AVEC LA
LIGUE NATIONALE FRANÇAISE
CONTRE LE CANCER
SUR ANTENNE 2 A 20 H 30
LIGUONS-NOUS CONTRE
LE CANCER



20.30 Soirée cancer : Le rendez-vous de l'espoir.
Emission présentée par Gérard Holtz et Martine Allain-Regnault.
Invités : les professeurs Maurice Tubiana, Jean Bernard, Lucien Israël, Michel Boiron, Léon Schwarzenberg, Jean Dausset.

22.05 Documentaire : La croix et la bannière.
Série de quatre émissions de Denis Chegaray et Olivier Doat.
1re partie : L'Eglise de France vue à travers ses prêtres.

23.15 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

20.35 Cinéma : César et Rosalie ■■
Film français de Claude Sautet (1971). Avec Yves Montand, Romy Schneider, Sami Frey, Umberto Orsini, Bernard Lecoq.
César et Rosalie vivent ensemble, jusqu'à ce que la jeune femme retrouve un ami d'autrefois, David, et en tombe amoureuse. Mais qui aime vraiment qui, dans cette mascarade sentimentale ? En rajeunissant l'éternel trio amoureux, grâce à trois formidables interprètes, Sautet a sans doute réalisé l'un de ses films les plus enlevés ; une jolie comédie élégiaque, où le rire est toujours proche de l'émotion.

22.25 Journal.

22.55 Documentaire : La bataille de l'Atlantique.
De Michel Toutain.
1re émission d'une série de trois : L'âge d'or.

23.50 Archi-clips.

23.55 Prélude à la nuit.

CANAL PLUS

20.34 Jeu : Maxibouche. 20.35 Cinéma : Guerre et Passion ■ Film anglais de Peter Hyams (1979). Avec Harrison Ford, Lesley-Anne Down. **22.20 Flash d'informations. 22.25 Etoiles et buts. 22.55 Stock-car** (en différé de Bercy). **23.55 Basket professionnel américain. 1.25 Cinéma : les Bas de soie noire ■** Film français de Burd Tranbaree (1980). Avec C. Schwartz, G. Van Hove, E. Buret, R. Allan, D. Saint-Clair. **2.40 Série : Les monstres.**

LA 5

20.30 Cinéma : Meurtre au soleil ■ Film anglais de Guy Hamilton (1982). Avec Peter Ustinov, James Mason, Jane Birkin, Maggie Smith, Diana Rigg. *En vacances sur l'Adriatique, Hercule Poirot tente de résoudre le meurtre d'une star de cinéma.* **22.25 Série : Thriller.** Les aveugles ont des yeux. **23.40 Série : Mission impossible. 0.35 Série : Supercoptère. 1.30 Série : Jaimie. 2.20 Série : Star Trek.**

M 6

20.30 Cinéma : René la Canne ■ Film français de Francis Girod (1978). Avec Gérard Depardieu, Michel Piccoli, Sylvia Kristel. *Paris, 1942. Un célèbre truand rencontre dans un asile un policier indiscipliné qui, comme lui, simule la folie.* **22.15 Série : Clair de Lune. 23.15 Magazine : Club 6. 23.30 Flash d'informations. 23.35 Magazine : Club 6. 0.00 Flash d'informations. 0.05 Musique : 6 Nuit. 0.15 Flash d'informations. 0.20 Musique : 6 Nuit. 0.30 Flash d'informations. 0.35 Musique : 6 Nuit. 0.45 Flash d'informations. 0.50 Musique : 6 Nuit.**

FRANCE-CULTURE

20.30 Délire pour une femme presque seule, d'Yves Arrozi. **21.30 Musique : Latitudes.** Le Niger d'une rive à l'autre. **22.30 La nuit sur un plateau.** Spécial Yves Bonnefoy.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Renseignements sur Apollon. Concert (en direct de l'église Saint-Germain-l'Auxerrois) : musique espagnole des XVIe et XVIIe siècles, par l'ensemble Hesperion XX, dir. Jordi Savall ; à 23.08, les allumés du lyrique. **24.00 Nuits parallèles.** L'ivre des meslanges.

Mardi 17 mars

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

14.40 Feuilleton : Cœur de diamant.
15.15 Ravi de vous voir.
16.02 Série : Alfred Hitchcock présente...
16.30 Ravi de vous voir (suite).
17.00 Variétés : La chance aux chansons.
18.00 Feuilleton : Huit, ça suffit.
18.45 Jeu : La roue de la fortune.
19.10 Feuilleton : Santa-Barbara.
19.40 Cocoricocoboy.
20.00 Journal.
20.35 Feuilleton : Dallas.
21.25 Série : Chapeau melon et bottes de cuir.
22.20 Documentaire :
Voyage au bout de la piste.
▶ Une autre Ethiopie, de Jean-Claude Luyat.
23.15 Journal.
23.35 Magazine : C'est à lire.

DEUXIÈME CHAINE : A2

14.45 Magazine : Ligne directe.
15.40 Feuilleton : Rue Carnot.
16.10 C'est encore mieux l'après-midi.
17.35 Récré A2.
18.05 Feuilleton : Madame est servie.
18.30 Magazine : C'est la vie.
18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19.40 Le nouveau théâtre de Bouvard.
20.00 Journal.
20.30 Cinéma : l'Inspecteur Harry ■
Film américain de Don Siegel (1971). Avec Clint Eastwood, Harry Guardino, Reni Santoni, John Vernon.
L'inspecteur Harry, violent et solitaire, est le seul flic de San-Francisco capable d'arrêter un dangereux maniaque ; quand, faute de preuves, le tueur est relâché, Harry va lui-même rendre sa justice. L'un des films (premier d'une longue série) qui contribuèrent à faire d'Eastwood la star qu'il est aujourd'hui. Polar hyper-violent, on aime ou pas, mené avec efficacité, mais dont les arrière-plans moraux sont ambigus ; on peut préférer les films qu'Eastwood réalise lui-même.
22.05 Magazine : Cinéma-cinémas.
Bob Rafelson ; Don Siegel ; Marcello Mastroianni (sous réserve).
22.55 Série : Johnny Staccato.
23.25 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

14.00 Documentaire : L'encyclopédie audiovisuelle du cinéma.
14.30 Magazine : L'art en tête (rediff.).
15.00 Feuilleton : Un journaliste un peu trop voyant.
15.50 Les métiers d'avenir.
16.00 Documentaire : Les grandes villes.
17.00 Feuilleton : Demain l'amour.
17.57 Paroles de bêtes.
18.00 Feuilleton : Edgar, détective cambrioleur.
18.25 Paroles de bêtes.
18.30 Feuilleton : Flipper le dauphin.
19.00 Le 19-20 de l'information.
19.55 Dessin animé : Ulysse 31.
20.05 Jeux : La classe.
20.30 D'accord, pas d'accord.
20.35 Cinéma : Orca □
Film américain de Michael Anderson (1976). Avec Charlotte Rampling, Richard Harris, Bo Derek, Will Sampson, Robert Carradine.
Parce qu'un marin sans scrupule a capturé une femelle orque, le mâle cherche à se venger, et décime une expédition de biologistes.
22.10 Journal.
22.35 Télévision régionale.

CANAL PLUS

14.00 Cinéma : Guerre et passion ■ Film anglais de Peter Hyams (1979). Avec H. Ford, L.-A. Down. **16.05 Cinéma : A coups de crosse ■** Film franco-espagnol de Vincente Aranda (1983). Avec Bruno Cremer, Fanny Cottençon. **17.30 Série : Les monstres. 18.00 Flash d'informations. 18.05 Dessins animés. 18.15 Jeu : Les affaires sont les affaires. 18.40 Jeu : Maxibouche. 18.45 Top 50. 19.15 Zénith. 19.50 Flash d'informations. 19.55 Feuilleton : Objectif nul. 20.02 Jeu : Maxibouche. 20.05 Starquizz. 20.34 Jeu : Maxibouche. 20.35 Cinéma : Un fauteuil pour deux ■■** Film américain de John Landis (1983). Avec Dan Aykroyd, Eddie Murphy, Ralph Bellamy. **22.15 Flash d'informations. 22.25 Cinéma : Mon beau-frère a tué ma sœur ■** Film français de Jacques Rouffio (1986). Avec Michel Serrault, Michel Piccoli, Juliette Binoche. **0.00 Cinéma : la Femme aux chimères ■■** Film américain de Michael Curtiz (1949). Avec Kirk Douglas, Lauren Bacall, Doris Day (v.o.). **1.55 Document : French concession.**

LA 5

15.05 Série : Supercopter. 16.00 Série : Chips. 16.50 Dessin animé : Les Schtroumpfs. 17.15 Dessin animé : Princesse Sarah. 17.45 Série : Arnold et Willy. 18.15 Série : Jaimie. 19.05 Série : Happy Days. 19.35 Série : Mission impossible. 20.30 Cinéma : Driver ■ Film américain de Walter Hill (1978). Avec Bruce Dern, Isabelle Adjani, Ryan O'Neal, Ronee Blakeley. *L'inexorable duel que se livrent un détective et un « driver », celui qui est chargé, dans les hold-up, de conduire le véhicule qui servira à la fuite.* **22.05 Série : Thriller.** D'une pierre deux coups. **23.20 Série : Mission impossible. 0.15 Série : Supercopter. 1.05 Série : Jaimie. 2.00 Série : Star Trek.**

M 6

14.00 Feuilleton : L'homme de Picardie (10e épisode). **14.30 Henri Guillemin raconte...** Charles Péguy (2e partie). **15.00 A.M. Magazine.** Tourisme, santé, bricolage. **16.45 Jeu : Mégaventure. 17.30 Musique : Laser. 19.00 Série : La petite maison dans la prairie.** Le bel âge (1re partie). **19.30 Journal. 19.45 Série : La petite maison dans la prairie.** Le bel âge (2e partie). **20.20 Jeu : Le 20.20.20. 20.30 Cinéma : King Kong ■** Film américain de John Guillermin (1976). Avec Jeff Bridges, Charles Grodin, Jessica Lange, René Auberjonois. **22.45 Série : Brigade de nuit.** Feux croisés. **23.45 Magazine : Club 6. 0.00 Flash d'informations. 0.05 Musique : 6 Nuit. 0.15 Flash d'informations. 0.20 Musique : 6 Nuit. 0.30 Flash d'informations. 0.35 Musique : 6 Nuit. 0.45 Flash d'informations. 0.50 Musique : 6 Nuit.**

FRANCE-CULTURE

20.30 Le journal du corps. Folies : L'alcool pour toujours ; La mer, l'homme et leur santé : l'alimentation ; Dossier : Folies ; la psychiatrie, perspectives et bilans. **21.30 Les nouveaux mardis de la chanson.** Mélodie en filature. **22.30 Nuits magnétiques. 0.10 Du jour au lendemain.**

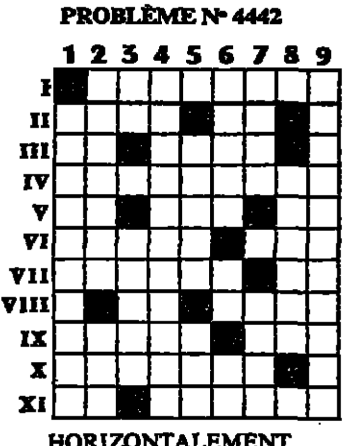
FRANCE-MUSIQUE

20.15 Musique ensembles : Carnaval, transcription de Ravel, pour harpe, cordes et timbales, de Schumann ; Cinq dits de J.-C. Renard de Bancquart ; Suite pour sept instruments en mi bémol majeur, op. 29, de Schoenberg ; Dawn Wo de Nunes, par le Trio à cordes de Paris et l'Ensemble 2e2m, dir. Paul Mefano ; Irène Jarsky, soprano ; à 22.30, L'univers non tempéré. **24.00 Les soirées de France-Musique.** Poissons d'or.

Informations « services »

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4442



HORIZONTALEMENT

I. Fait dans les ciseaux mais pas dans la dentelle. – II. Point à la ligne. Partie du pied. – III. Source de doux murmure. Un véritable gouffre. – IV. Avec profession mais sans domicile fixe. – V. Propos marseillais. Exclusivement réservé aux mineurs. Fleuve. – VI. Terre à pâturages. Un endroit pour « porter ». – VII. Fit un tour à l'aide d'un manège. Terme musical. – VIII. Mesure itinéraire. Ne se trouve que dans certains rayons. – IX. Bruits de « caisse ». Espèces roumaines. – X. Grave crise d'énergie. – XI. Préposition. Bien pensante.

VERTICALEMENT

1. Péché de gourmandise. – 2. Source d'une brûlure bienfaisante. Font passer le temps. – 3. Symbole chimique. Air renfermé. – 4. Transforment éventuellement un serin en fauve. – 5. Avoir une action néfaste. C'est la patronne. – 6. Fait toc. S'utilise à des heures matinales. Câble. – 7. Ville du Cameroun. Leur bois est recherché. – 8. Cause de renvoi. – 9. Fruit juteux.

Solution du problème n° 4441

Horizontalement

I. Handballeur. Ana. – II. Obérés. Ruades. – III. Retoucheuse. Ers. – IV. Li. Préau. Urfa. – V. Olt. R.N. Radin. Si. – VI. Glaces. Serin. – VII. Eéro. Eau. Effel. – VIII. Insultes. Ça. – IX. Fêtard. Avorton. – X. Goret. Roue. Mont. – XI. Rieur. In. Eros. – XII. Or. Rainette. Em. – XIII. Gel. Pô. Guet. Ria. – XIV. Eue. Aar. Aloès. – XV. Ecusson. Foie. Sa.

Verticalement

1. Horloger. Grogne. – 2. Abeille. Foire. – 3. Net. Tarière. Leu. – 4. Drop. Conteur. Us. – 5. Beurre. Satrapes. – 6. Ascenseur. Io. – 7. Ha ! Aldrin. An. – 8. Lieur. Ut. Onega. – 9. As. Eau. Turf. – 10. Ursidé. Svelte. – 11. Rue. Ire. Etai. – 12. Uniforme. Lé. – 13. Ader. Nf. Torero. – 14. Nerfs. Economies. – 15. Assaillants. Asa.

GUY BROUTY.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du dimanche 15 mars 1987 :

UN ARRÊTÉ

● Du 23 février 1987 portant affiliations au régime de la sécurité sociale des étudiants.

UNE DÉCISION

● Du 17 février 1987 complétant les décisions des 4 novembre 1983, 30 novembre 1984 et 14 mars 1986 fixant la liste des établissements publics habilités à assurer la préparation au brevet de technicien supérieur services informatiques par unités de contrôle capitalisables.

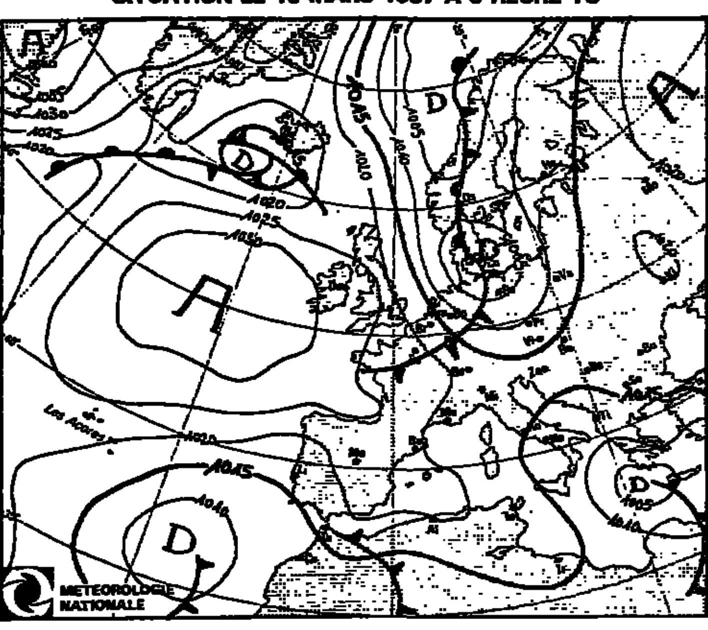
EN BREF

● **PARIS : dessine-moi une colombe.** – Dans le cadre de l'Année de la paix décidée par l'ONU, des milliers de dessins ont été réalisés en France par des enfants. Ces dessins, la Croix-Rouge française, l'association Créer demain-Chamarande et la Nef musiq compagnie en ont fait un spectacle : *Voyage au cœur de la paix,* féerie audiovisuelle et musicale présentée du 20 mars au 26 avril à bord de la *Nef-Musiq,* vaisseau spatial installé au premier étage de la tour Eiffel. Après une présentation de leur habitacle par les navigateurs de la *Nef-Musiq,* et leurs robots lumières, le voyage commence. Première étape : « La paix s'oppose à la violence » ; par-delà les guerres et les bombes, comment reconstruire la paix. Deuxième étape : « La paix au quotidien », en famille, dans les rapports avec les autres. Troisième étape : « La paix et la nature » ; loup et agneau, chien et chat s'entendent. La conclusion est, bien sûr, « L'entente universelle », tous drapeaux confondus. Les enfants rêvent même de « paix cosmique ».

★ Tous les jours, de 11 heures à 21 heures. Gratuit pour les visiteurs de la tour Eiffel. Animation gratuite en semaine pour les groupes d'enfants. Tél. : 60-82-24-54.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 16 MARS 1987 A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 18 MARS A 0 HEURE TU

Evolution probable du temps en France entre le lundi 16 mars à 0 heure et le mardi 17 mars à 24 heures.

Dans les prochaines heures on assistera à l'installation des hautes pressions sur le proche océan et à l'arrivée d'une dépression sur les îles Britanniques. Un vent de nord-ouest humide et frais va se maintenir poussant vers la France une perturbation peu active dans un premier temps.

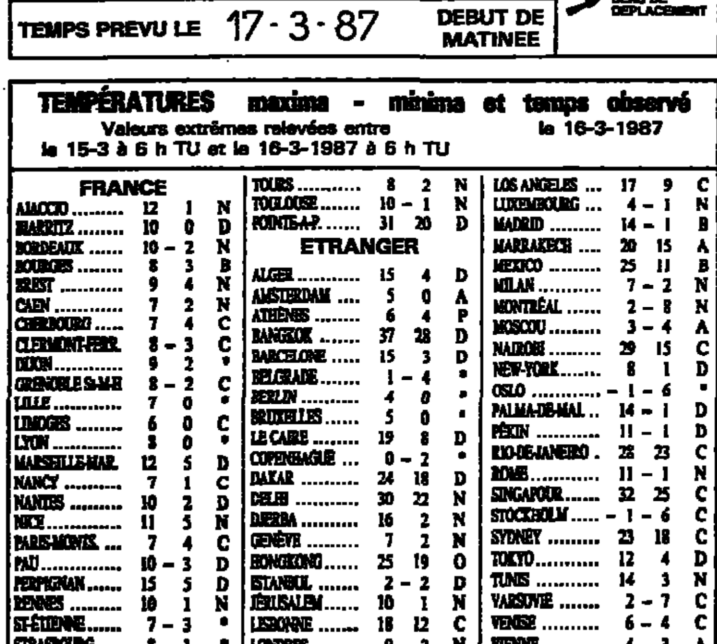
Mardi : dans l'ensemble le temps sera nuageux. Le matin, des côtes de la Manche aux frontières du nord-est, ciel très nuageux avec de faibles pluies éparses et, localement, près des frontières belges quelques flocons de neige et un petit risque de verglas.

Sur les Alpes ciel également nuageux avec des chutes de neige résiduelles. De la côte atlantique aux régions de l'Est, un voile de nuages ne laissera qu'une petite place aux éclaircies. Du Midi-Pyrénées à la Méditerranée, les éclaircies seront plus belles. Le mistral soufflera encore à près de 50 km/h. Dans la journée le temps deviendra très nuageux sauf sur le Midi méditerranéen où le ciel sera variable avec des éclaircies et des rafales de vent.

Seules les régions de la moitié Nord-Ouest auront des petites pluies éparses ou quelques flocons de neige près du relief.

Les températures minimales seront entre 0 et 2 degrés sur la majeure partie du pays localement. – 1 degré dans l'Est et 3 à 5 degrés sur le Nord-Ouest.

Dans l'après-midi il fera 4 à 6 degrés *sur la moitié nord-ouest et 8 à 13 degrés* de la côte atlantique aux abords de la Méditerranée.



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé
Valeurs extrêmes relevées entre le 15-3 à 6 h TU et le 16-3-1987 à 6 h TU — le 16-3-1987

FRANCE											
AJACCIO	12	1	N	TOURS	8	2	N	LOS ANGELES	17	9	C
BIARRITZ	10	0	D	TOULOUSE	10	– 1	N	LUXEMBOURG	4	– 1	N
BORDEAUX	10	– 2	N	POINTE-A-P.	31	20	D	MADRID	14	– 1	B
BOURGES	8	3	B	**ETRANGER**				MARRAKECH	20	15	A
BREST	9	4	N	ALGER	15	4	D	MEXICO	25	11	B
CAEN	7	2	N	AMSTERDAM	5	0	A	MILAN	7	– 2	N
CHERBOURG	7	4	C	ATHÈNES	6	4	P	MONTRÉAL	2	– 8	N
CLERMONT-FERR.	8	– 3	C	BANGKOK	37	28	D	MOSCOU	3	– 4	A
DIJON	9	2	*	BARCELONE	15	3	D	NAIROBI	29	15	C
GRENOBLE St-M-H	8	– 2	C	BELGRADE	1	– 4	*	NEW-YORK	8	1	D
LILLE	7	0	*	BERLIN	4	0	*	OSLO	– 1	– 6	*
LIMOGES	6	0	C	BRUXELLES	5	0	*	PALMA-DE-MAL.	14	– 1	D
LYON	8	0	*	LE CAIRE	19	8	D	PÉKIN	11	– 1	D
MARSEILLE-MAR.	12	5	D	COPENHAGUE	0	– 2	*	RIO-DE-JANEIRO	28	23	C
NANCY	7	1	C	DAKAR	24	18	D	ROME	11	– 1	N
NANTES	10	2	D	DELHI	30	22	N	SINGAPOUR	32	25	C
NICE	11	5	N	DJERBA	16	2	N	STOCKHOLM	– 1	– 6	C
PARIS-MONTS.	7	4	C	GENÈVE	7	2	N	SYDNEY	23	18	C
PAU	10	– 3	D	HONGKONG	25	19	O	TOKYO	12	4	D
PERPIGNAN	15	5	D	ISTANBUL	2	– 2	D	TUNIS	14	3	N
RENNES	10	1	N	JÉRUSALEM	10	1	N	VARSOVIE	2	– 7	C
ST-ÉTIENNE	7	– 3	*	LISBONNE	18	12	C	VENISE	6	– 4	C
STRASBOURG	8	1	*	LONDRES	9	2	N	VIENNE	4	– 3	A

A	B	C	D	N	O	P	T	*
averse	brume	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige

★ TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

Le Carnet du Monde

Naissances

– Geneviève et Sami HARARI

ont la joie d'annoncer la naissance de

Élise

le 9 mars 1987.

51, place Saint-Dominique,
83210 La Farlède.

– Sylvie LEVEAU OZANNE

a la joie de faire part de la naissance de ses petits-fils

Guillaume KUNTZ,

2 janvier 1986,

Alexandre KUNTZ,

9 mars 1987,

chez Carole et Thierry,

Nicolas CORDIER,

8 décembre 1986,

chez Corinne et Alain.

Décès

– Les familles Albert, Aymes, Marche

ont la douleur de faire part du décès de

M. Henri ALBERT,

proviseur honoraire,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre du Mérite,
commandeur des Palmes académiques,
médaille de la Résistance,

survenu à Paris, le 14 mars 1987, dans sa quatre-vingt-septième année.

La cérémonie religieuse aura lieu le mardi 17 mars, à 14 heures, en l'église de l'Immaculée-Conception, 34, rue du Rendez-Vous, Paris-12e.

– La comtesse
Albert Costa de Beauregard,
son épouse,
Anne-Clémence, Charles-Henri, Oriane et François-Louis,
ses enfants,
La comtesse
Paul Costa de Beauregard,
sa mère,
Le comte et la comtesse
Henri de Neuville,
ses beaux-parents,

ont la douleur de faire part du décès du

**Comte Albert
COSTA de BEAUREGARD,**
ingénieur en chef au corps des Mines,

survenu le 12 mars 1987.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 18 mars, à 10 h 30, en l'église Saint-Pierre de Chaillot, 35, avenue Marceau, Paris-16e.

Une bénédiction aura lieu en l'église de Lessard-et-Le Chêne (Calvados), suivie de l'inhumation dans le caveau de famille.

(*Le Monde* du 14 mars.)

– Georges Denizeau,
ministre plénipotentiaire,
Ses enfants et petits-enfants
ont la douleur de faire part du décès de

Simone DENIZEAU,
née Martinon,

survenu le 9 mars 1987.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.

43, avenue Port-Royal-des-Champs,
78320 Le Mesnil-Saint-Denis.

– Mme Pierre Gravé,
son épouse,
M. et Mme Francis Van Kote
et leurs enfants,
M. Jacques Gravé,
ses enfants et petits-enfants,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Pierre GRAVÉ

survenu le 11 mars 1987, à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

L'incinération aura lieu le mercredi 18 mars, à 14 h 15, au crématorium de Valenton, dans l'intimité familiale.

44, rue de Meaux,
77390 Guignes.
94, rue Broca,
75013 Paris.
21, rue Paul-Vaillant-Couturier,
95100 Argenteuil.

– Mme Gérard,
M. et Mme Louis Gérard,
leurs enfants et petits-enfants,
Le général et Mme Goupy,
leurs enfants et petits-enfants,
M. et Mme Charles Gérard,
leurs enfants et petits-enfants,
Le capitaine de vaisseau et Mme Joseph Gérard,
leurs enfants et petits-enfants,
M. et Mme Jean-Pierre Bruggeman,
leurs enfants et petits-enfants,
Mlle Marie-Roselyne Gérard,
M. et Mme Jean-Marie Gérard
et leurs enfants,
M. et Mme Paul-Marie Gérard
et leurs enfants,
M. et Mme Michel Gérard
ont la douleur de faire part du rappel à Dieu de

M. Pierre GÉRARD,
ingénieur ETP,
croix de guerre 1939-1945,

survenu le 12 mars 1987, à l'âge de soixante-huit ans.

L'inhumation aura lieu dans l'intimité.

Une messe sera célébrée à son intention le 4 avril, à 15 heures, en l'église Notre-Dame-du-Rosaire de Saint-Maur-des-Fossés.

81, avenue Foch,
94100 Saint-Maur-des-Fossés.

– M. Gustave Hassan,
Mme Andrée Jacovich,
M. Jean Hassan,
M. Gilles Hassan,

ont la douleur de faire part du décès de leur épouse et mère,

Anna HASSAN,
née Bensoussan,

survenu le 4 mars 1987, à Montpellier.

– Mme Fahim Ladkany
Et ses enfants,
Les familles Ladkany, Franc, Zakhour, Chouaki et Angeli,
ont la douleur de faire part du décès de

Fahim LADKANY,
docteur vétérinaire,
diplômé de l'Ecole vétérinaire
de Maisons-Alfort,
licencié ès lettres Sorbonne
(philosophie),
ancien directeur
des services vétérinaires à Damas,

survenu le 11 mars 1987, dans sa soixante-sixième année.

La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu à 11250 Verzeille (Aude).

Cet avis tient lieu de faire-part.

– François et Anne-Marie Lavagne,
Pierre et Christel Lavagne,
Claire et Carlos Gonzales Peña,
Bernard Lavagne,
Christine et Emmanuel Tesson,
Michel et Sylviane Lavagne,
Agnès et Bernard Lemoine,
ses enfants,

Pauline et Benoît, Raphaël et Thomas, Jaime, Diego, Jorge et Natalia, Philippe, Olivier et Laure, Bertrand et Thibaud,
ses petits-enfants

Ainsi que toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès, le 14 février 1987, de

M. André LAVAGNE,
conseiller d'Etat honoraire,
commandeur de la Légion d'honneur,
commandeur de l'ordre
de saint Grégoire-le-Grand.

Ses obsèques auront lieu le jeudi 19 mars, à 14 heures, en l'église Saint-Sulpice.

– Les médecins
Et tout le personnel du service de gynécologie-obstétrique du CMC Foch, à Suresnes,

ont la grande tristesse de faire part du décès du

professeur Jean LEVY,
leur ancien « patron »,

survenu le 12 mars 1987.

CMC Foch,
92151 Suresnes.

– Mme André Nouailhetas,
M. et Mme Nouailhetas,
M. Charles-Louis Nouailhetas,
ont la douleur de faire part du décès subit de

Vincent NOUAILHETAS,

survenu le 2 mars 1987.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.

31, avenue Raymond-Poincaré,
75116 Paris.
Le Buisson Luzas,
41800 Salbris.

– Draveil, Melun, Saint-Dié, Paris, Los Angeles.

Mme Marie-Louise Orlic,
sa mère,
M. Nicolas Van Tieghem
et ses filles,
M. Pierre Van Tieghem,
ses fils et petites-filles,
Mme Suzanne Van Tieghem,
M. et Mme Daniel Orlic-Sarky,
M. et Mme Zoran Orlic,
sa sœur, ses frères et belles-sœurs,
Florence Dauman,
Maria, Zlatko, Ylka, Jovan Orlic,
ses nièces et neveux,

ont la douleur de faire part du décès accidentel, survenu à Upaix (Hautes-Alpes), de

Olivier VAN TIEGHEM,

le 13 mars 1987, à l'âge de cinquante-quatre ans.

Erratum

– Dans l'avis paru le 13, daté 14 mars, annonçant le décès de

Jean LEVY,

survenu le 12 mars 1987,

il été omis l'adresse de la famille :

27, Grande-Rue Horbourg-Wihr,
68000 Colmar.

Anniversaires

– 16 mars 1967.

Il y a vingt ans disparaissait

Michel BRUGUIER,
avocat à la cour.

Une pensée est demandée à tous ceux qui l'ont connu, estimé et aimé.

– Pour le premier anniversaire de la disparition de

Florence GUIGUI,

le 16 mars 1986.

Merci à ceux qui auront eu une pensée pour elle.

– **JEAN MORVAN,**

Vous qui l'avez connu, apprécié, aimé, ayez une pensée pour lui en ce jour de douloureux anniversaire.

Avis de messes

– M. Victor Desprez,
président,
M. Roland Petit-Pigeard,
directeur général du groupe CGLV-SICASOV (Caisse de gestion des licences végétales, SICA des obtenteurs de variétés végétales, Société financière de participation),
Les membres des conseils d'administration et l'ensemble des personnels,

vous prient d'assister ou de vous unir d'intention à la messe qui sera célébrée le vendredi 27 mars 1987, à 11 heures, en l'église Saint-Germain-l'Auxerrois, 2, place du Louvre, Paris-1er, à l'intention de

M. André de VILMORIN
officier de la Légion d'honneur,
commandeur
de l'ordre national du Mérite,
commandeur du Mérite agricole,

président de la CGLV,
administrateur
du groupe CGLV-SICASOV,
membre d'honneur
du Syndicat des producteurs
de semences sélectionnées (SPSS),
président d'honneur
de la Fédération internationale
des semences (FIS),
président d'honneur
de la Confédération nationale
du commerce
des céréales de semences, maïs
et des graines de betteraves à sucre,
président d'honneur
de la Fédération nationale
des produits du sol,
engrais et produits connexes,

rappelé à Dieu le 23 février 1987.

– M. Victor Desprez,
président du GNIS (Groupement national interprofessionnel des semences, graines et plants),
Ainsi que les membres du comité central,
La direction,
Et l'ensemble des personnels,

vous prient d'assister ou de vous unir d'intention à la messe qui sera célébrée le vendredi 27 mars 1987, à 11 heures, en l'église Saint-Germain-l'Auxerrois, 2, place du Louvre, Paris-1er, à l'intention de

M. André de VILMORIN
officier de la Légion d'honneur,
commandeur
de l'ordre national du Mérite,
commandeur du Mérite agricole,

président d'honneur du GNIS,

rappelé à Dieu le 23 février 1987.

– M. Jean-Marie Crochet,
président du groupe Limagrain,
M. André Constant,
président de la société Vilmorin-Andrieux,
Les membres du conseil d'administration,
Le directeur général
Et l'ensemble des personnels,

vous prient d'assister ou de vous unir d'intention à la messe qui sera célébrée le vendredi 27 mars 1987, à 11 heures, en l'église Saint-Germain-l'Auxerrois, 2, place du Louvre, Paris-1er, à l'intention de

M. André de VILMORIN
officier de la Légion d'honneur,
commandeur
de l'ordre national du Mérite,
commandeur du Mérite agricole,

directeur général (1947-1962),

rappelé à Dieu le 23 février 1987.

Messes anniversaires

– Pour le quatorzième anniversaire de la mort de

Roland DORGELÈS,

une messe sera célébrée à sa mémoire et à celle des

**Ecrivains combattants
de toutes les guerres,**

le mercredi 18 mars 1987, à 11 heures, par les RP Michel Riquet S.-J., à l'église Saint-Pierre de Montmartre, 2, rue du Mont-Cenis, 75018 Paris.

Soutenances de thèses

– Université Paris-I, mardi 17 mars, à 16 h 30, salle 107, M. Michalis I. Riginos : « Salaires et pouvoir d'achat en Grèce (1909-1936). Industrie et artisanat ».

– Université Paris-III, mardi 17 mars, à 10 heures, salle Bourjac, M. Juan Pulido Tabares : « Les luttes urbaines à Caracas. Le cas de la Pastore ».

Université Paris-V, mardi 17 mars, à 14 h 30, salle 224, Mme Dana Castro (née Meron) : « Signes de fonctionnement narcissique dans la schizophrénie au test de Rorschach ».

LOTO n° 10 — TIRAGE DU SAMEDI 14 MARS 1987

2 6 29 37 40 48 — 30

6 bons n°	3 201 090,00 F
5 bons n° + complémentaire	71 675,00 F
5 bons n°	6 485,00 F
4 bons n°	165,00 F
3 bons n°	11,00 F
	22,00 F



	Equipe 1	Equipe 2	1	N	2
1	NICE	TOULOUSE	1	N	[X]
2	NANTES	MONACO	1	[X]	2
3	RENNES	LE HAVRE	1	N	[X]
4	BORDEAUX	SOCHAUX	[X]	N	2
5	BREST	LAVAL	1	N	[X]
6	ST-ÉTIENNE	AUXERRE	1	[X]	2
7	METZ	NANCY	[X]	N	2
8	R.C. PARIS	PARIS-S.G.	1	N	[X]
9	LILLE	LENS	1	N	[X]
10	TOULON	MARSEILLE	1	[X]	2
11	GUINGAMP	ANGERS	[X]	N	2
12	LA ROCHE/YON	ORLÉANS	1	N	[X]
13	NIORT	QUIMPER	[X]	N	2
14	AJACCIO	NIMES	1	[X]	2
15	ALES	ISTRES	[X]	N	2
16	BASTIA	MONTPELLIER	1	[X]	2

Tirage des "7 Numéros de la Chance" du Dimanche 15 Mars 1987 : 1 3 5 8 10 15 16

هكذا من الاصل

CAMPAGNE NATIONALE CONTRE LE CANCER



Avec l'**ARC**
(Association pour la Recherche sur le Cancer)
relevons le défi
du Pr L. Schwarzenberg :

«Tout faire pour parvenir en l'an 2000 à une amélioration de 50 % des résultats obtenus aujourd'hui dans la guérison du cancer.»

Tous les foyers français ont reçu aujourd'hui ce **numéro spécial de Fondamental.**

Ils peuvent participer avec l'ARC à la création du **Premier Centre de recherche appliquée au dépistage du cancer.**

Si vous n'avez pas reçu ce Numéro spécial vous pouvez nous aider en renvoyant le bulletin ci-contre.

ASSOCIATION POUR LA RECHERCHE SUR LE CANCER
reconnue d'utilité publique. Décret du 10/11/1966
BP 300 – 94803 Villejuif cedex

☐ Je désire recevoir le Numéro spécial

☐ Je fais un don de :
- soutien : 60 F ou plus
- solidarité : 120 F ou plus
- associé : 200 F ou plus
- bienfaiteur : 500 F ou plus

☐ Je m'abonne aussi à Fondamental.
le trimestriel de l'ARC. 4 numéros .... 40 F.

soit la somme de __________ à l'ordre de L'ARC.

Nom, Prénom ....

Adresse ....

Ville ....

Code postal

Chaque versement fait l'objet d'un reçu qui permet de déduire votre don de vos revenus imposables.

571



Venez faire grandir Uniciels ◆

Jean-Pierre SERVANT, vous étiez directeur de grands projets à SEMA•METRA, vous avez accepté de devenir Directeur Général d'Uniciels, pourquoi ?

JPS : Uniciels est l'enfant du CRÉDIT AGRICOLE et de SEMA•METRA, issu du mariage de la connaissance bancaire et de l'expertise informatique. Pour moi, assister cette naissance et amener Uniciels à l'état adulte, ne peut que m'enthousiasmer.

– Robert REYNAUD, vous étiez spécialiste des techniques avancées au CRÉDIT AGRICOLE, quelle est votre mission à Uniciels ?

RR : En tant que directeur technique, je suis le tuteur d'Uniciels, je veillerai à l'intégration des technologies de pointe : monétique, vidéotex, carte à mémoire, systèmes experts, SIAD... dans les grands projets nationaux et internationaux d'informatique bancaire et financière.

– Et vous ? Vous avez de 3 à 10 ans d'expérience de conception et de réalisation de systèmes d'information pour la gestion. Si vous ne maîtrisez pas totalement nos méthodes et outils nous vous formerons.

Pourquoi ne pas rejoindre Jean-Pierre SERVANT et Robert REYNAUD au sein d'une jeune équipe. Des responsabilités sont à prendre. Venez contribuer à la révolution bancaire des années 90.

Merci de leur adresser votre dossier de candidature sous référence LM/JPS à *UNICIELS* - 3/7, rue Lejeune - 92126 Montrouge

UniCielS



THOMSON CUIVRE,

par son avance technologique se place en tête des fabricants européens de fils de cuivre émaillés et tréfilés.
C'est un contexte performant tant par les moyens mis en œuvre que par des hommes mobilisés autour de la qualité des produits et du service client que nous proposons à notre responsable

GESTION COMMERCIALE
Administration des Ventes

Rattaché au Directeur Commercial de l'une de nos lignes de produits, vous prendrez en charge le service ADV-France et superviserez une petite équipe. En collaboration étroite avec le service commercial et la production, vous redéfinirez nos procédures et principes de fonctionnement.
Mais surtout, vous instaurerez un nouveau type de relations administratives, dynamiques et efficaces, avec nos clients. Dans ce but, vous vous appuyerez sur toutes les ressources de notre outil informatique ainsi que sur une rigoureuse exigence vis-à-vis de la qualité de votre service.

Diplômé Sup de Co ou équivalent, intéressé par les produits techniques, vous justifiez d'environ 3 ans d'expérience dans un domaine similaire. Bonne connaissance de l'anglais nécessaire.
Première affectation Courbevoie.

De larges perspectives d'évolution seront offertes au candidat à fort potentiel que nous recherchons.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf.91584/LM à la Direction du Personnel - THOMSON CUIVRE - BP 30 - 02301 CHAUNY.

THOMSON INDUSTRIES

HAVAS CONTACT

LE PERSONNEL, L'ORGANISATION, L'INFORMATIQUE...

Nous sommes 10 000 personnes, notre C.A. : 7,9 milliards de francs, nous voulons améliorer dans la fonction personnel nos "courroies de transmissions". C'est pourquoi nous créons le poste de

RESPONSABLE DU DEPARTEMENT ADMINISTRATION

La trentaine décidée, sociable, imaginative, une formation supérieure, votre première expérience vous a introduit impérativement dans l'administratif du personnel relié à l'informatique ; vous désirez gravir un nouvel échelon...

Dépendant du Directeur des relations humaines du groupe, vous serez notre "consultant interne", en matière de paye et d'administration du personnel, formaliserez les besoins, saurez anticiper, réaliserez les études demandées, accomplirez les missions d'organisation...

Merci, si vous vous sentez concerné par ce poste charnière, d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence 87302 à notre Conseil Madame Claude FAVEREAU qui vous garantit réponse et confidentialité.



56, avenue de Suffren,
75015 PARIS



JEUNES DIPLOMES
COMMERCE - GESTION - SCIENTIFIQUE

Dix années d'expérience du frêt express de domicile à domicile nous permettent de desservir aujourd'hui 26.000 communes du territoire national en moins de 24 heures. Cette performance quotidienne exige une organisation rigoureuse et des moyens parfaitement adaptés. Dans le cadre de notre développement, nous recherchons de jeunes cadres qui, après une période de formation, se verront confier les responsabilités de :

CHEFS DE CENTRE - PROVINCE - (Réf. C.C.)

Débutants ou première expérience. Hommes de terrain chargés du développement commercial et de l'exploitation des nouveaux centres.

ATTACHES D'EXPLOITATION PARIS et PROVINCE - (Réf. A.E.)

Débutants ou première expérience. Chargés du suivi quotidien et de la bonne marche d'un centre de frêt express. Ils auront pour mission de *seconder le chef de centre.*

Pour ces postes évolutifs, nous souhaitons rencontrer des candidats de valeur qui sauront prouver leur volonté de réussir.

Adresser lettre manuscrite + CV + photo + prétentions (en précisant la référence du poste choisi) à **T.A.T. EXPRESS** Service du Personnel - B.P. 0237 - 37002 TOURS Cedex.

Directeur de l'organisation et de l'informatique

Dolisos

N° 2 *français des laboratoires pharmaceutiques homéopathiques*, avec 1 000 personnes et 300 millions de Francs de CA, nous poursuivrons notre développement, notamment à l'export (sept filiales) *et créons le poste de* Directeur de l'Organisation et de l'Informatique. Rattaché au Directeur général, ce collaborateur est responsable de la conception et de la mise en œuvre du plan informatique pour le siège et l'ensemble des sites ; il élabore les procédures d'organisation administrative et de bureautique et suit leur mise en place ; enfin, il supervise le service méthodes avec un objectif d'amélioration permanente de la productivité. Il encadre 13 personnes dont neuf cadres, détermine et gère les budgets de fonctionnement et d'investissement.
Ce poste convient à un diplômé d'enseignement supérieur (école d'ingénieur ou de gestion) ayant eu une première expérience de trois ans comme conseil en organisation ou de chef de projet informatique dans une entreprise, possédant une réelle expertise de la gestion informatique appliquée à une entité industrielle et commerciale, *mais capable d'avoir en plus une approche d'organisateur sur l'ensemble des structures.* Le poste est basé à **Paris**, au siège, mais nécessite des déplacements dans nos succursales et filiales.
Si cette proposition vous intéresse, *nous vous demandons d'adresser votre candidature sous référence 691.87 M,* à notre conseil - 61, bd Haussmann - 75008 PARIS.



Chantal Baudron.s.a.

MEMBRE DE SYNTEC

DIPLÔMÉ DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR



2 à 5 ans d'expérience

Acheter et vendre du matériel informatique à *l'étranger; anticiper les besoins des utilisateurs, nos* clients pour y pourvoir au mieux et au plus vite ; *bref, réaliser l'adéquation optimale entre les offres* et les demandes; c'est la mission spéciale que nous vous confions.
Vous vous dites rapide et efficace ? à tout moment vous le prouvez, les téléphones sonnent, les telex crépitent...
En contact permanent avec vos confrères européens (brokers comme vous), vous parlez «fluently» l'anglais.
Vous vous sentez une âme de négociant. Très organisé et responsable, vous l'êtes nécessairement.
Ne jamais se laisser dépasser par les évènements : *telle est votre devise.*
Jouez... et vous gagnerez... beaucoup :
500.000 F + / an.

Vous connaissez peut-être le matériel IBM.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo, sous référence 87-1 à COMPUTEL Catherine Daguet - 9, rue de Téhéran - 75008 PARIS.

computel

Jonction

HEC, ESSEC, ESCP, Sc. Po...
Débutez dans l'audit interne

Important **GROUPE FINANCIER** privé, nous occupons l'un des tout premiers rangs dans notre activité.

Notre département AUDIT recherche un jeune AUDITEUR, débutant ou ayant une première expérience *d'1 à 2 années au plus.*

Vous serez intégré dans une petite équipe très conviviale et formé à nos techniques et méthodes.
Vous interviendrez ensuite sur des missions très variées d'audit opérationnel et informatique touchant à l'ensemble des activités de notre groupe.

Vous trouverez, dans notre groupe très performant, une structure souple vous permettant d'exprimer *au mieux vos qualités* et des perspectives d'évolution très motivantes.

Merci d'adresser votre candidature s/réf 7032 à notre Conseil SENANQUE - *62,* avenue de Wagram - 75017 PARIS.

Sénanque

CREDIT CHIMIQUE

BANQUE NATIONALE
recherche pour son
DEPARTEMENT IMMOBILIER (Crédits Promoteurs)

EXPLOITANT

Responsable du secteur
FRANCE NORD (y compris Région Parisienne)

Conviendrait à candidat (e) de formation supérieure et pouvant faire état d'une *expérience confirmée dans l'immobilier.*

Adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions, sous réf. 228-M au :
CREDIT CHIMIQUE - D.R.S.H. 20, rue Treilhard, 75008 Paris.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE DISTRIBUTION
recherche, pour renforcer son service AUDIT, des

AUDITEURS INTERNES
(Réf. 03324)

Mission :
- Contrôler le respect des procédures et de gestion dans nos filiales de distribution.

Profil :
- *Jeunes diplômés DECS ou équivalent.*
- Une *expérience* de 2 ou 3 années serait appréciée.
- Disponible et motivé.

Le poste est basé à PARIS 15e

POSSIBILITÉS D'ÉVOLUTION



Envoyer lettre, CV, photo, à :
UNM, Service CRC,
av. Georges-Boillot,
91310 LINAS-MONTLHÉRY.

BANQUE PRIVÉE
Paris 8e
recherche

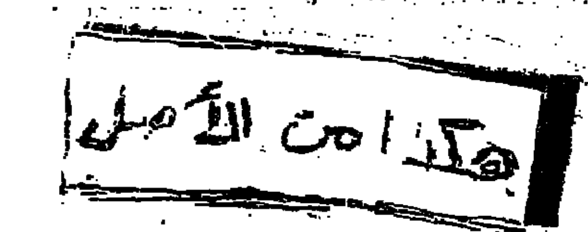
EXPLOITANT H/F

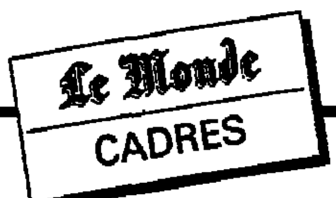
Clientèle de particuliers

Classe VI, VII

pour prendre en charge la gestion et le développement d'un portefeuille haut de gamme.
De formation supérieure, vous bénéficiez aujourd'hui d'une expérience de plusieurs années de la fonction auprès d'une clientèle de haut niveau qui vous a familiarisé avec la gestion des Titres et des opérations de Bourse.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo sous réf. 2316 à PLAIN CHAMPS, 37, rue Froidevaux, 75014 PARIS, qui transmettra.





NATHAN INTERNATIONAL

une Société du Groupe
CEP COMMUNICATION
recherche un

Directeur de Zone Export pour l'Afrique

Fonctions :
- Promotion et diffusion de livres et matériels éducatifs,
- Actions suivies auprès des organismes officiels, établissements scolaires et librairies,
- Contribution à la recherche de produits nouveaux.

Profil :
- Diplôme enseignement supérieur,
- Expérience de la vie à l'étranger souhaitée,
- Forte motivation pour la pédagogie,
- Sens commercial,
- Anglais souhaité.

Conditions :
- Poste basé à Paris - déplacements fréquents,
- Plusieurs mois de formation assurés,
- Rémunération motivante.

Adressez rapidement votre dossier (CV + salaire actuel) à notre Conseil, à l'attention de Catherine ROIZOT, sous référence M 156.

LEVI-TOURNAY/ASSCOM

ornicar 34, Bd. Haussmann 75009 Paris

Un important cabinet de Conseils Juridiques et Fiscaux, implanté en province, recherche des

JEUNES JURISTES EN DROIT DES AFFAIRES

Formation minimum souhaitée : Maîtrise en droit des affaires avec de solides connaissances en fiscalité et comptabilité.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et photo sous réf. 40744 à : HAVAS CONTACT, 1, place du Palais Royal 75001 PARIS, qui transmettra.

HAUTE-SAVOIE

Importante Société Agro-Alimentaire leader sur ses Marchés

Recherche dans le cadre de son expansion son

CADRE DIVERSIFICATION

- *Au sein de notre cellule Recherche et Développement*, où sont décidées les orientations de notre politique de Diversification, vous aurez à élaborer nos "produits de demain", et à gérer leur lancement industriel.
- Homme de terrain, âgé de 30 ans environ, de formation Bac + 2, vous êtes un spécialiste en sciences des Aliments et disposez d'une première expérience réussie soit à un poste similaire soit en production.

Votre connaissance des contraintes de la Distribution moderne et/ou des impératifs des collectivités sera un atout supplémentaire.

Merci d'adresser C.V. détaillé, photo, lettre manuscrite et prétentions à : T.D.L. - BP 136 - 74004 ANNECY CEDEX

LE DÉPARTEMENT DU VAL-DE-MARNE

RECRUTE
POUR SON SERVICE CULTUREL

UN CADRE A :
CONSEILLER CULTUREL A LA MUSIQUE

- Compétences culturelles et musicales.
- Bonnes relations avec les professionnels de la musique.
- Expérience d'organisation de manifestations musicales.

UN CADRE B :
RÉGISSEUR D'EXPOSITIONS

- Solide expérience en matière d'organisation d'expositions ou d'événements socio-culturels divers.
- Esprit d'initiative - Dynamisme.
- Grand sens pratique.

Transmettre les candidatures, accompagnées d'un curriculum vitae, d'une photographie d'identité et de deux enveloppes timbrées portant nom et adresse à :
HOTEL DU DÉPARTEMENT DU VAL-DE-MARNE
Direction du Personnel Départemental
1er Bureau - Recrutement
Avenue du Général-de-Gaulle, 94000 CRÉTEIL.
Tél. : 48-99-94-00, poste 24.83.
AU PLUS TARD LE 3 AVRIL 1987.

Jeune manager
Vous dirigez un centre de profits
commencez chez nous par en diriger quatre

Nous sommes un groupe privé français de 10.000 personnes, leader européen dans notre activité. Notre management est décentralisé : nous avons 40 centres de profits en France, de tailles diverses, et nous en aurons d'autres...

Nous vous proposons d'animer quatre d'entre eux et de participer à nos actions de développement. Pour réussir dans ce poste, il est nécessaire :
- d'être diplômé d'une Grande Ecole d'ingénieur ou de gestion (ECP, Mines, AM, HEC, ESSEC...),
- d'avoir 8 à 10 ans d'expérience professionnelle, dont quelques années comme responsable d'un centre de profits ou d'une PME. Il serait bon que vous ayiez déjà géré un CA d'environ 50 millions car nous vous confierons au départ un CA de 150 millions,
- de témoigner de réelles qualités de gestionnaire et d'animateur et, également, de qualités de négociateur d'affaires.

Notre groupe est performant et sait proposer des carrières à des candidats performants.
Pendant quelques années, votre premier poste sera basé à Lille.

Ecrire sous réf. TA 343 AM
Discrétion absolue

PUBLIPANEL

Membre de Syntec
71, rue d'Auteuil 75016 Paris
etap

OBJECTIF :
"DOUBLER LA PRODUCTION EN DEUX ANS"
UN PROJET AMBITIEUX POUR UN INGENIEUR PASSIONNE

PME, filiale d'un groupe international de forte notoriété, réalisant des sous-ensembles (tôlerie, mécanique) recherche un Jeune Ingénieur pour prendre en charge ce projet :
- études, achats et mise en place d'investissements importants (+ de 10 millions de francs),
- rationalisation des postes de travail.

Il sera rattaché au Responsable de production et utilisera les moyens internes déjà en place.

Ingénieur diplômé (AM, ENSI, INSA...) vous occupez depuis trois ans environ des fonctions méthodes, industrialisation, mise en place d'investissements, si possible dans le domaine de la tôlerie ; nous vous offrons la possibilité de valoriser vos capacités de concepteur et d'organisateur de production.
Au-delà, opportunités d'evolution dans le groupe.
Poste à 40 km sud Paris.

Ecrire sous réf. SL 342 AM
Discrétion absolue

PUBLIPANEL

Membre de Syntec
71, rue d'Auteuil 75016 Paris
etap

Responsable du système d'information

Une importante société spécialisée dans les matières plastiques haut de gamme (CA 500 millions - 3 usines - 15 agences ou dépôts France et étranger) rattachée à un grand groupe industriel, recherche son Responsable du Système d'Information.

Il sera chargé :
- d'élaborer le plan informatique,
- d'assurer le développement des applications et d'exploitation,
- d'assister les utilisateurs en matière d'informatique mais aussi de bureautique et de moyens de communication.

Il animera une équipe d'une dizaine de personnes et travaillera sur du matériel Bull DPS 4 et DPS 7.

Ce poste conviendrait à un candidat diplômé d'une grande école (d'ingénieur ou de gestion) ayant 3 à 5 ans d'expérience soit comme chef de service informatique, soit comme chef de projet.
Réelles perspectives d'évolution de fonctions et de carrière dans la société ou le groupe. **Poste dans l'Eure.**

Ecrire sous réf. RY 341 AM
Discrétion absolue

PUBLIPANEL

Membre de Syntec
71, rue d'Auteuil 75016 Paris
etap

Société prestataire de services publics (techniques), structurée en centres d'exploitations régionaux et filiale d'un puissant groupe recherche

• Ingénieur électricien - électronicien

Au sein d'une équipe pluridisciplinaire, il aura la responsabilité d'études techniques, de supervision des équipes de travaux et d'entretien. Il assurera également la gestion des affaires et les relations avec les collectivités locales.
Ingénieur diplômé (option électricité, électrotechnique), il possédera une première expérience de 3 ans environ dans le domaine études et travaux. Une *formation complémentaire en gestion serait appréciée.*
Poste à pourvoir : sud-ouest de la France. **réf. B. 1400 M**

• Responsable d'agence (centre de profit)

Cette agence, spécialisée dans les travaux d'électricité (maintenance, travaux neufs réseaux...) pour le compte de l'E.D.F., des collectivités et des entreprises privées recherche son "patron".
Sa mission consistera à gérer, animer et développer ce centre de profit (12 personnes environ).
Agé au minimum de 30 ans, il possédera une dizaine d'années d'expérience dans le même domaine, fera preuve de capacités techniques et commerciales certaines pour réussir dans une activité très concurrentielle.
Poste à pourvoir : sud de la France. **réf. B. 1405 M**

Ecrire en précisant la référence.
Discrétion absolue

PUBLIPANEL

Membre de Syntec
71, rue d'Auteuil 75016 Paris


PVC
Ingénieur
recherche et développement

Une importante société française, réalisant des produits industriels dans le domaine de la transformation des matières plastiques, recherche un Ingénieur pour l'intégrer à son centre de recherches.

Collaborateur direct du Responsable de ce centre, il se verra confier des responsabilités de mise au point de produits, d'assistance technique aux usines, de liaisons avec des licenciés...
Ce poste, qui implique créativité, réalisme et bonnes capacités de contact, conviendrait à un ingénieur chimiste, ayant acquis, soit par formation, soit par expérience, de bonnes connaissances dans les PVC (formulation et rhéologie).

Réelles possibilités d'évolution de carrière.
Connaissance de l'anglais nécessaire.
Poste : ville centre France.

Ecrire sous réf. OV 339 AM
Discrétion absolue

PUBLIPANEL

Membre de Syntec
71, rue d'Auteuil 75016 Paris
etap

ELECTRONIQUE

Une société française, leader dans la maintenance d'appareillages et systèmes de mesure, filiale d'un grand groupe, offre une situation évolutive à un cadre dynamique, compétent et autonome.

Chef d'agence Grenoble

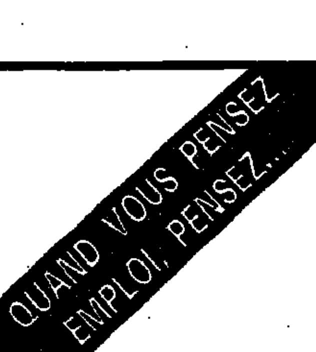
Diplômé d'une école d'ingénieur, il aura de solides connaissances électroniques et une expérience d'environ 10 ans acquise dans des fonctions techniques ou commerciales et impliquant l'animation de techniciens dans la maintenance et l'après-vente. Il témoignera de qualités marquées de gestionnaire et de sens commercial.
Connaissance de l'anglais souhaitable.

La société assure à ses collaborateurs une formation permanente de haut niveau leur permettant d'être à la pointe de la technique.

Ecrire sous réf. NY 273 CM
Discrétion absolue

PUBLIPANEL

Membre de Syntec
71, rue d'Auteuil 75016 Paris
etap

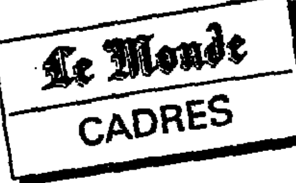


Le Monde : premier titre national pour l'emploi des cadres

Secteurs de pointe :

LA RUBRIQUE DES INGÉNIEURS QUI BOUGENT

Rendez-vous le mardi 17 daté 18 mars.



DIGITAL EQUIPMENT FRANCE, filiale du leader mondial en informatique de réseaux
propose dans son service juridique un poste de

Juriste confirmé

De formation DES, vous êtes généraliste et avez acquis une expérience d'au moins 5 ans en entreprise ou en cabinet spécialisé dans le droit des affaires. Vous êtes capable de traiter avec des responsables de haut niveau dans des secteurs variés (administration, université, industrie...) et vous parlez l'anglais couramment.

Vous participerez notamment à l'élaboration et à la mise en vigueur des contrats commerciaux et devrez résoudre des problèmes *juridiques de toute nature. Vous collaborerez étroitement avec les* équipes de direction française et européenne.

Merci d'adresser C.V., lettre manuscrite à Anne CHEVALLIER, sous réf. MON360, DIGITAL EQUIPMENT FRANCE, 2, rue Gaston Crémieux 91004 EVRY CEDEX.

Digital : un choix de société

digital

Responsable de Personnel

inmac Filiale Française d'une Sté américaine, nous commercialisons par téléphone et à l'aide d'un catalogue, toute une gamme de produits et périphériques pour l'informatique.

Nos succès, notre très forte croissance nous amènent à créer le poste de Responsable de l'Administration et de la Gestion du Personnel. En liaison avec notre Directeur des Relations Humaines Européennes, basé en Angleterre, il aura pour mission de gérer notre politique de personnel France.

Ses fonctions couvrent essentiellement : • le recrutement de nos futurs collaborateurs, en effet, notre expansion est forte et passe par la qualité de nos équipes. • la formation de notre personnel, et donc les contacts avec tous les organismes intéressés. • l'administration et la gestion proprement dite de notre effectif (60 pers. actuellement).

Ce poste s'adresse à un jeune Responsable du Personnel ayant une première expérience *similaire dans une Sté anglaise ou américaine*, capable à la fois d'enthousiasme et de rigueur.

Il sera l'interlocuteur privilégié de nos cadres dirigeants *et doit donc* être un homme de conseil doublé d'un habile négociateur.

Sa rémunération devrait se situer aux alentours de 250 000 F annuels. Nous tiendrons compte de l'expérience des candidats rencontrés. Le poste est basé à Roissy Villepinte.

Si vous avez du tonus, de la solidité et de l'ambition, adressez votre *CV* + photo à notre Conseil : Mina UGUEN, YELLOW'S, 70 rue de Ponthieu 75008 *PARIS*.

yellow's Division de CLM Partners.



PICARDIE

Amiens

Grâce au dynamisme et à l'esprit d'innovation de notre petite équipe, nous avons obtenu sur plusieurs années un taux de croissance élevé. Afin de poursuivre ce développement, nous souhaitons coopter un

Directeur Commercial *(Réf. 3201)*

très expérimenté dans les techniques financières appliquées aux entreprises.
Rattaché au Directeur Général, il aura la responsabilité du développement commercial de notre SDR, animera une équipe d'attachés commerciaux de haut niveau, qu'il fera bénéficier de sa compétence lors de négociations difficiles, supervisera le suivi des dossiers et contrôlera les procédures.

Directeur de Développement Produits *(Réf. 3202)*

ayant acquis **une solide expérience juridico-financière.**
Rattaché au Directeur Général, il étudiera le marché des produits financiers destinés aux entreprises pour proposer et mettre au point de nouveaux montages. Il assistera l'équipe commerciale dans les négociations de longue durée, particulièrement lors de prises de participation en fonds propres.

Ecrivez à notre Conseil :
Maryse PERCHE vous remercie de lui envoyer votre lettre manuscrite + CV, photo et rémunération actuelle en indiquant la référence choisie.



65 Avenue Kléber 75116 PARIS.

MEMBRE DE SYNTEC

Paris - Lille - Lyon - Strasbourg

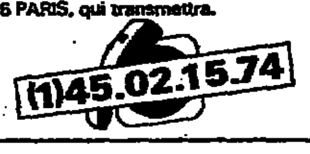


A 32 ans environ, après une formation type *Maîtrise de Gestion, Sciences Eco...*, complétée par la connaissance *de la gestion du personnel sur informatique*, vous souhaitez valoriser votre *expérience de 5 ans acquise dans un* domaine similaire.

Nous vous offrons aujourd'hui l'opportunité de prouver vos excellentes capacités créative et imaginative, votre goût de la rédaction et votre sens de l'encadrement en intégrant la Fonction Personnel de notre Banque jeune et dynamique, la CASDEN Banque Populaire. L'enrichissement et l'évolution de votre mission *initiale* (mise en place d'un marketing social moderne et des outils prévisionnels de la gestion du personnel, participation à des études spécialisées) seront essentiellement *fonction* de l'implication dont vous ferez preuve *et de votre potentiel*.

Un coup de fil vaut mieux qu'un long C.V. ! Contactez les collaboratrices d'ALLO-CARRIERES au (1) 45.02.15.74. Elles vous informeront et vous conseilleront rapidement et en toute discrétion (du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h - Précisez la réf. 511).

Si vous ne pouvez pas téléphoner, *adressez votre dossier de candidature*, sous la référence 511/LM, à ALLO-CARRIERES - 71, *avenue Victor-Hugo* - 75116 PARIS, qui transmettra.



MEDIA PA

NOTRE ASSISTANT(E) DE FORMATION = ORGANISER + FORMER + ANIMER

GFI, une des premières SSII françaises, de dimension internationale - 470 millions F. de CA en 1986, 1000 personnes - recherche pour la Direction des Ressources Humaines, son Assistant(e) de Formation.

Disposant d'un budget important (8 % de la masse salariale), votre mission consiste, pour les jeunes diplômés qui nous rejoignent et pour les salariés de l'entreprise, à :

- participer à l'organisation, au suivi et à l'évaluation des stages ainsi qu'à l'élaboration du plan de formation.
- Etablir, à l'aide d'un logiciel de gestion de personnel, le bilan formation.

Vos performances vous permettront d'évoluer vers **des responsabilités plus larges.**

Vous avez un niveau *Bac + 4*, de bonnes connaissances *en informatique et l'expérience de la formation dans cet environnement.*

Vous êtes dynamique, méthodique et faites preuve de qualités relationnelles.

Si pour vous la formation englobe naturellement Organisation et Animation, adressez votre dossier de candidature (lettre + CV + photo) sous réf. AF à Vincent BEUGNET, Responsable du Recrutement,
GFI-SCICON - 4, avenue Pablo Picasso - 92024 NANTERRE Cedex.



" GFI, toujours un pas plus loin "

REGION NORD ± 300.000 F

Notre usine (200 personnes) appartient à une Société Française ayant des implantations et des filiales à l'étranger.
Notre production dans le domaine de la chimie minérale bénéficie d'une bonne pénétration sur le marché.

Souhaitant renforcer notre potentiel, nous recherchons un ingénieur confirmé pour créer le poste de :

RESPONSABLE

Sa mission sera double :
- Assister le Directeur d'Usine dans la mise en place d'une gestion rigoureuse des *activités* techniques (*études, investissements*, entretien, *sécurité*), assurer l'encadrement, l'organisation et la *coordination du département* (45 personnes).
- Prendre en charge l'optimisation et la modernisation du site.

A environ 40 ans, ingénieur de formation électromécanique, vous avez été confronté dans votre expérience d'encadrement en milieu industriel (minimum 10 ans) aux réalités de la **production** *et aux* impératifs de rigueur de **l'entretien.**

Vous souhaitez maintenant valoriser vos acquis dans une fonction largement autonome vous ouvrant des perspectives d'évolution. Si tel est votre projet, merci d'adresser votre C.V. *détaillé* à notre Conseil, *Martine MARTEL*, sous référence 87068.

MEDIA PA



20, place Salvador Allende
59650 VILLENEUVE D'ASCQ.

Lille Paris Nantes Strasbourg Lyon Marseille



Devanlay, aujourd'hui l'un des leaders du textile-habillement est un groupe constitué d'une *fédération d'entreprises*, chacune fonctionnant comme un centre de profit autonome. Nous recherchons aujourd'hui le **Contrôleur de Gestion du Groupe.**

A 28-30 ans, vous êtes *diplômé* d'une école supérieure de commerce (option finances/compta), un DECS serait un atout supplémentaire. Vous justifiez d'une expérience professionnelle de 3 à 5 ans, en contrôle de gestion ou en audit interne, de préférence dans le secteur industriel. La *pratique courante de l'anglais* et de bonnes notions d'allemand sont néces*saires*.

Conseiller, contrôler, animer, *harmoniser* et dynamiser la fonction contrôle de gestion *tels* sont les aspects essentiels de votre mission.

Vos atouts : autonomie, capacité d'adaptation, un esprit de synthèse et de grandes qualités relationnelles.

Un coup de fil vaut mieux qu'un long C.V. Contactez les Collaboratrices d'ALLO-CARRIERES au 45.02.15.74. Elles vous informeront et vous conseilleront rapide*ment et en toute discrétion* (du lundi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h *Précisez la réf. 512*).



MEDIA PA

ISA

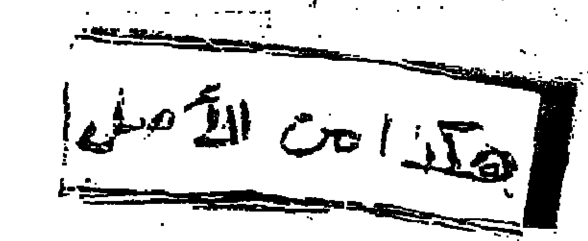
L'institut de sélection animale

Entreprise leader de génétique avicole au niveau mondial étoffe son équipe de recherche et recrute un

Chercheur

Le candidat, âgé de 30 ans au plus, est diplômé de l'Enseignement Supérieur (Grandes Ecoles, *PhD* ou équivalent) dans le domaine de la zootechnie et de la génétique quantitative.
Le poste basé près de Rennes offre des possibilités d'évolution intéressantes à un candidat qui saura faire preuve de rigueur scientifique, couplée à un sens aigu de l'observation des animaux, et possédant une bonne capacité d'organisation et l'aptitude au travail en équipe.
Une parfaite maîtrise de l'anglais est indispensable (lu, parlé, écrit).
Toutes les *candidatures* seront traitées confidentiellement et doivent être adressées avec Curriculum vitae, photo et lettre manuscrite au Chef du Personnel - Monsieur GIRARD - Institut de Sélection Animale - La Bruyère-le Foeil - 22800 QUINTIN.

MEDIA PA





Ingénieurs chantiers... pour la liberté d'action

Autonomie : autonome, vous le serez dès votre arrivée : le temps de passer un casque et vous voilà sur nos chantiers : plus de 8 000 en France, de quoi satisfaire toutes vos ambitions.
Initiative : vous aborderez dès les premiers jours les techniques routières, vous vous familiariserez avec le matériel, la mise en œuvre de nos produits. Vous apprendrez à encadrer et motiver vos équipes.
Responsabilité : rapidement vous découvrirez la gestion : résultats, amortissements, valeur ajoutée... et affinerez votre sens des affaires vous prendrez en charge les relations commerciales avec vos clients et fournisseurs et décrocherez vos premiers marchés.
Liberté d'action : une réalité au sein de notre groupe : vous prendrez très vite des responsabilités élargies dans nos filiales France ou à l'intérieur de nos délégations étrangères.
Nous sommes présents dans près de 40 pays.
Notre poids : 19 000 personnes et 8 Milliards de C.A.
Merci d'adresser votre dossier de candidature sous la réf. LM25 à :



Service Recrutement Formation
39, rue du Colisée - 75008 PARIS



Directeur

Cette association a fondé et gère des établissements de réadaptation pour handicapés physiques. Elle cherche le Directeur d'un Centre situé en province (+ de 100 lits). Ce directeur doit développer un climat de confiance et de chaleur humaine permettant à chacun de vivre dans les meilleures conditions, et coordonner l'action des chefs de service pour maintenir l'efficacité et la bonne gestion du Centre. Ce poste intéresse un Directeur expérimenté dans le domaine de l'animation et de la gestion des hommes, capable d'apporter de la joie de vivre aux accidentés et infirmes, par sa personnalité généreuse et rayonnante.

Merci d'adresser lettre man. et CV détaillé sous réf. 23753/M à M. J. FOURNIAT Sélé-CEGOS Tour Chenonceaux 92516 BOULOGNE Cédex.

Membre de Syntec

sélé CEGOS



dans le cadre de son expansion recherche pour son Agence

du PUY

CHARGE DE CLIENTELE *HF*

Il devra être diplômé d'Etudes Supérieures (ESC ou équivalent, ITB ou CESB), et avoir une expérience de l'action commerciale et des études de crédit de 3 à 5 ans.

Il sera spécialement chargé de promouvoir les produits du Groupe et de développer ses clientèles (Coopératives, Groupements d'Entreprises, Associations et Mutuelles).

La responsabilité de ce poste implique une excellente capacité d'analyse financière et le sens des contacts.

Envoyer C.V., photo, lettre manuscrite et prétentions à **N. 5836 PUBLICITES REUNIES - 112, Bd Voltaire - 75011 Paris qui tr.**

LE CRÉDIT COOPÉRATIF

(1100 personnes, 35 agences)
recherche pour son siège situé à LA DEFENSE

Chefs de Projet

— Ingénieurs, MIAGE
— 3 - 4 ans d'expérience
pour réaliser et mettre en œuvre des projets importants auprès de ses clients.
— perspectives intéressantes
— expérience monétique et / ou télécommunications appréciée
— contacts clientèles nombreux
— forte autonomie.

Envoyer CV, photo, lettre manuscrite et prétentions à **N. 5826 - PUBLICITES REUNIES - 112, Bd Voltaire 75011 PARIS qui transmettra**



• Nous sommes une société (80 p.) spécialisée dans la construction et la vente de groupes frigorifiques à usage routier, filiale d'un groupe industriel très solide (1200 p., 600 MF de CA). Nous recherchons un

Directeur

• Placé sous l'autorité directe du PDG, situé au siège du groupe (Brest), il lui appartiendra de mettre en place et développer les moyens de la politique définie, d'assurer l'organisation et de contrôler la gestion de l'ensemble des services (production, BE, SAV, commercial), d'animer le personnel et son encadrement.
• Ingénieur de formation, expérimenté en commandement, le candidat doit pouvoir justifier d'une solide expérience de Direction d'unité et de qualités commerciales.
• Le poste est à pourvoir à Lorient (Morbihan).
Ecrivez, sous réf. C/250, à notre Conseil en Recrutement Concordances, 91 rue du Faubourg St-Honoré, 75008 Paris ou 5 bd Vincent Gâche, 44200 Nantes. Tél. 40.35.71.10.

Concordances

média-system



INVENTEZ ET GEREZ POUR GAGNER.

INGEVISION
DIVISION DE FRAMATOME

Avec INGECAD, solution intégrée pour la conception d'installation industrielle INGEVISION prend une place importante sur le marché de l'Ingénierie assistée par ordinateur et cherche pour son service Marketing-Vente :

Ingénieurs commerciaux

Pour renforcer notre équipe commerciale, nous recherchons des ingénieurs ayant une connaissance de l'ingénierie d'entreprise industrielle et de la vente de CAO.
Basés à Paris, vous aurez en charge un secteur d'activité économique et pourrez être amenés à développer des actions à l'export.
Une bonne connaissance de l'Anglais est donc indispensable.
Si notre challenge vous intéresse, car nous sommes ambitieux, merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, C.V. + photo) à FRAMATOME, sous références BS/63011.
Département Recrutement, Place de la Coupole, Tour Fiat, Cedex 16, 92084 Paris-La Défense.



média-system réalisé par image de synthèse



Nous sommes une société d'ingénieurs Conseils en Organisation et en traitement de l'information.
Notre réussite prouve qu'une entreprise à taille humaine et novatrice est performante.
Notre expansion nous amène à rechercher des

INGÉNIEURS INFORMATICIENS DE HAUT NIVEAU

SPECIALISTES DU SECTEUR BANCAIRE OU ASSURANCE

Diplômés de l'enseignement supérieur (Grandes Écoles ou Universitaires), vous possédez une première expérience en cabinet conseil ou en grande entreprise (minimum souhaité 3 ans).

Nous vous proposons de vous intégrer à notre équipe d'ingénieurs en organisation et d'ingénieurs en informatique. Nous vous confierons des missions à hautes responsabilités dans de grandes entreprises.

Vous possédez un niveau élevé de qualification, nous vous proposerons une rémunération motivante.

Notre Directeur Associé Monsieur BERTHELOT vous remercie de lui adresser votre candidature.
SIGMA CONSEIL, 12 rue Marbeuf, 75008 PARIS.

Important organisme financier d'implantation nationale recherche

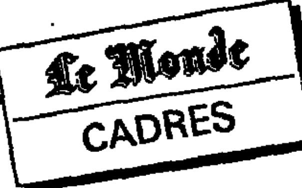
pour la région Nord - Pas de Calais, son :



Ce cadre supérieur élabore les politiques et soumet au Conseil d'Administration les projets d'amélioration de fonctionnement, d'investissement, de normalisation des méthodes, etc... susceptibles de faire évoluer les services rendus aux 31 établissements utilisateurs, (1 millier de postes de saisie par télé-traitement).
Il applique ensuite avec l'autonomie nécessaire les politiques et les orientations approuvées en assurant la gestion optimum des moyens du centre et la direction efficace des 110 personnes qui y travaillent.
Profil du poste :
• 35 - 40 ans
• Formation technique et économique supérieure en rapport avec l'informatique, en particulier la connaissance des matériels IBM 3081 K et 3083 EX sous MVS/XA CICS - DB2 et de leur utilisation dans le domaine bancaire constitue un plus pour réussir.
Qualités requises :
Homme de réflexion et d'action, il a une expérience réussie dans ce domaine d'activité et il est capable d'assumer les responsabilités d'un chef d'entreprise,
- Forte personnalité qui n'exclut pas l'aptitude à travailler lui-même et à faire travailler en équipe un encadrement compétent et du personnel qualifié,
- Rigueur dans les choix qui doivent être à la fois techniques et économiques,
- Sens de l'organisation et de la gestion prévisionnelle,
- Ascendant naturel allié à la diplomatie des contacts pour établir un dialogue permanent avec le Conseil d'Administration, les utilisateurs, partenaires sociaux, etc...
Le niveau de rémunération prévu correspond au sérieux et aux compétences élevées qui sont recherchés.
Lieu de résidence souhaité : agglomération lilloise.
Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo, en indiquant salaire actuel et prétentions, sous référence 457, à : PROMONOR, 52, rue de Douai, 59000 LILLE.
Discrétion absolue et réponse assurée.

promonor

média-system





BOSCH

Jeunes ESE, ISEP, ISEN, ESIEE, etc... Mesures et Contrôles Electroniques...

ROBERT BOSCH (FRANCE) S.A., filiale française (2,5 milliards de F, 2 750 personnes) du Groupe allemand (140 000 personnes dont 9 000 en R. & D.), mondialement connu pour ses INNOVATIONS TECHNOLOGIQUES et la FIABILITE de ses produits, crée, à Paris, un Centre d'Adaptation des systèmes d'injection ESSENCE. Venez rejoindre notre Responsable en qualité d'

Ingénieur électronicien instrumentation

pour définir, utiliser et faire évoluer l'installation de mesures électroniques qui permettra aux ingénieurs motoristes de réaliser les adaptations spécifiques des systèmes d'injection chez nos clients constructeurs automobiles. C'est dire que vous serez « l'homme de l'art » pour tout ce qui concerne la mesure électronique sur bancs de contrôle des systèmes d'injection. Assurant un lien entre nos ingénieurs, ceux des études centrales en Allemagne et ceux de nos clients, vos qualités relationnelles seront particulièrement appréciées ainsi que votre pratique de la langue allemande. La connaissance du micro-ordinateur VAX est un atout supplémentaire. A bientôt !

René DAGIRAL, notre Conseil, attend votre résumé de carrière, sous la référence V/IEI/LM.

Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

MEDIA PA

Société d'assistance aux maîtres d'ouvrage pour le montage, la conception et la réalisation d'équipements et d'opérations immobilières, liée à un groupe financier de premier plan, nous cherchons pour Paris

un jeune juriste, H/F

Sous l'autorité d'un responsable juridique et en relation avec notaires, avocats, conseils juridiques et fiscaux, venez apporter conseil et assistance aux ingénieurs d'affaires pour le montage des opérations (mise en place et suivi des dossiers d'urbanisme), la formalisation des accords pré-opérationnels, la régularisation foncière, la conduite d'opérations, etc.

A 25 ans minimum, vous avez acquis une première expérience en droit de l'urbanisme et droit immobilier chez un promoteur ou un notaire et souhaitez exercer des responsabilités plus directes.

Merci d'écrire à Mme M.C. TESSIER (réf. 4999 LM).

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - GRENOBLE - LILLE - NANTES

MEMBRE DE SYNTEC

McCormack & Dodge France, S.A.



membre du groupe Dun & Bradstreet

recherche des

Ingénieurs d'affaires

[redacted]

6 0 0 K F +

Filiale française du Groupe Mc CORMACK & DODGE Corp. membre du Groupe DUN et BRADSTREET, nous sommes spécialisés dans la conception et la commercialisation de Progiciels d'Application de Gestion de haut de gamme.

Face au développement du marché des Systèmes d'Information dont nous sommes les **LEADERS** *en France, nous recherchons des* **COMMERCIAUX DE HAUT NIVEAU** à même de prendre la responsabilité de la gestion et du développement de Grands Comptes, dans le domaine de la Gestion Financière et de la Gestion de Production.

• **Ils auront :**
- 28 ans minimum,
- une formation supérieure (HEC, ESSEC, Sup de Co),
- 2 à 3 ans d'expérience de vente à haut niveau, dans un environnement informatique.

• ***Nous leur offrons :***
- une formation et un support de qualité,
- *des produits reconnus et une excellente image de marque,*
- *un secteur en pleine expansion,*
- de réelles opportunités de carrière (nous étions 14 fin 83, nous sommes 70 début 87).

Si ce challenge vous intéresse, adressez rapidement votre C.V. + photo + salaire actuel (en faisant la part du fixe et du variable), *sous la référence LM/1006,* à Bernard G. ALLEN, au :



CABINET BOTH
Département Sélection Recrutement
3 bis, rue des Ecoles - 78400 CHATOU

MEDIA PA

VOUS ÊTES : Directeur commercial, Directeur des ventes, Directeur régional

VOUS VOULEZ DEVENIR :

Consultant en recherche de cadres H/F

• Nous sommes l'un des tout premiers cabinets de recherche de cadres en France. La qualité de nos conseils nous a permis de gagner, au fil des années, *la confiance de nos clients. Le profond respect que nous témoignons* aux candidats nous a valu leur plus grande estime.
• Vos fonctions réussies d'encadrement sur le terrain vous ont apporté une connaissance approfondie des hommes, en particulier des commerciaux. Vous aimez les écouter, évaluer leurs compétences, leur personnalité. *Vous êtes, vous-même, un excellent commercial et possédez un tissu relationnel de qualité.* Si vous êtes entreprenant et motivé, venez rejoindre notre équipe.

Adressez C.V. et photo sous référence M16 à M. PROU, qui nous les transmettra : 149, rue Saint-Honoré - 75001 PARIS
Vous pouvez préciser les cabinets avec lesquels vous ne souhaitez pas être mis en rapport.

SLIGOS SLIGOS SLIGOS SLIGOS SLIGOS SLIGOS SLIGOS

SLIGOS

COMMUNIQUEZ MINI-MICRO !

- Une solide formation,
- 30 ans au moins,
- Une bonne expérience de communication acquise en entreprise ou en agence,
- un goût marqué pour l'informatique,

vous désignent pour devenir prochainement

LE RESPONSABLE COMMUNICATION DE NOTRE ACTIVITE MINI ET MICRO INFORMATIQUE au service des PME et des professions libérales.

Votre mission très complète, se définit par votre savoir-faire, votre créativité et votre capacité à communiquer avec vos différents interlocuteurs autour des actions publicitaires, des salons, des réalisations de documents commerciaux, de la promotion des ventes, PLV, marketing direct et vous permettra de mettre en œuvre toutes les techniques de communication.

Vous animerez une équipe de 3 personnes et reporterez directement à la DIRECTION DE LA COMMUNICATION DU GROUPE.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo) sous réf.HdS/AS, à Anna STAROSWIECKI - Responsable du Service Recrutement - Direction des Ressources Humaines SLIGOS - Immeuble Ile de France Cedex 49 - 92067 PARIS-LA DEFENSE 9.

MEMBRE DE SYNTEC INFORMATIQUE

HAVAS CONTACT

CRÉDIT AGRICOLE

LE CREDIT AGRICOLE *MUTUEL* DE L'ARDECHE (07)
recherche son

RESPONSABLE PROMOTION COMMERCIALE/PUBLICITE

A la tête d'une petite équipe, rattaché au Responsable Commercial, vous avez pour *mission :*
• de définir, réaliser et faire appliquer le plan de communication promotionnel et publicitaire, en fonction de la politique commerciale et du plan marketing auxquels vous avez participé,
• d'assister les responsables des agences dans la définition et la mise en œuvre *d'actions menées à leur initiative,*
• d'analyser l'impact des actions commerciales.

Outre vos qualités de relation et d'animation, votre formation commerciale (E.S.C., B.T.S. marketing...) et une première expérience professionnelle dans un secteur similaire seront appréciées. Lieu de travail : Privas, préfecture de l'Ardèche.

Nous vous remercions d'adresser votre lettre de candidature manuscrite, C.V., photo, en précisant votre salaire actuel à : Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de l'Ardèche (Personnel et Relations Sociales) B.P. 205 - 07002 Privas Cedex.

Organisation et Publicité

SOCIETE DU SECTEUR TERTIAIRE
effectif : 10.000 personnes recherche un

Recruteur Senior

Il effectuera des recrutements de Cadres de tous niveaux et de toutes spécialités : conseils aux échelons hiérarchiques pour la définition des rôles et des fonctions - entretiens de sélection - négociations des contrats d'engagement - suivi des recrutements.

Il représentera la Société dans les forum et auprès des Grandes Ecoles - Poste autonome.

Cet emploi convient à un professionnel de 30-35 ans qui a 5-10 ans de métier.

Un diplôme de psychologie serait apprécié - Poste situé à PARIS.

Adressez CV et prétentions sous référence 664 à M. A. DANNENBERGER
CEPIAD 135, avenue de Wagram 75017 PARIS
qui vous garantit la discrétion.

Architecte et commercial la passion et la vente

• Spécialistes dans l'aménagement d'espaces intérieurs (cloisons mobiles et second œuvre), en 5 ans, notre CA a été *multiplié par 10. Nous devons notre réussite à la personna*lisation de nos produits et la qualité de notre service.
• Notre expansion est due principalement à notre savoir-faire *reconnu des décideurs. Nous souhaitons désormais travailler* également avec des prescripteurs (architectes, B.E.), que vous visiterez. Vous répondrez aux appels d'offres, et ferez preuve d'imagination et d'opportunisme *pour renforcer nos* positions commerciales. Environ 28 ans, architecte, vous avez complété votre formation par des études commerciales et êtes attiré par Lyon, où se situe le poste.
Si votre candidature est retenue, nous vous adresserons un profil de poste détaillé. Ecrivez, sous réf. C/247, à notre Conseil en Recrutement, Concordances, 91 rue du Faubourg Saint-Honoré, 75008 Paris, ou 129 rue Servient, 69003 Lyon. Tél. 78.63.65.60.

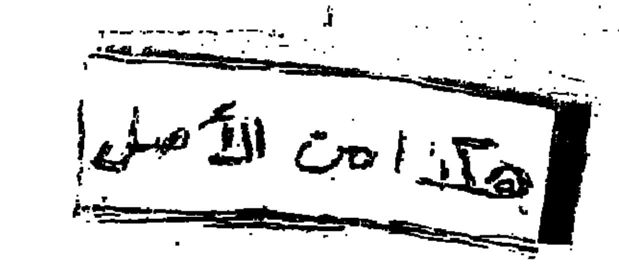
Concordances

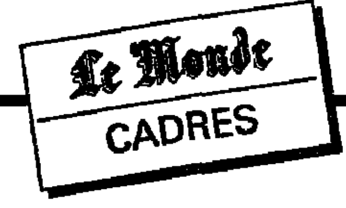
SOCIETE DE GESTION DE CENTRES COMMERCIAUX EN PLEIN DEVELOPPEMENT RECHERCHE POUR LA REGION LYONNAISE

Directeur de centres commerciaux HF

Sous la responsabilité du Directeur d'exploitation il devra prendre en charge l'animation et la gestion de plusieurs centres régionaux.
Le candidat diplômé d'études supérieures (ESC, IEP, *ISG ou similaire) doit pouvoir justifier de 5 années* d'expérience de préférence dans le secteur de la distribution ou de l'immobilier d'entreprise.
Le poste requiert d'excellentes qualités de contact et de négociation.
De fréquents déplacements sont à prévoir.
De réelles perspectives d'avenir et une *rémunération motivante seront offertes à un* candidat de premier plan.
Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prét. s/réf. 22496 à Contesse Publicité 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

CONTESSE







LE DEFI TECHNIQUE

Nous recherchons pour nos établissements de GENNEVILLIERS et CORBEIL

CHARGES D'ETUDES INFORMATIQUES

Ils participeront à la réalisation des nouveaux systèmes de gestion de production : conception, suivi de la réalisation informatique et de la mise en place, formation des utilisateurs.
Une expérience de quelques années dans cette activité sera appréciée.

Vous voudrez bien adresser CV et prétentions s/réf. 443/86 à SNECMA Département Encadrement 2, boulevard Victor, 75724 Paris Cedex 15.

GROUPE SNECMA

CONTESSE TELEMATIQUE : (1) 42.90 10 65 ou 36.14 Code : CONTESS

Ingénieur de fabrication

Industrie papetière - Une importante entreprise en fort développement recherche, pour l'une de ses usines située dans l'Est de la France, un ingénieur mécanicien ou électrotechnicien pour seconder son chef de fabrication dans l'amélioration des machines à papier, sur le plan de la productivité, de la fiabilité et de la qualité. Nous souhaitons rencontrer un jeune ingénieur ayant, si possible, une première expérience de quelques années acquise dans une industrie travaillant en continu (papeterie, chimie, verrerie, agro-alimentaire, etc...) dans des fonctions liées à la production ou aux travaux neufs. Il y aura acquis une bonne connaissance des automatismes et de la régulation. Nous lui proposerons un salaire motivant, fonction de l'expérience, et une évolution intéressante dans une société en expansion. Ecrire à D. HATT en précisant la référence A/3981M. (PA Minitel 36.14 code PA)

MEMBRE DE SYNTEC

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

78, Bd du 11 Novembre - 69100 VILLEURBANNE - Tél. 78.93.90.63

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Directeur commercial adjoint

SILEC Notre division «câblerie" étudie, fabrique et commercialise des câbles électriques pour le transport d'énergie et pour les réseaux de télécommunication, ainsi que des matériels de raccordement pour équiper ces câbles. Notre directeur commercial souhaite recruter son bras droit pour lui confier des missions fonctionnelles et opérationnelles ; ce collaborateur participera à la définition de la politique commerciale et à sa mise en œuvre sur le terrain, il assurera les relations avec notre syndicat professionnel, il prendra en charge les négociations avec nos gros clients (EDF, PTT). Ce poste convient à un ingénieur grande école (électricité, électronique), ayant acquis une expérience commerciale au sein d'une entreprise (fabricant ou distributeur) de biens d'équipement, si possible dans le secteur du matériel électrique ou électronique et capable de négocier des contrats importants. Nous serons attentifs au potentiel du candidat car celui-ci doit pouvoir évoluer au sein de notre structure. L'anglais est nécessaire. Le poste est basé à **Paris**.

Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre candidature sous référence 687 87 M à notre conseil 61, boulevard Haussmann - 75008 Paris.

SOURCES

CB Chantal Baudron. s.a.

MEMBRE DE SYNTEC

Dans le cadre du développement de ses activités LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE INTERDÉPARTEMENTALE VAL-D'OISE, YVELINES rech.

CONTROLEUR BUDGÉTAIRE

Formation ESCAE, maîtrise Science-Éco, DECS ou équivalent. Le candidat retenu devra faire preuve d'une exp. de 2 ans minimum dans une société à établissements multiples.

Le poste est à pourvoir à Versailles.

Adres. lettre manusc. + CV + photo à CCII Service du personnel 21, avenue de Paris 78011 VERSAILLES.

LE LABORATOIRE

LURE

rech. pour ses accélérateurs de particules (linéaires) et anneaux de stockage.

2 INGÉNIEURS DE RECHERCHE ÉLECTRONICIENS

(LOGIQUE et ANALOGIQUE) formation Grandes Écoles et quelques années d'expérience pour :
- étude modulateur de canon à électrons en impulsions très courtes électroaimants impulsés.

RESPONSABILITÉS IMPORTANTES A TERME

Ecr. av. CV à M. MARIN Laboratoire LURE bât. 209 CENTRE UNIVERSITAIRE PARIS SUD 91405 ORSAY Cedex.

RECHERCHE

Traducteur médical

Expérimenté du Français vers l'Anglais, formation spécifique médicale ou technique.
Env. CV KRAUS : 2, rue de la Cossonnerie, 75001 PARIS.

BANQUE

ORGANISATEUR INFORMATICIEN

Nous sommes une banque à taille humaine (110 personnes) filiale d'un important groupe financier. Notre informatique essentiellement «batch» est sous traitée à une SSII spécialisée. Notre volonté de la faire évoluer très vite vers le «temps réel» implique l'adoption d'un nouveau système et le choix d'un sous traitant capable de l'exploiter. Si ce «challenge» vous intéresse et que vous nous rejoigniez, vous serez rattaché à la Direction Informatique et Organisation, vous participerez activement à l'organisation de la Banque et vous serez responsable de l'ensemble des applications informatiques mises en oeuvre par notre façonnier.

Cela impliquera de votre part :
- d'analyser des besoins
- de concevoir des cahiers des charges
- de faire réaliser les applications et de contrôler leur efficacité.

La réussite dans ce poste nécessite d'être diplômé de l'enseignement supérieur (Grande Ecole ou Université) et d'avoir 2 à 4 ans d'expérience dans l'informatique bancaire.

Le poste est à pourvoir à Paris 9ème.

Merci d'adresser un dossier complet de candidature sous référence 176 BM à : HB, 66 avenue Victor Hugo, 75116 PARIS.

DESSEIN

Administration Centrale du Personnel

Une très importante Entreprise de presse (1900 personnes) à vocation internationale recherche son Chef du Service Administration Centrale du Personnel.

Outre les missions inhérentes à la fonction (gestion administrative, paie, respect de l'application des procédures légales, études et statistiques...), celui-ci devra mener à bien la mise en place de l'informatisation de la paie et assurer la conception de procédures internes relatives à la fonction "personnel".

Agé d'au minimum 32 ans, l'homme recherché aura acquis une solide expérience de la fonction dans une entreprise. Il sera en particulier familiarisé avec des systèmes de paie informatisés. Son goût de la mise en place d'outils de gestion et de procédures ainsi que son aptitude à manager un service important seront ses principaux atouts pour réussir dans ce poste.

Merci d'envoyer votre dossier (CV + rémunération actuelle) sous la référence 3127/M à notre Conseil



NÉGOCE INTERNATIONAL DE PRODUITS DE BASE

Affaire spécialisée dans l'agro-tropical recherche pour sa branche de négoce.

TRADER CONFIRMÉ

- 10 ans min. de pratique des marchés ;
- physiques et à terme et des problèmes de change et de shipping connexes ;
- bonne expér. de la gestion administrative, financière et comptable ;
- langues : anglais et français ;
- âge minimum 35 ans.

Ecr. avec C.V. détaillé, réf., photo et prét. s/réf. 22.704 CONTESSE PUBLICITÉ 20, av. de l'Opéra, 75001 Paris.

CENTRE HOSPITALIER DE MANTES-LA-JOLIE FACE GARE SNCF

recherche à temps plein

MÉDECIN DU TRAVAIL

TITULAIRE CES

Ad. C.V. détaillé à : MONSIEUR LE DIRECTEUR 2, boulevard Duhamel 78201 MANTES-LA-JOLIE CEDEX.

L'Office de Tourisme de LA BOURBOULE Station thermale - touristique centre de ski de fond recrute d'URGENCE

1 DIRECTEUR(TRICE)

Adresser candidature avec C.V., prét., photo et délai de disponibil. avant le 18-3-87 à : M. le Président de l'O.T.-S.I. B.P. 80, 63150 La Bourboule.

ATHANOR

CENTRE RÉGIONAL DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET CULTUREL DE MONTLUÇON (Allier)
(50 000 habitants — zone d'influence 150 000 habitants)

RECRUTE D'URGENCE

Son directeur

Il sera chargé de gérer et d'assurer la promotion des activités du Centre :
Organisation de congrès, séminaires, salons, manifestations sportives et artistiques.

Adres. candid. avec C.V. à M. le Président d'ATHANOR. Quai Ledru-Rollin. BP 216. 03109 MONTLUÇON.

CABINET DE JURISTES INTERNATIONAUX

(solicitors et conseils juridiques et fiscaux)

RECHERCHE

pour renforcer ses effectifs à Paris plusieurs

juristes

Débutants et confirmés (expérience professionnelle de 2 à 5 ans maximum acquise en cabinet ou en entreprise).

FORMATION ET DIPLOMES EXIGÉS :

DESS, DEA (droit privé, droit des affaires et/ou fiscalité) ou Sciences Po. + maîtrise (droit privé).

Les candidats devront avoir des connaissances solides en droit des obligations et des sûretés, en droit commercial et en fiscalité. Une spécialisation en droit immobilier, en droit des sociétés ou en droit bancaire sera appréciée.

QUALITÉS REQUISES :

Excellente présentation, dynamisme, sens du contact humain, esprit d'équipe.

La fonction de juriste international implique une EXCELLENTE PRATIQUE DE L'ANGLAIS

Veuillez adresser lettre de candidature manuscrite, C.V. détaillé, photo et prétentions au MONDE PUBLICITÉ sous le n° 8.418. 5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS.

CABINET DE CONSEIL JURIDIQUE

Recherche

JURISTE

Pour assister LES ENTREPRISES EN DIFFICULTE et réaliser des restructurations de Société.

Expérience réelle nécessaire chez mandataire de Justice, cabinet d'avocat, contentieux, banque ou entreprise.
Poste à responsabilité et évolutif.
Rémunération importante.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et prétentions, sous référence 6290 M, à l'Agence AFFLUENTS, 49, av. Trudaine 75009 PARIS - qui transmettra.

Consultant Senior, un homme d'action.

*De structures volontairement souples, nous n'en demeurons pas moins un cabinet de très forte notoriété, spécialisé dans la recherche de cadres par approche directe et par annonce.
Notre soutien actif et notre appartenance à l'un des plus prestigieux syndicats professionnels renforce en outre notre crédibilité.
Vous avez la carrure, (par votre expérience de plusieurs années en cabinet ou en entreprise) pour mener une analyse approfondie de tous les problèmes que pose le recrutement à l'entreprise. Vous la conseillez, déterminez avec elle les moyens de recherche et, très important, vous assurez le suivi des cadres après l'embauche.
Il est bien sûr nécessaire que notre nouveau consultant, adopte la stricte déontologie sur laquelle nous nous appuyons. Nous ne vous interdirons pas pour autant de donner un nouveau souffle à nos actions de prospections, parfois en tandem avec le responsable du cabinet.*

Adressez votre dossier en précisant vos compétences sous référence 5144 M à l'agence DESSEIN, 15 rue du Louvre 75001 PARIS qui transmettra en toute confidentialité.

DESSEIN

Cabinet

CONSULTANTS

recherche

INGÉNIEUR GRANDES ÉCOLES

2 à 3 ans d'expérience minimum (Sens des contacts humains, rigueur, adaptation, autonomie) ayant des connaissances en ORGANISATION, GESTION, COMPTABILITÉ, INFORMATIQUE pour missions de CONSEIL d'ENTREPRISE

Ecrire avec CV et photo à : GUY SARFATI CONSEIL 42, bd de Sébastopol 75003 PARIS.

Société d'ingénierie à Rueil (92)

recherche

BTS ou équivalent

formation informatique et connaissance fortran exigées pour analyse, programmation, maintenance des programmes scientifiques (thermodynamique, dao) en contact direct avec les utilisateurs.

C.V., photo et prét. à n° 8.411 Le Monde Publicité 5, rue de Monttessuy, Paris-7e.



(Société d'études de la consommation, distribution et publicité) recherche pour son département Panel de Consommateurs

Chargé(e) de clientèle

Débutant ou ayant quelques années d'expérience en études de marché. Diplômé(e) de l'enseignement supérieur (HEC, ESSEC, IEP, Sciences-Eco, Agro avec formation marketing complémentaire ou équivalent).

Adresser C.V. détaillé, photo et prétentions à SECODIP - Direction des Relations Humaines BP 3 - 78241 CHAMBOURCY Cedex.

Pierre Lichau

Cabinet de Recrutement Paris-17e

PAR ANNONCES ET APPROCHE DIRECTE (plus de 15 ans de notoriété) recrute pour succéder après 7 ans de collaboration

GRAPHOLOGUE

à temps partiel régulier

DIPLOMÉE ET SOLIDE EXPÉRIENCE SÉLECTION CADRES TOUS NIVEAUX (Sinon s'abstenir) POUR COLLABORATION EXCLUSIVE AU CABINET (en moyenne 2 heures + par jour)

Pour contact rapide, merci d'adresser lettre détaillée à PUB CONSEIL 98 av. de Villiers - 75017 Paris qui transmettra aussitôt

Delahaye S.A.

AGENT DE CHANGE

recrute pour renforcer son équipe institutionnelle

TRADERS ACTIONS

Les candidats (tes) devront être diplômé(e)s de l'enseignement supérieur, avoir une pratique courante de l'anglais, une première expérience professionnelle dans le domaine financier, faire preuve d'un dynamisme spécifique aux opérateurs dans l'environnement boursier et d'une aptitude réelle à traiter avec une clientèle institutionnelle de haut niveau, apprécier le travail en équipe.

ANALYSTE FINANCIER CONFIRMÉ

Diplômé(e) de l'enseignement supérieur, membre de la SFAF, maîtrisant l'anglais financier oral et écrit, le (la) candidat(e) aura une connaissance financière et boursière approfondie des sociétés dans plusieurs secteurs économiques, devra faire preuve d'une grande capacité d'adaptation dans le suivi des valeurs et s'insérer à part entière au sein d'une équipe comprenant 3 analystes confirmés.

Rémunérations motivantes incluant une participation aux résultats de l'activité institutionnelle.

Merci d'envoyer lettre, C.V., photo et prétentions s/réf. TA à J.C. ADJEMIAN, 178, r. Montmartre, 75002 PARIS.

Société d'assistance domaine militaire

RECHERCHE

1 INGÉNIEUR MÉCANICIEN

ARTS ET MÉTIERS - POLYVALENT

- Connaissances résistance matériaux, aérodynamique, thermique, informatique et expérience d'ingénieur d'études.
- Age 30 ans environ, 5 ans d'expérience.
- Lieu d'activité : BOURGES.
- Salaire : 200.000 F.

2 INGÉNIEURS MÉCANICIENS

ARTS ET MÉTIERS

- Expérience d'ingénieur d'études.
- Connaissances en résistance des matériaux, hydraulique, thermique, informatique, électromécanique.
- Age : 30 ans environ, 5 ans d'expérience.
- Lieu d'activité : 1 BOURGES, 1 RÉGION PARISIENNE.

Adresser curriculum vitae sous n° 8.412 M LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

UNIVERS DE LA GESTION

Notre client, un groupe multinational US, recherche pour sa filiale française qui connaît une croissance rapide un

Assistant Controller

Paris **220-250 KF**

Le candidat participera au reporting et sera chargé de mettre en place les procédures. De plus, il remplacera le Controller lors de ses déplacements.
Le candidat, agé d'environ 28 ans, de formation HEC - DECS, devra avoir une bonne connaissance des techniques comptables anglo-saxonnes, et justifiera de 3 - 4 ans d'expérience. Il devra avoir un bon niveau d'anglais et être dynamique.
Des possibilités d'évolution au sein de la société peuvent être offertes au candidat *après quelques années.*
Veuillez contacter **Ivan Pacaud** au **(1) 40.70.00.36** ou envoyer votre CV + salaire actuel, sous réf. *13749 PM* à **Michael Page International, 19 Avenue George V, 75008 Paris.**

MP
Michael Page International
Spécialiste en recrutement financier
Paris · Londres · Bruxelles · New-York · Sydney

CHARGEURS S.A.

CAUSSE-WALON

CAUSSE-WALON est une société de CHARGEURS S.A.
Première entreprise privée française dans le domaine des transports, groupe industriel en Europe et sur le continent américain, CHARGEURS S.A. compte parmi ses principales filiales UTA - *Chargeurs Réunis* - Paquet - Spontex.
CAUSSE-WALON est leader européen dans le domaine du transport de voitures par ensembles routiers.

PARIS-SUD OUEST
Dans le cadre de la réorganisation de nos services, nous recrutons un

Chef comptable

De formation école Sup. de Co. + DECS ou équivalent, complétée par une expérience de cinq années minimum ; *c'est un professionnel confirmé,* rigoureux, organisé, méthodique dont les qualités personnelles lui permettent d'entretenir d'excellents rapports humains et d'assurer la *formation nécessaire* à l'évolution du personnel de ses services regroupant plus de 15 personnes.

Responsable de la comptabilité générale et analytique, clients, fournisseurs, trésorerie et d'un « reporting mensuel », il devra également participer au développement des applications informatiques.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature : lettre manuscrite, C.V., photo (retournée), prétentions, sous référence 9074 à **l'Agence PIERRE LICHAU S.A.** - 10, rue de Louvois - 75002 PARIS qui transmettra.

---

contrôleur de gestion

Groupe International, 25 ans d'expérience informatique, une surface financière de leader industriel... MEMOREX représente l'investissement à long terme idéal.
C'est dans cet esprit que nous recherchons aujourd'hui un collaborateur de haut niveau pour participer activement à notre contrôle de gestion.
Directement rattaché au Directeur Financier, vous supervisez les états financiers et budgétaires. Vous contrôlez l'activité en analysant les variations mensuelles.
De formation E.S.C., vous justifiez d'une expérience réussie de 4 ans minimum en cabinet d'Audit International.
Homme de communication et de rigueur, vous savez motiver une équipe d'une dizaine de personnes, et désirez intégrer un groupe performant. La pratique courante de l'anglais serait très appréciée.
Le poste, basé à Levallois, est à pourvoir rapidement.



Catherine ROTTIERS-FOUGERE vous remercie de lui adresser votre candidature Direction des Ressources Humaines - 3-5 rue Maurice-Ravel, 92300 LEVALLOIS.

MEMOREX
LA VOCATION INFORMATIQUE



A Chateau-Thierry, un leader du contrôle de gestion

De formation supérieure commerciale - économique ou titulaire du DECS, vous possédez aujourd'hui une solide expérience *d'un service comptable ou financier, acquise de préférence en* milieu industriel.
Professionnel confirmé, vous maîtrisez parfaitement les techniques *comptables et savez utiliser au mieux l'outil informatique.*
Nous sommes prêts à vous confier la responsabilité du contrôle de gestion de notre établissement de Château-Thierry !
A la tête d'une équipe d'une quinzaine de personnes, vous serez chargé :
- de superviser la comptabilité générale et analytique de l'usine,
- d'évaluer les résultats de chaque unité opérationnelle et de fournir aux responsables les éléments qui leur permettront de suivre la bonne réalisation de leurs objectifs,
- de fournir aux directions concernées (usine, finances,...) les *éléments d'appréciation* de la rentabilité des produits.

Vous contribuerez ainsi largement à l'accroissement de notre productivité et à la limitation des coûts, et serez par conséquent largement associé aux reflexions qui accompagneront les nécessaires mutations technologiques de notre établissement.
Bernard FRANOT accueillera votre candidature (lettre manuscrite, CV et prétentions) sous référence CG/MO 87.

Biscuits BELIN - BP 93
91003 EVRY Cedex.



Jeune Généraliste de la fonction personnel

(Ecole de Gestion - Sciences Po - Université...)

RTC *Spécialiste mondial dans le domaine des composants électroniques,* vous propose de rejoindre un Groupe International, pour participer à l'élaboration et à la mise en oeuvre de la politique sociale de son établissement parisien.
• Devenu rapidement opérationnel, vous développerez vos compétences en gestion de personnel, au contact d'hommes et de femmes qualifié(e)s et dynamiques, auprès desquels vous aurez à faire valoir vos qualités de rigueur et votre sens de la communication.
• Après *3 ou 4 ans,* RTC *vous offre* par la diversité de ses activités industrielles et commerciales, un large éventail d'opportunités ou pourront s'accroître vos responsabilités, et s'étendre votre expérience.

Merci d'adresser votre candidature à M. Bidoire, RTC-COMPELEC, 130 Av. Ledru-Rollin, 75540 Paris Cedex 11.

«Philips France, c'est 19 milliards de C.A., 29000 hommes et femmes qui évoluent de la recherche au commercial, du marketing à la production dans l'univers passionnant de l'innovation. Professionnalisme, dynamisme, polyvalence, mobilité sont les atouts qui vous ouvriront les portes de l'international dans toutes les sociétés de l'une des premières entreprises mondiales d'électronique».

Philips c'est déjà demain.

media-system



ESPACE EXPANSION GESTION

Société de gestion de centres commerciaux en plein développement crée le poste de

RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET COMPTABLE - H/F

de son établissement de St-Quentin-en-Yvelines.
Sous l'autorité du Directeur d'Etablissement, avec l'aide d'une assistante, et en liaison étroite avec les services fonctionnels du siège, il devra assurer les échéances comptables, fiscales et budgétaires de l'établissement ainsi que la répartition, la facturation et l'encaissement des charges de l'ensemble immobilier de St Quentin Gare et notamment du centre commercial.
Il prendra en charge, en outre, la gestion du personnel de l'établissement.
Il sera l'interlocuteur privilégié du contrôle de gestion et veillera, à ce titre, à l'application des procédures mises en place par le siège.
Ce poste, basé à St Quentin en Yvelines, *requiert une formation DECS ou équivalent,* une expérience confirmée de 5 ans au moins dans des fonctions similaires, la maîtrise de l'outil informatique ainsi *que des qualités de contact et de dynamisme.*
Il est prévu une période de formation au siège administratif d'environ 3 mois.
Salaire motivant. Avantages sociaux.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prét. s/réf. R.A.C. à ESPACE EXPANSION GESTION Direction du Personnel 63, rue La Boëtie, 75008 Paris.

CONTESSE

UNE ENERGIE NOUVELLE EN FRANCE

RESPONSABLE service réalisation des prêts

Vos principales missions seront :
- l'animation d'une équipe de 14 personnes ;
- le contrôle de la mise en place des crédits d'investissement en veillant tout particulièrement au respect de la réglementation, des procédures et des délais ;
- la participation à l'élaboration des procédures concernant de nouveaux produits relatifs aux crédits d'investissement.

Vous devrez :
- *être titulaire d'un diplôme d'enseignement supérieur* (Maîtrise en Droit de préférence) ou bancaire (BP au *minimum*) ;
- avoir de bonnes connaissances en micro-informatique *et bureautique ;*
- posséder le sens de la communication et des relations *humaines.*

Une expérience dans le domaine des *opérations de crédit* (en tant que décideur ou gestionnaire) sera appréciée.

Votre rémunération sera fonction de l'expérience acquise et des résultats.

Merci d'adresser lettre *manuscrite,* C.V., photo et prétent., sous la réf. 8716/C, à B.P.R.N.P. - Direction du Personnel et de la Formation - 32, bd Jules-Guesde - 93200 SAINT-DENIS.

Banque Populaire

MEDIA BA

---

saur

Spécialiste du Service aux Collectivités Locales
Leader mondial de la distribution et du traitement de l'eau en milieu rural (Groupe BOUYGUES)
recherche pour son Service Juridique

JURISTE

qui aura la responsabilité de la rédaction des contrats et participera activement aux négociations.

Formation : Maîtrise de Droit Public + DESS Collectivités Locales, Equipements, TP ou expérience.

Poste à pourvoir rapidement.

Adresser lettre manuscrite, CV et prétentions à SAUR 50/56, rue de la Procession - 75737 Paris Cedex 15.





JEUNES DIPLOMES DES GRANDES ECOLES DE GESTION

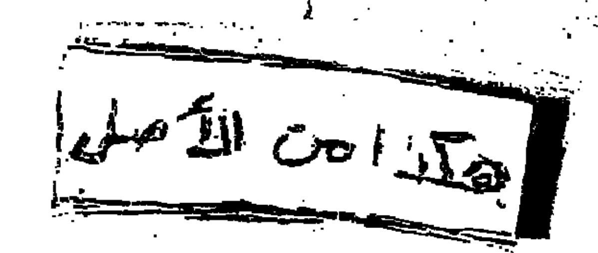
LA POSTE ET LES TELECOMMUNICATIONS DE L'AN 2000 ONT BESOIN DES MEILLEURS.

Devenez Administrateur de la Poste et des Télécommunications... L'ENSPTT, une grande école de management qui vous donnera accès à des postes de décideurs au sein d'un univers de technologies de pointe consacrées à la communication sous toutes ses formes.

Un concours de très haut niveau pour des postes de haute responsabilité.
Rémunération dès l'entrée en formation.
Les épreuves de sélection se dérouleront les 27, 28 et 29 AVRIL 1987.

Renseignements et Inscriptions : ENSPTT, 46 rue Barrault, 75634 Paris Cedex 13, NUMERO VERT : 05.05.66.77.

CLÔTURE DES INSCRIPTIONS LE 24 MARS 1987





UNIVERS DE LA GESTION

NANCY
Gestionnaire et commercial...

Important **GROUPE FINANCIER** Privé (2 500 personnes), spécialisé dans le financement des particuliers et des entreprises, nous occupons l'un des tout premiers rangs dans notre activité en France. Notre Centre Régional à Nancy recherche un

Jeune Diplômé
Droit, Economie, ESCAE

Intégré à une petite équipe, nous vous confierons progressivement la responsabilité de la gestion complète d'un portefeuille d'affaires : étude de dossiers de financement et recouvrement des créances. L'une des dimensions fondamentales de ce poste réside dans l'aptitude à la communication et à la négociation avec des partenaires internes (réseau commercial) et externes (apporteurs d'affaires, clients particuliers et entreprises, huissiers...).

Vous êtes débutant ou avez une expérience d'1 à 2 années. Cette fonction évolutive dans un groupe particulièrement dynamique, vous permettra d'exprimer réellement vos qualités humaines et techniques.

Merci d'adresser votre candidature s/réf. 7031, à notre Conseil SENANQUE - 62, avenue de Wagram - 75017 PARIS.

Sénanque

Jeune gestionnaire O.P.C.V.M. obligataire
Banque - 160.000 F +

Poste ouvert à des candidats non spécialisés - Une importante banque française, jouissant d'une notoriété de tout premier plan, recherche un jeune gestionnaire O.P.C.V.M. Basé à Paris et placé sous l'autorité du responsable des émissions françaises, il aura pour mission d'assurer la gestion de divers FCP et SICAV obligataires de la banque, avec, au départ, une dominante produits de trésorerie. Il élargira progressivement ses compétences en intégrant un plus grand nombre d'opérations, dans le cadre de l'effort de commercialisation réalisé par la banque, et acquerra une plus grande autonomie dans sa gestion. Ce poste ne peut convenir qu'à un candidat âgé de 23 ans minimum, de bon niveau général, possédant soit une spécialisation de gestionnaire junior, soit une première approche de l'environnement obligataire, acquise dans la banque, l'assurance, ou au sein du service trésorerie d'une entreprise. Une expérience de l'outil informatique et de la comptabilité est vivement souhaitée. Ecrire à H. CELERIER en précisant la référence A/R 9239M. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

HEC, ESSEC, ESCP

Faites vos preuves, nous vous ferons décoller !

Diplômé d'une Grande Ecole Commerciale, option Comptabilité-Finances ou de Sciences Po : Ecofi, vous cherchez à intégrer une Entreprise dynamique, ouverte aux idées neuves, capable de vous offrir un horizon international.

Venez faire vos armes aux ASSURANCES GENERALES DE FRANCE en qualité **d'Adjoint au Contrôleur de Gestion** de la DIRECTION ETRANGER. Pendant 2 à 3 ans à PARIS, votre mission sera d'analyser les résultats de nos Filiales et Succursales, de concevoir et mettre en place de nouveaux circuits d'information et de communication, ainsi que de mener des études financières et prévisionnelles.

Fort de cette première expérience où vous aurez montré votre dynamisme, votre capacité d'assimilation et votre force de caractère, prenez votre envol vers une de **nos Filiales à l'Etranger**,

pour y prendre des **responsabilités de management.**

Les A.G.F. réalisent un C.A. de 3,7 milliards de F. à l'Etranger dans plus de 40 Pays.

Alors si vous maîtrisez parfaitement l'Anglais et connaissez une deuxième langue, écrivez-nous, s/réf. LM 03.

ASSURANCES GENERALES DE FRANCE - Secteur Gestion de l'Emploi - 33 rue La Fayette - 75009 PARIS.



PARIS CHAMPS-ELYSEES

Groupe Français diversifié (principalement matériaux de construction et chimie), regroupant 20 Sociétés France et pays limitrophes, C.A. 1 Milliard de Francs, disposant d'un potentiel permettant d'appuyer une politique d'acquisition et d'expansion, cherche

RESPONSABLE COMPTABLE ET FINANCIER

Directement rattaché à la Direction Générale.

Chargé personnellement de la comptabilité (bilan comptable et fiscal de la société holding et de ses filiales financières) ainsi que d'un rôle important d'audit interne et de contrôle des procédures comptables et informatiques des filiales industrielles françaises et étrangères.

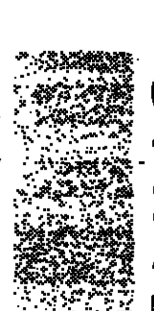
Le poste comporte, en outre, la gestion des actifs mobiliers et immobiliers (100 Millions de Francs), les opérations courantes liées aux relations avec les filiales et une participation à l'élaboration d'une politique financière et fiscale pour le Groupe.

Le candidat pourra, en outre, être appelé à animer la politique d'information interne et externe.

Le poste suppose le niveau minimum de l'ancien DECS comptable appuyé sur un diplôme supérieur de gestion (section Finances-Comptabilité), UNE PARFAITE MAITRISE DE L'ANGLAIS (allemand et italien très appréciés) et quelques années d'expérience à des responsabilités équivalentes dans une société à participations diversifiées ou un cabinet d'audit.

FIDAL PARIS

Ecrire avec C.V. et prétentions à : *Madame D'ORNANT*
18 Bis, rue de Villiers - 92300 LEVALLOIS-PERRET



CONTROLEUR DE GESTION INDUSTRIEL

William Saurin, ce sont les fameux plats cuisinés... et pour les fabriquer : 2 centres industriels avec des procédés de Recherche, Développement et Production très performants.

Contrôleur de gestion industriel basé au siège (20 km Paris-Est), vous serez l'architecte du système de gestion industriel en prise directe avec les contrôleurs de gestion de nos 2 établissements de production.

Le contrôle et l'analyse des investissements, l'optimisation des coûts seront vos challenges quotidiens. Il vous faudra redéfinir et homogénéiser les standards de fabrication.

Garant de la cohérence des prix de revient, vous établirez un relais efficace entre la Direction financière et les responsables industriels.

Nous vous demandons bien sûr une formation supérieure et surtout 3 à 5 ans d'expérience de contrôle de gestion ou d'audit en milieu industriel.

Merci d'adresser votre candidature, sous la réf. 234, à Agnès Girault, Présélection des Cadres, 122 avenue du Général Leclerc, 92100 Boulogne/Seine.

GROUPE LESIEUR

média-system

PEUGEOT S.A.

pour renforcer son service d'Audit Interne

recherche

AUDITEURS INFORMATIQUES

Ils auront à évaluer la qualité du service rendu par l'informatique et l'efficacité avec laquelle les utilisateurs emploient celle-ci.

Nous leur confierons notamment :
- des missions complexes couvrant plusieurs unités du groupe ou concernant des démarches méthodologiques ;
- des missions d'évaluation de directions informatiques à mener en liaison avec les autres auditeurs du groupe.

Ce poste nécessite à la fois une bonne expérience opérationnelle en informatique et une connaissance réelle des problèmes industriels et commericaux.

Un diplômé de grande école, un anglais courant et une expérience de 3 à 5 ans acquise comme Consultant dans un cabinet anglo-saxon seront nécessaires pour réussir.

Déplacements en France et à l'étranger.

La taille du groupe offre de larges possibilités d'évolution de carrière après quelques années d'Audit Interne.

Les candidatures sont à adresser à PEUGEOT S.A., Gestion du Personnel, 75, avenue de la Grande-Armée, 75116 PARIS.

Filiale d'un groupe US

Notre Société, filiale d'un groupe américain, est spécialisée dans le négoce de matériels et systèmes informatiques.
Son implantation en France a connu un réel succès. Pour faire face à son développement, elle recherche un :

Chef Comptable

Une formation supérieure (DECS ou équivalent), une expérience significative de 3 ans minimum au sein d'un service comptable d'une société anglo-saxonne lui donneront les atouts nécessaires pour prendre en charge les **comptabilités générale** et **analytique** ainsi que le **reporting.**

Rattaché au Directeur Administratif et Financier Europe, le candidat recherché intégrera une équipe jeune et dynamique.
L'anglais est indispensable.
Le poste est basé en banlieue sud de Paris.

Le niveau de rémunération et les avantages sont de nature à intéresser une personnalité de valeur.

Merci d'adresser CV, lettre manuscrite et rémunération actuelle sous référence 777 à



18 Avenue Matignon - 75008 Paris.

Jeune HEC, ESSEC, ESCP ou équivalent ;

LA TRESORERIE A LA DIMENSION INTERNATIONALE

Société de négoce international (CA sur Paris 4 mds de F), implantée dans plusieurs capitales européennes et aux USA, filiale d'un des principaux groupe alimentaire français recherche un jeune diplômé grande école de commerce.

Après une période d'intégration dans notre société et de formation à nos différentes activités, vous rejoignez l'équipe de notre Direction Financière et serez affecté à la Trésorerie Internationale.

Cette mission, outre un bilinguisme anglais indispensable, requière de grandes qualités de rigueur et d'organisation.

Bien sûr, la réussite à ce poste vous ouvrira de larges possibilités d'évolution dans notre société ou dans le Groupe.

Merci d'adresser CV, lettre manuscrite, photo et prétentions (en précisant sur l'enveloppe la réf. 7465) à Média-System, 2 rue de la Tour-des-Dames, 75009 Paris, qui transmettra.

Entreprise de restauration spécialisée dans le catering aérien, filiale d'un groupe international en pleine expansion, recherche son :

Contrôleur de Gestion Adjoint

Ce cadre supervisant les services comptabilité, budget et paye (12 personnes), assistera le Contrôleur de Gestion dans les fonctions suivantes :
- amélioration des procédures existantes et mise en place de nouveaux outils de contrôle,
- suivi de l'actualité juridique, financière, fiscale, sociale et réalisation d'études dans ces domaines,
- établissement des comptes consolidés et du reporting externe,
- élaboration du budget annuel, du contrôle budgétaire, des tableaux de bord et des prix de revient.

Nous souhaitons rencontrer un diplômé de l'enseignement supérieur en gestion spécialisation finances.

Il justifiera d'une première expérience réussie (2 à 3 ans) du contrôle de gestion ou d'audit, en entreprise ou en cabinet.

La maîtrise de la langue anglaise est indispensable.

Merci de nous adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à Sylvie RICHARME
Département des Ressources Humaines - BP 20316
95713 ROISSY CHARLES DE GAULLE Cedex.

VALENS CONSEIL

GROUPE FINANCIER LEADER DU FINANCEMENT AUTOMOBILE
RECHERCHE

COMMERCIAUX DIPLOMES DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR
AVEC 3 A 5 ANS D'EXPERIENCE

Vous connaissez le financement aux particuliers et/ou aux entreprises.

Après une courte période de formation, vous prendrez la responsabilité de l'une de nos agences sur Paris ou en province.

L'importance du Groupe offre des possibilités d'évolution de carrière exigeant une mobilité géographique.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo, prétentions à Média-System (réf. 7073), 2 rue de la Tour-des-Dames, 75009 Paris, qui transmettra.





Mission européenne : marketing et stylisme.

Un des leaders mondiaux du jean et du sportswear recherche son

CHEF DE PRODUIT INTERNATIONAL

Il aura pour mission d'assurer l'adaptation des collections proposées par la maison mère aux différentes filiales européennes.

Pour ce faire, il devra étudier, appréhender les aspects spécifiques et les goûts des différents pays d'Europe. Il participera aux travaux du département produit et y représentera les filiales afin d'apporter, sous sa responsabilité, toute modification ou addition-produit nécessaire à l'adéquation du produit au marché des filiales.

L'homme que nous recherchons est un professionnel du sportswear mais aussi un homme d'études de marché international, capable de prévoir les évolutions en Europe du jean et du sportswear.

Ce poste, clé de voûte de notre implantation internationale, peut permettre à un homme produit, alliant à des capacités d'analyse et de synthèse une grande mobilité, une carrière passionnante dans un groupe dont l'image et le dynamisme sont reconnus.

Merci de nous adresser C.V., photo récente et rémunération actuelle, sous la référence 70217 (à mentionner sur l'enveloppe).

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BKC PARIS-LYON-NEW-YORK-MILAN
BERNARD KRIEF CONSULTANTS
115, rue du Bac 75007 Paris.

CA consolidé 750 millions, 2000 personnes, 5 usines et 4 filiales étrangères

Nous sommes un groupe industriel intégré depuis peu au N°1 américain de notre secteur. Nous adaptons notre organisation en conséquence et recherchons notre nouveau

Chef Comptable

Basé à Paris **200/250 KF**

Animant une équipe d'environ 5 personnes, il centralisera les informations comptables, établira le bilan et les diverses déclarations fiscales. Il sera étroitement associé *à la mise en place de la comptabilité anglo-saxonne et d'un nouveau logiciel* ainsi qu'à l'harmonisation des procédures avec celles de la société-mère.

Titulaire du DECS, vous justifiez d'une expérience de la fonction comptable d'environ 10 ans, acquise pour partie à un poste d'encadrement au sein d'une société industrielle. Vous maîtrisez correctement la comptabilité anglo-saxonne et au-delà de vos compétences techniques vous possédez des qualités d'animateur, de disponibilité et pratiquez l'anglais.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre manuscrite + CV) *sous référence* CO891 à Ernst & Whinney Conseil, 150 Bd Haussmann 75008 Paris, qui étudiera votre dossier avec soin et discrétion avant de vous répondre.


Ernst & Whinney Conseil



ACTIS
RELATIONS PUBLIQUES

Entreprise leader de la profession en France
(40 collaborateurs permanents,
marge brute 1986 :
18,5 millions de francs)
recrute
pour FINACTIS, filiale spécialisée
en communication financière

2 CHARGE(E)S DE DOSSIERS

Formation universitaire
(Sciences Po, Sciences Eco, CELSA...).
Très bonne capacité de rédaction, anglais courant.

Condition requise :
une expérience professionnelle d'au moins quatre ans acquise au sein d'un organisme financier, dans la direction financière d'une société cotée en Bourse, dans une agence de communication financière ou dans la presse économique et financière.

Adresser C.V., photo et prétentions à : Département Ressources Humaines ACTIS Relations Publiques, 78, avenue Raymond-Poincaré, 75116 Paris.

Crédit Mutuel
Ile de France

CREONS ENSEMBLE NOTRE EQUIPE ORGANISATION

De formation BP/ITB, votre expérience de 5 ans minimum en exploitation ou en organisation

vous a permis d'acquérir une parfaite connaissance des circuits bancaires.
Suite à la mise en place de notre nouveau système informatique, vous aurez à réorganiser les circuits administratifs et éventuellement le système de classement de nos agences.
Cette mission exige sens relationnel très développé et imagination pour proposer des solutions adaptées et vendre vos idées. Elle vous permettra d'évoluer à terme vers des responsabilités plus larges tant au niveau du siège que du réseau.
Si vous souhaitez devenir les acteurs actifs de notre développement, merci d'adresser lettre manuscrite, CV et photo, sous réf. 3/87/0, à la Direction des Relations Humaines et Sociales, Crédit Mutuel Ile-de-France, 19 Cité Voltaire, 75011 Paris.

L'esprit pionnier

CABINET D'AUDIT FRANÇAIS
VOCATION INTERNATIONALE
recherche

AUDITEURS

2 à 5 ans d'expérience en Cabinet spécialisé

AUDITEURS INFORMATIQUES

Expérimentés

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo, souhaits de carrière et prétentions, sous réf. 5919 M, à l'Agence AFFLUENTS 49, avenue Trudaine 75009 Paris - qui transmettra.

PMI - CA 25 millions de francs, 30 personnes - fabriquant des appareils de technologie avancée à fort potentiel de croissance crée le poste de

DIRECTEUR FINANCIER ET ADMINISTRATIF

Région Sud-Est

Véritable n° 2 de l'Entreprise, il se verra très largement déléguer par le Président Directeur Général les tâches suivantes dans le cadre de la supervision du service comptable :
- La gestion de trésorerie,
- Les relations habituelles avec les banques,
- Les budgets prévisionnels, la préparation du bilan,
- *La gestion du personnel.*

Pour réussir pleinement à ce poste, il faut IMPERATIVEMENT une expérience d'au moins cinq ans dans un poste similaire et être diplômé de l'Enseignement Supérieur.
La pratique courante de l'anglais sera un plus important.
Adressez votre dossier de candidature à notre
MLA Conseil M.L.A., Monique Lagon, *B.P. 287, 13263 Marseille Cedex 07.*

Nous recherchons pour notre groupe

UN JEUNE BTS (ou équivalent)

pour lui confier la gestion des *comptes fournisseurs et les relations* internes et externes qui en découlent.

La Société :
- située à Paris (5è),
- un des tous premiers groupes d'exportation de produits pharmaceutiques,
- une vraie croissance,
- une ambiance mobilisatrice.

Adressez votre candidature (lettre manuscrite, C.V. + photo) à Chantal DHERBIER s/réf. 812 10, *rue du Mail* 75002 PARIS.

plein emploi
Conseils en ressources humaines.

LA CITE DES SCIENCES ET DE L'INDUSTRIE DE LA VILLETTE recherche son

CHEF DU SERVICE DE GESTION

pour la Direction des Expositions.

Avec une équipe d'une dizaine de personnes, vous prendrez en charge l'élaboration et le contrôle du budget de la Direction, *représentant environ* 100 Millions de francs.
Vous avez une formation supérieure (Sciences Po ou école supérieure de gestion) et au moins 10 ans d'expérience dans un poste similaire.

Adresser lettre + CV à :
LA CITE DES SCIENCES ET DE L'INDUSTRIE
Département du Personnel
75930 PARIS CEDEX 19

Etablissement Bancaire recherche pour sa Direction Régionale Bretagne

l'Adjoint au Chef du Service Contentieux

Ce poste, basé à Rennes, peut convenir à un jeune diplômé en droit (niveau maîtrise ou D.E.S.S.), pouvant justifier d'une première expérience professionnelle dans le domaine juridique, contentieux ou national.
Adresser CV, photo et salaire actuel, en précisant sur l'enveloppe la réf. 10802, à Média-System, 2 rue de la Tour-des-Dames, 75009 Paris, qui transmettra.
Réponse et discrétion assurées.

média-system

Société leader dans sa branche *recherche UN*

Jeune Assistant de Gestion

Pour l'élaboration et le suivi des budgets de ces agences.
La connaissance de la micro-informatique est nécessaire.
Niveau ESC, une première expérience du contrôle budgétaire serait un plus.
Envoyer lettre *manus.*, C.V., photo et prétentions à
SIAPA,
4, rue Ambroise-Croizat,
91121 PALAISEAU
Cedex.

Mairie de Saint-Fargeau-Ponthierry

recrute d'urgence

RESPONSABLE SERVICE FINANCIER

Niveau d'études : Dipl. d'études comptables supérieures ; exp. comptable exigée.

Adr. cand. manus. + CV + photo à :
M. le maire,
77310 St-Fargeau-Ponthierry.

Importante société de promotion et de gestion patrimoniales (40 000 logements), filiale d'un groupe financier, nous cherchons pour Paris

un responsable financier

Au sein d'une équipe de gestionnaires et en relation avec les services de la société, les notaires, *la DDE, etc.*, vous suivez la vie d'une dizaine de SCI : gestion des associés (tenue et mise à jour des dossiers, suivi des participations, rapports de gérance), gestion financière (suivi de la trésorerie, analyses, simulations et projections financières).

Diplômé d'études supérieures, vous avez une expérience financière d'au moins cinq ans, acquise dans un environnement similaire et souhaitez exercer une responsabilité plus directe dans une unité moyenne. La connaissance de la micro-informatique est indispensable.

Ecrivez à notre consultante, Mlle A. DANIEL, (réf. 4967 LM).


ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - GRENOBLE - LILLE - NANTES

MEMBRE DE SYNTEC

---

audit informatique

CABINET INTERNATIONAL DE CONSEIL ET D'AUDIT
recrute

INFORMATICIEN

pour AUDIT INFORMATIQUE

L'Audit informatique, beaucoup en parlent peu en font car, comme tout métier "neuf", il faut des connaissances empruntées à plusieurs disciplines de management : **Communication - Informatique - Organisation - Risk Management et Audit.**

Si vous avez une attirance pour ce qui se crée dans un milieu en évolution constante, **venez partager avec nous votre passion pour la fiabilité et la sécurité des systèmes d'information ; en contrepartie** nous vous offrons d'intervenir pour une clientèle de renom dans une ambiance professionnelle avec **des perspectives de carrière attrayantes.**

L'expérience acquise en matière de fiabilité et de sécurité des systèmes d'information sera déterminante dans le choix du candidat (H. ou F.)

Veuillez adresser votre candidature accompagnée d'un C.V. et d'une lettre manuscrite, sous référence 5513-M à I.C.A. 3 rue d'Hauteville, 75010 Paris qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising
NEW YORK PARIS

Trésorier H/F *Devises*

Notre Direction Financière recherche un jeune diplomé *Grande Ecole possédant une expérience* d'environ 4 ans dans le Service Change d'une Banque.

En prise directe avec notre Directeur Financier, vous aurez *à proposer la politique de change du* Groupe et à gérer notre trésorerie en devises, en utilisant tous les outils financiers et informatiques mis à votre disposition. Pour réussir pleinement dans ce poste, une bonne connaissance de l'économie *mondiale*, une bonne maîtrise de l'anglais sont indispensables *ainsi qu'un esprit vif, le sens de la rigueur et* de l'implication personnelle.

Aujourd'hui, vous souhaitez exploiter vos compétences. Notre Groupe à vocation *internationale* vous en offre les moyens (C.A. 19 MdF).

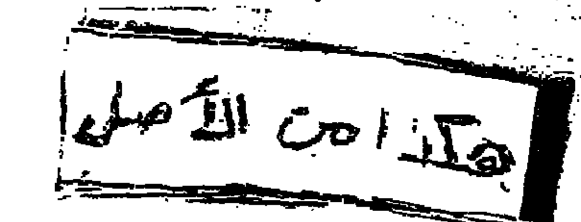
Merci d'envoyer votre CV, lettre manuscrite et rémunération actuelle *sous réf. 60992 à DEB'S* 103, rue Jouffroy 75017 PARIS qui transmettra votre candidature en toute confidentialité

Republic National Bank of New-York (France)



COLLABORATEUR

Directement rattaché au Directeur des marchés financiers, vous aurez à gérer et développer les portefeuilles de la clientèle.
Vous avez une connaissance approfondie des principaux marchés boursiers du monde (Etats-Unis, Japon, Europe, Euro-obligations) et du marché français.
En *relation constante* avec la clientèle française et étrangère, votre expérience de plusieurs années dans un poste similaire et vos qualités de contact vous seront nécessaires.
Annie Lecercle attend votre dossier de candidature (CV, photo, prétentions) sous réf. 7224, Republic National Bank of New-York (France), 20 place Vendôme, 75001 Paris.



UNIVERS DE LA GESTION

DIGITAL EQUIPMENT FRANCE, filiale du leader mondial en informatique de réseaux, 3,3 milliards de francs de C.A.

Responsables Comptables

De formation supérieure (DECS), vous avez plusieurs années d'expérience comptable et financière. Vous connaissez la comptabilité anglo-saxonne, vous utilisez les systèmes de communication et d'informations (ordinateurs personnels et gros systèmes).

En rejoignant notre direction financière, vous serez l'interlocuteur des contrôleurs de gestion et vous animerez une équipe de 10 personnes.

Deux postes sont aujourd'hui à pourvoir :

- responsable de la comptabilité stocks,
- responsable de la comptabilité générale.

Votre compétence vous ouvrira de réelles opportunités de carrière.

Envoyez votre candidature sous réf. MON362 à Anne CHEVALLIER - DIGITAL EQUIPMENT FRANCE - 2, rue Gaston Crémieux - B.P. 136 - 91004 EVRY CEDEX.

Digital : un choix de société

digital

Attaché au Président-Directeur Général HF
d'un Groupe International de Presse et Edition

Notre Groupe est considéré comme la première entreprise de presse du Tiers-Monde, en Afrique et au Moyen-Orient (150 MF de C.A. consolidé ; 200 personnes).

Pour l'aider à mener à bien plusieurs projets de développement, notre P.-D.G. souhaite s'adjoindre un collaborateur direct. Ses responsabilités opérationnelles porteront principalement, dans un premier temps, sur l'analyse financière, le juridique.

La réussite dans ces différentes missions doit le conduire, à terme, à une fonction de Directeur.

Ce poste de confiance intéresse un homme de culture internationale ayant impérativement une double formation financière et juridique, et une expérience d'au moins cinq ans portant sur l'analyse financière, le juridique, le commercial et le marketing, et, si possible, l'évaluation d'entreprise.

Sa personnalité, ses capacités à imaginer, analyser, communiquer seront les critères déterminants du choix.

Pour recevoir des informations complémentaires, merci d'écrire en précisant votre niveau de rémunération, sous référence 37 8310 M, à notre Conseil.



EQUIPES ET CARRIERES
11 bis rue Portalis 75008 PARIS

Tonique et communicant, notre contrôleur de gestion.

Jeune diplômé(e) d'une grande école de gestion, vous avez voulu apprendre votre métier en milieu industriel. 3 à 4 années ont passé et vous vous sentez mûr pour aborder une nouvelle étape que vous souhaitez riche, ouverte, excitante.

Chez nous, vous trouverez « du grain à moudre ». Nous sommes une société industrielle - 1400 personnes - du secteur sport et loisirs, filiale d'un important groupe japonais. Nous sommes en phase de mutation et d'investissement lourd. Les procédures et les méthodes de travail sont remises à plat. Il s'agit de construire de nouveaux outils, avec l'appui des experts de notre maison-mère et dans un esprit très participatif. Organisateur autant que contrôleur, vous aurez, au sein de la direction financière, de larges attributions : centralisation des informations, contrôle budgétaire, reporting, conseil et formation des opérationnels, mise en place des procédures - usine, commercial, achats... -, animation de groupes de travail, etc...

Autant dire que la mission n'est pas de tout repos et qu'il vous faudra faire preuve d'enthousiasme, d'adaptabilité, de réalisme et de sens des priorités. Parler anglais n'est pas pour vous un problème, bien au contraire. Le poste est situé dans un premier temps en banlieue/Paris-Nord, et d'ici 18 mois sera décentralisé dans une ville de la région picarde. Merci d'écrire sous référence 666 512 M à notre conseil SIRCA, 64 rue La Boétie 75008 Paris, en précisant votre rémunération actuelle.



Membre de Syntec

BANQUE PARIS-8e
Filiale d'un groupe important

recherche
POUR SON DÉPARTEMENT DE MARCHÉS

LE RESPONSABLE DE SON SERVICE TRÉSORERIE FRANCS ET DEVISES (H/F)

IL AURA :
- une formation supérieure (école de commerce, université, ITB, CESB) ;
- une expérience de plusieurs années des opérations de marchés (francs et devises) acquise dans un établissement bancaire de taille moyenne ;
- une bonne connaissance de la réglementation des changes et des nouveaux marchés.

LE RESPONSABLE DE SON BACK OFFICE (H/F)

IL AURA :
- une formation supérieure (école de commerce, université, ITB, CESB) ;
- une expérience de la fonction de 10 ans minimum acquise dans une banque de taille moyenne ;
- il devra en outre savoir utiliser l'informatique et dialoguer avec les services comptables.

Pour ces postes à pourvoir très rapidement, veuillez adresser lettre manuscrite, curriculum vitae, photo et prétentions sous référence N° 1591 à



Centre de Psychologie et d'Efficience
17, rue des acacias. 75017 Paris

Les Editions Fogtdal, basées en banlieue Est, sont une filiale du groupe danois BONNIERS SPECIALMAGASINER A/S.
Le groupe, fondé il y a 27 ans, présente une santé financière de premier plan, réalise un chiffre d'affaires 86 de 560 Millions de francs et distribue en Finlande, Suède, Norvège, Danemark et en France une série de magazines mensuels touchant les loisirs. Avec un seul produit, le Magazine "Fait Main", la filiale France réalise un chiffre d'affaires de 40 Millions de Francs et recherche un

"SERVICE MANAGER"
RESPONSABLE FILIALE H/F
Service Abonnements - Informatique
Administration - Gestion du Personnel

Le poste :
Nous recherchons un leader compétent, motivé et ayant une personnalité positive. Son domaine de responsabilité recouvre la distribution des magazines, le Service Abonnements, le contact avec les fournisseurs, les Administrations ainsi que la gestion courante de la filiale.

Les qualifications :
Nous attendons du responsable (30-40 ans) qu'il ait une bonne expérience dans le domaine de la vente de services, qu'il soit concret, orienté vers les résultats et qu'il n'ait pas peur de "retrousser les manches" si nécessaire. Un fonds de compétence informatique et administratif est demandé ainsi qu'une bonne connaissance du français et, de préférence, d'une des **LANGUES D'EUROPE DU NORD.** La connaissance de la Presse ou de l'Edition n'est pas nécessaire, car un véritable esprit "service" importe plus pour nous.

Nous offrons :
Une activité responsable et passionnante à la tête d'une petite équipe solide de 12 collaboratrices compétentes et un salaire attractif + voiture.
Prise de fonction prévue en Mai/Juin 1987.

Votre candidature :
Veuillez envoyer votre CV avec photo et indication de salaire actuel au Directeur Tonny NIELSEN :
BONNIERS SPECIALMAGASINER A/S, 1375, COPENHAGUE, DANEMARK.

CONTESSE

Editions Fogtdal

Dans le cadre du développement de ses structures SICAV-FCP, importante Banque recherche :

SICAV - FCP

Comptables

Vous devrez mener à bien la gestion comptable et administrative de nos produits. Vous êtes titulaire d'un BAC G2 ou d'un BTS comptabilité et justifiez d'une première expérience dans ce domaine.

Les candidatures de débutants seront étudiées avec attention.

Lieu de travail : **PARIS.** (Réf. 4643/CP/LM)

Responsables de groupe

Vous serez chargé d'organiser et d'animer une équipe de 5 comptables environ. Une formation de type BTS et quelques années d'expérience dans une fonction similaire vous permettront de mener à bien la mission que nous vous confierons.

Lieu de travail : **PARIS.** (Réf. 4643/RG/LM)

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions), sous la référence correspondante, à

Communiqué
71, av. Victor-Hugo - 75116 PARIS, qui transmettra.

SOCIÉTÉ FINANCIÈRE
MUTUALISTE
offre poste

ASSISTANT DE GESTION

Le candidat, de formation supérieure DECS, ESC ou équivalent, aura une expérience dans fonction similaire.

Il aura à traiter l'ensemble des travaux administratifs, sera responsable du service comptable et informatique, il devra animer une équipe de 10 personnes et remplir des missions plus ponctuelles pour le D.G.

Une connaissance de l'informatique mini et micro est indispensable afin de suivre les relations avec le prestataire de services et améliorer les procédures.

Adresser lettre man. + C.V. et dernière rémunération à

B.E.O.
sous référence 8448
34, rue de l'Arcade, Paris-8e.

HEC - ESSEC - ESCP - ISA

Vous pouvez débuter votre carrière et intégrer cette société mettant en œuvre des technologies de pointe (1600 personnes, 1,4 Milliard de CA HT), filiale d'un des premiers groupes français.

Adjoint contrôleur de gestion

Rattaché au contrôleur de gestion et en formation dans l'une des usines de la vallée du Rhône pendant environ un an, vous êtes ensuite basé à Paris.
En collaboration avec lui, vous préparez, suivez et contrôlez les budgets pour les 3 usines et réalisez la mise en place des procédures communes.
Responsable des études économiques réclamées par la direction financière pour chaque division, vous rendez compte au contrôleur de gestion.
Vous avez une personnalité affirmée, le sens et le goût des contacts, vous êtes énergique et des responsabilités importantes ne vous effraient pas, alors, nous vous remercions de nous écrire. (réf. 1012 M).

DB SA Les 4 M - Chemin du Petit Bois
BP 18 - 69131 Ecully Cedex.

DOMINIQUE BARRÉ S.A.
CONSEIL EN RECRUTEMENT DE CADRES

média-system

C.A. 750 MF, 1600 personnes, filiale d'un groupe international

ADJOINT AU DIRECTEUR COMPTABILITÉ-FINANCES

Diplômé de l'enseignement supérieur. 5 ans d'expér. professionnelle dans le contrôle de gestion en milieu industriel évolué avec une bonne maîtrise des outils d'évaluation. Anglais indispensable. Age : 30-35 ans. Lieu de travail : banlieue Ouest.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV et rémunération sous réf. n° 8819 à Publicités Réunies, 112, bd Voltaire, 75011 Paris.

intel

INTEL, leader mondial dans le domaine de la micro-électronique, recherche pour sa direction européenne, située à Saint-Quentin-en-Yvelines :

CADRE DE TRESORERIE H/F

Diplômé d'une école de commerce + 2-3 ans d'expérience dans un service trésorerie internationale au sein d'une multinationale ou d'une banque. Anglais courant exigé ainsi qu'une bonne connaissance de la comptabilité anglo-saxonne. Il aura principalement pour mission de mettre en place la politique de gestion du risque de change pour l'ensemble des filiales européennes (calcul des positions, mise en place des couvertures, etc.). Il participera également aux opérations de financements/investissements.

Merci d'adresser votre C.V., sous référence M 163, à la Direction des Ressources Humaines, Intel Europe, 1 rue Edison, B.P. 303, 78054 Saint-Quentin-en-Yvelines.

média-system

UNIVERS DE LA GESTION

1er fabricant européen de postes téléphoniques, notre expansion s'appuie également sur la production de postes téléphoniques, de terminaux et de radiotéléphonie. Notre forte croissance notamment dans les domaines des produits et systèmes de commutation nous conduit à renforcer la Direction du Contrôle de Gestion. Nous créons un poste de

Contrôleur de Gestion

Vous prenez la responsabilité du Contrôle de Gestion de la Division Réseaux et Commutation. Vous serez plus particulièrement chargé de proposer, de mettre en *place et de faire évoluer les outils de gestion pour :*

-*définir et quantifier les objectifs de la division (plan à moyen terme - budget ...),*
-réaliser les analyses d'écarts et de rentabilité (propositions commerciales, investissements, plan produits...),
-élaborer et valider les indicateurs de gestion (*documents de synthèse, tableaux de bords...*).

Diplômé de l'enseignement supérieur (Ingénieur ou cadre), votre formation ou votre expérience vous *permet de dialoguer avec un environnement technique* et de comprendre les produits de haute technologie.

Votre compétence s'appuie sur une expérience de 5 à 7 ans acquise en milieu industriel. Vous avez de la rigueur, des qualités d'organisation et un sens réel de la communication pour proposer et défendre vos idées. Anglais souhaité.

Merci de nous adresser votre dossier de candidature (avec photo et prétentions) en précisant la référence NK 3009 à Nicole KAMERZAC - D.P.R.H. rue Jean-Pierre Timbaud - B.P. 26 - 78392 BOIS D'ARCY CEDEX

MATRA COMMUNICATION

PARIENTE ANNONCES

CHEF DES SERVICES COMPTABLES

Importante Société de Services, 2000 personnes - 1,5 milliard CA recherche pour son siège de Paris un Chef des Services Comptables

Il aura pour mission de diriger une équipe d'une *trentaine de personnes chargées de l'ensemble* des opérations comptables de l'entreprise en *liaison avec les établissements décentralisés* (30 agences en France).

Agé d'environ 35/40 ans, diplômé d'une Ecole de Commerce et titulaire du DECS, le candidat retenu aura une expérience de quelques années en cabinet comptable et aura ensuite assuré la direction d'un service comptable d'une *entreprise moyenne.*

Outre de très bonnes connaissances en comptabilité et en fiscalité, il devra avoir une grande pratique de l'informatique.

Ses qualités humaines lui permettront enfin *d'animer et de motiver son équipe.*

Adressez lettre, CV, photo *et prétentions* sous référence 5140 à l'agence DESSEIN, 15 rue du Louvre 75001 PARIS.

DESSEIN

350 000 F

La holding d'un important groupe industriel **Paris Opéra** qui désire renforcer son équipe financière et comptable recherche un

DIRECTEUR DU SERVICE FINANCIER

Le candidat, rattaché à la Direction Générale, âgé d'environ 40 ans, de formation supérieure : *HEC - ESSEC* (option gestion financière), (*DECS ou équivalent apprécié*) **connaissant parfaitement l'anglais ou l'allemand,** aura à charge :
– de superviser la comptabilité de la Société,
– réaliser la consolidation du groupe,
– élaborer les tableaux financiers,
– négocier les emprunts.

Il maîtrise les techniques de consolidation des comptes et possède de bonnes connaissances fiscales. Ayant l'expérience de l'audit, il pourra piloter des missions et assurer un suivi des résultats des filiales.

Les capacités et compétences de cet homme **très rigoureux,** pragmatique, doté *d'une grande force de travail, apte aux négociations de haut niveau,* lui permettront à terme des possibilités d'évolution au sein du groupe.

Si cette opportunité vous intéresse, veuillez adresser C.V., photo et lettre de *motivation* manuscrite sous réf. BT/188 à notre Conseil **RESSOURCES PLUS - BP 65 - 77301 FONTAINEBLEAU CEDEX**

qui vous garantit la plus grande discrétion. Les candidats seront reçus à Paris.

Pierre Lichau

Responsable administratif et financier HF

SOCIETE HOLDING PAYS DE LOIRE.

Dans le secteur du négoce et des services, nous regroupons dans l'Ouest un groupe d'entreprises dynamiques. Sur un marché ouvert, nous renforcerons encore nos positions.

Notre Président souhaite rencontrer un cadre qui prendra la responsabilité du service administratif et comptable de notre société et qui prendra en charge la direction de la *cellule « audit filiales », ainsi que le secrétariat général de certaines de ces filiales.*

Ce poste convient à un diplômé supérieur qui peut justifier d'une expérience solide en matière juridique et comptable (niveau expertise).

Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous la réf. 6197/E, à notre Conseil André PLESSY - CAPFOR - B.P. 846 - 44020 NANTES Cedex 01.

CAPFOR

PARIS - LYON - AIX/MARSEILLE - NANTES - METZ - NICE
ANGERS - AUCH/TOULOUSE - BREST - CAEN - MONTLUÇON - NIORT - QUIMPER

MEDIA BL

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

MUTUALITE FRANCAISE

IMPORTANT ORGANISME SOCIAL

recherche

POUR SON SERVICE JURIDIQUE

JURISTE

Maîtrise de droit privé + D..E.A.

Plusieurs années d'expérience comme **généraliste,** indispensable.

Adresser lettre manuscrite, C.V. avec photo (restituée) et souhaits de rémunération exigés à MUTUALITE FRANCAISE 56 à 60, rue Nationale, 75649 Paris Cedex 13.

CONTESSE

HK INDUSTRIES

recherche un

TECHNICO-COMMERCIAL EXPORT

NEGOCIATEUR DE HAUT NIVEAU
Trilingue commercial anglais + allemand.
27/35 ans - Niveau BTS-DUT ou similaire.

Basé à Paris, il assurera après une formation technique **la commercialisation** à l'échelle internationale d'une machine exclusive auprès d'une clientèle :
- **constructeurs automobiles - motos - avions**
- ***fabricants de serrures.***

Nombreux déplacements de courte durée.

Adresser CV, photo et prétentions à **HK INDUSTRIES BP 508 -75528 PARIS CEDEX 11**

LEVI-TOURNAY/ASSCOA

secrétaires

SECRÉTAIRE DIRECTION

De formation supérieure, votre *expérience confirmée de 5 ans* minimum vous permettra *d'assumer avec efficacité* ce poste que souhaite vous confier

LE LABORATOIRE NATIONAL D'ESSAIS

pour son siège de Paris-15e.
Vous êtes parfaitement

BILINGUE ALLEMAND,

possédez de très bonnes notions d'anglais et connaissez LA STENO-DACTYLO
Merci d'envoyer votre candidature s/*réf.* 67/SRED/01 lettre manuscrite, CV, photo et *prétentions à :*
LABORATOIRE NATIONAL D'ESSAIS
1, rue Gaston-Boissier, PARIS 15e

Société internationale recherche pour son siège social situé en

FRANCHE-COMTÉ

région très agréable proche de la Suisse et de l'Allemagne, une

SECRÉTAIRE BILINGUE

DE NATIONALITÉ ANGLAISE

– Présentation excel.
– Grande discrétion.
– 2 à 3 ans d'expérience souhaitée.
– *Poste rattaché à la Direction générale.*

Env. CV + photo + prét. à Contesse Publicité 5, place du Corbeau, 67000 STRASBOURG SOUS RÉF. 81.115.

GÉRANCE INFORMATIQUE
recrute

ASSISTANTE de DIRECTION

– 30 ans minimum ;
– Connaissance de la paie et suivi du personnel ;
– *Formation clients ;*
– Tenue des journaux et libres de banque ;
– Dactylographie et/ou traitement de textes ;
– Grande autonomie de travail pour personne ayant le goût des initiatives ;
– Expérience dans poste similaire indispensable ;
– Rémunération selon compétences ;
– Position cadre.

Libre rapidement

Envoyer dossier de candidature + photo : *38, rue Copernic,* 75116 PARIS.

STÉNO-DACTYLO
EXPÉRIMENTÉE
(25-30 ans maximum)
(l'anglais est un plus)
Excellente présentation indispensable. *Méthode,* organisation, suivi de tâches, rapidité *d'exécution pour devenir après* formation.

SECRÉTAIRE DE DIRECTION

CV + photo indispensables. Ecr. à COFAP s/nº 50 1934 20, avenue de l'Opéra 75001 PARIS, qui transm.

propositions diverses

« Emplois et Carrières de la Fonction Publique » nº spécial de FRANCE CARRIÈRES *chez votre marchand de journaux en région parisienne.*

VOUS AVEZ DIVORCÉ OU VOUS ÊTES EN TRAIN DE LE FAIRE
VOUS AVEZ DES ENFANTS
Les uns et les autres. Comment vivez-vous cette épreuve ?
Pour une ÉMISSION DE TÉLÉVISION *nous voudrions recueillir les témoignages de chacun.* T. H. b. 42-99-54-03. 42-99-54-10. 42-99-51-54
Écrire émission
LE DIVORCE ANTENNE 2
PIECE 9133, 22, av. Montaigne 75387 PARIS CEDEX 08.

automobiles

ventes

de 12 à 16 C.V.

A VENDRE
Break Volvo 240, 1983
Gris métallisé, 1re main, 4 vitesses, overdrive, moteur neuf garanti 1 an.
Prix : 53.000 F.
Tél. : 43-87-24-56.

DEMANDES D'EMPLOIS

Conquérons ensemble des marchés rentables à l'étranger

Manager autonome des 4 filiales sud Europe & Afrique d'un groupe international réputé de Services et produits, recherche un nouveau Challenge expatrié ou export. Dynamique, expérience de création de filiales et de négociations au meilleur niveau en AFRIQUE, aux USA et au MOYEN-ORIENT (EGYPTE, GOLFE).

Tél. : 39-63-26-54 ou écrire sous le nº 6938 LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Montessuy, Paris-7e.

J.F. secrétaire comptable sur informatique, 4 ans exp., Bac G2, cherche emploi stable. *Libre rapidement.* Ecrire sous le nº 6943 *LE MONDE PUBLICITÉ* 5, rue de Montessuy, Paris-7e.

J.F. 35 ans psychosociologue, 6 ans d'expér. du recrutement et de respons. de format. des adultes, étudier. ttes propos. Tél. : 43-67-11-61 le soir ou Ecrire sous le nº 1092 LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Montessuy, Paris-7e.

Vous recherchez un gestionnaire pour votre centre de vacances : *J'ai 35 ans, 15 ans d'expérience, de sérieuses références et un fort désir de réussir.* Adressez-vous à J. GELLE, *5, r. Monet, 95120 ERMONT.* Tél. week-end et après 18 h : 39-15-44-84.

J.F. cherche emploi stable
STÉNODACTYLO
Paris ou banlieue Sud.
Téléphone : 69-24-77-78.

Jeune homme 21 ans, bonne présentation, dégagé O.M., niveau bac, diplôme de technicité analyste programmeur, cherche emploi programmeur ou opérateur débutant. Libre de suite. Tél. : 30-37-04-61.

DOCUMENTALISTE
J.H. 26 ans, maîtrise de docu*ment. + spécialisation photo,* licence d'hist., rech. poste dans édition, presse ou autre. Tél. : 69-09-55-52.

Entreprise taille humaine vous ch. LA pers. qui gère la FORMATION, prenne en main la DOCUMENTATION et assure la COMMUNICATION int. et ext. Téléphonez-moi : 39-13-55-93.

EXPERT COMPT. EXPÉRIMENTÉ *disponible pour 3 mois, salaire* 15.000 à 20.000 F selon rég. Ecrire sous le nº 8417 LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Montessuy, Paris-7e.

TRADUCTEUR ANGLAIS, *ESPAGNOL* ccial, technique, informatique, conférences et *séminaires, ch. travaux spécifiques, éventuell.* empl. définitif. VALLAUD : 69-34-48-43.

Comptable F. 45 ans, exp. PME, rech. mi-temps ou temps partiel. Tél. : 43-62-90-27.

TRADUCTEUR TECHNIQUE commercial et *militaire, officier* interpr. de l'armée de terre, angl., allemand, franç., 12 a. de carrière à l'étranger, étud. ttes prop. Tél. : 48-87-89-06.

Si vous dirigez un holding ou une entreprise en FRANCE ou AFRIQUE FRANCOPHONE, si vous avez le souci de réduire le coût des consultations et rédactions d'actes extérieurs, si vous pensez à un SERVICE JURIDIQUE structuré et efficace à qui vous donneriez une *réelle autonomie,* je veux bien être le *DIRECTEUR* de ce service. Libre dans trois mois, à 45 ans, j'ai une bonne formation, de sérieuses connaissances *juridiques* (commercial, civil, fiscal). *20 ans de pratique* (professionnel libéral et cadre), une parfaite maîtrise des contrats et documents sociaux, du traitement de textes, avec une grande disponibilité et une capacité de travail impressionnante. Ecrire sous le nº 8414 *LE MONDE PUBLICITÉ* 5, rue de Montessuy, Paris-7e.

Ingénieur 20 ans, expér., cherche trav. dom. *étude, réal.,* fabr. proto électron. analog. *micro-inform.* automat., instrum. mesure phys.-math. appl. M. Henry, B.P. 126, 75262 Paris.

BRÉSIL
Ingénieur confirmé E.S.E., au Brésil depuis 10 ans, forte exp. pilotage et coord. d'entreprises pour négociation et exécution gros contrats d'équipements, recherche responsabilités similaires ou représentation de firmes. Tél. : (16) 23-82-06-67.

DOCTEUR ÉCONOMIE, 30 a., spéc. taux change, relat. inter*nat.* franç., parl. angl., arabe, 4 a. exp. prof. en étud. écono*m.* et en con. *internat.*, étud. ttes pr. Ecrire sous le nº 8415 LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Montessuy, Paris-7e.

Chef service juridique-contentx, niv. doctorat, 15 a. exp. diversifiée, anglais, cherche situation stable cabinet ou société. Ecrire sous *le nº 8419 M* LE MONDE PUBLICITÉ *5, rue de Montessuy, Paris-7e.*

Secrétaire direction, 15 ans exp. (5 chez avocat), sténo, TTX, TB *culture générale,* ch. poste responsabilités. Tél. : 43-54-81-32.

J.H. SÉRIEUX, 32 ans, 10 ans *d'expérience isolation et emballage* polystyrène expansé, recherche poste commercial. LIBRE DE SUITE. Ecrire sous le nº 6942 LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Montessuy, Paris-7e.

40 ans DRH/secrétaire général format. comptable/bancaire et CPA, expérience en métallurgie *15 ans. Age 40 ans.* Rattaché au président de la sté, ma mis*sion consistant à :*
– L'élaboration de la politique sociale *et vérification* de sa mise en œuvre dans les différentes stés du groupe ;
– Présidence des réunions sociales. D.P. - CECT-CE - CCE - Comité de groupe ;
– Négociations sociales ;
– *Plans d'ensemble de formation ;*
– *Développer la communicat. ;*
– Responsabilités de l'organi*sation des services généraux* dans les différentes entrepr., y *compris les biens immobiliers ;*
– Chef d'établiss. d'une usine de 850 pers. recherche poste en *région* paris. DRH/secrétariat général avec possibilités de prendre des responsabilités DGA ultérieurement.
Ecrire à : Nº 5824 Publicités réunies, 112, bd Voltaire, 75011 Paris, qui transmettra.

J.F. 18 ans ayant BEP, CAP comptable et 1er degré de comptabilité. Notion : traitement de texte dactylo. Recherche emploi stable dans PMI ou PME. Libre de suite. Tél. : 60-05-87-67.

J.F. Ambition - Morphopsychographologue et parapsy, ch. poste dans recrutem.-formation. Étudie ttes prop. Ecr. : E.C. BP 118, 94304 Vincennes Cedex.

J.F. 23 ans trad. interprète diplômée de la Sorbonne. Secrét. quadril. (angl., all., it. + trait. de texte), dynamique et rigoureuse, bonnes réf., ch. poste motivant linguistique et/ou ccial - T. 39-60-27-57.

Dame retraitée E.N. cherche occupation bénévole, partielle, secteur social, pédagogique ou autre. Anglais courant. Tél. : 45-31-74-08.

FORMATION PROFESSIONNELLE

IFACE
Formation de Formateurs et de Conseillers en Formation

(Stage rémunéré)

Fondé en 1969, l'I.F.A.C.E. est un établissement de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris.

- Le programme *est ouvert aux diplômés* du 2e cycle de l'enseignement supérieur, ayant au moins trois ans d'expérience professionnelle.
- Il prépare à des fonctions d'animateur, de *formateur ou de conseiller* dans diverses organisations (entreprises, établissements d'enseignement et de formation continue, sociétés de conseil...).
- *Le programme* dure deux *ans* à temps plein et s'ouvre chaque année en septembre/octobre. Il consiste en une alternance de mises en situa*tion et de réflexions* sur les expériences vécues, ponctuée de séminaires.
- Le programme est agréé au titre de la rémunération des *stagiaires par* l'Etat et *peut* aussi être financé au titre des C.I.F.

Les inscriptions seront closes le 30 avril.

Renseignements et dossiers peuvent être obtenus à l'I.F.A.C.E. - 79, avenue de la République 75543 Paris Cedex 11 - Tél. 43.55.39.08 poste 1207

L'IMMOBILIER

appartements ventes

3e arrdt

PRÈS BEAUBOURG
3 p. entrée, w.-c., 57 m². 630.000 F.
Immo Marcadet, 42-52-01-82.

4e arrdt

ILE SAINT-LOUIS
SUR SEINE
liv. + 3 chbres, 2 bains, 125 m², ravissante cuis. coin repas + studio confort indép. imm. XVIIe. 43-26-22-63.

5e arrdt

VAL DE GRACE appt 75 m² liv. + 1 chbre s/jard. privatif de 95 m², gd calme, verdure. 1.850.000 F. 45-46-26-25.

6e arrdt

RUE DE CONDÉ
BEAU 6 P. ÉPOQUE DIRECTOIRE, 175 m², 2e ét., 2 portes *palières, divisibles 4 p. + 2 p.* DORESSAY - 46-24-93-33.

8e arrdt

ÉTOILE 180 m², 4e ÉT.
GARBI - 45-67-22-88.

11e arrdt

BD VOLTAIRE PROCHE
Mº Souleta-Montreuil, bel imm. rav., asc., bon stand, 2 et 4 p.
OCCUPÉS
Loi 48, personn. âgées, et baux libérables 88 et 89.
Tél. PPTAIRE : 42-25-46-82.

13e arrdt

GOBELINS
3 p., *bns, refait neuf* 720.000 F. 45-26-99-04.

14e arrdt

OBSERVATOIRE
GD 6 P. 200 *m² environ.* Très bonne distribution. Gd stand. Prof. lib. poss., soleil. VUE. 42-88-95-61.

15e arrdt

CAMBRONNE
Appts occupés loi 48, dans bel imm. pierre de t., de 350.000 F à 450.000 F.
42-80-64-74, poste 233.

Minitel

30 000 offres
Paris-province
36.15 Tapez LEMONDE puis FNAIM

appartements achats

Recherche 1 à 3 P. PARIS, préfère RIVE GAUCHE avec ou sans travaux.
PAIE CPT chez notaire.
48-73-20-67 même le soir.

IMMO MARCADET
Recherche urgent Appts ttes surfaces même à rénover, Paris. Tél. : 42-52-01-82.

locations non meublées offres

Paris

Paris-15e, rue Lecourbe, à louer dans immeuble récent, studio, *cuisine équipée, s.d.b.,* balcon. 2.850 F/mois ch. comprises. Tél. : 42-50-48-44, apr. 20 h.

locations meublées demandes

Paris

SERVICE AMBASSADE
Pour cadres mutés Paris rech. du STUDIO au 5 P. LOYERS GARANTIS par stés ou AMBASS. 45-26-18-85.

locations non meublées demandes

Paris

EMBASSY SERVICE
8, avenue de Messine, 75008 PARIS
recherche en location ou à l'achat APPTS DE GDE CLASSE pour CLIENTÈLE ÉTRANGÈRE corps diplomat. et cadres de stés multination.
TÉL. : 45-62-78-99.

bureaux

Locations

VOTRE SIÈGE SOCIAL A L'ÉTOILE
16e CHAMPS-ÉLYSÉES ou AVENUE VICTOR-HUGO.
Loc. burx, secrét., tél., télex. Domiciliation : 170 à 390 F/M.
CIDES, 47-20-41-08.

ÉTOILE
Très grand standing
BUREAUX MEUBLÉS
toutes durées, tous services.
TÉL. : (1) 47-27-15-59.

Votre adresse commerciale ou
SIÈGE SOCIAL
bureaux, secrétariat, télex
CONSTITUTION STÉS
Prix compétitifs. Délais rapides.
ASPAC 42-93-60-50 +

Domiciliation depuis 80 F/ms. Av. des Ch.-Elysées (Etoile). Rue Saint-Honoré (Concorde). Rue Cronstadt, Paris-15e. 21 *bis,* r. de Toul, Paris-12e. Constitut. SARL 2.000 F H.T. INTER DOM, tél. 43-40-68-50.

VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
SARL - RC - RM
Constitutions de sociétés. *Démarches et tous services.* Permanences téléphoniques.
43-55-17-50

DOMICILIATION CCIALE 8e TÉLEX/SECRÉT. TÉL. BURX
AGECO - 42-94-95-28.

SIÈGE SOCIAL
Secrétariat + *bureaux neufs.* Démarches R.C. et R.M.
SODEC SERVICES
Champs-Elysées 47-23-55-47
Nation 43-41-81-81

DOMICILIATIONS
Location BURX et ATELIERS
Permanence téléphonique (télex, télétex, télécopie, photocopie, secrétariat)
CONSTITUTION sociétés, commerçants, artisans
« CENTRE D'AFFAIRES INITIATIVES 2000 »
– PARIS-1er. Tél. 42-60-91-53 (rue Saint-Honoré).
– PARIS-15e. T. 40-56-02-82.
– 95 GONESSE. 39-87-31-53.

BUREAUX ÉQUIPÉS
DE 15 à 200 m² STANDING
OUVERT 24 H/24
Location courte ou longue durée. Tous services : tél., télécopie, télex, restaurant, parkings, secrétar., tél. *personnel.*
ACTE - 40-54-53-54.

DOMICILIATIONS
Forum des Halles. Bureaux, constitution *de sociétés,* télex, secrétariat.
ACCESS - 40-26-15-12.

immobilier information

Pour Vendre ou Acheter Maison - Appartement Château - Propriété Terrain - Commerce sur toute la France.
LAGRANGE
9, r. Le Châtelier, 75017 Paris.
Tél. : (16-1) 40-54-08-06.

Le Monde
ECONOMIE

UN AN DE GOUVERNEMENT CHIRAC

Les bonnes intentions contrariées

EN mars 1986, une majorité de Français donnait le pouvoir politique à la droite dans le même temps qu'elle lui confiait la direction de l'économie. Un an après ce choix, qui succédait à cinq années durant lesquelles la gauche avait gouverné, le pays a-t-il progressé ? Est-il plus riche et plus puissant, rendu plus indépendant par des finances assainies ? Son avenir est-il mieux préparé par la recherche et les investissements ? C'est une première question. On doit aussi se demander si l'équipe au pouvoir a beaucoup œuvré, si elle a vraiment pesé sur les événements et les évolutions ou si elle n'a fait pour l'essentiel qu'assister à une pièce entamée hors de France et bien avant son arrivée, une pièce dont elle ne pourrait plus que modifier en l'effleurant le déroulement.

Manque d'élan

Il y a un an, le programme de la droite appelé « plate-forme pour gouverner ensemble » assurait que *« les Françaises et les Français* [attendaient] *de renouer avec la croissance pour retrouver l'emploi et le progrès social »*. Il était dit que *« la crise mondiale* [était] *finie »* et que la France devrait retrouver *« une croissance au moins égale à celle de ses partenaires »*.

Force est de dire que, mis à part une éphémère flambée de consommation en 1986, l'activité est restée médiocre (un peu plus de 2 % l'année dernière en termes de PIB) sans espoir d'une amélioration rapide. Le gouvernement vient d'ailleurs de rectifier en baisse ses prévisions de croissance pour cette année : + 2 % au lieu des 2,8 % escomptés il y a seulement quelques mois. Quant à égaler ses concurrents, la France n'en est pas encore là. L'OCDE, comme la Commission européenne, la crédite pour 1986 et pour 1987 de scores légèrement inférieurs à la moyenne étrangère, et, en ce qui concerne les experts du Marché commun, d'une activité plus faible cette année que l'année dernière. La crise est peut-être finie mais la croissance n'est pas au rendez-vous. Le gouvernement en est profondément troublé, voire divisé entre partisans d'une relance et partisans de la rigueur maintenue.

Que la « plate-forme » commune aux partis de droite ait, il y a un an, péché par optimisme, cela est évident. L'idée la plus généralement répandue était que la baisse des prix pétroliers allait favoriser un redémarrage de l'activité économique dans le monde et tout spécialement en Europe. Beaucoup d'experts — la plupart même — ont fait cette analyse, et tous se sont trompés car la manne pétrolière, si elle a eu des effets importants, n'a pas été utilisée par les entreprises pour investir mais pour se désendetter. Il ne faut donc pas accabler la plate-forme commune.

Il est plus grave en revanche que l'hypothèse sur laquelle étaient bâtis la plupart des raisonnements et des calculs du programme de la droite ne se soit pas réalisée : celle d'un grand élan de confiance qui aurait poussé les entreprises à investir massivement pour se moderniser et accroître leurs capacités de production, à embaucher aussi et à exporter davantage. Aucune véritable rupture ne s'est produite dans les attitudes et les comportements, rien qui permette de parler d'un « élan nouveau » ou d'un dynamisme retrouvé, les succès de la Bourse relevant de considérations propres aux épargnants. Relance ou pas relance ? Les prochains mois risquent politiquement d'être difficiles. ■

Par Alain Vernholes

LE prolongement de tendances passées, le poids de l'environnement international, ont mélangé étroitement leurs effets à la gestion quotidienne de la droite et à ses réformes de fond. Il est bien difficile dans ces conditions de rendre à César ce qui lui appartient. D'autant plus difficile que ce mois de mars sur lequel un bilan d'un an devrait être établi appartient à une période médiocre, succédant à une année durant laquelle les Français ont beaucoup consommé et insuffisamment produit, et précédant un second semestre 1987 qui pourrait amorcer une période meilleure, c'est-à-dire plus équilibrée.

En ces temps incertains qui voient les embellies brusquement succéder à l'austérité puis disparaître tout aussitôt — comme ce fut le cas entre la mi-85 et la mi-86 —, les bilans mêlent inextricablement héritages, soummissions et apports.

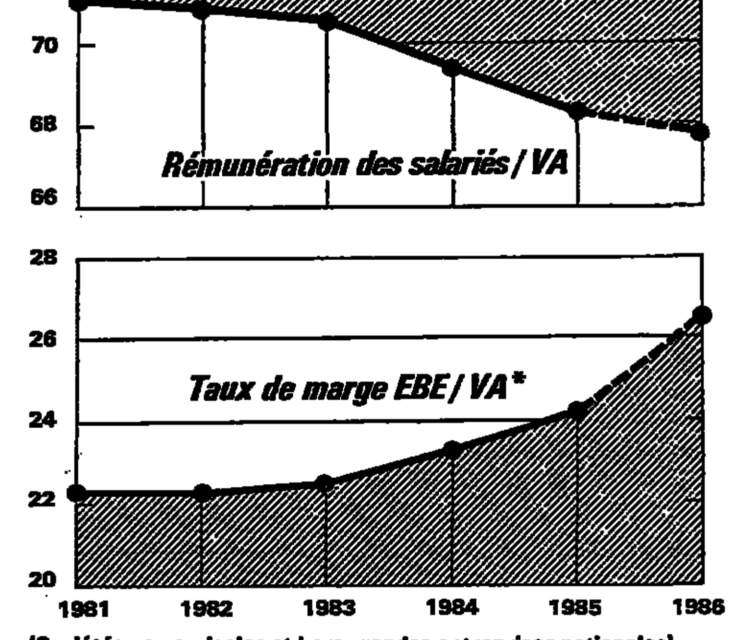
Où il faut bien parler d'héritage de la gauche étant donnée l'infinie sagesse des salaires

Depuis quelques années la progression des rémunérations s'est ralentie : + 11,2 % en 1983, + 7,6 % en 1984, + 5,9 % en 1985, + 4,2 % en 1986. Ces chiffres, qui sont ceux du taux de salaire horaire, correspondent — compte tenu de la hausse des prix — à une quasi-stagnation du pouvoir d'achat en 1985 (+ 0,1 %) suivie d'une légère montée en 1986 (+ 1,5 %).

Encore sont-ils fortement influencés, pour 1986 par un phénomène assez exceptionnel, qui n'est probablement pas près de se reproduire : celui de la forte baisse des prix de l'énergie entraînant — un peu artificiellement pourrait-on dire — une quasi-stabilisation de l'indice du coût de, la vie pendant quelques mois. Aussi l'évolution du pouvoir d'achat des salaires au fil des trimestres donne-t-elle une idée plus juste de la sagesse en question : + 0,5 %, + 0,3 %, 0 %, — 0,6 %. Ce qui correspond à une amélioration minime du niveau de vie entre la fin de 1985 et la fin de 1986 : + 0,3 %.

Quand on pense aux débordements salariaux des dix années 1972-1982 qui ont pesé si lourd sur l'inflation et la compétitivité de l'industrie, force est bien de reconnaître qu'une rupture essentielle s'est produite dans les comportements des Français. C'est cette rupture qui rend les gouvernants actuels optimistes malgré la mauvaise passe : dans une Europe qui connaît à nouveau d'assez fortes progressions salariales (Italie, Grande-Bretagne, RFA), la France se comporte de façon exemplaire — excessivement, disent certains.

Au profit des entreprises



(Sociétés non agricoles et hors grandes entreprises nationales)
* *Excédent brut d'exploitation / valeur ajoutée*
— — — *Tendance*

Cette sagesse permet de stabiliser totalement les coûts de production, laissant entrevoir une compétitivité accrue et des succès à l'exportation au second semestre. Fort bien : mais ces grandes espérances, sur quoi s'appuient-elles, si ce n'est sur ce formidable coup d'audace joué et gagné par la gauche en 1982 et 1983 avec le blocage des salaires, puis la désindexation des salaires sur les prix ? De ce point de vue, l'un des principaux atouts dont disposent actuellement MM. Chirac et Balladur est bien l'héritage de la gauche.

L'autre atout de la France est la santé retrouvée des firmes françaises dont les résultats financiers commenceront à être publiés dans quelques semaines, créant un véritable choc psychologique dans le pays. Déjà la Bourse a anticipé ce renouveau de santé, atteignant des sommets inconnus jusqu'alors.

On pourra gloser à l'infini sur l'enrichissement des sociétés acquis sur le dos des salariés. On soulignera que les résultats de 1986 ne réparent pas complètement les désastres de 1981-1982, années qui virent bon nombre d'entreprises françaises frôler la catastrophe, accablées qu'elles étaient par l'accumulation de charges nouvelles (39 heures, cinquième semaine de congés payés). Cela est vrai — ou partiellement vrai.

Mais ce qui est important, c'est de voir que l'un des faits majeurs des années 1986-1987 — à savoir le rétablissement financier des firmes, leur désendettement — a son origine en 1982-1983 dans le complet retournement de la politique économique menée par la gauche : freinage énergique des salaires, stabilisation des charges sociales, pause des réformes, allégement de la fiscalité (l'impôt sur les grandes fortunes, qui avait valeur de symbole, est supprimé pour les chefs d'entreprise).

Tout un environnement financier favorable aux entreprises — aux grandes essentiellement — a été, à partir de 1985, progressivement et méthodiquement mis en place par la gauche : création d'un marché des billets de trésorerie qui permet aux grandes firmes de se financer à court terme en dehors des banques ; décloisonnement des marchés des capitaux à court et long terme ; création d'un marché à terme des instruments financiers (MATIF) permettant aux firmes de se garantir contre les variations des taux.

Dans son héritage, la droite trouve aussi des cadeaux empoisonnés : celui d'une relance imprudente de la consommation des ménages qui déséquilibre le commerce extérieur pendant la première partie de 1986 ; celui d'un important déficit budgétaire et d'une dette extérieure avec laquelle il faut compter ; enfin et surtout celui d'une Sécurité sociale dont l'équilibre se révélera aussi fragile qu'éphémère, miné qu'il est par le régime vieillesse (retraites) et, dans une moindre mesure, par celui de la maladie (hôpitaux notamment).

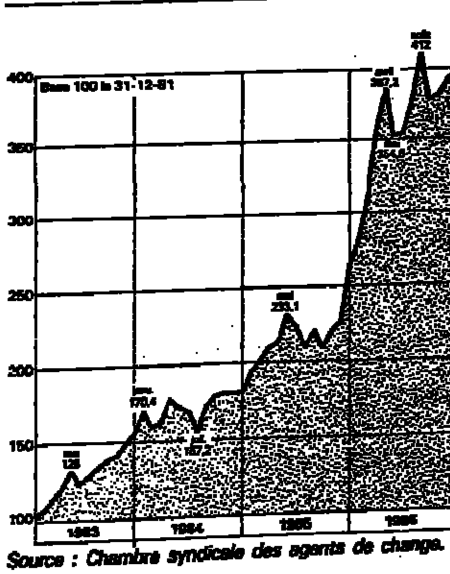
En 1986, l'écart de croissance entre cotisations reçues (+ 4,7 %) et prestations versées (+ 5,9 %) aurait déséquilibré les finances sociales sans un relèvement à partir d'août des cotisations vieillesse. Le rétablissement d'un prélèvement sur les revenus de 0,4 % a dû être décidé pour le début de 1987 et de 1988. L'héritage est donc ici lourd à supporter et les solutions difficiles à trouver.

Quand l'équipe au pouvoir ne peut qu'enregistrer les sautes du dollar et du pétrole

C'est bien pour cela que deux bons résultats — dont l'ambiguïté est d'ailleurs manifeste — ne peuvent lui être attribués. Ainsi la hausse des prix a été exceptionnellement faible en 1986 : + 2,1 %, le meilleur résultat depuis vingt-deux ans, après + 4,7 % en 1985. Mais une bonne partie des progrès réalisés (60 % exactement) s'explique par la baisse des prix de l'énergie qui a atteint — évolution exceptionnelle, elle aussi, — 14,5 %. Il est un peu troublant de constater qu'en ne prenant pas en compte l'énergie, la hausse des prix aurait été de 4 % en 1986. A n'en pas douter, l'inflation réelle, malgré d'incontestables et importants reculs, est actuellement plus forte en France qu'il n'y paraît.

(Lire la suite page 36.)

Succès des privatisations



Source : Chambre syndicale des agents de change.

Variations de l'indice CAC
(Compagnie des agents de change)

APRÈS bien des « ratés », dus notament à une mauvaise préparation des textes législatifs et à une opposition du président de la République au principe même d'une telle politique, le programme de privatisation prévu par le gouvernement a été rapidement mis en œuvre. Et avec succès.

Sans parler de la cession de 11 % du capital d'Elf, les deux opérations déjà réalisées — Saint-Gobain et Paribas — ont suscité un afflux de demandes, que M. Balladur, selon ses propres dires, n'escomptait pas. Au point que le minimum de titres fixé par la loi (dix) n'a pas pu être servi dans le cas de Paribas. En quatre mois, ce sont donc déjà près de 22 milliards de francs qui sont rentrés dans les caisses de l'Etat : 9 milliards pour Saint-Gobain (dont 2 milliards au titre de 1986 et 7 milliards au titre de 1987), 12,6 milliards pour Paribas.

Plusieurs autres opérations sont programmées pour cette année : TF1, Havas, le Crédit commercial de France, la Compagnie générale d'électricité, la Société générale. Sans compter la Compagnie générale de constructions téléphoniques — dont la vente se fera de gré à gré — ou de petites banques comme la SOGENAL, la Banque industrielle et mobilière privée et la Banque des travaux publics. D'ici à la fin de l'année, une compagnie d'assurances, voire une autre entreprise industrielle, seront peut-être également privatisées.

Au total, les recettes tirées par l'Etat de la privatisation risquent de dépasser les 40 milliards prévus de fin 1986 (la privatisation de Saint-Gobain date de novembre) à fin 1987.

M. Balladur se montre désormais soucieux de ne pas forcer la cadence, ne serait-ce que pour laisser la place aux augmentations de fonds propres des sociétés privées et des entreprises encore publiques freinées tout un temps dans ce domaine.

Le succès des privatisations suscite une polémique au sein du gouvernement. Certains ministres souhaiteraient qu'une partie des recettes servent d'autres objectifs que ceux originellement fixés : l'amortissement de la dette de l'Etat et la recapitalisation des entreprises restées publiques, Renault et la sidérurgie essentiellement. Pour l'heure, le ministre d'Etat résiste à ces sollicitations.

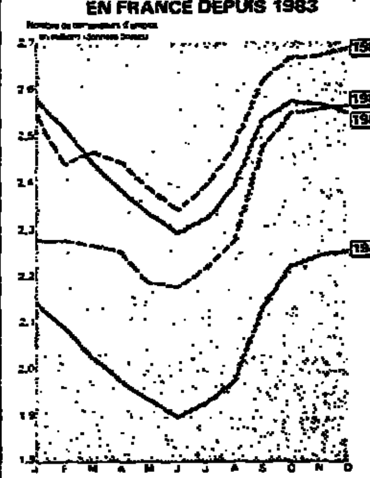
CLAIRE BLANDIN.

En retard sur l'emploi

EN un an, le nombre de demandeurs d'emploi a augmenté de cent soixante-dix mille environ. Depuis le 1er avril 1986, il s'est accru de deux cent soixante mille, en données brutes. La démographie amène chaque année deux cent mille personnes supplémentaires sur le marché du travail alors que l'emploi global stagne ou progresse à peine.

Mais les programmes en cours n'ont pas toujours été suivis. Un moment, on se désintéressa des TUC pour en redécouvrir ensuite les mérites. Les dispositifs pour les jeunes de seize à dix-huit ans et de dix-huit à vingt-cinq ans furent ignorés. On les réinventa en partie par la suite. Les formules d'aides aux jeunes en difficulté furent contestées, les entreprises « intermédiaires » (pour jeunes en difficulté) condamnées. Les missions locales (employeurs-collectivités locales) n'ont pas été soutenues. Les stages de chômeurs de longue durée ont connu une période de difficultés. Dans l'ensemble, le traitement social du chômage a d'abord été ignoré avant qu'on ne lui accorde à nouveau un rôle majeur.

L'ÉVOLUTION DU CHOMAGE EN FRANCE DEPUIS 1983



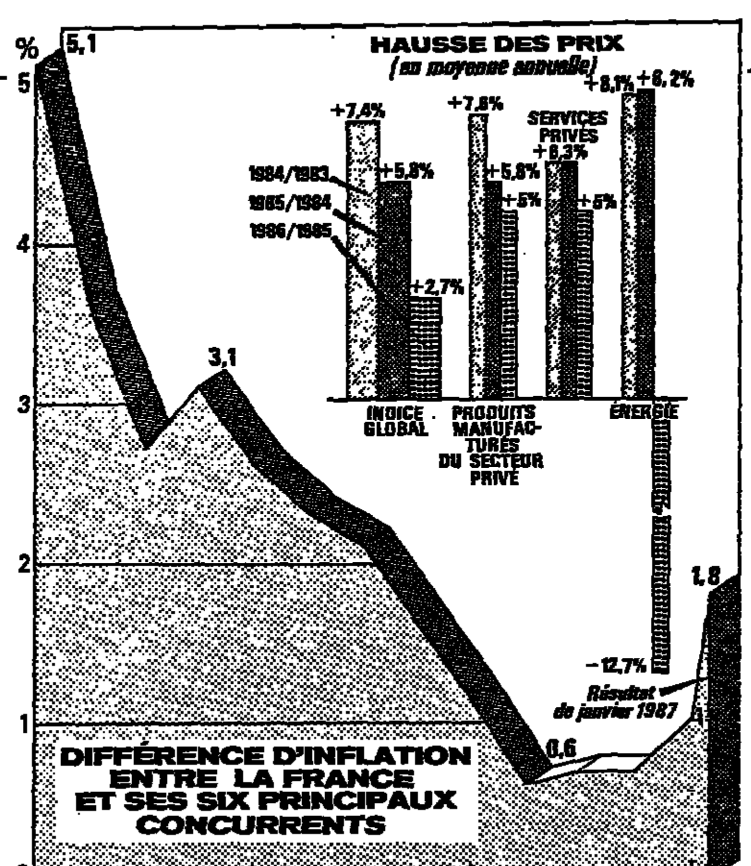
Les mesures nouvelles se sont additionnées dans le désordre et, parfois, se sont contrariées. Ambitieux, le plan d'urgence pour l'emploi des jeunes – prévoyant une exonération des charges sociales – a menacé des salariés plus âgés après la suppression de l'autorisation administrative.

Rapidement mises en œuvre, les dispositions en faveur du travail différencié (contrats à durée déterminée, intérim, temps partiel, travail saisonnier, etc.) ont surgi sans précaution dans un marché du travail déjà perturbé par la tendance à la précarisation.

Des mécanismes d'aide sélective du type plan jeune – qui n'ont d'effet qu'un temps – n'ont pas été remplacées depuis un an. La Rue de Rivoli hésite à relancer un programme de stages pour les chômeurs de longue durée (soixante-quinze mille au minimum en 1985). Les dispenses de recherche d'emploi pour les chômeurs de plus de cin-quante-sept ans et demi qui ont autant profité à M. Delebarre en 1985 qu'à M. Séguin en 1986 (soixante mille retraits des statistiques chaque année) ne produiront pas d'effet en 1987 et alourdiront le passif en 1988.

Les dispositions que le gouvernement Chirac a pu présenter ces dernières semaines ont trop tardé à venir pour corriger le cours des choses. Elles n'auront pas d'influence sur les résultats de ces prochains mois et n'infléchiront la courbe du chômage qu'à partir de la rentrée de septembre. Au mieux.

ALAIN LEBAUBE.



Sur ce graphique chaque point de la courbe est le résultat d'une soustraction : taux annuel d'inflation en France moins taux annuel moyen d'inflation à l'étranger (Etats-Unis, RFA, Grande-Bretagne, Italie, Belgique, Pays-Bas).

Les bonnes intentions contrariées

(Suite de la page 35.)

Même ambiguïté des résultats concernant les paiements extérieurs qui, l'année dernière, ont été excédentaires d'environ 25 milliards de francs après six années consécutives de déficit. Le fait est trop rare en France pour ne pas être souligné. Il est de plus essentiel puisqu'une balance courante (commerce extérieur et services) déséquilibrée force un pays à s'endetter en devises, comme la France l'avait fait bien imprudemment en 1981 et 1982.

Mais, plus encore que pour la désinflation, la baisse des prix de l'énergie, qui a fait économiser 90 milliards de francs au pays en 1986, explique de tels résultats. Elle dissimule du même coup des évolutions alarmantes : dégradation très forte des échanges de produits manufacturés, traditionnellement largement excédentaires mais dont le solde positif s'est réduit de 56 milliards l'année dernière ; perte importante de parts de marché, les exportations de produits industriels ne progressant pratiquement pas (+ 0,3 %) alors que la demande mondiale augmentait tout de même de 2,8 %.

A y regarder d'un peu plus près, on voit dans quel état laisserait la France une remontée des prix pétroliers, même si l'on tient compte d'achats plus importants que ne manqueraient pas de faire les pays de l'OPEP enrichis par des revenus supplémentaires.

Les apports de la droite ne pourront être jugés avant longtemps

L'essentiel des actions entreprises depuis avril 1986 porte sur des modifications structurelles : elles vont souvent dans le bon sens, mais ne révéleront leurs effets que dans un, deux, trois ans, voire plus.

Il en va ainsi des privatisations dont on peut espérer qu'elles donneront aux états-majors des grandes firmes – et à leur président d'abord – une réelle distance avec le pouvoir politique. Si les privatisations évitent à l'avenir que les équipes dirigeantes des plus grandes sociétés françaises soient modifiées à chaque changement de majorité politique – ce qui vient encore de se produire – et si elles leur permettent de rester en place suffisamment longtemps pour mener à bien une stratégie, alors le changement sera très positif.

Les Allemands s'étonnent souvent des performances réalisées par les grandes firmes françaises malgré l'instabilité qui leur est imposée. Et il est vrai qu'on peut se demander si la médiocrité des investissements depuis six ans ne s'explique pas en partie par ces mauvaises habitudes, une équipe menacée ayant peu de goût pour imaginer son avenir et des opérations qui ne la concerneront pas. Réflexion valable a contrario pour les états-majors des sociétés encore publiques qui attendent d'être privatisées.

Si enfin la privatisation développe le goût de l'épargne en actions chez les Français et leur intérêt pour l'industrie, ce sera un bien, car notre pays était sur ce point très en retard par rapport à l'étranger.

La décision prise de supprimer – ou presque – le contrôle des changes est positive puiqu'elle donne plus de liberté aux chefs d'entreprise pour manier, acquérir, gérer les devises étrangères dont ils ont besoin. Il y a là une avancée considérable qui n'avait été dépassée que pendant la brève période janvier 1967-novembre 1968. Mais, dans un premier temps, cette liberté a provoqué une forte remontée des taux d'intérêt. Ce phénomène se reproduira sans nul doute à l'avenir, la régulation se faisant maintenant par les taux depuis que l'encadrement quantitatif du crédit a disparu.

La libération des prix est maintenant totale. La droite a osé ce que la gauche hésitait à faire ou ne faisait que lentement. La rupture est totale avec cinquante ans de contrôle. Est-ce un bien ? Certainement, la concurrence étant meilleur juge que l'Etat pour l'établissement des prix et des tarifs. Mais, dans l'immédiat, la hausse des prix s'en est trouvée fortement accélérée au moment même où le gouvernement négociait des évolutions salariales draconiennes avec la fonction publique. Beaucoup de salariés estiment maintenant que le gouvernement leur fait supporter l'essentiel de la rigueur, alors que les professions indépendantes jouissent désormais d'une totale liberté de leurs revenus. Cette distorsion peut avoir des conséquences sociales (grèves) ou politiques (perte de clientèle électorale).

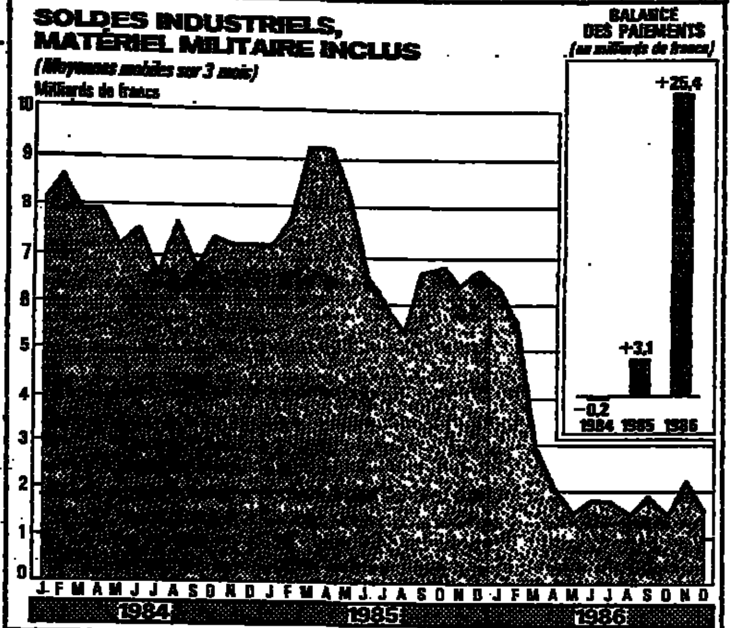
La décision prise en juillet 1986 de supprimer l'autorisation administrative pour les licenciements de moins de dix salariés avait pour but de donner plus de souplesse aux firmes dans leur gestion, avec cette idée que, rassurés sur la possibilité de réduire leur effectif en cas de besoin, les chefs d'entreprise embaucheraient sans trop hésiter en période de haute conjoncture. Le calcul était peut-être bon – on le verra plus tard, – mais dans l'immédiat la mesure a surtout eu pour effet d'accélérer les licenciements économiques, comme le souligne l'INSEE dans sa dernière note de conjoncture.

Le but est d'aligner la France sur les autres grands pays industriels

Trois constatation – en forme de bilan – peuvent être faites après douze mois d'exercice du pouvoir.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

هكذا من الأصل



Pour la première fois depuis 1979, la balance des paiements courants a été excédentaire en 1986. Les échanges commerciaux, quant à eux, sont tout juste équilibrés, malgré une réduction de près de moitié de la facture énergétique.

La première est que l'équipe en place a eu dans le domaine économique et financier la volonté courageuse de faire franchir des pas importants au pays pour le mettre à l'heure des grandes nations industrialisées : liberté des prix et des changes, initiative rendue au secteur privé, encouragement à l'épargne, modernisation du système monétaire et financier – largement entamé par la gauche, – réforme de la Bourse, qui va devoir gérer des transactions décuplées.

La plupart de ces décisions sont importantes et positives, ne serait-ce que parce qu'elles alignent la France sur les autres pays, plus personne ne songeant sérieusement à une voie de développement originale.« Deuxième constatation : la « plate-forme de gouvernement » a pesé lourd sur les actions entreprises. Un programme électoral forcément sommaire et simplificateur a remplacé une véritable politique économique. On l'a vu dans des choix discutables (l'impôt sur le revenu devait-il être pareillement allégé en ses deux extrémités ? l'IGF aussi rapidement supprimé ?) ou trop systématiques (les privatisations n'auraient-elles pas pu se faire progressivement par augmentation du capital ?).

On l'a vu aussi dans de nombreuses incohérences : l'objectif des prix pour 1987 a été révisé en hausse dès le mois de février ; les négociations salariales avec la fonction publique se sont déroulées sur des normes très dures au moment précis où se produisait une flambée des prix ; des indications parfaitement contradictoires ont été données aux banques (affaire des chèques payants) et aux assurances.

L'extrême attention portée au respect des promesses électorales, une volonté un peu brouillonne de modifier rapidement beaucoup de choses pour créer un grand élan, l'insuffisante attention apportée à la gestion du quotidien et à ses contraintes expliquent bien des déconvenues : depuis la dévaluation d'avril 1986, qui n'a pas eu durablement les effets escomptés (une baisse sensible des taux d'intérêt réels), jusqu'aux dures grèves de la SNCF, de la RATP et d'EDF.

Troisième constatation : l'idéologie a trop souvent remplacé la réflexion. Il est probablement raisonnable de vouloir rendre à l'initiative privée une plus grande part de responsabilité dans l'économie. Mais c'est ignorer les réalités que de croire – ou de faire croire – que l'Etat n'a plus grand rôle à jouer en ce monde. Aucune réflexion approfondie n'a été entreprise sur la place que doit conserver l'Etat dans l'économie : planification à moyen et à long terme, industrie, recherche – dont on a d'abord diminué les crédits, – sécurité sociale, fiscalité. Il y a là une grande lacune.

Parce qu'il exerce ses fonctions de ministre de l'économie et des finances sans partage avec l'Elysée et sans concertation réelle avec Matignon, M. Balladur jouit d'un pouvoir solitaire et probablement excessif. De la contradiction – qu'on appelle parfois consultation – naissent souvent de bonnes décisions.

ALAIN VERNHOLES.

Deux réajustements monétaires

LE gouvernement de M. Chirac a commencé par dévaluer le franc de 6 % le 6 avril, à Ootmarsum, aux Pays-Bas. Cette opération avait pour objectif de *« remettre à l'heure la pendule »* : un écart avait été creusé avec le mark depuis la dévaluation du 21 mai 1983, du fait de la hausse des prix nettement plus forte en France qu'en Allemagne fédérale.

Par la suite, M. Balladur entreprenait, conformément aux promesses électorales, de démanteler le contrôle des changes. Celui-ci fut totalement supprimé, à l'exception de la possibilité pour les résidents français de constituer des dépôts en devises et de la liberté, pour les banques françaises, de prêter des francs aux non-résidents (faculté accordée à des conditions extrêmement restrictives).

La levée du contrôle des changes a été très bénéfique pour les entreprises, dont les contraintes et les frais ont été allégés. Mais elle a eu pour contrepartie une accentuation des sorties de capitaux lors de la crise du système monétaire européen (SME) en décembre 1986 et en janvier 1987 : la chute du dollar provoqua une ruée sur le mark, au détriment des monnaies plus faibles du SME, rendant nécessaire un réajustement des parités, le 12 janvier.

Il est certain que la plus grande liberté dont bénéficient les opérateurs, notamment en matière de couverture à terme pour le négoce, a gonflé les sorties de devises qui ont dépassé 70 milliards de francs, annulant les rentrées observées au lendemain de la dévaluation du 6 avril. Mais l'ensemble de la communauté financière s'est félicité de ce que la levée du contrôle des changes ait été maintenue en dépit de la crise.

L'expérience a d'ailleurs prouvé qu'aucun contrôle des changes n'a jamais empêché une dévaluation, la retardant, tout au plus, et à grands frais. Le renforcement du SME, qui avait été envisagé pour amortir les crises au sein du système, n'a pu être effectué. Sa mise en chantier est, maintenant, à l'ordre du jour.

FRANÇOIS RENARD.

Stagnation de l'investissement industriel

En 1985, la croissance de l'investissement avait été tirée par l'industrie. En 1986 le commerce et les services ont pris le relais. Il en sera probablement de même cette année.

Le ralentissement de l'effort d'équipement industriel intervenu l'année dernière malgré un spectaculaire redressement des marges est très net pour les grandes entreprises : l'investissement stagne totalement en volume pour les firmes de plus de cinq cents salariés.

En revanche, les entreprises de moins de cent salariés ont augmenté leurs investissements de 17 % en volume l'année dernière. Mais le très gros effort de ces dernières – probablement sensibles au discours libéral du gouvernement – ne compense pas l'immobilisme des grandes firmes, qui pèsent d'un poids très lourd (65 % de l'investissement total).

D'une façon générale l'investissement productif a en 1986 moins progressé en France qu'en RFA : 3,5 % contre 5 %. Il risque d'en être de même cette année, selon les prévisions officielles (+ 4 % contre + 7 %).

(Variation en % par rapport à l'année précédente)

	1985	1986	1987
Grandes entreprises nationales (21 %)	– 1	– 2	– 3
Autres entreprises (79 %)	+ 3	+ 5	+ 6
dont :			
industries concurrentielles (38 %)	+ 11	+ 5	+ 6
commerces-services (30 %)	– 3	+ 7	+ 8
agriculture (7 %)	– 4	– 3	– 2
bâtiment et travaux publics (4 %)	0	2	3
Total (100 %)	+ 2	+ 3,5	+ 4

Source INSEE : *(« Situation et perspectives françaises ».)*

Demi-échec sur les taux d'intérêt

LE processus de désescalade des taux d'intérêt, largement amorcé par le gouvernement socialiste, s'est d'abord poursuivi, puis s'est arrêté. Il a fait place, à partir de la fin d'août 1986, à une remontée des taux des obligations et du loyer de l'argent sur le marché interbancaire. Depuis le début de mars 1987, tous les taux ont recommencé à baisser.

Après la dévaluation du franc, le 6 avril 1986, la Banque de France ramenait son taux d'intervention, en deux étapes de 8 1/4 à 7 1/2 %, le niveau le plus bas depuis juin 1979. Ce taux baissait à 7 1/4 % en mai, puis à 7 % en juin, tandis que le taux de base des banques revenait de 10,60 % à 10,10 % puis à 9,60 %. En même temps, la rémunération des dépôts des caisses d'épargne diminuait de 6 % à 4,50 %. Quant aux taux des emprunts d'Etat, encore à 10,50 % au début de 1986, puis à 8,70 % en mars, ils fléchissaient à 7,50 % en juin.

Un coup d'arrêt fut alors donné, la France ne pouvant continuer de faire baisser ses taux en raison de l'attitude de la RFA, qui refusait énergiquement de réduire les siens. La Banque de France fut contrainte, en fin d'année et au début de 1987, de relever jusqu'à 9 % ses taux d'intervention, ce qui amena une hausse notable des taux obligataires. Ceux-ci dépassèrent 9 % sur les emprunts d'Etat.

La réévaluation du mark, le 12 janvier, ne fut pas suffisante pour entraîner la désescalade attendue. Ce ne fut qu'après l'accord du groupe des six grands pays industrialisés, le 22 février 1987, à Paris, qu'une décrue se produisit. Le loyer de l'argent au jour le jour est revenu à 8 % et les taux des emprunts obligataires à 8,50 % environ.

La baisse des taux d'intérêt que visait M. Balladur en s'installant il y a un an au ministère de l'économie et des finances a donc été un demi-échec, et ce d'autant plus que les taux nominaux en France restent nettement plus élevés qu'en RFA (4 points à court terme et 3 points à long terme).

F. R.

La chronique de Paul Fabra

Pauvres chômeurs de longue durée, priez pour eux !

L'ABSENCE à peu près totale d'analyse continuerait-elle à caractériser la façon dont est abordée la question du chômage ? Dans l'évolution dramatique du phénomène, on ne voit pas, comme on pourrait le penser (et l'espérer), une raison pour prendre le problème à bras le corps et, les politiques jusqu'alors suivies pour le résoudre s'étant révélées inopérantes, pour essayer de tracer de nouvelles voies d'approche. On se complaît, au contraire, dans l'idée qu'aucun remède d'envergure ne saurait être efficace, et que, en conséquence, il convient de s'en remettre surtout aux recettes du traitement social.

Le jugement de la résignation sert ainsi de couverture à une formidable opération où l'impuissance supposée du pouvoir politique sert d'instrument privilégié de séduction. Désireux de « donner un nouveau souffle au dialogue social », Jacques Chirac propose de préparer pour la session parlementaire du printemps, en concertation, bien sûr, avec toutes les organisations intéressées, des mesures législatives en faveur « des chômeurs de longue durée qui ont des problèmes sociaux et humains graves » et de ceux « qui arrivent en fin de droits ».

L'objectif ne pourrait être mieux défini. Rien n'illustre mieux la dégradation de la situation de l'emploi que l'accroissement constant de l'ancienneté des chômeurs. Si les moyennes voulaient dire quelque chose, on pourrait prétendre que, en France, le chômeur « moyen » est un chômeur de longue durée puisque, en moyenne, les hommes et les femmes indemnisés pour cause d'inoccupation non volontaire sont depuis trois cent quatre-vingt-dix jours inscrits comme tels. Comme la proportion de ceux qui, après un an, n'ont pas retrouvé de travail est de 37 % — une des plus élevées du monde, — on peut, en rapprochant ces chiffres, conclure que, dans cette très forte minorité, on compte beaucoup d'hommes et de femmes dont la vie professionnelle a été interrompue depuis plusieurs années.

Ce que signifie une longue période d'inactivité est facile sinon à vivre, du moins à concevoir. Plus le temps passe, moindres sont les chances d'être embauché. Les employeurs sont prompts à dénier les qualifications requises à une personne qui n'a pas travaillé depuis longtemps. Ceux qui sont dans cette situation se découragent au fur et à mesure que le résultat de leurs démarches leur paraît plus aléatoire.

ON ne reprochera certainement pas au gouvernement de se pencher sur leur sort. Encore moins de se préoccuper de ceux et de celles dont les allocations de fin de droits, qui relèvent du système de l'assurance — soit 90 F par jour quand on a plus de cinquante-cinq ans, 65 F en dessous, — sont épuisées et qui peuvent avoir des difficultés à obtenir l'indemnité de solidarité relevant du régime de l'assistance. Cette dernière est soumise comme telle à une condition de ressources et à l'obligation d'avoir travaillé pendant cinq ans.

Mais l'initiative gouvernementale dissimule mal l'esprit de résignation dont elle s'inspire. Même si l'on doit se féliciter des formules envisagées en faveur de la formation (contrats et stages de réinsertion financés par l'Etat). On veut bien soulager, et c'est à ce titre qu'on s'adresse à la sensibilité de l'opinion. Rien n'indique qu'on se soit assigné pour mission de changer, fût-ce en se donnant de longs délais pour y parvenir, les règles d'un jeu pipé. C'est que psychologiquement, et donc politiquement, toute recherche d'une solution positive risquerait, préalablement à tout autre effort, de mettre le gouvernement dans l'obligation de bousculer les sensibilités des parties intéressées.

Or, dans nos démocraties modernes, les modes de vie et d'expression ont beau s'uniformiser, les réflexes profonds et les mentalités sont en réalité aux antipodes les uns des autres. Ce qui est vertu ou droit de l'individu pour les uns est le pire des vices ou le mal absolu pour les autres. Cela va de l'autorité paternelle, de l'avortement, jusqu'à l'attitude devant la fraude fiscale. Comme la façon la plus sûre de troubler la paix civile est une brusque révélation de cette déchirure, la prudence politique, fausse politesse faite à l'incompatibilité des sensibilités en présence, consiste à ne soulever une vraie question que si l'on croit y être absolument contraint. C'est pourquoi le pouvoir politique évitera la remise en question des préjugés ambiants, pratiquement à tout prix, y compris en l'occurrence au risque de se priver d'une chance, si ténue soit-elle, d'améliorer à terme la situation de l'emploi pour les futurs chômeurs de longue durée — lesquels ne sont aujourd'hui encore que des chômeurs de faible ancienneté.

Ce qui, en France, rend le problème particulièrement insoluble est que, entre le monde des demandeurs d'emploi, inscrits à l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE), et celui des entreprises susceptibles d'embaucher, les communications sont en quelque sorte laissées au petit bonheur. Certes, pour maintenir l'inscription, l'ANPE exigera que vous justifiiez votre qualité de demandeur d'emploi, et surtout que vous répondiez à ses convocations périodiques. Mais qu'est-ce au juste que chercher activement un travail quand n'existe pas en fait d'organisation pour mettre systématiquement en regard les demandes et les offres ? La justification en question consiste-t-elle à répondre aux petites annonces, à accomplir soi-même des démarches directes auprès des employeurs potentiels ?

EN Suède, qu'il conviendrait d'imiter sur ce point, l'octroi des indemnités généreuses, y compris le plus souvent pour les chômeurs de longue durée, est subordonné à une condition beaucoup plus précise et donc à première vue plus sévère. Pour continuer à y avoir droit, il faut ne pas avoir refusé un emploi, et bien sûr pas nécessairement un emploi à sa porte. Mais tout est fait, là-bas, pour maintenir en contact étroit les chômeurs avec le marché de l'emploi, lequel est du reste entendu au sens large puisqu'on y inclut les stages de formation dépendant plus ou moins de la puissance publique.

Le chômage de longue durée y demeure l'exception (un peu plus de 5 %). Certains seront tentés de penser que c'est pour cette raison que le régime suédois peut se permettre d'être plus sélectif. Cependant, la relation de causalité pourrait bien être inversée. S'il y a peu de chômeurs de longue durée, c'est peut-être bien parce que tout est mis en œuvre pour multiplier les possibilités d'insertion pendant la période où c'est le plus facile.

POUR être à même de refuser une offre d'emploi, encore faut-il qu'on vous en propose une. Une réforme visant à rapprocher le dispositif français du modèle suédois exigerait un changement complet des mentalités. Le patronat devrait être le premier, s'il avait véritablement une politique de l'emploi, à réclamer l'institution, par tous les moyens, d'un système propre à se substituer aux défaillances de l'ANPE dans ce domaine, en tout cas de beaucoup de ses agences locales. Mais l'ANPE est elle-même désarmée, à supposer qu'elle ait la volonté de se réformer, si les employeurs ne se préoccupent pas de communiquer les offres qu'ils publient par voie de presse ou autrement. Le CNPF s'intéresserait-il à cette tâche qu'il pourrait peut-être effacer le ridicule et l'odieux de la presque inoubliable promesse faite en juillet 1984 par Yvon Gattaz de créer 367 000 emplois au cas où serait supprimée — chose faite — l'autorisation administrative de licenciement.

Pour ceux qui se trouvent de l'autre côté de la barrière, et notamment les syndicats, la révolution culturelle devrait être de ne plus traiter a priori les chômeurs, fussent-ils de longue durée, comme des victimes. Victimes, s'ils le sont, c'est d'abord de l'inorganisation. Ceux qui parlent en leur nom y trouvent leur avantage. Entre l'ANPE, qui tient les registres, et les ASSEDIC, qui versent les indemnités et prennent les décisions de suspension après enquête demandée à la direction départementale du travail, le partage des responsabilités n'est pas clairement tranché. Quant aux critères de décision, dans une matière aussi délicate que celle-là, ils ne sont en réalité pas définis.

A TRAVERS LES REVUES

par MICHEL BEAUD

Une science ?

J'AI même rencontré un économiste heureux. Il m'a parlé d'un monde merveilleux. Les entrepreneurs fumaient d'énormes cigares en souriant. Les consommateurs étaient aux anges. Il n'y avait pas de chômeurs. Il n'y avait ni pouvoir ni rapport de forces. Un paradis rêvé par quelque poète en extase ? Non : tout simplement l'harmonie d'un univers de marchés parfaits et d'agents rationnels ; bref, l'optimum walraso-parétien tel qu'on l'enseigne à tout étudiant en économie.

Je n'ai pu m'empêcher d'émettre quelques réserves et de dire combien cela me paraissait loin de notre monde quotidien. Il me reprit avec beaucoup de tact : il aurait pu m'asséner cent ans d'orthodoxie, m'écraser sous la masse d'un appareil mathématique terriblement puissant, me piéger dans un entrelacs de courbes. Il en appela tout simplement à Kant, Piaget et Husserl... C'est, du moins, ce que fait Jean-Pierre Oslem, maître de conférences à l'université de Besançon, dans sa « méditation husserlienne » sur la rationalité de l'équilibre concurrentiel général (1).

Pas de connaissance sans le repère de l'évidence, cette « confirmation des jugements, des regards que nous portons sur la réalité, et que l'on peut subsumer sous le concept d'intention : attitude générale par laquelle un sujet se tourne vers le monde. (...) C'est le sujet qui donne au monde le sens et d'abord la possibilité d'être connu ». Cette « analyse intentionnelle » offre la possibilité non seulement d'écarter « l'illusion de l'objet en soi », mais surtout d'établir « l'unité constitutive » de la totalité « qui permet à la réflexion de se déployer de façon autonome et déductive tout en conservant sa pertinence à l'égard de la réalité ».

Qu'importe dès lors le sens commun. « La théorie de l'équilibre concurrentiel général propose une représentation du système économique idéal avant de s'interroger sur les conditions de sa mise en œuvre. » Et qu'importe qu'on s'éloigne du monde réel. « L'enracinement de l'optimum dans un projet normatif, conforme aux exigences de la raison pratique, justifie ce retournement (...). » Finalement, la théorie de l'équilibre général, « science apriorique de l'échange », est, pour l'économie, mise au jour d'un « pôle de structuration », d'un « sens réfléchi », sans quoi il ne peut y avoir connaissance (1).

La théorie et les données

Herbert A. Simon, professeur à l'université Carnegie-Mellon, prix Nobel de sciences économiques, dénonce cette attitude intellectuelle, trop fréquente, à ses yeux, chez les économistes : ceux-ci partent de quelques visions théoriques globales, pour développer sur leurs bases leur raisonnement, et si le monde ne correspond pas à ces visions, si les régressions donnent de mauvais résultats, eh bien, tant pis pour le monde !

« En économie, affirme H. A. Simon, il y a une distance entre la théorie et les données qui n'est en rien comparable à ce que je connais dans les sciences naturelles et sociales (2). » Et il plaide pour une plus grande observation des réalités, pour une plus grande attention aux faits, aux données. Au lieu de raisonner sur la fiction d'un être rationnel, les économistes doivent « observer les preneurs de décisions au cours de leur processus réel de prise de décision (...) et étudier les croyances de agents, leurs attentes, leurs méthodes de calcul et de raisonnement ».

A partir de là, H. A. Simon s'en prend à la fois à la théorie néo-classique et à la macro-économie, à Gary Becker et à Robert Lucas. Et il s'en prend aux éléments fondamentaux de la micro-économie, tels qu'ils sont enseignés aujourd'hui : « Si c'est faux, pourquoi ne pas le rejeter ? Oui, je le rejette. Je pense que les manuels sont un scandale. Je pense que soumettre de jeunes esprits influençables à cet exercice scolastique comme s'il disait quelque chose au sujet du monde réel, c'est un scandale (...). Je n'attends pas vraiment des économistes qu'ils débarrassent leurs textes des éléments théoriques non valides ; en tout cas, ce n'est pas pour demain. Mais je ne connais aucune autre science, qui se donne pour objet de traiter des phénomènes du monde réel, où des affirmations sont régulièrement émises en contradiction patente avec la réalité » (2).

Alfred S. Eichner, professeur à l'université Rutgers, arrive à des conclusions très voisines. Ayant posé la question : « l'économie peut-elle devenir une science ? », il commence par préciser ce qui, à ses yeux, caractérise l'approche scientifique ; il s'agit, avant tout d'une certaine manière de vérifier la validité des idées ou des interprétations. Dans cette perspective, il préconise quatre expérimentations : un test de cohérence, qui concerne la cohérence logique interne de la démonstration ; un test de correspondance, par lequel on vérifie que les conclusions qui découlent d'une théorie sont bien confirmées par les observations empiriques ; un test d'inclusion, par lequel on s'assure que la théorie est capable de prendre en compte l'ensemble des faits liés au phénomène étudié, et enfin un test de parcimonie, qui vérifie que tous les éléments pris en compte dans la construction théorique sont réellement nécessaires pour expliquer les faits observés (3).

Une source d'erreur

Soumis à ces tests, les quatre éléments de base de la théorie néoclassique — courbe d'indifférences, isoquant, courbe d'offre et analyse de la productivité marginale — sont condamnés sans appel : « Chacun représente une source d'erreur fondamentale. » Il en est de même de la théorie macro-économique orthodoxe, telle qu'elle résulte de la « synthèse néoclassique » réalisée à partir d'éléments de la pensée de Keynes : les deux piliers de cette théorie — le modèle LM-IS de Hicks-Hansen et la courbe de Philips — ne satisfont pas aux tests empiriques, et notamment au test de correspondance. Ce qui conduit A. S. Eichner à cette remarque : « Si ces six constructions théoriques-clés devaient être retirées des manuels d'économie pour la raison qu'elles n'ont pas été validées empiriquement, il ne resterait pas grand-chose, et ce qui resterait serait sans cohérence. »

Mais, pour lui, existe une alternative théorique « solide et englobante », la théorie post-keynésienne : « Au principe de la demande effective et au rôle reconnu à la monnaie dans la Théorie générale, ont été ajoutés la dynamique de croissance de Roy Harrod et John Neuman, la théorie de la production de Wassily Leontief, la théorie de la valeur de Piero Sraffa et les modèles de distribution et de prix de Michal Kalecki. (...) Joan Robinson, dans The Accumulation of Capital, a, la première, réussi à synthétiser beaucoup de ces idées dans un modèle cohérent unique, et Luigi Pasinetti a plus précisément, dans Structural Change and Economic Growth, réussi à produire une synthèse encore plus large (3). » Et Eichner présente comme subissant avec succès les quatre tests, les principaux corps de la théorie post-keynésienne : grâce à elle on sort enfin de la métaphysique et on dispose d'éléments d'explication scientifiques de la manière dont fonctionne une économie évoluée...

Le modèle et la réalité

Observation, élaboration théorique, vérification empirique ; et d'une manière liée : démarche scientifique, diagnostic et conseil pour l'action. Il faudra bien qu'un jour les économistes, et d'abord les économistes universitaires, acceptent de prendre en charge réellement ce problème ; ce qui impliquera, nul n'en peut douter, quelques révisions déchirantes.

C'est, d'ailleurs, bien ce problème qui est au cœur de l'article que Marc Lavoie, professeur à l'université d'Ottawa, consacre aux théories du chômage d'Edmond Malinvaud (4). Il ne met évidemment en doute ni la rigueur scientifique ni la conscience de l'auteur ; il recherche simplement dans quelle mesure le modèle, le « prototype », sur lequel a travaillé E. Malinvaud correspond à la réalité des économies contemporaines. Et il fait ressortir une discordance importante : le modèle repose sur l'hypothèse de rendements décroissants, alors qu'en période de sous-activité la réalité est inverse.

M. Lavoie souligne qu'E. Malinvaud est trop rigoureux pour passer imprudemment d'un diagnostic fondé sur un modèle simplifié à des recommandations de politique économique, et qu'il est allé jusqu'à récuser ceux qui « ont cru voir dans son modèle un outil de compréhension du monde réel ». Malheureusement, « bien des économistes moins réputés auront invoqué son explication du chômage classique pour justifier l'application concrète de mesures d'austérité ». Or, ces mesures, M. Lavoie souligne, qu'elles sont d'une manière générale inadéquates pour combattre le chômage, et qu'elles le sont particulièrement dans les situations de sous-utilisation des capacités de production et dans les périodes de progrès technique...

L'économie semble au cœur de la vie de nos sociétés. Elle est au centre des préoccupations et des décisions de ceux qui nous gouvernent. Elle envahit chaque jour l'enseignement, l'information, la vie de chacun. Et les économistes en sont encore à se demander comment elle peut devenir une science.

(1) Jean-Pierre Oslem, « La rationalité de l'équilibre concurrentiel général », Revue d'économie politique, novembre-décembre 1986 (Éd. Sirey, 22, rue Soufflot, 75005 Paris).

(2) The Failure of Armchair Economics, interview de Herbert A. Simon, Challenge, novembre-décembre 1986 (80 Business Park Drive, Armonk, N.Y. 10504).

(3) Alfred S. Eichner, Can Economics Become a Science ?, Challenge, novembre-décembre 1986.

(4) Marc Lavoie, « Chômage classique et chômage keynésien : un prétexte aux politiques d'austérité », Économie appliquée, 1986, n° 2 (Droz, 11, rue Massot, 1211 Genève 12).

Rationnel ?

« Il me faut d'abord écarter une opinion qui n'est peut-être pas toujours clairement exprimée, mais qui me semble implicite dans de nombreux écrits, à savoir qu'une théorie de l'économie ne peut, en principe, qu'être fondée sur la notion de rationalité (...). Pourtant, aucun principe général n'interdit l'élaboration d'une théorie économique fondée sur des hypothèses autres que celle de rationalité (...). En fait, les théories qui ont des applications directes ont généralement recours à des hypothèses de nature différente. »

C'est une réflexion stimulante sur l'hypothèse de rationalité des agents économiques (que l'on retrouve dans les principales théories économiques) que nous propose Kenneth J. Arrow, professeur à l'université Stanford, prix Nobel de sciences économiques, dans la Revue française d'économie (hiver 1986).

Une hypothèse bien éloignée de la réalité, et d'autant plus qu'elle implique que chaque agent soit parfaitement informé sur tous les marchés — présents et futurs ; une hypothèse « faible » et qui est souvent associée à d'autres (homogénéité des agents, séparabilité, utilité anticipée...), ce qui peut mener à une situation où, en toute logique, il ne devrait plus y avoir aucun échange sur le marché étudié...

K. J. Arrow approfondit sa réflexion sur l'hypothèse de rationalité dans les situations de pouvoir de marché, marchés imparfaits, marchés incomplets...

● L'Association Monnaie finance banque (AMOFIB) de l'université Panthéon-Sorbonne organise, le jeudi 2 avril à 14 h 30 à Paris (1) un colloque sur « la nouvelle régulation par les taux d'intérêt » placé sous la présidence de Christian de Boissieu, professeur à Paris-I.

(1) AMOFIB, 12, place du Panthéon, 75005 Paris. Tél. : 46-34-99-47.

هكذا من الأصل

DECIDER'S

POUR LES CADRES, LA RETRAITE A 40 ANS.



1947-1987 - Les 40 ans du régime de retraite des cadres
Le 13 mars 1987, l'Association générale des institutions de retraite des cadres (AGIRC), en présence du Président de la République, du Premier Ministre, et du Ministre des Affaires Sociales et de l'Emploi, a célébré le 40e anniversaire de la signature de la Convention collective nationale du 14 mars 1947 qui a donné naissance au régime de retraite des cadres.
Cadre du secteur privé, vous êtes donc l'un des 2.300.000 affiliés, collaborateurs des 404.000 entreprises adhérant aux 57 institutions ou caisses de retraite de cadres regroupées par l'AGIRC. 880.000 retraités bénéficient de ce régime.

40 ans de stabilité
Le régime de retraite des cadres, géré conjointement par les cadres et les employeurs, est une innovation remarquable qui a prouvé une efficacité incomparable dans sa durée.

Ce régime privé et obligatoire innove:
- par la technique de la répartition adoptée par ses fondateurs,
- par la généralisation du contrat collectif,
- par la promotion de la solidarité entre générations et entre secteurs d'activités,
- par la création d'une unité de compte: le point de retraite, insensible aux variations monétaires.

Ce régime a prouvé son efficacité depuis 40 ans. La technique de la répartition a permis de faire bénéficier les retraités de la forte croissance des trois décennies d'après-guerre. Rempart efficace contre l'inflation, il a préservé le pouvoir d'achat des retraités.

40 ans de sécurité
Face aux incertitudes économiques et monétaires, le régime de retraite des cadres peut regarder l'avenir avec sérénité. Forts de leurs 40 années d'expérience, les partenaires sociaux ont affirmé leur capacité de gestion. Le régime de retraite des cadres s'est doté d'une gamme d'outils de prévision économique à long terme; il a mis en place des dispositifs régulateurs internes; il possède une ouverture et une souplesse d'adaptation qui lui permettent de faire face et d'assurer le meilleur placement pour votre retraite.
Grâce à son potentiel et son dynamisme, votre caisse de retraite de cadres est capable d'apporter la réponse à vos préoccupations quotidiennes: maladie, invalidité, décès, rente-éducation pour les enfants, etc.

40 ans de solidarité
La solidarité est le principe fondamental de l'activité des caisses de retraite de cadres depuis leur origine. Dans le domaine de la retraite, bien sûr, cette solidarité s'exprime entre cadres de différentes générations; solidarité entre les jeunes et leurs aînés; solidarité entre ressortissants de différents secteurs d'activités, certains en expansion, d'autres en difficulté. Cette solidarité joue aussi en faveur des cadres provisoirement touchés par la maladie ou le chômage sous forme d'attribution de points gratuits.
La vocation des caisses de retraite de cadres va plus loin encore, grâce à une action sociale complémentaire personnalisée. Les cadres peuvent bénéficier des fonds sociaux pour affronter des situations particulières: logement, bourses d'études, vacances, aides aux enfants et aux adultes handicapés, protection médicale, aide à domicile, orientation et placement des personnes de grand âge, aides individuelles en cas de difficultés, etc. Ces prestations s'ajoutent à 3 types d'interventions collectives prioritaires: prévention de la vieillesse, aide aux personnes âgées et dépendantes, aide aux chômeurs.

57 caisses à votre écoute
Votre caisse de retraite de cadres est proche de vous et de vos préoccupations. N'hésitez-pas à la questionner, soit par l'intermédiaire de votre employeur, soit directement. Elle est pour vous un lieu privilégié d'information, d'écoute et de conseil. Adressez-vous à votre caisse, l'une des 57 adhérant à l'AGIRC.

AGPC BOIS ET AMEUBLEMENT CALVIS CAPICAF CAPIM CAPIMMEC CAPRAMICATE CAPRICEL CAR CARCESSO CARCICAS CAREP-SAGEM CARICA-BP CARPRECA CARVAL CAVCIC CCRR CETSE CGIC CGRCR CIPC CIPRIC CIRCA CIRCIA CIRICA CIRPICA CIRRSEC CNPBTPIC COREP CRCPP CRIC CRICA CRICAS CRICIC CRPC CRPCIP HAUSSMANN IPCASMO IPCP IPECA IPICA IPERCES IPRIAL IRCA IRCAFEX IRCAP IRCASA IRCPME IRCRA IRPVRP IRRAPRI METIERS D'ART ET DE CREATION PRECA PRESSE PUBLICITE LA REPARTITION UPC

Economie

REPÈRES

Commerce

La grande dispersion des marges

La dispersion des marges reflète la variété des services rendus par le commerce, démontre une étude que vient de publier l'INSEE (*Economie et Statistiques*, février). Cette étude souligne que deux comportements commerciaux vont en général de pair avec la croissance de l'entreprise. Soit des taux de marge faibles correspondant à des gammes de produits demandant peu de service, soit, au contraire, une spécialisation sur des activités ou des gammes de produits exigeant plus de service. Par exemple, chez les bouchers, pour la période 1980-1982, ce sont les *entreprises au taux de marque* (marge brute rapportée aux ventes), le plus faible et celles au taux le plus élevé qui se comportent le mieux. Ce sont bien les deux comportements extrêmes qui ont permis aux entreprises de résister au mieux.

Caoutchouc

Accord entre producteurs et consommateurs

Producteurs et consommateurs se sont mis d'accord, le samedi 14 mars, sur les « éléments de base » d'un nouvel accord international sur le caoutchouc (l'accord actuel expire le 22 octobre), qui sera rédigé dans les prochains jours et formellement adopté le 20 mars.

Cet accord faisait l'objet de négociations depuis deux ans, mais butait principalement sur le mécanisme d'ajustement du prix de référence. Les consommateurs souhaitaient notamment des ajustements plus fréquents (douze mois au lieu des dix-huit mois de l'accord actuel) et une adaptation plus rapide aux tendances du marché.

La formule de compromis prévoit un réexamen du prix de référence tous les quinze mois. En outre, si le prix indicatif quotidien se maintient en dessous ou au-dessus du prix de référence pendant six mois, ce dernier sera automatiquement révisé en hausse ou en baisse de 5 %, à moins que le Conseil international du caoutchouc ne décide d'un pourcentage supérieur.

AFFAIRES

Le secteur tertiaire emploie 19 % de la population active

Une journée pour promouvoir des services dynamiques et disparates

Le 17 mars se tient à Paris, à la Maison de la chimie, la première Journée nationale des services, intitulée *Une chance pour demain*. Organisée par le ministère du commerce, de l'artisanat et des services, sous la présidence effective du ministre, M. Georges Chavanes, cette journée regroupe quatre cents personnes dans huit commissions de travail qui traiteront du développent, de la concurrence, de la création d'entreprises, de l'exportation, du financement, de l'innovation... La journée sera clôturée par M. Jacques Chirac.

Devenus prépondérants en France comme dans tous les pays industrialisés, les services occupent 19 % de la population active et ont, de 1960 à 1984, embauché 1 300q000 personnes (plus de 400 000 dans les services rendus aux entreprises et plus de 800 000 dans les services rendus aux particuliers), alors que, dans le même temps, l'industrie perdait 850 000 emplois, le bâtiment et les travaux publics 750 000, et l'agriculture 400 000.

Si le dynamisme des services n'est plus à démontrer, la définition du secteur est presque impossible, tant le foisonnement des activités est grand, de l'hôtellerie à l'informatique, de la coiffure à l'architecture, du nettoyage à la documentation, de la photographie à la gymnastique, de la réparation d'appareils électriques à l'expertise comptable... Les services, à vrai dire, se définissent négativement et regroupent tout ce qui n'est ni agriculture, ni industrie, ni commerce, ni artisanat... Il reste à savoir si tous ces acteurs disparates ont des préoccupations communes. Pour le savoir, le ministère a demandé à l'institut Recherche économique et sociale (RES), spécialisé dans le « *marketing stratégique* » une étude par sondage, menée du 23 au 27 février, auprès d'un échantillon représentatif de 1 200 prestataires de services, sur les « *attentes* » de ce secteur.

Les résultats reflètent, certes, la diversité d'activités mais aussi d'âge, de formation, d'importance des entreprises, avec cependant quelques grands thèmes fédérateurs tout à fait attendus. Les prestataires de services souhaitent payer moins d'impôts (92 %), moins de charges sociales (65 %), et apprécieraient un allégement de la législation du travail (58 % de ceux qui réalisent un chiffre d'affaires de 10 millions à 99 millions de francs). Mais ils sont optimistes quant à l'avenir de leur profession : 78 % d'entre eux estiment que le secteur va se développer (essentiellement dans les loisirs et le tourisme) et 63 % souhaitent que leurs enfants embrassent cette profession.

Peu convaincus des vertus de la concurrence, ils ont une attitude frileuse devant les perspectives d'instauration du marché intérieur européen en 1992, et très majoritairement (64 %) n'ont pas l'intention d'orienter leur activité vers l'étranger. Très partagés sur le rôle que doit jouer l'Etat à leur égard, ils s'estiment peu représentés au sein des chambres de commerce et d'industrie, et 80 % d'entre eux souhaitent que les assemblées consulaires développent leur rôle.

Une deuxième journée devrait être consacrée aux services, à l'automne, avec comme objectif la définition de mesures concrètes.

J. D.

Les grossistes officieux de Rungis perturbent la concurrence

M. Jean-François Arthuis, secrétaire d'Etat délégué à la consommation et à la concurrence, a rendu visite, le vendredi 13 mars, aux professionnels du marché de Rungis.

Ceux-ci ont évoqué, au cours d'une table ronde, en des termes parfois assez vifs, le problème posé par les transitaires des marchandises qui, progressivement, tendent à se transformer en grossistes contre toutes dispositions légales et en dehors des cotations en vigueur sur le marché.

Concurrence déloyale et hautement inflationniste, ont déclaré en substance les représentants des différentes filières et notamment ceux de la marée, première touchée par ce glissement des activités.

Les distorsions enregistrées

depuis juillet 1986 entre les prix de gros, à la baisse, et ceux de détail, à la hausse, ont été l'autre grand sujet abordé. Plaidant au nom de la transparence et de la libre concurrence respectueuse des règles établies, M. Arthuis a souhaité voir disparaître cette « *opacité* » préjudiciable aussi bien aux producteurs qu'aux consommateurs. « *Liberté ne veut pas dire forcément hausse des prix.* » Et il a ajouté : « *Rungis symbolise parfaitement l'économie de marché à l'heure de la déréglementation des prix. Il convient d'y installer un système de transparence.* » Le message du secrétaire d'Etat est clair. Les professionnels l'ont-ils entendu ?

F. G.

Selon le PDG de Peugeot

Le retrait de Renault des Etats-Unis est une décision courageuse

« *Après des années de difficultés, Citroën vit désormais une vie que je qualifierais de normale* », a déclaré, le vendredi 13 mars, M. Jacques Calvet. Le PDG de PSA a fait cette déclaration à l'occasion de la présentation, dans l'arrière-pays niçois de la version sportive de l'AX. Il a indiqué que le problème qui se posait à Citroën était de produire suffisamment. La marque consacrera en 1987-1988 500 millions de francs supplémentaires à la résorption des goulets d'étranglement qui freinent les livraisons (actuellement un mois et demi d'attente).

L'objectif de la gamme AX (*6,5 % à 7 % du marché national*) sera probablement atteint, a ajouté M. Calvet. Reste, dit-il, à amener le personnel et le réseau à s'adapter. Actuellement, l'AX sort à mille exemplaires par jour des usines d'Aulnay, de Rennes et de Vigo en Espagne. 58 263 exemplaires avaient été produits à la fin de février.

A propos du retrait de Renault des Etats-Unis, M. Calvet nous a déclaré qu'il s'agissait là d'une décision courageuse. Pour autant, le PDG de PSA n'a pas dit qu'il aurait pris la même décision s'il avait été à la tête de la Régie, faute de connaître toutes les données du problème.

« *En admettant que tout se passe bien, ce que je souhaite*, nous a dit le PDG de PSA, *ce n'est en tout cas pas la concurrence qui nous fait peur. Nous vivons de la concurrence. C'est un phénomène qui ne peut que stimuler. Tous les efforts ne peuvent que porter profit aux deux constructeurs, et nous souhaitons la meilleure situation possible aussi bien chez nous que chez Renault* », et d'ajouter « *mais la concurrence doit être loyale* ».

M. Lévy, PDG de Renault appliquera, selon M. Calvet, une politique loyale, mais « *il y a l'Etat qui peut chercher à atteindre des objectifs qui ne sont pas forcément ceux de l'entreprise. Alors, la concurrence serait biaisée* ».

CLAUDE LAMOTTE.

LOGEMENT

M. Méhaignerie veut clarifier la gestion du 1 % patronal

NICE
de notre correspondant régional

« *Le 1 % patronal constitue un élément essentiel du dispositif d'ensemble du financement du logement et, par là même, de la politique du logement. Je ne reviendrai donc pas sur son existence* », a déclaré, le vendredi 13 mars à Nice, devant le neuvième congrès de l'Union interprofessionnelle du logement (UNIL), M. Pierre Méhaignerie, ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports.

Le ministre a toutefois estimé « *important* » de renforcer l'efficacité économique et sociale de cette contribution instituée il y a quarante ans et en proie à de nombreuses difficultés de fonctionnement. Malgré les critiques dont le 1 % fait l'objet, l'ensemble des partenaires sociaux, y compris le CNPF, ont également réaffirmé leur attachement à cet investissement obligatoire des entreprises en faveur du logement des salariés. Le congrès de Nice qui réunissait un millier de participants a mis l'accent sur les réformes à entreprendre qui pourraient se concrétiser à la fin de l'année, après que M. Méhaignerie aura reçu en octobre les responsables de l'UNIL.

Aussi insatisfaisant qu'il soit, le système du 1 % peut difficilement être remis en cause. Avec 13 à 14 milliards de francs collectés chaque année (soit 5 % de l'investissement national dans le logement), il représente une ressource à bas taux qui permet chaque année à deux cent soixante-dix mille familles de recevoir une aide. Mais il doit évoluer pour mieux correspondre aux besoins.

Evoquant les problèmes de gestion des comités interprofessionnels du logement (CIL), M. Méhaignerie a notamment relevé « *l'absence d'une comptabilité totalement fiable et homogène* » des organismes collecteurs. « *Une situation*, a-t-il déclaré, *qui ne peut se prolonger* ».

GUY PORTE.

SOCIAL

Un livre de M. Henri Krasucki

« Un syndicat moderne ? Oui ! »

Nul n'aurait pu imaginer que M. Henri Krasucki écrirait un jour un livre intitulé *Un syndicat moderne ? Oui !* (1). Or ce qui aurait pu relever de la provocation — le secrétaire général de la CGT étant rangé par certains de ses collègues en syndicalisme comme M. Marchelli au rang des « *dinosaures* » — donne un résultat satisfaisant. Avec le concours de Jacques Estager, journaliste communiste à *Liberté*, qui se coule parfaitement dans le rôle du gentil complice, M. Krasucki a réalisé un bon livre, vivant, intéressant, tonique. La langue de bois usuelle cède le pas au langage familier, direct. M. Krasucki ne dispense pas un cours de théologie cégétiste. Tant mieux !

Reconnaissant qu'il peut agir d'une « *façon amicalement mais fermement titillante* » et qu'il est capable d'« *être torrentiel* », M. Krasucki manie l'humour aux dépens de tous, des autres, de la CGT et de lui-même. Ainsi égratigne-t-il les autres syndicats, tant à propos de la récente grève des marins — « *d'un seul mouvement, ils ont baissé le pavillon et le pantalon* » — que de leur pratique « *au rabais* » de la négociation sociale — « *Nous n'avons renoncé qu'à la main et au coude. Mais on garde le moignon* ». Ainsi compare-t-il la situation des « *gagne-petit* » de la France de 1987 à celle des « *oisifs intégraux couverts d'or* ». Ainsi encore ironise-t-il sur la conception en vogue de la révolution technologique : « *Il faut des puces électroniques, mais on n'a pas encore inventé le slip électronique et même un informaticien doit s'habiller.* »

Mais M. Krasucki applique son sens de la formule — qu'on retrouve si mal dans ses interventions radiotélévisées — à lui-même et à la CGT. « *Il m'arrive parfois de blaguer*, écrit-il : *communiste, fils d'immigré, juif, il ne manque plus que d'être arabe ou noir et femme pour avoir un maximum.* » « *Si vous n'appréciez pas une CGT routinière, bureaucratique, qui n'informe pas, qui ne demande pas l'avis des gens ou qui n'en tient pas compte, si vous n'aimez pas ça, vous avez raison ! Ce n'est pas la vraie, ce n'est pas la bonne, même si ceux qui le font n'ont pas une mauvaise intention : ils se trompent.* »

De telles images cassent fréquemment le rythme d'analyses souvent longues, agrémentées de multiples citations, mais elles tombent juste, tant il est vrai que M. Krasucki est un homme authentiquement cultivé. Au passage, M. Krasucki cite des personnalités plus contemporaines de la période 1981-1986, que souvent il ne ménage pas, qu'il s'agisse de M. Praderie, ancien directeur de cabinet de M. Auroux, maintenant chez Renault, de M. Delebarre qu'il accuse tout simplement de « *lâcheté* », ou même de M. Mitterrand, dont « *le moins que l'on puisse dire est (...) qu'il n'aime pas la CGT et ne lui veut aucun bien* ».

Ecoutée mais pas entendue

Se définissant comme un « *optimiste-réaliste* », M. Krasucki développe ses analyses sur le changement de 1981, le rôle du syndicalisme « *de classe* » et les récents mouvements des étudiants et des cheminots, qui l'amènent à conclure que les salariés sont en train de se mettre en mouvement avec un « *élan nouveau* ». Il s'agit donc pour lui de « *sonnéer la charge* » afin qu'ils mettent « *le paquet* ». Pour autant, ses analyses sont pour le moins discutables quand il laisse entendre que M. Chirac a retiré le projet Devaquet lorsqu'il a appris que la CGT allait manifester le 10 décembre avec les étudiants ou que, minorant le rôle des « *coordinations* », il assure que « *les cheminots ont été les maîtres de leur propre grève* ».

Il est également bien difficile de rejoindre M. Krasucki quand il affirme que, à l'automne 1986, le fait nouveau est que « *les luttes se sont multipliées dans le secteur privé aussi* ». La CGT a pourtant fait l'amer constat qu'il n'avait pas été possible, comme en 1947 ou en 1953, d'étendre les grèves de la SNCF et d'EGF à l'ensemble du secteur public et encore moins au secteur privé. Dur aussi de le suivre quand il écrit que « *la CGT, loin d'être en crise, est en plein essor et en continuelle adaptation* »...

Sur la période 1981-1986, M. Krasucki révèle — mais est-ce une surprise ? — qu'il avait compris « *dès le début de la législature que la CGT serait sans doute écoutée, mais rarement entendue* ». « *Si la CGT*, explique-t-il, *avait forcé le trait, elle aurait été reçue comme « excessive et partisane ». Si elle avait fait moins, elle aurait été reçue comme « alignée »*. Il tente aussi de démontrer que la crise du syndicalisme ne concerne que les « *réformistes* », organisations qu'il caractérise — ou plutôt caricature — en quelques formules : « *Le refus du combat, le lâchage des travailleurs en lutte, la conclusion d'accords au rabais, la collaboration de classe poussée à l'extrême.* » Au passage, il juge, comme FO, que la CFDT est « *une branche greffée sur le tronc syndical* ».

Mais l'essentiel pour M. Krasucki — qui rend un hommage appuyé au « *tournant authentique* » entrepris par M. Gorbatchev en URSS — est de démontrer que la CGT est vraiment, et contrairement aux idées reçues, « *moderne* ». Le message n'est pas dépourvu d'efficacité, à condition d'en accepter les postulats. La CGT pratique « *la démocratie comme méthode de conduite des luttes* », refuse la fatalité du déclin, a l'« *originalité* » de ne pas être « *anticommuniste* », a toujours pour objectif d'« *aboutir à des solutions positives* ». Bref, le syndicat moderne, c'est « *le syndicat inventif, dynamique, proche de chacun, et qui ne craint pas de se mettre en question pour faire mieux et secouer la poussière que la vie dépose toujours sur toute chose* ». M. Krasucki ne convaincra sans doute que les convaincus, mais on ne peut lui contester une chose : il a la passion de la CGT.

MICHEL NOBLECOURT.

(1) *Un syndicat moderne ? Oui !*, Messidor/Editions sociales, 237 pages, 80 F.

FINANCES

Privatisation du CCF

La constitution d'un noyau d'actionnaires stables

La privatisation du Crédit commercial de France est engagée. Le *ministère de l'économie*, des finances et de la privatisation a publié, le lundi 16 mars, dans la presse financière un avis « *relatif à la vente de gré à gré* » d'actions du CCF. Comme dans le cas de la Compagnie financière de Paribas, cette mise en vente d'une partie du capital « au gré à gré » vise à la constitution d'un noyau dur d'actionnaires stables, de manière à « *maintenir l'indépendance de la société* ». Les conditions de cet appel d'offres diffèrent sensiblement de celles posées lors de l'opération Paribas.

Le gouvernement propose de vendre par cette procédure de « gré à gré » 3 099 116 actions au maximum, soit 30 % du capital du CCF (le plafond avait été de 20 % dans le cas de Paribas). Les candidats au « bloc de contrôle », qui ont jusqu'au 16 avril pour se déclarer, devront se porter acquéreurs d'un montant d'actions représentant entre 2,5 % et 4,5 % du capital (aucune fourchette n'avait été fixée pour Paribas). Le prix de vente qu'ils devront payer pour acquérir les actions du CCF sera de 4 % supérieur au prix de l'offre publique de vente, qui devrait être réalisée à la fin du mois d'avril. Dans le cas de Paribas, la prime payée par les dix-sept actionnaires principaux avait été de 2,5 %.

Pour le ministre de l'économie, cette vente de gré à gré doit permettre la constitution d'un « *actionnariat stable* ». Aussi les candidats doivent-ils s'engager à conserver deux ans au moins 90 % des actions qu'ils auront acquises. Pendant les trois années suivantes, ils ne pourront céder leurs titres qu'avec l'autorisation préalable du conseil d'administration du CCF.

E. I.

A TRAVERS LES ENTREPRISES

Le directeur financier de Volkswagen démis de ses fonctions

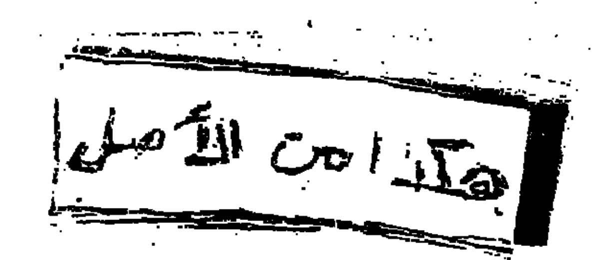
M. Rolf Selowsky, cinquante-six ans, directeur financier de Volkswagen, a été démis de ses fonctions, le dimanche 15 mars, à la suite du scandale sur les opérations de change, qui devraient coûter 480 millions de deutschemarks (environ 1,6 milliard de francs) à la firme automobile ouest-allemande. Six membres de la direction financière avaient déjà été relevés de leurs fonctions (*le Monde* daté 15-16 mars 1987). Par ailleurs, le ministre des finances ouest-allemand, M. Gerhard Stoltenberg, a déclaré, dans une interview à l'hebdomadaire dominical *Bild am Sonntag*, que cette affaire pourrait retarder la privatisation de Volkswagen. L'Etat fédéral, qui détient 20 % du capital de VW — tout comme le Land de Basse-Saxe, — avait décidé de se défaire de cette participation au cours de l'année 1987.

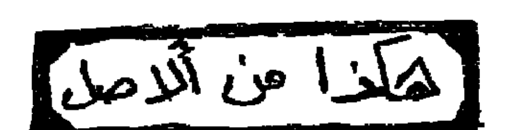
Sanofi rachète les œillets de BB

Le groupe Sanofi (pharmacie, produits de soins et de beauté, biotechnologies), filiale de la compagnie pétrolière Elf-Aquitaine, va racheter la firme antiboise Barberet et Blanc (BB), numéro un mondial des boutures d'œillets avec un chiffre d'affaires de 114 millions de francs. L'opération, dont le coût n'a pas été rendu public, s'effectuera par étapes. Dans un premier temps, Sanofi entrera, à hauteur de 35 %, dans le capital de BB. Le groupe prendra ensuite progressivement le contrôle de l'affaire. L'objectif poursuivi est de renforcer les activités semences (potagères et florales) confiées à la filiale Rustica, numéro quatre sur le marché français des semences (5 milliards de francs de chiffre d'affaires).

Nouvelles Frontières inaugure ses charters en France

Le voyagiste Nouvelles Frontières inaugurera ses charters réguliers entre Paris et Toulouse, Nice, la Corse le 10 avril prochain. Utilisant un Boeing-737 de la compagnie Corse-Air, il proposera l'aller-retour Paris-Toulouse (mardi, jeudi, vendredi, samedi) pour le prix de 495 F, et l'aller-retour Paris-Nice (mardi, jeudi, vendredi, samedi) pour le prix de 690 F. Les vols Paris-Ajaccio et Paris-Bastia (690 F) seront lancés respectivement le 13 mai et le 18 juin.





Economie

Après le rachat des journaux de M. Bertez

Le groupe Expansion au premier rang de la presse économique

Le groupe Expansion a pris le contrôle, ce week-end, de plus de 75 % du capital de l'hebdomadaire *la Vie française* et des quotidiens *l'AGEFI* et la *Tribune de l'économie*. M. Bruno Bertez en était le propriétaire et l'actionnaire principal, aux côtés de M. Jean-Jacques Peyraud. Il conserve deux sociétés, la SODEIC et la Société d'éditions boursières, contrôlées à titre personnel. Le prix de la transaction n'a pas été révélé. Le groupe de M. Jean-Louis Servan-Schreiber a aussi racheté une maison d'édition d'ouvrages économiques riche de cent cinquante titres, Interéditions, créée en 1976 par M. Geoffrey N. Staines. Enfin, il prend une participation de 45 % dans le capital de l'hebdomadaire *le Journal des finances*, de M. Pierre Domenech. Fort désormais de dix publications économiques et financières totalisant une diffusion de 470 000 exemplaires, le groupe Expansion devient ainsi le premier groupe français d'information économique et financière.

Le suspense aura duré jusqu'au bout. Conclu ce week-end entre M. Bruno Bertez et M. Jean-Louis Servan-Schreiber, l'achat des trois journaux *la Vie française*, *l'AGEFI* et *la Tribune de l'économie*, ainsi que d'Interéditions et d'une part du *Journal des finances*, était pourtant lié à la décision prise il y a un an par le groupe Expansion de *« passer à la vitesse supérieure »*. *« Nous étions obligés de nous développer*, note M. Jean-Louis Servan-Schreiber, PDG du groupe Expansion, *sinon il y avait péril. Si le groupe de presse de M. Bertez avait été racheté par d'autres éditeurs (et les candidats ne manquaient pas), nous risquions d'être marginalisés. Il s'agissait donc d'une décision stratégique essentielle. »*

Il est vrai que le climat s'y prêtait. Le boom de la Bourse, le développement de l'actionnariat populaire à la faveur des privatisations, les récentes offres publiques d'achat ou d'échange, la fin du monopole des agents de change annoncée par M. Edouard Balladur, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, mettent l'information économique sous les feux de la rampe. *« Nous avons été parmi les premiers à inventer l'information économique »*, dit M. Servan-Schreiber, qui fonda le magazine *l'Expansion* avec Jean Boissonnat en 1967. *« Aujourd'hui, tout le monde s'y est mis »*, remarque-t-il encore. Et la concurrence s'arme : nouvelle formule du *Nouvel Economiste* lancée la semaine dernière, passage du supplément économique du *Figaro* à la quadrichromie en avril, lancement par les éditions Filipacchi de *Fortune* cet automne, parution du supplément de *l'Express* « Votre argent », du *Monde Affaires*, renforcement des pages boursières de *Libération* avec l'aide du groupe Telpress de René Tendron, etc.

Le pari du groupe Expansion s'appuie aussi sur l'essor de la publicité financière. Le chiffre d'affaires de la publicité financière drainée par la presse en 1986 est de 265 millions de francs et devrait se développer au rythme de 25 % par an. Or, le bimensuel *l'Expansion* ne réalisait l'année dernière que 4 millions de francs de publicité financière, alors que *l'AGEFI* encaissait 52 millions de francs, *la Vie française* 42, *la Tribune* 32 et *le Journal des finances* 35 millions.

En outre, précise le PDG du groupe Expansion, *« l'information financière est restée terriblement en retard, avec son vocabulaire codé. Il est temps de s'ouvrir au grand public, qui ne demande qu'à comprendre. N'oublions pas aussi les sociétés qui vont avoir besoin de communiquer avec leurs actionnaires. »*

Ce double impératif financier et journalistique ne pouvait que faire pencher la balance en faveur du rachat du groupe de M. Bertez et d'une partie du *Journal des finances*. Ces acquisitions, réalisées par l'intermédiaire de la Chase Manhattan Bank, seront financées par une augmentation du capital du groupe Expansion SA. Les AGF, Indosuez et la Compagnie financière, présidée par M. Edmond de Rothschild – déjà détentrice de 19 % du groupe Expansion, – y participeront notamment. Mais M. Jean-Louis Servan-Schreiber et les dirigeants du groupe conserveront la majorité du nouveau capital.

Le nouveau groupe Expansion

TITRE	PÉRIODICITÉ	DIFFUSION	CHIFFRE d'affaires (estimé 1987)
PRESSE ÉCONOMIQUE			
l'Expansion	bimensuel	170 000	205 MF.
l'Entreprise	mensuel	66 000	45 MF.
Harvard-l'Expansion	trimestriel	6 000	
la Lettre de l'Expansion			
hebdomadaire	hebdomadaire	5 000	30 MF.
quotidienne	quotidien	2 000	
Gestion sociale	hebdomadaire	1 500	
PRESSE FINANCIÈRE			
la Vie française	hebdomadaire	112 000	120 MF.
la Tribune	quotidien	34 000	80 MF.
l'AGEFI	quotidien	7 000	95 MF.
Journal des finances (45 %)	hebdomadaire	65 000	60 MF.
AUTRES			
Architecture d'aujourd'hui	bimensuel	22 000	15 MF.
Voyages	trimestriel	170 000	10 MF.
Grandes Lignes (lancement avec France-Rail en juin 1987)	Mensuel	100 000	5 MF.

Edition : Interéditions, l'Expansion/Hachette, l'Annuaire du pouvoir.

Formation : les Forums de l'Expansion, le Club de conjoncture, les Rencontres de l'entreprise, Templus.

Autres : les agendas, l'Exemplaire, les cartes d'information.

Une nouvelle stratégie

Une nouvelle stratégie va être mise en œuvre au sein du groupe de M. Servan-Schreiber. *L'Expansion* restera le bimensuel de l'économie, mais une nouvelle formule est en préparation pour la rentrée. *La Vie française* sera recentrée sur sa spécialité, tandis que *la Tribune de l'économie* devrait devenir un quotidien spécifiquement financier. M. Jean Boissonnat assurera la direction de l'ensemble des rédactions du groupe. Des négociations seraient aussi menées avec M. René Tendron afin qu'il revienne à la tête de *la Vie française*. Il restera enfin à M. Servan-Schreiber à régler le conflit de l'Imprimerie de la presse nouvelle, en règlement judiciaire, à laquelle les trois titres vendus par M. Bertez sont liés par contrat.

Le PDG du groupe Expansion ne cache pas que la série de rachats qu'il vient de faire constitue autant de paris à gagner. Il n'oublie pas qu'il avait voulu développer son groupe, naguère, avec des titres comme *Lire*, *F Magazine* ou *Paris-Hebdo* qu'il a ensuite cédés ou stoppés. *« Mais cette fois*, assure-t-il, *il existe une vraie synergie et un environnement favorable. »*

YVES-MARIE LABÉ.

ÉTRANGER

La guerre des nerfs se poursuit entre pays surendettés et banques créancières

Alors que la guerre des nerfs se poursuit entre le Brésil et ses créanciers, mais aussi, bien plus discrètement, entre le Mexique et les siens, le directeur général du Fonds monétaire international, M. Michel Camdessus, a lancé un appel aux banques pour qu'elles accroissent leurs prêts aux pays en développement, indique le FMI.

Les escarmouches verbales ont repris de plus belle entre Brasilia et les banques américaines, les plus engagées dans ce pays confronté à une dette extérieure de 108 milliards de dollars. De retour d'une tournée dans les principaux pays créanciers du Brésil, le ministre des finances, M. Dilson Funaro, a annoncé la présentation dans les quinze jours à venir d'un plan de renégociation, dont un élément sera non négociable : la nécessité de sauvegarder une croissance suffisante de l'ordre de 6 à 7 % par an.

Il a également mis en garde les banques contre la tentation de mesures de rétorsion à la décision brésilienne de suspendre le remboursement des intérêts courants sur la dette à moyen et à long terme. De telles mesures, sous forme d'arrêt des crédits à court terme – sur lesquels le Brésil paye toujours ses intérêts – serait *« une énorme erreur »*. En enlevant au Brésil sa capacité d'exporter, les banques perdraient toute possibilité de remboursement.

Cette nouvelle montée de la tension avait été provoquée par les rumeurs, démenties mais suffisamment précises pour être prises en considération, selon lesquelles la Citibank, première banque créancière du Brésil, s'apprêterait à classer ses 3,7 milliards d'engagements à moyen et long terme parmi les « prêts non performants ». Une telle décision obligerait à la Citibank a effectuer des provisions pour créances douteuses de 50 millions de dollars pour le premier trimestre de son exercice 1987 et de 190 millions pour l'ensemble de l'année. La Chase Manhattan, voire la Bank America pourraient suivre. Les banques américaines semblent ainsi chercher à faire pression sur les Brésiliens mais aussi sur les autorités monétaires américaines pour obtenir un aménagement de la législation bancaire les obligeant à provisionner les prêts non remboursés au bout de quatre-vingt-dix jours.

Le cas mexicain est très différent mais recouvre également les réticences bancaires à l'égard des surendettés. Les engagements pris à l'automne dernier sur 7,7 milliards de dollars de crédits à Mexico n'ont toujours pas été concrétisés, bien que 97 % aient été souscrits. Aussi les dirigeants mexicains ont-ils décidé de suspendre leur programme de conversation d'une part de leur dette en prises de participations dans l'industrie mexicaine qui attire nombre de banques créancières.

De telles conversions ont représenté 100 millions de dollars par mois depuis la mi-1986 et, depuis le début de 1987, cent trente-deux demandes ont été déposées, provoquant un engorgement des services financiers mexicains selon le sous-secrétaire au commerce, M. Adolfo Hegewisch.

Le Monde EST A VOUS

Samedi 21 mars à La Villette

La première assemblée générale de la Société des lecteurs du *Monde* se tiendra :

SAMEDI 21 MARS A 15 HEURES
dans la Grande Halle de La Villette

Ouverture des portes à 14 heures.
Accès direct : métro Porte de Pantin.

A l'occasion de cette assemblée, *le Monde* présentera, sur plusieurs stands, ses activités nouvelles, ses projets, la maquette de la future imprimerie d'Ivry, et organisera une série de rencontres avec les journalistes.

Cette journée est réservée aux membres de la Société des lecteurs du *Monde*. Ils peuvent venir accompagnés ; toutefois, les capacités d'accueil pour les enfants sont limitées.

***

Les membres de la Société des lecteurs du *Monde* qui ne pourront assister à l'Assemblée générale sont invités à renvoyer d'urgence leur pouvoir à : **Société des lecteurs, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX 09.**

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Dans le cadre de sa collection

« ANALYSES DE SECTEURS »

La société EUROSTAF-DAFSA vient de publier deux études sur les secteurs suivants :

LES COMPAGNIES D'ASSURANCE VIE ET CAPITALISATION

Au sein des activités d'assurance, il faut distinguer une branche spécialisée dans la couverture d'un risque particulier : celui de la durée de la vie humaine. Le secteur de l'assurance vie assume ce rôle ainsi que des opérations de capitalisation (placement de l'épargne confiée par les assurés). Il est devenu en 1985, le premier sous-secteur de l'ensemble des activités d'assurance, devançant le sous-secteur de l'assurance automobile.

Vingt et une sociétés ont été analysées, représentant plus de 80 % de l'activité sectorielle. Elles ont été classées en trois catégories à partir des modalités d'appropriation du capital (*Etat*, privé ou sociétaire).

On note les performances financières (revenus et plus-values) des sociétés du secteur public qui compensent les lourds déficits techniques enregistrés par ces sociétés et leur permettent d'accentuer la participation des assurés aux résultats, d'une part, et de conforter leur marge de solvabilité, d'autre part.

On remarque l'essor fulgurant de certaines sociétés anonymes.

La jeunesse du portefeuille aura un impact non négligeable sur l'ensemble des caractéristiques structurelles et financières.

LES COMPAGNIES D'ASSURANCES DOMMAGES

Le secteur de l'assurance de dommages assure la couverture de trois grandes catégories de risques : l'automobile, l'incendie et les risques divers (IARD). Il constitue le deuxième sous-secteur des activités d'assurance en parallèle avec le secteur vie.

Vingt-trois sociétés ont été analysées représentant environ les 3/4 de l'activité sectorielle. Elles ont été classées en cinq catégories en fonction des modalités d'appropriation du capital (Etat, privé ou sociétaires), et selon leur mode de distribution (avec ou sans intermédiaire).

Au regard des tendances générales :

- les entreprises nationalisées et les mutuelles sans intermédiaires *ont une croissance de l'activité plus soutenue, surtout en fin de période ;*
- les sociétés anonymes présentent une grande disparité des éléments d'analyse, mais globalement elles supportent de lourdes charges de commercialisation, en partie compensées par des frais de personnel modérés ;
- les sociétés à forme mutuelle rémunérantes et quelques-unes des plus petites sociétés anonymes ont dégagé, sur la période étudiée (1981-1985), les meilleurs résultats nets.

∴

Pour recevoir gratuitement une présentation détaillée de ces études, téléphoner à EUROSTAF (42-61-51-24). Bureau de vente : 16, rue de la Banque, 75002 Paris.

Le Monde

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

45-55-91-82, poste 4330

LOUIS VUITTON

A la suite de l'offre publique *d'échange proposée* avec succès aux actionnaires de la Société Veuve *Clicquot, Louis Vuitton détient* désormais 95 % du capital de Veuve *Clicquot.*

Les assemblées générales extraordinaires qui se sont tenues le 3 mars 1987 ont approuvé l'émission de 470 123 obligations (convertibles en cinq actions chacune) et de 958 116 actions nouvelles destinées aux actionnaires de Veuve Clicquot, en rémunération des titres échangés.

En conséquence, le capital de Louis Vuitton est porté à 71 732 790 F, divisé en 7 173 279 actions de 10 F chacune, entièrement libérées (contre 6 215 163 actions précédemment).

Au cours de l'assemblée, il a été confirmé que le chiffre d'affaires consolidé du groupe Louis Vuitton en 1986 a été de 1 476 MF, en progression de 24,9 % sur 1985 (1 398 MF).

Ces chiffres s'entendent bien évidemment *hors activité* Veuve Clicquot, qui ne sera consolidée qu'en *1987.*

A structure comparable, c'est-à-dire hors Loewe International, le chiffre d'affaires ressort à 1 709 MF, en progression de + 23,1 % sur 1985.

Pour Louis Vuitton Malletier, qui représente en 1986 plus de 95 % du chiffre d'affaires consolidé du groupe, la progression est de + 24,4 % (1 663 MF pour 1 337 MF en 1985). En volume, l'augmentation est de + 17,9 % (dont 13,9 % à nombre égal de magasins).

D'autre part, sur une base estimative, il a *été indiqué que le résultat* net consolidé du groupe, pour l'année 1986 (hors Clicquot) sera en ligne avec les prévisions déjà faites (de l'ordre de *270* MF).

LV



EN 1986

Patrimoine locatif : + 25 %

UNIBAIL a repris en 1986 sa position traditionnelle de constitution d'un patrimoine locatif d'immeubles de bureaux de grande qualité. *Elle* a en effet acquis un immeuble sis au cœur de la cité financière, à proximité de la Bourse, dont elle achève la rénovation ; il représente un investissement de l'ordre de 110 millions et est déjà entièrement loué.

Production de crédit-bail : + 25 %

Après une légère pause en 1985 liée aux règles sur le contrôle du crédit, UNIBAIL a poursuivi, en 1986, une politique dynamique en matière de crédit-bail. La forte production de l'exercice, 256 millions, se traduira dès *1987 par une augmentation des recettes provenant de ce secteur d'activité.*

Un revenu indexé pour un nombre d'actions en augmentation

L'assemblée générale des actionnaires, qui se tiendra le 28 avril 1987, se verra proposer de procéder à une mise en réserve de 26,8 millions (soit 25 % du résultat) et à la distribution d'une somme de 82,06 millions contre 70,4 millions en 1985. Il serait ainsi possible de servir à la totalité des actions, y compris aux actions nouvelles libérées en septembre 1986, un dividende unitaire de 45,65 F (contre 44,50 F en 1985), soit une progression égale à l'inflation.

UNIBAIL, 109, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 75008
Tél. (1) 42-89-33-05.

CATC

CAISSE AUXILIAIRE DE TRÉSORERIE ET DE CRÉDIT

Siège social : 6, rue du Colonel Driant, 75001 Paris
SA au capital de 15 750 000 F

Du hors cote au second marché, participez au développement des activités financières de la CATC.

EMISSION D'UN EMPRUNT DE 50 000 000 F A BONS DE SOUSCRIPTION D'ACTIONS

Prix d'émission : 1 000 F par obligation.
Intérêt annuel : 5,75 % soit 57,50 F par obligation payable le 14 avril de chaque année, à compter du 14 avril 1988.
Durée de l'emprunt : 7 ans.
Amortissement : in fine.
Souscription :
- réservée aux actionnaires du 16 mars 1987 au 30 mars 1987 dans la proportion d'une obligation pour six actions anciennes.
- ouverture au public à partir du 31 mars 1987.

Nombre de bons par obligation : 5.
Prix de souscription des actions : 175 F.
Période de souscription : du 16 avril 1987 au 16 avril 1992.
Cotation : emprunt, cote officielle (Bourse de Paris).
Bons de souscription, Second Marché (Bourse de Paris).

AUGMENTATION DE CAPITAL

Emission de 210 000 actions nouvelles.
Prix d'émission : 140 F.
Jouissance : 1er janvier 1987.
Droit préférentiel de souscription à titre irréductible : deux actions nouvelles pour trois anciennes.
A titre réductible : admise.
Délai de souscription : du 16 mars 1987 au 6 avril 1987 inclus.
Cotation : Les droits de souscription sont négociables à la cote du Second Marché (Bourse de Paris) ainsi que les actions nouvelles qui feront l'objet d'une demande de cotation.
Les actions de la Société seront transférées au Second Marché le 16 mars 1987.

Note d'information Visa COB n° 87-70 en date du 5 mars 1987. BALO du 9 mars 1987.

ómnium de publicité prodi



IMMOFFICE

Le conseil d'administration d'Immoffice, Sicomi du groupe AXA, réuni le *5 mars 1987 sous la présidence* de M. Bertrand de Feydeau, a arrêté les comptes de *l'exercice clos le 31 décembre* 1986.

Les engagements globaux de la société se sont accrus de 435 millions de francs (dont 144 millions de francs de crédit bail et 291 millions de francs en location simple) et atteignent au 31 décembre 1986 un total de 1 934 millions de francs.

Les *recettes locatives se montent à* 197,1 millions de francs contre *165,7 millions de francs pour l'exercice* précédent (+ 19 %).

Le bénéfice d'exploitation est de 68,8 millions de francs en progression de 12 % sur celui de 1985. Le bénéfice net est de 70,6 millions de francs.

Compte tenu de l'augmentation de capital intervenue au cours de l'exercice, le bénéfice net par action est en progression de 10 % sur celui de l'exercice précédent.

Le conseil d'administration proposera à l'assemblée générale, qui se tiendra le 21 mai prochain, la distribution d'un dividende de 33 francs par action (contre 31,80 francs l'an dernier).



Le conseil d'administration de Créditel, *réuni le 11 mars 1987 sous la* présidence de M. Henri Filho, président-directeur *général*, a *arrêté les comptes* de l'exercice 1986.

Après dotation aux *amortissements* et provisions de 356 058 213,54 F, ces comptes font apparaître un bénéfice de 51 614 399,68 F, soit 12,90 F par action, contre 15,73 F l'année précédente.

Cette évolution, annoncée depuis plusieurs années, est la conséquence de l'arrivée à échéance des derniers contrats PTT sur fonds propres d'origine, ainsi que de la politique d'intensification des investissements dans le secteur immobilier.

Il sera proposé à la prochaine assemblée générale ordinaire des actionnaires de fixer le dividende à 13 F, contre 14,90 F au titre de l'exercice précédent, après affectation à la réserve légale de 2,6 MF et prélèvement de 3 MF sur le report à nouveau, ramené de 29,9 à 26,9 MF. Il est rappelé qu'en raison du statut fiscal de la société, ce dividende n'ouvre pas droit à l'avoir fiscal.

Dans le secteur du crédit-bail en faveur des télécommunications, Créditel a engagé avec l'administration des négociations sur le programme à financer par la société au titre de l'année en cours.

Les opérations de Sicomi classique *représentent à la fin 1986* un montant global d'engagements de 342 millions de *francs*, en augmentation *de 30 % par* rapport à l'année précédente. Elles se poursuivent *activement dans le secteur* de la location simple.

Marchés financiers

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à variation (en millions de francs)

ACTIF	Au 5 mars
1) OR et CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	425 386
dont :	
Or	218 316
Disponibilités à vue à l'étranger	113 981
ECU	73 289
Avances au Fonds de stabilisation des changes	19 808
2) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	40 129
dont :	
Concours au Trésor public	31 830
3) CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE REFINANCEMENT	190 635
dont :	
Effets escomptés	74 270
4) OR ET AUTRES ACTIFS DE RÉSERVE A RECEVOIR DU FECOM	72 215
5) DIVERS	11 416
Total	739 784

PASSIF	
1) BILLETS EN CIRCULATION	209 829
2) COMPTES CRÉDITEURS EXTÉRIEURS	12 017
3) COMPTE COURANT DU TRÉSOR PUBLIC	40 125
4) COMPTES CRÉDITEURS DES AGENTS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS	142 394
dont :	
Comptes courants des établissements astreints à la constitution de réserves	48 832
5) ECU A LIVRER AU FECOM	68 788
6) RÉSERVE DE RÉÉVALUATION DES AVOIRS PUBLICS EN OR	253 067
7) CAPITAL ET FONDS DE RÉSERVE	3 206
8) DIVERS	10 354
Total	739 784

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES

Indices génér. de base 100 : 31 décembre 1986

	6 mars	13 mars
Valeurs franç. à rev. variable	110,7	110,2
Valeurs industrielles	112,3	112,3
Valeurs étrangères	104,8	106,7
Pétrole-Energie	110,9	111,6
Chimie	110,6	112,3
Métallurgie, mécanique	113,1	113,6
Electricité, électronique	108,5	110
Bâtiment et matériaux	117,1	118,4
Ind. de consommat. non alim.	113,8	114,7
Agro-alimentaire	110	108,4
Distribution	114,4	113,2
Transports, loisirs, services	111,5	108,9
Assurances	103,3	104,1
Crédit banque	108,5	108,4
Sicomi	93,1	93,3
Immobilier et foncier	103,4	102,4
Investissement et portefeuille	111,9	110,9
Base 100 : 31 décembre 1986		
Valeurs franç. à revenu fixe	100,7	101,3
Emprunts d'Etat	101,5	102,2
Emprunts garantis et assimilés	100,4	101,1
Sociétés	98,6	98,5
Base 100 en 1949		
Valeurs franç. à revenu var.	3 710,4	3 693,9
Valeurs étrangères	3 786,4	[illegible]
Base 100 en 1972		
Valeurs franç. à revenu var.	535,4	533
Valeurs étrangères	512,1	521,4
Base 100 : 31 décembre 1980		
Indice des val. franç. à rev. fixe	120,1	120,8
Emprunt d'Etat	117,4	118,2
Emprunts garantis et assimilés	120,6	121,5
Sociétés	121,2	121,4
COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE – Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice général	442,2	441,2
Produits de base	278,1	277,1
Construction	446,8	442,1
Biens d'équipement	304,9	308,5
Biens de consom. durables	604,4	606,5
Biens de consom. non durables	586,3	580,9
Biens de consom. alimentaires	483,4	482,2
Services	422,9	418,8
Sociétés financières	624,5	624,8
Sociétés de la zone franc exploitant principalement à l'étranger	427,3	448,7
Valeurs industrielles	407,5	408
BOURSES RÉGIONALES – Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice général	361,9	[illegible]

CHANGES

Dollar : 6,13 F ↓

Dans des marchés assez calmes, le dollar a continué, lundi 16 mars, de se tasser partout pour coter 6,1350 F à Paris (contre 6,1755 F vendredi au fixing, et 6,16 F en fin d'après-midi) et 1,8440 DM (contre 1,8550 DM). D'après les cambistes, aucun élément n'est intervenu pour peser sur le dollar.

FRANCFORT	13 mars	16 mars
Dollar (en DM)	1,8550	1,8440

TOKYO	13 mars	16 mars
Dollar (en yens)	153,48	152,30

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)

Paris (16 mars)	7 15/16-8 1/16 %
New-York (13 mars)	6 1/8 %

INDICES BOURSIERS

PARIS (INSEE, base 100 : 31 déc. 1986)

	12 mars	13 mars
Valeurs françaises	109,4	109,7
Valeurs étrangères	106,6	106,6
Cie des agents de change (Base 100 : 31 déc. 1981)		
Indice général	440,3	441,2

NEW-YORK (Indice Dow Jones)

	12 mars	13 mars
Industrielles	2 267,38	2 258,66

LONDRES (Indice « Financial Times »)

	12 mars	13 mars
Industrielles	1 578	1 601,4
Mines d'or	331,3	340,1
Fonds d'Etat	89,89	89,87

TOKYO

	13 mars	16 mars
Nikkei	21 497,9	21 415,37
Indice général	1 844,9	1 840,46

MATIF

Notionnel 10 %. – Cotation en pourcentage du 13 mars
Nombre de contrats : 20 030

COURS	ÉCHÉANCES			
	Mars 87	Juin 87	Sept. 87	Déc. 87
Dernier	107,80	107,55	107,55	107,45
Précédent	107,85	107,55	107,65	107,50

AUTOUR DE LA CORBEILLE

SANDOZ AMÉLIORE SES RÉSULTATS. – Le deuxième groupe chimique suisse a dégagé, pour 1986, un bénéfice net de 541 millions de francs suisses, accru de 2 %.

GREENWELL MONTAGU NOUVELLE VICTIME DU « BIG BANG ». – Après trois mois et demi de déréglementation du Stock Exchange, la firme d'agents de change Greenwell Montagu, appartenant à la Midland Bank, annonce son retrait du marché des valeurs ordinaires, en raison de la « féroce » concurrence régnant dans ce secteur. Elle limitera désormais ses activités aux fonds d'Etat. Cette décision fait suite au refus de la Midland Bank de lui accorder une rallonge de capital.

La banque a toutefois démenti les rumeurs selon lesquelles cette filiale aurait subi de lourdes pertes (environ 25 millions de livres depuis le Big Bang).

Le Big Bang avait déjà fait une première victime le mois dernier, la petite agence de courtiers Giles and Overbury, qui avait été déclarée insolvable.

L'EUROPE DES VILLES RÊVÉES

Amsterdam
Athènes
Berlin
Budapest
Copenhague
Dublin
Edimbourg
Florence
Genève
Lisbonne
Londres
Rome
Séville
Stockholm
Venise
Vienne

Vacances volées, week-ends intimes... 16 petits guides pour les villes les plus romantiques d'Europe. *L'imaginaire d'un écrivain* (Julien Green à Florence, *Michel* Del Castillo à Séville...) et la précision d'un guide pratique.

En librairie - 39 F.





autrement EDITIONS

Marchés financiers

BOURSE DE PARIS

13 MARS

Cours relevés à 17 h 34

Règlement mensuel

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + −
....	4,5 % 1973	....	....	....	....
4300	C.N.E. 3%	4255	4235	4235	− 0 47
1165	B.N.P. T.P.	1200	1206	1207	+ 0 58
1137	C.C.F. T.P.	1235	1235	1233	− 0 16
1115	Créd. Lyon. T.P.	1114	1116	1116	+ 0 18
2910	Electricité T.P.	3010	....	....	....
2005	Renault T.P.	2107	2119	2100	− 0 32
2170	Rhône-Poul. T.P.	2210	2220	2220	+ 0 45
1229	St-Gobain T.P.	1340	1330	1339	− 0 06
1282	Thomson T.P.	1280	1275	1275	− 0 38
515	Accor	545	547	548	+ 0 55
2010	Agence Havas	2062	2065	2070	+ 0 39
1950	Ag. Havas C. I.	1970	2010	2010	+ 2 03
695	Air Liquide	700	703	701	+ 0 14
2200	Alcatel	2740	2750	2735	− 0 18
1940	Als. Superm.	2220	2250	2250	+ 1 35
460	A.L.S.P.I.	523	519	518	− 0 96
360	Alsthom ★	439	440	439 90	+ 0 20
2460	Arjom. Prioux	2570	2570	2570	....
500	Ausedat-Rey	596	606	601	+ 0 84
1520	Aux. Entrepr. ★	1566	1565	1585	+ 1 21
1290	Avions Dassault	1300	1285	1300	....
810	BAFIP	828	828	825	− 0 36
500	Bail-Equipem. ★	511	510	516	+ 0 97
1000	Bail-Investis.	975	984	984	+ 0 92
1000	Cie Bancaire	1066	1075	1074	+ 0 75
540	Bazar H.-V.	629	620	624	− 0 79
680	Béghin-Say ★	666	675	675	+ 1 35
715	Berger (Ma)	720	749	749	+ 4 03
715	Bic ★	861	860	852	− 1 04
1560	B.I.S.	1570	1585	1570	....
2650	Biscuit (Géné.)	2790	2800	2800	+ 0 36
2350	Bongrain S.A.	2760	2750	2750	− 0 36
1200	Bouygues	1250	1249	1249	− 0 08
4640	B.S.N.	4990	5000	5010	+ 0 40
1240	Carnaud	1400	1438	1438	+ 2 71
3580	Carrefour	3810	3780	3798	− 0 31
2320	Casino	2320	2330	2335	+ 0 64
2030	Casino A.D.P.	1920	1850	1925	+ 0 26
1300	C.C.M.C.	1310	1325	1325	+ 1 15
1310	Cetelem	1350	1330	1359	+ 0 66
2440	C.F.A.O.	2580	2583	2587	+ 0 27
1340	C.G.I.P.	1530	1538	1539	+ 0 58
1900	Chargeurs S.A.	1920	1937	1938	+ 0 94
78	Chiers-Châtil.	84	84 50	84 85	+ 1 01
795	Ciments franç. ★	960	966	957	− 0 31
665	Club Méditerr.	685	691	687	+ 0 29
220	Codetel	214	215	216	+ 0 47
410	Cofimeg	397	390 30	392	− 1 25
1680	Colas	1760	1788	1795	+ 1 99
260	Compt. Entrepr.	342	340	339	− 0 88
790	Compt. Mod.	818	825	825	+ 0 86
1210	Créd. Foncier	1215	1230	1235	+ 1 65
600	Crédit F. Imm.	615	605	606	− 1 46
1480	Crédit Nat. ★	1564	1555	1550	− 0 89
305	Crouzet ★	365	360	359 50	− 1 50
2480	Damart S.A.	2648	2685	2675	+ 1 02

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + −
465	Darty ★	540	540	543	+ 0 55
275	Dév. P.d.C. (Li)	320	320	320	....
895	D.M.C.	704	695	695	− 1 28
2650	Docks France ★	2770	2790	2781	+ 0 39
2090	Dumez ★	2139	2180	2171	+ 1 49
1430	Eaux (Gén.)	1510	1498	1498	− 0 79
2600	Ecco ★	2720	2710	2670	− 1 83
1090	Electro-Finan.	1360	1370	1370	+ 0 74
345	Elf-Aquitaine	343	346	345	+ 0 58
310	— (certific.)	319	319	319	....
3150	Epeda-B-Faure	3525	3670	3580	+ 1 56
3400	Essilor	3587	3620	3620	+ 0 92
465	Esso S.A.F. ★	457	462	470	+ 2 84
3060	Eurafrance	3148	3145	3145	− 0 09
1450	Eurocom ★	1500	1500	1502	+ 0 13
3250	Euromarché	3460	3460	3460	....
825	Europe n° 1 ★	920	910	916	− 0 43
1960	Facom	1975	1975	1990	+ 0 75
1170	Fichet-Bauche	1235	1246	1245	+ 0 81
230	Finextel	237 50	237	236 80	− 0 29
250	Fives-Lille	258	262	262	+ 1 55
340	Francarep	355	355	355	....
1330	Fromageries Bel	1480	1490	1490	+ 0 68
1050	Gal. Lafayette	1150	1150	1155	+ 0 43
410	Gascogne	413 10	410 50	410 50	− 0 63
350	Géophysique ★	353	351	360	+ 1 98
2260	Gerland	2410	2410	2420	+ 0 41
690	GTM-Entrepose	705	735	735	+ 4 26
955	Guyenne-Gas. ★	905	909	920	+ 1 65
3100	Hachette ★	3280	3280	3293	+ 0 39
735	Hénin (La)	759	751	751	− 1 06
95	Imétal	111 80	114	112 90	+ 0 98
470	Imm. Plaine-M.	490	495	498	+ 1 63
4850	Inst. Mérieux	5180	5080	5090	− 1 74
600	Interbail	635	631	631	− 0 63
1620	Intertechnique	1740	1715	1700	− 2 30
1670	J. Lefebvre	1788	1800	1850	+ 3 46
2050	Lab. Bellon	2170	2210	2215	+ 2 07
1400	Lafarge-Coppée	1480	1489	1495	+ 1 01
1710	Labon ★	1995	2050	1970	− 1 25
5270	Legrand	5410	5570	5540	+ 2 40
1770	Lesieur	1800	1825	1820	+ 1 11
895	Locabail Immob.	919	900	900	− 2 07
680	Locafrance ★	712	729	742	+ 4 21
1000	Locindus	980	956	980	....
1040	L. Vuitton S.A. ★	1135	1140	1125	− 0 88
670	Luchaire	770	770	760	− 1 30
1440	Lyonn. Eaux ★	1531	1540	1545	+ 0 91
168	Mais. Phénix	136	137	142	+ 4 41
610	Majorette (Ly)	730	740	745	+ 2 05
78	Manurhin	83 50	82	83	− 0 60
480	Mar. Wendel	539	540	540	+ 0 19
1660	Martell	1672	1698	1698	+ 1 58

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + −
2130	Matra	2530	2420	2460	− 2 77
2500	Merlin-Gerin ★	2590	2638	2600	+ 0 38
2840	Michelin	3180	3183	3180	....
1630	Midi (Cie)	1555	1564	1564	+ 0 58
436	Midland Bk S.A.	472	473	473	+ 0 21
595	Min. Salsig. (Mo)	700	780	780	+ 11 43
52	M.M. Penarroya	53 10	54	55	+ 3 58
2340	Moët-Hennessy	2508	2480	2506	− 0 08
820	Mot. Leroy-S ★	849	848	844	− 0 58
90	Moulinex	108	105 60	106 80	− 1 11
1010	Navig. Mixtes	1220	1235	1235	+ 1 23
194	Nord-Est	231 50	227	223 10	− 3 63
490	Nordon (Ny)	500	499	499	− 0 20
690	Nouvelles Gal.	724	728	728	+ 0 55
1260	Occident. (Gén.)	1269	1271	1269	....
1540	Omn. F. Paris	1690	1720	1719	+ 1 72
206	Olida-Caby	191 30	191 30	191 30	....
520	Opfi-Paribas	590	590	576	− 2 37
3960	Oréal (L')	4180	4250	4240	+ 1 44
765	Paris-Réesc. ★	869	869	860	− 1 03
1620	Pechelbronn ★	1594	1584	1600	+ 0 37
1450	Penhoet	1532	1535	1535	+ 0 20
990	Pernod-Ricard	1090	1095	1094	+ 0 37
151	Pétroles B.P.	148	144	146	− 1 35
1290	Peugeot S.A.	1450	1460	1450	....
36	Poclain	37 10	38	38 20	+ 2 96
1780	Poliet	2050	2040	2040	− 0 49
870	P.M. Labinal	940	927	928	− 1 28
3210	Presses Cité	3449	3449	3440	− 0 26
1380	Prétabail Sic.	1498	1498	1498	....
685	Primagaz	813	831	840	+ 3 32
635	Printemps ★	712	707	714	+ 0 28
2500	Promodès	2461	2500	2490	+ 1 18
310	Prouvost S.A. ★	328 50	327	329	+ 0 76
1350	Radiotechn.	1570	1599	1588	+ 1 15
152	Raff. Dist. Total	164 50	163 10	163 80	− 0 43
2620	Redoute (La) ★	2870	2880	2894	+ 0 83
330	Robur financière	360	360	385	+ 4 29
1820	Roussel-Uclaf	1935	1920	1900	− 1 81
1250	Roussel-C.N.I.	1495	1500	1495	....
5480	R. Impériale (Ly)	5590	5590	5580	− 0 18
265	Sade	289 90	290	290	+ 0 03
3590	Sagem	3800	3800	3800	....
400	Saint-Gobain	452	453 10	452	....
1040	St-Louis B.	1195	1190	1186	− 0 75
1970	Salomon	2110	2110	2110	....
1360	Salvepar	1500	1500	1500	....
790	Sanofi	871	893	898	+ 3 10
585	S.A.T.	726	730	730	+ 0 55
1000	Saupiquet (Na)	1245	1240	1240	− 0 40
625	Schneider ★	839	841	840	+ 0 15

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + −
105	S.C.O.A.	119 50	117 90	116 80	− 2 26
570	S.C.R.E.G.	627	625	620	− 1 12
795	Seb ★	878	879	881	+ 0 34
490	Sefimeg	470	470	471	+ 0 21
1750	S.F.I.M.	1857	1963	1850	− 0 36
95	S.G.E.	103	103 80	106	+ 2 91
635	Sign. Ent. El. ★	715	710	705	− 1 39
1040	Silic	1035	1045	1045	+ 0 97
615	Simco-U.P.H. ★	610	606	614	+ 0 65
385	Simnor (Li)	396	400	400	+ 1 01
1340	Skis Rossignol	1386	1389	1380	− 0 43
770	Simnco	785	781	781	− 0 51
280	Sodero (Na)	285	279	279	− 2 11
2620	Sodexho	2870	2895	2900	+ 1 05
410	Sogerap	428	428	429	+ 0 23
1740	Somm-Allib. ★	2000	2000	2010	+ 0 50
745	Source Perrier	744	748	749	+ 0 67
1220	Sovac ★	1260	1275	1275	+ 1 19
595	Spie-Batignol.	618	625	628	+ 1 29
665	Strafor	750	802	805	+ 7 33
420	Synthelabo ★	508	507	500	− 1 57
705	Talcs Luzenac	788	791	795	+ 0 89
3190	Tél. Elect.	3360	3430	3420	+ 1 79
1460	Thomson-C.S.F.	1625	1600	1590	− 2 15
450	Total (CFP) ★	468	469	472	+ 0 85
100	— (certific.)	103 50	103 90	103 50	....
2060	T.R.T.	2250	2280	2280	+ 1 33
810	U.F.B.	839	851	851	+ 1 43
1460	U.I.C.	1500	1535	1549	+ 3 27
635	U.I.F.	649	649	648	− 0 15
990	U.I.S.	946	935	935	− 1 16
590	U.C.B. ★	595	602	609	+ 2 35
770	Unibail	822	826	828	+ 0 73
490	Valéo	536	545	547	+ 2 05
100	Vallourec	107	109 30	109 10	+ 1 96
4530	V. Clicquot-P.	4205	4400	4400	+ 4 64
665	Via Banque	745	740	756	+ 1 47
800	Elf-Gabon	820	805	806	− 1 71
109	Amax Inc.	117	119	119 40	+ 2 05
435	Amer. Express	480 10	480 50	480 50	+ 0 08
144	Amer. Teleph.	149	147 50	147 50	− 1 01
95	Anglo Amer. C.	114	113 20	113 40	− 0 53
470	Amgold	528	542	542	+ 2 65
830	BASF (Akt)	860	870	870	+ 1 16
970	Bayer	1006	1020	1015	+ 0 89
106	Buffelsfont.	122 60	125	124 50	+ 1 55
260	Chase Manh.	240	238	239	− 0 42
265	Cie Pétr. Imp.	282 50	288	287	+ 1 59
57	De Beers	66 50	66	66 80	+ 0 45
2270	Deutsche Bank	2175	2124	2119	− 2 57
59	Dome Mines	70 80	72	70	− 1 13
1180	Dresdner Bank	1108	1070	1075	− 2 98

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + −
103	Driefontein Ctd	110 60	113 60	114 80	+ 3 89
660	Du Pont-Nem.	684	681	681	− 0 44
495	Eastman Kodak	474	467	467	− 1 48
39	East Rand	44	44 45	44 20	+ 0 45
280	Electrolux	296	300 50	299	+ 1 01
205	Ericsson	238	240	240	+ 0 84
510	Exxon Corp.	507	509	509	+ 0 39
490	Ford Motors	509	510	510	+ 0 20
74	Freegold	87 95	88	88	+ 0 06
87	Gencor	98 10	99 20	99 20	+ 1 12
635	Gén. Electr.	662	666	666	+ 0 60
530	Gén. Belgique	558	558	558	+ 0 36
490	Gen. Motors	480	486	486	+ 1 25
69	Goldfields	81 90	82 20	82 20	+ 0 37
47	Gd Metropolitain	49 80	49 40	49	− 1 61
66	Harmony	72 95	73	72 80	− 0 21
42	Hitachi	42 30	41 90	41 90	− 0 95
830	Hoechst Akt.	880	885	885	+ 0 58
130	Imp. Chemical	134 20	136	134	− 0 15
97	Inco. Limited	90	95 50	95 50	+ 6 11
860	IBM	881	897	892	+ 1 25
390	ITT	401	400 80	400 80	− 0 05
138	Ito-Yokado	148 70	148	148	− 0 47
80	Matsushita	76 05	76	76 10	+ 0 07
880	Merck	991	979	979	− 1 21
815	Minnesota M.	776	776	778	+ 0 13
275	Mobil Corp.	269	273	273	+ 1 49
590	Morgan J.P.	285 50	286	286	+ 0 18
35250	Nestlé	38880	38960	38900	+ 0 05
136	Norsk Hydro	143 50	144	144	+ 0 35
181	Ofsil	220	220	220	....
1480	Petrofina	1594	1618	1620	+ 1 63
546	Philip Morris	527	529	529	+ 0 38
140	Philips	148	148 20	148 20	+ 0 14
495	Quilmès	583	579	574	− 1 54
525	Randfontein	655	652	662	+ 1 07
630	Royal Dutch	679	689	689	+ 1 47
70	Rio Tinto Zinc	72	73	72 80	+ 1 11
75	St Helena Co	86 90	86 60	86 60	+ 0 81
240	Schlumberger	233 50	234	235	+ 0 64
97	Shell transp.	114	115 60	115	+ 0 88
2210	Siemens A.G.	2193	2185	2185	− 0 36
142	Sony	135	132 80	132 80	− 1 63
161	T.D.K.	152 10	149 80	149 80	− 1 51
27	Toshiba Corp.	25 70	27 10	26 95	+ 4 86
1480	Unilever	1599	1600	1600	+ 0 06
330	Unit. Techn.	332	329 70	329 70	− 0 69
535	Vaal Reefs	618	590	591 c	− 4 37
285	Volvo	302 90	298	298	− 1 62
230	West Deep	280 10	281	282 c	+ 0 68
450	Xerox Corp.	462	464	464	+ 0 43
1 08	Zambia Corp.	1 32	1 33	1 32	....

Comptant (sélection)

Obligations

VALEURS	% du nom.	% du coupon
4,5 % 1973 L.I.V.	....	..
Emp. 7 % 1973	8035	..
Emp. 8,80 % 77	123	7 112
9,80 % 78/93	102 30	6 578
10,80 % 79/94	105 40	5 652
13,25 % 80/90	108 30	10 310
13,80 % 80/87	103 13	5 633
13,80 % 81/89	109 50	2 193
16,75 % 81/87	103 94	8 480
16,20 % 82/90	118 62	2 663
16 % juin 82	120 10	12 186
14,60 % fév. 83	119 65	0 840
13,40 % déc. 83	122 95	3 047
12,20 % oct. 84	114 60	5 248
11 % fév. 85	115 80	0 633
10,25 % mars 86	109 75	0 056
ORT 12,75 % 83	1728 50	..
OAT 10 % 2000	109 85	7 973
OAT 9,90 % 1997	108 60	2 468
OAT 9,80 % 1996	107 30	1 156
Ch. France 3 %	....	..
CNB Bques janv. 82	101 45	1 621
CNB Paribas	101 80	1 621
CNB Suez	101 80	1 621
CNI janv. 82	101 60	1 621
PTT 11,20% 85	109 80	3 010
CFF 10,30% 86	....	..
CNE 11,50% 85	109 40	8 053
CNT 9% 86	98 50	7 567
CRH 10,90% déc. 85	108 45	1 989

Actions

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Aciers Peugeot	1001	1001
Agache (Sté Fin.)	1850	1835
A.G.F. (St Cent.)	802	805
Applic. Hydraul.	905	902
Arbel	249 50	257 d
Astorg	424	405
Avenir Publicité	2485	2548
Bain C. Monaco	487	511
Banque Hypoth. Eur.	488	466
Béghin-Say (C.I.)	506	530
B.G.I.	515	540
Blanzy-Ouest	535	573 d
B.N.P. CI	529	515
B.N.P. Intercontin.	370	372
Bénédictine	4070	4030
Bon-Marché	890	890
Cdif	1075	1045
Cambodge	849	737 d
C.A.M.E.	550	575
Campenon Bern.	783	790
Carbone-Lorraine	890	899
C.E.G.Frig.	651	689
Centen. Blanzy	3500	....
Cenerest (Ny)	235	230
Cerabati	140	118 o
CERUS	809	817
C.F.D.E.	....	....
Chambourcy (M.)	1000	1030
Champex (Ny)	170	170
C.I.C. (Financ. de)	330	328 50
C.I. Maritime	699	690
Cimes-Santra	1070	1070

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Citram (B)	545	580 d
Clause	1400	1400
Cofradel (Ly)	2195	2200
Cogil	480	496
Comiphos	620	615
Cie Industrielle	3660	3651
Comp. Lyon-Alem.	859	898
Concorde (La)	1300	1330
C.M.P.	33	33 90
Créd. Gén. Ind.	1102	1102
Crédit Lyonnais C.I.	734	734
Cr. Universel (Cie)	1030	1030
Créditel	159	160
Darblay S.A.	690	690
Darty Act. d. p.	406	420
De Dietrich	2180	2179
Delalande S.A.	1650	1655
Delmas-Vielj. (Fin.)	1300	1296
Didot-Bottin	630	....
Eaux Bass. Vichy	1451	1501
Eaux Vittel	2450	2400
Economats Centre	700	....
Electro-Banque	480	470
Elf-Antargaz	780	811 d
E.L.M. Leblanc	1040	1030
Ensil-Bretagne	301	295
Entrepôts Paris	605	590
Epargne (B)	3170	3050 o
Europ. Accumul.	106 60	106 30
Eternit	2775	2775
Exor	4344	4319
Finalens	260	262
FIPP	425	424
Frac	1510	1510
Foncière (Cie)	640	650
Fonc. Lyonnaise	6210	6210
Foncina	592	600
Forinter	1110	1110
Fougerolle	430	410
France I.A.R.D.	519	555 d
France (La)	8000	7700
From. Paul Renard	544	512
GAN	1219	1250
Gaumont	430	551 d
Gaz et Eaux	2600	2600
Gévelot	750	715
Gr. Fin. Constr.	606	515
Gds Moul. Paris	440	471 40
Groupe Victoire	3855	3870
G. Transp. Ind.	695	705
H.E.F.	382	436
Hutchinson	1311	1346
Immindo S.A.	600	584
Immivest	375 60	381
Immobail	513	511
Immobanque	802	....
Immob. Marseille	10000	10000
Immofice	574	574
Invest. (Sté Cent.)	3580	....
Jaeger	238 60	233
Lafitte-Bail	583	585
Lambert Frères	205	214
Lille-Bonnières	1320	1310
Loca-Expansion	341	341
Locafinancière	461	461
Locatel	400	424
Louvre (Sté)	1836	1845
Machines Bull	54 60	53
Magasins Uniprix	230	229
Magnant S.A.	150	150
Maritimes Part.	433	415 10
Métal Déployé	487	500
Mors	219	219
Naval Worms	102	102 10

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Navig. (Nat. de)	206	196
OPB Paribas	586	575
Optorg	386	400
Oréal (L') C.I.	3100	3095
Origny-Desvroise	1235	1235
Palais Nouveauté	1095	1100
Paribas	539	520
Paribas-CIP	530	510
Paris France	350	340
Paris-Orléans	350	361
Part. Fin. Gest. Im.	1780	1780
Partenhee	910	918
Pathé-Cinéma	705	786 d
Pechiney (cert. inv.)	247	250
Piles Wonder	870	888
Piper-Heidsieck	1112	1179
P.L.M.	218	217 80
Porcher	725	740
Providence S.A.	1950	1990
Publicis	2470	2410
Raff. Souf. R.	176	175
Rhône-Poul. (c. inv.)	378	....
Ricqlès-Zan	396	409
Rochefortaise S.A.	314	311 10
Rochette-Cenpa	140	140
Rosario (Fin.)	391	393
Roudière	296	296
Rougier et Fils	144 50	135
Sacer	476	475
SAFAA	1400	1405
Safic-Alcan	987	947
SAFT	2200	2180
Saga	411	398
St-Gobain C.I.	445	442
Salins du Midi	548	542
Santa-Fé	172	172 50
Satam	259 50	250
Saulnes	87	88 80
Saunier-Duval	82 50	87 20 d
Savoisienne (M)	300	281 60 o
SCAC	830	840
Senelle Maubeuge	570	580
S.E.P. (M)	280	280
Serv. Equip. Véh.	122 80	125
Sicil	271	269
Sicotel	409	409
Sevim	320 10	329 50
Siph (Plant. Hévéas)	415	....
Sté Générale-CIP	1490	1485
Sofal financière	2400	2367
Soflo	370	375
Soficomi	875	880
S.O.F.I.P. (M)	190	....
Sofragi	1160	1120
Souchon Autog.	579	579
Sovabail	845	820
Speichim	18 20	25 15 d
S.P.I.	779	760
Suez (Fin. de)-CIP	1340	1375
Stemi	1060	....
Taittinger	2210	2206
Testut-Aequitas	375	387 50
Tour Eiffel	615	620
Ufiner S.M.D.	835	778 o
U.A.P.	2620	2640
U.T.A.	2845	2850
Vicat	1405	1400
Viniprix	1705	1705
Virax	215	208 30
Waterman S.A.	625	625
Brass. du Maroc	141	143

Étrangères

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.E.G.	975	....
Akzo	393	390 10
Alcan Alum	220	220
Algemeine Bank	1470	1516
American Brands	310	....
Am. Petrofina	270	....
Arbed	278	....
Asturienne Mines	168	165
Bco Pop Espanol	399	406 90
Banque Morgan	....	....
Banque Ottomane	1350	1350
B. Régl. Internat.	45000	44900
Br. Lambert	613	613
Canadian-Pacific	108 10	112 40
CIR	38	....
Commerzbank	906	875
Dart. and Kraft	374	367 50
De Beers (port.)	47 80	....
Dow Chemical	499	513
Gén. Belgique	556	558
Gevaert	1020	....
Glaxo	158	158 90
Goodyear	330	....
Grace and Co	340	374 d
Gulf Canada Corp.	119	120
Honeywell Inc.	469 50	440
I. C. Industries	195	194 50
Johannesburg	800	....
Kubota	18 50	18 50
Latonia	284	284
Mannesmann	....	....
Midland Bank Plc	65	61
Mineral-Ressourc.	72	....
Nixdorf	2415	2410
Noranda	136	142 30
Olivetti	32 55	33 50
Pakhoed Holding	177	187
Pfizer Inc.	477	470
Procter Gamble	550	....
Ricoh Cy Ltd	35	35
Rolinco	283	264
Robeco	295 30	296
Rodamco	416	414
Saipem	19 40	19 30
Shell fr. (port.)	110	....
S.K.F. Aktiebolag	320	339
Steel Cy of Can.	100	....
Tenneco	259	284 50
Thorn EMI	61 60	61 55
Toray indust. Inc	28 40	28 30
Vieille Montagne	810	....
Wagons-Lits	900	918
West Rand	20	19 60
A.G.P. S.A.	1350	1350

Hors-cote

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Asmap	7 80	6 85 o
Calciphos	1255	1240
C.E.M.	....	....
Cochery	179	....
Coparex	480	480
Dubois Inv. (Castu.)	1000	1040
Gachot	365	378
Hydro-Energie	320	....
Hoogovens	250	....
Matra Horl. (échan.)	....	....
Nicolas	1100	1030
Révillon	470	....
Rorento N.V.	148 50	148
Sopalem	85 70	0 10 o
S.P.R.	231	....
Ufinex	380	....
Union Brasseries	142	....

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alain Manoukian	1115	1110	Deville	999	986	Molex	350	....
Asystel	705	715	Drouot-Assurances	590	594	Navale-Delmas	910	900
B.I.C.M.	930	932	Drouot-Obl. convert.	3890	3890	Olivetti-Logabax	580	600
B.I.P.	1290	1290	Editions Belfond	304 50	305	Om. Gest. Fin.	629	629
Belloré Technologies	1300	1300	Elect. S. Dassault	985	990	Patemelle-R.D.	3560	3560
Buitoni	751	....	Expand	781	776	Petit Bateau	300	296
Cables de Lyon	1468	1400	Filipacchi	896	880	Petroligaz	690	705
Calberson	849	860	Guintoli	650	650	Razel	1449	1460
Cardif	2870	2950	Guy Degrenne	1041	1060	St-Gobain Emballage	1500	1515
Cap Gemini Sogeti	2800	2820	I.C.C.	295	292	St-Honoré Matignon	230	237
C.D.M.E.	1240	1240	IN Informatique	400	400	S.C.G.P.M.	320	310
C. Equip. Elect.	311	318	Le gd livre du mois	400	390	Sema-Metra	1590	1580
C.E.G.I.D.	2920	2900	Loca-Investissement	350	355 50	S.E.P.	1550	1590
C.E.P.-Communication	1503	1510	Locamic	821	810	S.E.P.R.	1916	1916
C.G.I. Informatique	1060	1069	Manutan	599	575 o	S.M.T. Goupil	365	359
C. Occid. Forestière	180	180	Marlin Immobilier	460	460	Sodinforg	1470	1510
Dafsa	227	234	Métallurg. Minière	197	187	Sofibus	390	403
Dauphin O.T.A.	3500	3450	Métrologie Internat.	579	602	Supra	1310	1255
Deventey	2786	2787	M.M.B.	770	772	Valeurs de France	379	380

SICAV (sélection) 13/3

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
A.A.A.	852 48	831 68
Actions France	503 86	495 46
Actions sélectives	649 42	625 95
Aedificandi	676 20	651 76
A.G.F. Actions (ex-CIP)	1254 71	1224 11
A.G.F. 5000	634 65	619 07
A.G.F. ECU	1189 19	1167 61
A.G.F. Interfonds	470 51	459 03
A.G.F. OBLIG.	1164 05	1158 26
Agfimo	711 27	693 92
Altefi	225 12	218 98
A.L.T.O.	205 21	197 79
Amerit-Gan	5784 35	5622 05
America-Valor	804 82	789 32
Amérique Gestion	394 45	376 56
Amplitude	584 04	567 03
Arbitrages court terme	5276 24	5265 70
Argonautes	437 57	417 73
Associc	1141 94	1141 94
Aurecic	1365 80	1326 02
Axa Europe	112 85	107 73
Axa Investissements	123 65	118 04
Bourse-Investiss.	507 95	484 92
Bred Associations	2612 58	2604 78
Bred International	95 80	94 02
Capital Plus	1667 23	1667 23
CIP (voir AGF Actions)	......	......
Columbia	881 64	841 66
Convertimmo	411 72	395 88
Cortal court terme	12393 26	12393 26
Conexa	1004 47	958 92
Credister	495 82	481 38
Croiss. Finance	288 15	276 74
Croiss. Mercure	2584 35	2509 08
Croiss. Immobil.	673 10	642 58
Croiss. Prestige	378 25	362 05
Déméter	13072 44	13072 44
Drouot-France	731 55	698 38
Drouot-Investiss.	1152 84	1100 56
Drouot-Sécurité	263 18	251 25
Drouot-Sélection	147 02	140 35
Ecocic	1169 84	1152 55
Elicoop Sicav	11279 20	11279 20
Eli-Valeurs	10324 32	10072 51
Energie	273 37	260 97
Eparcic	2883 46	2877 69
Eparcourt Sicav	4102 88	4092 63
Epargne Associations	25573 56	25535 25
Epargne-Capital	7787 08	7709 98
Epargne-Croiss.	1536 21	1494 12
Epargne-Industr.	855 86	817 05
Epargne-Inter	679 54	661 35
Epargne J	51172 67	51172 67
Epargne-Long-Terme	1825 63	1776 77
Epargne-Oblig.	203 88	198 21
Epargne-Unie	1343 25	1282 34
Epargne-Valeur	447 34	435 37
Eparoblig	1249 39	1245 90
Eurocic	9638 32	9495 88
Euro-Croissance	564 28	547 85
Eurodyn	1116 16	1078 49
Financière Plus	27319 52	27049 03
Finord Placement	63764 08	63573 37
Finord Trimestriel	1124 54	1107 92
Finord Valorisation	13292 12	13031 49
Fonsicav (div. par 10)	10489 73	10484 60
Foncier Investiss.	1184 19	1155 31
Foncival	281 58	268 81
France Ecu Plus	10467 76	10384 12
France-Gan	6534 03	6237 74
France-Garantie	318 29	315 66 ◆
France-Investiss.	588 70	562
France-Net	128 98	126 72
France-Obligations	474 28	469 56
Francic	433 25	420 63
Francic Régions	1162 42	1128 58

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
Fructi-Associations	1320 83	1320 83
Fructicapi	308 24	301 71
Fructidor	254 65	251 08
Fructifrance	892 14	870 38
Fructivar	81252 89	81050 38
Fructi ECU	577 23	568 70
Fructi-Première	12235 14	12054 33
Futuroblig	1109 19	1108 08
Gestilion	60743 08	60591 80
Gestion Associations	158 38	164 89
Gestion Mobilière	758 71	724 31 ◆
Gest. Rendement	505 40	482 48
Gest. Sél. France	822 66	785 36
Haussmann Associat.	1294 55	1294 55
Haussmann court terme	1167 37	1167 37
Haussmann Epargne	1395 81	1395 81
Haussmann Europe	2113 03	2038 98
Haussmann France	1130 39	1089 53
Haussmann Oblicaiss.	1321 15	1321 15
Haussmann Obligation	1578 66	1521 60
Horizon	1281 38	1244 06
I.M.S.I.	640 07	611 05
Indo-Suez Valeurs	782 18	756 24
Ind. française	13213 68	12954 59
Interoblig.	11881 38	11424 40
Intersélect France	487 23	465 14
Intervaleurs Indust.	724 13	691 29
Invest. net	14224	14195 61
Invest. Obligataire	17588 87	17553 76
Japacic	172 37	167 36
Jeune épargne	244 15	240 54 ◆
Laffitte-Amérique	271 27	258 97
Laffitte-crt-terme	80767 73	80767 73
Laffitte-Expansion	873 57	833 96
Laffitte-France	368 12	351 43
Laffitte-Immobilière	263 11	251 18
Laffitte-Japon	334 60	319 43
Laffitte-Oblig.	146 65	139 90
Laffitte-Placements	64010 40	64010 40
Laffitte-Rend.	215 72	205 94
Laffitte-Tokyo	1243 41	1187 03
Lion-Associations	11142 77	11142 77
Lion-Institutionnels	23007 40	22950 02
Lionplus	74052 34	73319 15
Livret portefeuille	648 38	629 48
Méditerranée	182 13	173 87
Mondiale Investissem.	482 02	460 16
Monecic	5816 61	5816 61
Moné.J.	52879 26	52879 26
Monélitte	257593 73	257593 73
Multi-Obligations	428 84	407 48
Mutuelle Unie Sél.	165 26	157 77
Natio.-Assoc.	6503 25	6490 27
Natio.-Epargne	14013 01	13874 27
Natio.-Immobilier	1056 68	1028 40
Natio.-Inter.	1155 94	1125
Natio.-Obligations	534 64	520 33
Natio.-Patrimoine	1434 80	1398 20
Natio.-Placements	62217 24	62217 24
Natio.-Revenus	1072 13	1061 51
Natio.-Sécurité	54310 30	54310 30
Natio.-Valeurs	808 66	785 28
Nippon-Gan	5452 66	5205 40
Nord-Sud Développ.	1221 10	1218 66 ◆
Oblicic Régions	1028 13	1012 84
Oblicoop Sicav	1458 68	1428 10
Oblilion	1083 38	1054 38 ◆
Optimavalor	685 71	654 62
Options et Rendement	52858 07	52077 90 ◆
Orient-Gestion	178 78	170 67
Paramérique	564 48	538 88
Parourope	859 56	820 56
Paribas Epargne	16532 94	16501 94
Paribas France	110 13	105 92
Paribas Gestion	861 12	824 58
Paribas Opportunités	107 45	104 32

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
Paribas Patrimoine	567 70	544 56
Paname-Valor	1050 70	1049 65
Patrimoine-Retraite	1657 01	1624 52
Phenix Placements	272 72	271 36
Pierre Investiss.	783 45	747 92
Placement A	1090 04	1090 04
Placement crt-terme	71336 25	71336 25
Placement J	55461 15	55461 15
Placement Premier	50976 94	50976 94
Placements Rendement	11413 23	11413 23 ◆
Placements Sécurité	108880 61	108880 61 ◆
Première Obligations	10367 38	10305 55
Pér/Association	22586 20	22586 20
Province Investiss.	641 89	612 78
Quartz	115 54	112 69
Rentacic	166 63	164 17
Revenus Trimestriels	5894 24	5835 88
Revenu Vert	1174 08	1172 69
Rivoli Plus	1054 26	1006 45
St-Honoré Assoc.	13850 82	13781 91
St-Honoré Bio-aliment.	853 60	814 89
St-Honoré Pacifique	575 71	549 60
St-Honoré P.M.E.	505 28	482 37
St-Honoré Réel	11448 97	11403 36
St-Honoré Rendement	12228 01	12187 17
St-Honoré Technol.	822 85	785 54
St-Honoré Valor	12436 10	12337 40
Sécuricic	11161 43	11150 28
Sécur. Mobilière	401 28	383 06
Sécuri Taux	10124 98	10124 98
Sél.court terme	12464 83	12382 11
Sicadem (Cardan BP)	765 58	744 41
Sicav-Associations	1389 32	1387 24
S.F.I. fr. et étr.	833 93	815 47
Sicavimmo	810 57	773 81
Sicav 5000	382 01	371 79
Slivafrance	597 99	581 99
Slivam	437 84	426 12
Slivarente	225 11	219 09
Slivinter	413 92	402 94
S.I.-Est	1334 72	1274 20
S.I.G.	936 12	893 26
S.N.I.	1282 34	1244 99
Sogepargne	387 80	373 69
Sogerac	52715 89	51180 48
Sogever	1113 88	1063 37
Soginter	1325 71	1265 59
Soleil Investiss.	493 24	470 87
Technocic	1229 28	1193 48
Techno-Gan	6158 68	5877 40
U.A.P. Investiss.	439 50	413 98
Uni-Associations	107 73	107 73
Unifrance	515 19	491 83
Unifoncier	1398 08	1334 68
Uni-Garantie	1325 67	1299 65
Unigestion	941 89	898 99
Uni-Japon	1463 64	1397 27
Uni-Régions	3276 43	3127 88
Univers	2319 92	2243 64
Univer	173 84	173 84
Univers-Obligations	1586 09	1533 94
Valorem	540 95	527 78
Valoblig	60895 25	60292 33
Valorg	1472 44	1470 97
Valrel	78937 41	78897 96

c : coupon détaché
o : offert
• : droit détaché
d : demandé
◆ : prix précédent
★ : marché continu.

Droits et bons

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Attribution		
Air Liquide	....	....
Casino	....	....
Créd. Foncier France	....	....
Pernod Ricard	....	....
Total	6 40	....

MINITEL

La gestion en direct de votre portefeuille personnel
36.15 Tapez LEMONDE puis BOURSE

Cote des changes

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 13/3	COURS DES BILLETS Achat	COURS DES BILLETS Vente
Etats-Unis ($ 1)	6 198	6 175	5 920	6 470
ECU	6 917	6 906	....	....
Allemagne (100 DM)	332 760	332 770	322 500	340 500
Belgique (100 F)	16 073	16 073	15 600	16 500
Pays-Bas (100 fl.)	294 600	294 680	285 500	303 500
Danemark (100 krd)	88 470	88 440	85 500	92
Norvège (100 k)	88 710	88 560	85	91 500
Grande-Bretagne (£ 1)	9 842	9 737	9 450	10 150
Grèce (100 drachmes)	4 563	4 657	4	5
Italie (1 000 lires)	4 684	4 683	4 500	5
Suisse (100 fr.)	396 850	397 180	384	404
Suède (100 krs)	95 690	95 480	92	97 500
Autriche (100 sch)	47 350	47 360	46 100	48 450
Espagne (100 pes.)	4 764	4 749	4 550	5 050
Portugal (100 esc.)	4 346	4 325	3 700	4 700
Canada ($ can 1)	4 690	4 676	4 430	4 830
Japon (100 yens)	4 036	4 028	3 880	4 080

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 13/3
Or fin (kilo en barre)	81150	81000
Or fin (en lingot)	81000	81000
Pièce française (20 fr)	511	512
Pièce française (10 fr)	365	.....
Pièce suisse (20 fr)	542	545
Pièce latine (20 fr)	488	488
Souverain	591	591
Pièce de 20 dollars	3210	3120
Pièce de 10 dollars	1540	1520
Pièce de 5 dollars	965	.....
Pièce de 50 pesos	3105	3125
Pièce de 10 florins	485	488
Or Londres	408	408 25
Or Zurich	409 50	408 75
Or Hongkong	407 05	409 75
Argent Londres	5 56	5 68

Le Monde

ÉTATS-UNIS : l'« Irangate »

M. Reagan rend hommage au « dévouement » et à l'« intégrité » de MM. Shultz et Weinberger

Le président Ronald Reagan a affirmé, le samedi 14 mars, que le secrétaire d'Etat, M. George Shultz, et le secrétaire à la défense, M. Caspar Weinberger, *« ont fait face à leurs responsabilités pendant l'affaire iranienne »*. M. Reagan a précisé : *« Dans l'affaire des ventes d'armes à l'Iran, MM. Shultz et Weinberger m'ont fortement conseillé de ne pas poursuivre cette initiative. J'ai soupesé leur avis et ai décidé finalement que le risque valait la peine d'être couru et qu'il fallait aller de l'avant. Comme nous le savons maintenant, ils avaient raison et j'avais tort »*, a déclaré le président au cours de son allocution radiophonique hebdomadaire.

M. Reagan a ensuite tenu à rendre hommage aux deux hommes. *« Jamais un président n'a été aussi bien servi par de tels hommes au sein de son Conseil de sécurité nationale »*, a-t-il dit en mettant l'accent sur leur *« dévouement »* et leur *« intégrité »*. Cet hommage à MM. Shultz et Weinberger intervient après que la commission Tower eut accusé les deux hommes d'avoir *« manqué d'énergie pour protéger le président »*. De son côté, le *Washington Post* a toutefois affirmé, samedi, qu'ils *« étaient mieux informés sur les ventes secrètes d'armes à l'Iran qu'ils ne l'ont dit publiquement »*.

Quant au vice-président, M. George Bush, il a expliqué dimanche, dans une interview à la chaîne de télévision CBS, qu'il avait eu l'impression de recevoir *« un coup de poing dans le plexus »* quand il appris le détournement au profit des rebelles nicaraguayens, les « contras », de fonds provenant des ventes d'armes à l'Iran. *« Dès l'instant où je l'ai appris, j'ai su clairement que ce serait mauvais politiquement »*, a-t-il ajouté. Selon un sondage effectué récemment auprès des électeurs du sud des Etats-Unis, M. Bush apparaît dans cette région comme le favori des républicains, tandis que M. Gary Hart l'emporte chez les démocrates.

Pour sa part, le nouveau secrétaire général de la Maison Blanche, M. Howard Baker, faisant preuve d'un optimisme délibéré, avait déclaré vendredi que les deux dernières années de la présidence de M. Reagan ne seraient pas consacrées à *« expédier les affaires courantes »* et qu'elles seraient même, peut-être, *« les meilleures »* de tout son séjour à Washington. Insistant sur la bonne forme du président, M. Baker avait affirmé que M. Reagan allait *« démontrer sa vitalité et son énergie »*, ajoutant : *« Nous avons un grand président, un grand gouvernement et un grand budget. Quelqu'un doit diriger, et Ronald Reagan dirige. Je demande instamment à tous de suivre. Avec votre aide, nous pouvons gagner. »*

BOURSE DE PARIS

Matinée du 16 mars

Effritement

Les affaires étaient généralement calmes, lundi matin à la Bourse de Paris, et, après la légère reprise de vendredi, l'effritement était au rendez-vous. A la fin de la session préliminaire, l'indicateur instantané accusait un très modeste recul de 0,25 %. Baisse de Locafrance, Prouvost, Crédit national, Leroy-Somer. Avance de Schneider, Sovac, L. Vuitton, SGE, Ecco.

Valeurs françaises

	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours
Accor	548	547	544
Agence Havas	2070	2072	2072
Air Liquide (L')	701	703	700
Bancaire (Cie)	1074	1074	1074
Bongrain	2750	2760	2730
Bouygues	1249	1248	1248
B.S.N.	5010	4955	4956
Carrefour	3798	3798	3798
Chargeurs S.A.	1938	1934	1946
Club Méditerranée	687	691	688
Eaux (Gén.)	1498	1500	1505
Elf-Aquitaine	346	346	343 50
Essilor	3620	3620	3620
Lafarge-Coppée	1495	1495	1492
Michelin	3180	3160	3160
Midi (Cie)	1564	1564	1570
Moët-Hennessy	2506	2498	2486
Navig. Mixtes	1235	1233	1236
Oréal (L')	4240	4236	4220
Pernod-Ricard	1094	1088	1088
Peugeot S.A.	1450	1445	1445
Saint-Gobain	452	450	450
Sanofi	898	890	890
Source Perrier	749	750	746
Télémécanique	3420	3420	3420
Thomson-C.S.F.	1590	1585	1585
Total-C.F.P.	472	468	469
T.R.T.	2280	2285	2290
Valéo	547	560	560

Au « Club de la presse » d'Europe 1

M. Jacques Delors se prononce pour « un armistice idéologique » pendant cinq ans

M. Jacques Delors, président de la Commission des Communautés européennes, qui participait le dimanche 15 mars au « Club de la presse » d'Europe 1, a été interrogé sur le nom du candidat socialiste au scrutin présidentiel. Il a indiqué : *« La question ne se pose pas actuellement. Quand elle se posera, ce sera au PS à y répondre. Le PS devra désigner son candidat en fonction de critères bien précis.*

1 – Quelle est la structure des votes en France, la proportion des votes flottants, à quelles conditions notre candidat peut-il espérer l'emporter ?

2 – Ce candidat, les Français vont le juger en tant que personne. Cette personne a-t-elle les nerfs solides, la compétence nationale et internationale, l'expérience ?

3 – Le seul problème, ce n'est pas qui va s'engager dans la course ou qui va gagner la course, mais c'est pourquoi faire... Que proposer aux Français... J'ai des idées bien précises sur cette question.

» Mais il faut rester prudent. La question de la candidature se posera le jour où le président de la République se sera décidé. Pour ma part, je me mêle à la bataille des idées. Je considère que, compte-tenu de notre handicap économique, la tâche d'un futur président, ce sera d'obtenir non le vote, mais le consentement, l'appui d'au moins trois Français sur cinq et de créer dans ce pays un sentiment d'équité qui permette à chacun de s'atteler à la tâche, qui permette de mettre un accent prioritaire sur la modernisation du système éducatif, sur la recherche et l'aide aux entreprises, qui permette enfin, grâce au grand vent du large, au grand marché, à l'Europe de se sentir stimuler.

» Après cinq ans de cet effort, on pourra avoir des conceptions différentes de la société, on finassera... Mais pendant cinq ans, je suis pour un armistice idéologique. La France doit se serrer les coudes pour devenir une grande nation sur le plan économique dans le monde. Un président ayant cette idée, une économie qui, pendant cinq ans, a besoin du soutien de tous, créeront tout cela. Je ne demande pas aux partis de renoncer à leur travail de réflexion. Ainsi, du côté du PS, j'essaie dans le même temps d'expliquer que la social-démocratie n'est pas morte. (...) Mais on pourrait avoir un accord assez large des Français, ce qui obligerait les hommes politiques à en tenir compte. » Il a ajouté : *« Compte tenu de notre handicap économique, la tâche du futur président sera d'obtenir l'appui d'au moins trois Français sur cinq, comme l'a dit Pierre Bérégovoy, et de créer un sentiment d'équité qui permette à chacun de se mobiliser. »*

La France manque à l'Europe

Récusant l'idée d'une dissolution automatique de l'Assemblée nationale après l'élection présidentielle, M. Delors a jugé ainsi un an de cohabitation : *« La cohabitation montre qu'il y a bien une deuxième lecture de la Constitution, comme je l'ai toujours soutenu. Par conséquent, ce cas de figure peut se reproduire, sans qu'on émette des craintes absolues ou qu'on se lance dans des exégèses sur la pensée du général de Gaulle. En deuxième lieu, il y a eu repli du président sur les compétences qu'il jugeait essentielles, plus quelques mises en garde, mais cela permet un certain équilibre et permet d'éviter certaines erreurs. Mais il y a, c'est le troisième point, et je le regrette, continuation du recul du Parlement. »*

Evoquant ensuite l'action de la France en Europe, M. Delors a précisé : *« On ne peut comprendre la situation française que si l'on sait qu'il y a cohabitation entre un président socialiste et une majorité de droite, et si l'on sait par ailleurs que nous avons un gouvernement de coalition UDF-RPR. Entre un RPR qui a une certaine conception de l'Europe, allergique à la mienne, et l'UDF qui partage mes idées, le résultat, avec un président de la République très européen, c'est que pour l'instant la France est présente mais pas active. Et quand la France n'est pas active, il manque quelque chose à l'Europe. La France n'est plus au centre des initiatives. »*

M. Delors s'est enfin déclaré *« très inquiet »* du décalage qui existe entre l'économie réelle et l'économie monétaire, *« purement spéculative »*. *« L'argent circule dans son coin. C'est la société du casino »*, a-t-il dit, avant de conclure : *« Un monde comme ça, je le refuse. Il ne se passera pas dix ans de plus sans que le marché ne connaisse de graves déboires, car il donne le spectacle de l'injustice. »*

Diplomate et juriste de réputation internationale

M. Guy de Lacharrière est mort

Nous apprenons le décès de M. Guy de Lacharrière, qui, après *une longue et brillante carrière au* Quai d'Orsay, en particulier à la tête de son service juridique, avait été élu, en novembre 1981, juge à la Cour internationale de La Haye pour neuf ans.

[Né le 27 janvier 1919, docteur en droit, licencié ès lettres, diplômé de l'Ecole libre des sciences politiques et de l'Ecole nationale des langues orientales (russe), Guy Ladreit de Lacharrière, après avoir servi dans l'armée, puis participé à la Résistance, avait été reçu premier au concours des affaires étrangères à la Libération. Il devait être affecté à Moscou en 1945, à l'administration centrale (relations culturelles) en 1948, pour y exercer différentes fonctions auprès de l'UNESCO, dont il devait devenir directeur du département des sciences sociales en 1952. Revenu à l'administration centrale du Quai d'Orsay en 1957 (affaires économiques), Guy de Lacharrière avait été nommé directeur adjoint des organisations internationales en 1965. Chargé du service des Nations unies, il devait participer à plusieurs sessions de l'ONU avant de devenir directeur des affaires juridiques en 1969. Il allait conserver cette fonction plus de dix ans, avant d'être nommé conseiller d'Etat en service extraordinaire, en 1979, puis d'être élu, en 1981, juge à la Cour internationale de justice de La Haye, dont il était devenu vice-président en 1985. Entre-temps, Guy de Lacharrière avait enseigné à l'Institut d'études politiques de Paris et à l'ENA, et s'était affirmé comme un juriste de réputation internationale, en particulier dans le domaine du droit de la mer.]

Le numéro du « Monde » daté 15-16 mars 1987 a été tiré à 463 159 exemplaires

Sur le vif

Dur comme fer

— Allô ! c'est toi ? C'est Mina. *Dis donc, t'as regardé* Polac, samedi soir ?

— Tais-toi ! Tu m'aurais vue, assise par terre, en tailleur, devant le poste, mon trousseau de clés serré dans la main, les yeux dans les yeux de Uri Geller ! Ah ! ce regard, on dirait un extra-terrestre ! *Ce qu'il est beau, c'est* pas croyable !

— Ce qui est pas croyable, c'est qu'on puisse y croire.

— Comment ça ! Mais je l'ai vu, *moi*, la tordre, cette cuillère, une cuillère vachement dure avec ça ! Enfin, tu peux pas dire le contraire. Ils l'effleuraient du doigt, lui et ce petit gamin, là...

— Arrête tes conneries ! C'était truqué. T'as bien vu, après, Majax avec cette canne de golf.

— Et d'où elle sortait, tu peux me dire ? Il l'avait trafiquée avant de l'amener au studio, alors que la cuillère, *elle*, venait du café du coin, ils l'ont dit à l'émission.

— Où tu prends ça ? *Moi*, j'ai rien entendu de pareil. Et le coup de la boussole bloquée ! Majax, il a complètement affolé l'aiguille, et l'autre, c'est à peine s'il a pu la bouger d'un millimètre.

— Ben, voyons, c'est exprès ! C'est pour montrer à quel point c'est difficile quand c'est pour de vrai.

— Alors, là, d'accord. Il truque pour faire croire qu'il truque pas.

— N'importe quoi ! T'es vraiment lourde, Mina ! Tu te traînes au ras des pâquerettes. T'a pas d'imagination, rien ! La parapsychologie, ça existe, même qu'il y a un industriel qui l'a dit, Broux, Roux, je sais plus qui. Dans cent ans, tout le monde y croira.

— Tout le monde y croyait au Moyen Age, les sorcières, tout ça...

— En attendant, Dédé, le garçon d'étage ici, au journal, sa montre elle était complètement rouillée, détraquée, eh bien ! elle s'est remise à marcher.

— Et tes clés, elles se sont tordues ? Non, hein ! Tu les tenais pourtant bien serrées dans ta menotte de vieille petite fille écarquillée devant ces mystères qui nous dépassent.

— Quand t'auras fini de m'insulter ! Si elles se sont pas tordues, c'est parce que j'ai pas voulu. Comment j'aurais fait pour rentrer chez moi après ? Alors, question fluide, j'ai pas ouvert le robinet à fond.

— Ah, dis donc, ça me fait penser, je passe une audition aux *Bouffes-Parisiens* cet aprèm', alors tu croises les doigts et tu touches du bois pour moi, hein ! Surtout, oublie pas !

CLAUDE SARRAUTE.

Echecs

M. Raoul Bertolo président de la FFE

M. Raoul Bertolo a été élu, le samedi 14 mars, président de la Fédération française des échecs (FFE). Agé de cinquante-neuf ans et déjà président de la FFE de 1971 à 1976, M. Bertolo, rédacteur en chef de la revue *Europe échecs*, remplace M. Jacques Lambert.

Ce dernier, dont le principal titre de gloire pendant les dix années où il a régné sur les échecs en France, a été d'avoir soutenu inconditionnellement M. Campomanes, l'actuel président de la Fédération internationale des échecs (FIDE), se représentait une nouvelle fois. Mais, comprenant avant le vote qu'il serait battu, il retirait au dernier moment sa candidature, et M. Bertolo était élu par 49 voix contre 12 à M. Némouthé (douze inconditionnels de M. Lambert) et 18 abstentions.

● **Le match** *Karpov-Sokolov.* — Bien qu'ajournée au quarante et unième coup par Sokolov, avec les noirs, la huitième partie de la finale du Tournoi des prétendant au championnat du monde d'échecs jouée le dimanche 15 mars devrait se conclure par la nullité, sans même être reprise. Karpov mènerait alors par 5 à 3, à deux points et demi de la victoire finale.

A B C D E F G





